

REVUE
DES
DEUX MONDES

XCIX^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

REVISED

2nd

DECEMBER 1890

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION

REVUE
DES
740
DEUX MONDES

XCIX^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE-TROISIÈME

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

—
1929

DARTMOUTH
COLLEGE
LIBRARY

054

R3274

1929

v. 5

JAN 16 1930

258030

B.P.

VALOMBRÉ

DERNIÈRE PARTIE (1)

L'ÉCHÉANCE

La chasse de Valombré nous avait précipités en pleine tragédie domestique. Rien n'en devait transpirer et la vie reprit dès le lendemain son cours ordinaire, ses apparences mornes et monotones. Je cachai seulement dans une armoire la veste révélatrice que je ne remettrais jamais plus. Et les jours sur les jours entassèrent les brumes de l'oubli, comme on jette des pelletées de terre sur les morts au cimetière. Les romans, les pièces de théâtre finissent. Tant bien que mal, ils conduisent à un dénouement. Or il n'y avait pas de dénouement. Ou le destin le réservait.

Peu à peu les personnages qui avaient joué un rôle, tout au moins dans l'affaire d'infanticide, se dispersaient ou disparaissaient. Le juge Bernin, appelé à la Cour d'appel de Lyon, avait quitté Grenoble. M^e Arbonel avait été frappé subitement, à la barre, comme il achevait de plaider avec une éloquence qui appelait la foudre : une belle mort pour un avocat. Même cette Ninette Furon, dite Ninon Prémollette, qui n'avait eu qu'un vague soupçon de la présence de M. de Varce à Chapareillan et qui avait espéré en tirer parti pour forcer la main au marquis d'Arnay, humble comparse dans le drame, était décédée, il y avait beau temps, des suites d'un accident d'automobile, une de ces nouvelles machines qui n'était pas encore au point et

Copyright by Henry Bordeaux, 1929.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet, 1^{er} et 15 août.

qui avait pris feu. Quant à M^{me} Desclaux, elle avait vendu les quelques meubles qui composaient le mobilier de sa mère et résilié le bail : qu'était-elle devenue ? Partie sans laisser d'adresse. Je m'informai vainement d'elle. Personne ne savait où elle résidait. Les uns la disaient à Paris où tout se perd et se mêle, les autres à l'étranger. Sans doute avait-elle cherché à reprendre son métier d'institutrice dans quelque pays où sa réputation n'était atteinte ni dans sa conduite, ni dans sa raison. La rente que M^{me} Desclaux avait dû lui laisser et dont elle ignorait l'origine l'aiderait à se refaire en des lieux nouveaux une situation si difficile à rétablir et qui serait toujours précaire, soumise à ces mauvais bruits qui circulent comme des miasmes venus des marais. Je rencontrais de loin en loin le marquis d'Arnay et les de Varce. Ils ne me recherchaient pas, mais ne m'évitaient pas davantage. Le vieux seigneur exerçait sur moi une sorte d'attrait, et même il gardait à mes yeux un extraordinaire prestige. Je voyais en lui une survivance de temps abolis, l'image d'une féodalité supprimée qui n'était pas sans grandeur. Tandis que je n'éprouvais pour son gendre que de la répulsion.

Quant à M^{me} de Varce, Sylvie, soit qu'elle eût deviné le sentiment que je ressentais pour elle et que, pourtant, je laissais avec tant de soin dans l'ombre, soit que ma présence lui rappelât trop vivement les événements auxquels elle devait une existence d'inquiétude et peut-être d'horreur, elle restait avec moi sur la réserve, presque sur la défensive. Un jour, elle imagina de me parler de son fils. Et dès lors, il ne fut plus question entre nous, quand le hasard trop avare nous réunissait, que de l'éducation de Bruno qu'elle surveillait personnellement, voulant faire de lui, me disait-elle, un homme d'honneur, sur le modèle de ce Bayard dont la statue orne la place du Palais de justice et que personne ne songe plus à regarder, encore moins à imiter. Je caressais volontiers ce zèle maternel. La femme, en elle, avait-elle abdiqué, et n'y avait-il plus que la mère ? Bien qu'avec ce mélange de Diane des bois et de Vierge penchée, avec ce grand corps vigoureux et bien proportionné et ce visage qui se colorait et se décolorait trop vite et dont les yeux, impénétrables, parce qu'ils étaient presque toujours recouverts d'un voile humide, étaient embrumés de tant de mélancolie et demeuraient si mystérieux, elle pût inspirer des passions, — moins, il est vrai, dans son monde où l'on goûte

plus volontiers des charmes évidents et accessibles, — elle passait pour dédaigner les hommages des hommes, et combien je m'en réjouissais en secret! Cependant je ne pouvais me retenir de songer aux veillées du château. N'y avait-il plus aucune intimité entre elle et son mari? N'y en avait-il plus depuis la découverte du crime? N'étais-je pas en droit de le supposer? Le contraire n'eût-il pas été injurieux pour elle? Oui, certes, elle avait dû se libérer, et les infidélités connues de M. de Varce n'étaient-elles pas encore une preuve de cette séparation par commun accord? Plus tard, comme je devais mesurer d'autres abîmes!

Des années, des années passèrent. Le marquis d'Arnay mourut à soixante-dix ans, d'un refroidissement contracté à une chasse au sanglier où il avait servi lui-même la bête forcée. Il reçut les sacrements avec ce goût du cérémonial qui ne le quitta pas jusqu'au dernier moment et il regarda venir la mort en toute tranquillité, comme il avait si souvent regardé la nuit monter du fond des combes noires pour atteindre les sommets. Lui-même avertit son entourage de l'instant précis où défaillait sa volonté de vivre. Il était fait pour les grandes circonstances qui, trop souvent, lui avaient manqué. J'assistai à ses obsèques, et même j'y assistai à une place d'honneur. M^{me} de Varce exigea que je tinsse un des cordons du poêle avec la haute noblesse du pays.

— Il vous estimait particulièrement, me dit-elle pour me convaincre, quand j'aurais souhaité pour bien des raisons de m'effacer.

En l'accompagnant de si près à sa dernière demeure, ne semblais-je pas, vis-à-vis de moi-même, approuver sa manière d'écarter la justice des hommes pour rendre ensuite et exécuter ses propres arrêts? La douleur de Sylvie ne me permit pas de me dérober, cette douleur où je voyais sans réprobation un signe de complicité.

Le comte de Varce menait le deuil avec componction. Sa figure de fouine paraissait s'allonger encore et pointait vers la terre. Il conservait sa silhouette mince de jeune homme élégant et continuait d'être un objet d'attention pour les femmes. Il y avait là toute la société de Grenoble et des environs, la plus vieille aristocratie et la plus nouvelle, et la bourgeoisie opulente qui désire frayer avec la noblesse. Le snobisme n'exigeait-il pas

qu'on fût aperçu dans cette modeste église de village où l'on amenait en grande pompe un personnage aussi considérable, le plus grand nom peut-être, ou l'un des plus grands, du Dauphiné? Quelle ironie dans ces funérailles conduites par celui que le mort avait condamné! Mais l'avait-il jamais su, ou même soupçonné? Ce n'était pas à croire. Il avait simplement, le jour de Valombré, désiré se rapprocher de la baronne de Pierres qui, déjà, n'était plus qu'une conquête ancienne et qui, redevenue indifférente elle aussi, était présente avec l'air de s'ennuyer. Le hasard le protégeait : il traversait, plein d'insouciance, les responsabilités, les crimes, les condamnations, comme ces écuyères qui, dans les cirques, sautent dans les cerceaux et envoient des baisers au public. Positivement, quand il rendit les honneurs au cimetière, — un de ces charmants petits cimetières de campagne où l'on aimerait reposer, bien exposé au soleil, au-dessus de l'Isère à demi caché par les roseaux de ses rives, en face de la chaîne de Belledonne dont les neiges s'illuminaient, — il avait l'air du sociétaire de la Comédie Française qui, le soir d'une première, annonce le titre de la pièce et le nom de l'auteur et recueille les applaudissements. Il survivait au marquis d'Arnay; il était le vainqueur. Je surpris le regard de sa femme posé sur lui, tandis qu'il serrait des mains avec dignité : pourquoi fallut-il que cette buée humide, toujours posée sur ses yeux comme une larme qui se forme, m'empêchât de l'interpréter?

J'entendais les propos de l'assistance qui défilait devant moi et qui célébrait le défunt. Quelle fausse image tous ces éloges eussent donnée de lui, et comme nous sommes peu connus et peu pénétrés! Ah! que la mort est donc bien la mort, qui ne laisse aussitôt de nous qu'un souvenir déformé, la plupart du temps si éloigné de notre personnalité réelle! Ceux qui nous aiment voient-ils du moins plus clair en nous et nous gardent-ils vivants dans leur cœur? Autour de moi l'on vantait, et non sans raison, l'hospitalité, la générosité, le faste du marquis d'Arnay, mais on y ajoutait l'éloge de sa franchise et de sa spontanéité : « Il ne laissait rien ignorer de qu'il pensait... Il pouvait se fâcher, mais il n'avait pas de rancune... De la rancune, il était bien incapable d'en avoir... Tout en dehors, la parole prompte et le cœur sur la main, etc... » Personne ne se doutait qu'il avait recouvert de silence le plus douloureux

drame domestique, ni qu'il avait accepté de vivre avec un gendre qu'il méprisait et qu'il avait voulu exécuter. Personne ne le soupçonnait capable de la grandeur qu'il avait montrée jusque dans l'hypocrisie et même le crime pour l'honneur de sa maison. Personne, sauf sa fille et moi, ne le connaissait. On lui prêtait une individualité violente et despotique, et non point celle qu'il avait en partage et qui le reliait à ses ancêtres les plus fameux dans les guerres et dans les traités.

M^{me} de Varce, un peu plus tard, vint me consulter pour l'administration de ses biens territoriaux qu'elle pensait soustraire à son contrat de mariage. Une procuration de son mari, que j'obtins à grand peine, lui en laissa la disposition. Mais elle me demanda si Bruno ne pourrait un jour ajouter à son nom celui de marquis d'Arnay. La République ne reconnaît pas les titres de noblesse, et d'ailleurs ne perdent-ils pas leur valeur par le fait même que le recrutement en est tari et que le mérite a cessé d'anoblir? Le nom pouvait être réclamé à la rigueur afin de l'empêcher de s'éteindre avec le dernier marquis. Je commençai des démarches dans ce sens à la chancellerie. M^{me} de Varce elle-même m'invita à les abandonner. Son mari s'y opposait formellement. Je n'osai insister. La haine cachée du gendre pour le beau-père se révélait-elle dans cette opposition, et aussi la désunion du ménage?

La désunion du ménage : que fallait-il penser alors de la nouvelle qui se répandit un jour à Grenoble et qui parvint jusqu'à ma solitude? La comtesse de Varce avait accouché au château d'Arnay d'un enfant mort. Ainsi fus-je réveillé de la somnolence presque agréable où reposait mon sentiment pour elle. Quand l'âge est venu, c'est un art de ne pas vieillir que de garder au cœur un culte secret pour une femme lointaine et inaccessible qui vous fait, à chaque rencontre espacée, douce figure. Je m'étais accoutumé à voir rarement Sylvie, à lui servir de confident pour ce qu'elle voulait bien me livrer de sa vie, sans jamais commettre la moindre indiscretion. J'avais l'impression qu'elle me donnait son amitié et qu'elle ne l'avait donnée qu'à moi seul. Je n'espérais, je n'attendais rien de plus. Mais je n'espérais, je n'attendais rien de plus, parce que je la savais malheureuse et seule. Voici que je perdais cette illusion. Mon idole n'était qu'un pauvre être livré à toutes les faiblesses

humaines. Plutôt que de lui prêter cette lâcheté conjugale, je préférerais lui attribuer des amours illégitimes et je lui cherchais un amant dans son monde. Or, sa réputation était parfaitement intacte. On ne lui attribuait aucune liaison, ni même aucun flirt. Elle passait pour froide, farouche, orgueilleuse. Les hommes n'entreprenaient pas un siège aussi difficile : ils se contentent si volontiers, la plupart du temps, des places ouvertes et même démantelées. Fallait-il donc chercher plus bas ? non, non, elle avait trop la fierté et le respect de sa race. Ainsi toutes mes suppositions aboutissaient à une réconciliation conjugale. Était-ce même une réconciliation ? J'en arrivais à me pencher sur des gouffres de duplicité, de fausseté, ou de misère des sens. Ma Sylvie douloureuse et immaculée n'était plus. Elle venait donc sauver son mari quand elle m'avait rejoint au poste de Valombré. Elle n'était pas la complice de son père, mais celle de M. de Varce. Quelle comédie jouait-elle donc et n'était-elle pas la digne compagne de l'homme du Guiers-mort ? Après l'avoir tant exaltée et admirée, je la précipitai à terre pour la piétiner. Mon injustice était peut-être encore de l'amour. Combien, plus tard, je devais la regretter et m'en repentir !

Des années encore, et ce fut la guerre. Mes soixante-six ans, bien que je ne sentisse point la diminution de mes forces physiques, m'empêchant de servir aux armées, je dus me contenter de présider aux destinées de la Croix rouge de Grenoble. C'était une facilité, que je ne cherchais plus, de rencontrer M^{me} de Varce, infirmière dans l'un de nos hôpitaux. J'évitais cependant toute conversation prolongée avec elle et me contentais de ces relations superficielles, mais cordiales, que la communauté de vie et de pensée avait établies. Je sus que son mari, qui appartenait aux dernières classes de la territoriale, servait sans gloire ni péril dans les services d'arrière. Il remplissait strictement ses obligations et aucun reproche ne pouvait lui être adressé. L'héroïsme ne se commande pas. Il est vrai que la guerre fournissait de si belles occasions de se réhabiliter à ceux qui avaient perdu cette estime de soi-même sans quoi la vie est une gêne continuelle ! Mais le comte de Varce avait-il jamais éprouvé cette gêne ?

Au cours d'une inspection, cependant, comme je m'étais

arrêté dans la salle qui était confiée à M^{me} de Varce, je lui demandai, par politesse plutôt que par une amitié que je ne désirais pas renouer, des nouvelles de son fils Bruno dont elle me parlait tant autrefois. Elle détourna un peu la tête pour me répondre, comme si elle me voulait cacher son émotion :

— Il va bien. Il se prépare.

— Il se prépare ? répétais-je. Mais à quoi ?

— Il s'engagera dès qu'il aura ses dix-huit ans.

— Dix-huit ans : c'est bien tôt. Et vous le laisserez partir ?

— Je ne le retiendrai pas.

J'eus l'impression que non seulement elle ne le retenait pas, mais que la date de ce départ, la mère et le fils l'avaient fixée d'un commun accord. Ensemble ils devaient s'exciter à mieux parcourir la voie de l'honneur et du sacrifice. Un jour il vint la chercher à l'hôpital. Je vis un grand garçon découplé qui tenait d'elle et du marquis d'Arnay et point du tout de son père. Il portait l'empreinte de la haute race seigneuriale sur toute sa personne, mais le visage restait marqué de ce rêve et de ce mystère maternels où je ne voulais plus voir que fausseté et perfidie. A cause de lui, je restituai à M^{me} de Varce la sympathie que je lui avais retirée. Il y avait entre eux une si franche et si noble complicité qu'elle effaçait toutes les autres, — entre lesquelles je n'osais pas choisir, la conjugale ou la filiale.

— Ne s'appellera-t-il pas de Varce d'Arnay ? lui demandai-je, sachant bien que je rencontrerais un écho.

En effet, le visage flétri, — elle avait dépassé la quarantaine, mais l'âge ne jouait qu'un rôle secondaire dans le sentiment qu'elle m'avait inspiré et qui renaissait à la faveur de ces circonstances nouvelles, — s'empourpra de plaisir et fut rajeuni en un instant :

— Oui, répondit-elle, dès qu'il aura sa majorité. Et même la guerre ne les émancipe-t-elle pas ?

La guerre les trouvait majeurs pour la mort. Le sous-lieutenant Bruno de Varce fut tué le 30 mars 1918 à l'âge de vingt ans sur la hauteur du Plémont qu'il défendait avec son bataillon, en face de Lassigny, entre Montdidier et Noyon. Il appartenait à ce 2^e bataillon du 159^e régiment d'un recrutement dauphinois, que le commandant de Surian commandait et qui résista

à trois régiments ennemis. Le 21 mars, les Allemands avaient déclenché cette offensive qui devait terminer la guerre et qui rompit le front anglais. Nos troupes, transportées en hâte, avaient arrêté la ruée ennemie. L'héritier du marquis d'Arnay, le fils de Slyvie, était mort en vainqueur.

J'écrivis à M^{me} de Varce, en lui adressant mes condoléances. Car elle ne reparut pas à l'hôpital. Elle me répondit par un mot d'amitié, un mot presque désespéré, et seulement quelques semaines plus tard. Je sus que la perte de son fils l'avait anéantie. Une femme que son mari soutient ne tombe pas dans un tel accès de découragement. M. de Varce, venu en permission, n'avait pas réussi à la distraire de son mal. Je le vis à l'hôpital qui, la bouche en cœur, tentait de plaire à une jeune infirmière peu farouche et toujours prête à sourire aux jeunes blessés galonnés. Malgré moi je mâchais et remâchais le ténébreux passé, celui du Guiers-mort et celui de la chasse de Valombré, celui aussi de cette impénétrable intimité conjugale, quand j'avais cru le couple divisé et même ennemi. Un prêtre, un avocat, un médecin connaissent des secrets singuliers, mais il en est peu d'inexplicables. Et M. de Varce repartit pour rejoindre son régiment territorial envoyé en Alsace. Peut-être avait-il sollicité ce poste afin d'être un peu plus exposé et de reconquérir l'estime de sa femme. Ce n'était là qu'une supposition. Mais sur toutes choses qui les concernaient, n'en étais-je pas réduit à des suppositions? Pouvais-je me douter que le moment approchait où j'allais entendre les révélations, non pas les plus inattendues, mais les plus pathétiques sur le drame de toute une vie?

Ce fut exactement le 12 novembre 1918, le lendemain de l'Armistice. Il restait encore aux fenêtres des drapeaux de la veille, et dans l'air de la joie. Je venais de rentrer de l'hôpital où j'avais rendu visite à mes blessés tout ragaillardis par la pensée qu'ils ne risquaient plus de repartir pour le front. Elle se fit annoncer avant d'être introduite dans mon cabinet de travail, en sorte que je me préparai à la recevoir. Le soleil, un pâle soleil d'extrême automne, se cachait à demi dans les nuages, s'allongeait en stries rouges qui se reflétaient dans l'Isère. Si je me souviens du temps qu'il faisait, c'est qu'elle m'apparut, comme je tournais le dos à la fenêtre pour la voir entrer, dans

la lumière de ce couchant discret. Certes, elle n'avait plus de beauté et même elle n'avait rien tenté pour prolonger sa jeunesse. Mais sa robe et son voile noir qu'elle avait rejeté en arrière mettaient en relief la pâleur de son visage éclairé par ses yeux magnifiques et toujours embués, plus embrumés qu'autrefois à cause de toutes les larmes qu'elle avait dû verser dans sa douleur maternelle.

Nous commençâmes tout naturellement par nous entretenir de Bruno. Elle me donna sur sa mort des détails que j'ignorais et m'apprit comme il s'était porté en avant, avec ses hommes, au moment de l'attaque ennemie, stupéfaite d'être devancée par cette poignée de braves qui donnait l'impression de troupes plus nombreuses. *Il s'était porté en avant.* Il s'était offert. Elle parlait d'une voix brisée, mais distincte :

— Maintenant, conclut-elle, il a racheté.

Elle n'avait pas besoin d'ajouter un mot. N'avais je pas compris la signification de ce rachat ? La justice immanente avait pris l'enfant légitime en compensation du petit être jeté au torrent, *son frère*. Mais l'enfant légitime n'avait pas attendu l'heure du paiement : il s'était offert en holocauste. Et sans doute ne l'avait-il pas su. Mais était-ce pour un autre but que sa mère, avec un zèle si attentif et diligent, l'avait élevé dans le culte de l'honneur et de l'héroïsme ? Elle l'avait façonné pour une vie de noblesse. Elle avait exalté en lui l'esprit de sacrifice. Et la guerre lui avait offert son gouffre où il s'était jeté.

Un silence suivit que je n'osais rompre. Quels commentaires n'eussent diminué la valeur d'un tel mot ? Elle hésita à reprendre la parole. Sans doute ce qu'elle avait à me dire lui pesait-il. Cependant je ne savais comment lui faciliter cette confidence dont j'ignorais tout et qui devait tant me surprendre.

— Voilà, dit-elle, je voudrais vous consulter sur ma séparation.

— Votre séparation ?

— Oui, puisque la religion m'interdit le divorce. J'ai attendu jusqu'à la fin de la guerre. Elle permettait à mon mari de se racheter lui-même. Je l'espérais encore, lorsqu'il est parti pour l'Alsace avec son régiment territorial. Mais, depuis hier, depuis l'armistice, tout est fini.

Il avait laissé passer l'occasion. Cependant le fils n'avait-il pas payé pour le père ?

— Vous n'allez pas vous quitter après vingt ans de vie commune, objectai-je. Ce serait un scandale. Réfléchissez, chère amie.

Mes réflexes professionnels avaient joué malgré moi. Que m'importait qu'elle quittât M. de Varce, et ne devais-je pas m'en réjouir ? Ne devais-je pas m'y attendre après tant d'années, précisément, d'une vie commune dont j'entrevois tout à coup l'horreur ? L'avocat avait parlé avant l'ami, avant le confident. Ce n'est pas impunément qu'on porte depuis si longtemps la toge. Ses yeux humides, posés sur moi, exprimaient son étonnement de mon objection. N'avais-je donc rien deviné et faudrait-il qu'elle m'expliquât toutes choses ?

— Il y a vingt ans, dit-elle, que je réfléchis.

Et comme je me taisais quand j'aurais dû l'approuver, la secourir, elle leva peu à peu les voiles :

— Avez-vous oublié ? Avez-vous pu oublier ? Mon père, — vous étiez au château ce jour-là, — nous avait condamnés au silence. Il nous avait condamnés à vivre ensemble. Nous ne devions pas livrer le coupable à la justice, à cause du nom, à cause de l'honneur. Je n'aurais pas obéi si Monique Desclaux, l'innocente, avait été sous le coup d'une condamnation. Vous savez comment elle a été sauvée. Je me suis crue libérée par le non-lieu. J'ai voulu alors me séparer. Mon père m'a dit : non, et il m'a montré Bruno. A cause de Bruno, c'était la même consigne. J'ai failli en mourir. Vous n'avez donc rien pressenti ? Et pourtant... j'avais cru...

Elle n'acheva pas sa pensée, mais qu'en était-il besoin ? Le sentiment qu'elle m'inspirait, elle s'en était rendu compte. Cette sympathie, cette tendre amitié inavouée et qui demeurerait toujours dans l'ombre ne lui était donc pas inutile dans son martyre. Elle se croyait comprise et secrètement soutenue. Comme j'avais été inférieur à ce qu'elle attendait de moi !

— Mon père, reprit-elle après quelques instants, a eu pitié.

Mais sur cette phrase elle s'arrêta, comme si elle avait commis une trahison et l'atténua aussitôt en ajoutant :

— Qui n'aurait pas eu pitié ?

Et de nouveau elle se tut. Je me levai et j'ouvris le tiroir secret d'une commode avec une clé que je portais sur moi. Elle suivait mes gestes sans y prêter attention. Du tiroir je retirai une vieille veste que le temps avait décolorée, mais dont le tissu

avait résisté, et je l'étais devant elle sur la table. Elle me regarda faire sans comprendre.

— Oui, dis-je résolument. Ce fut la chasse de Valombré.

Tout le sang se retira de son visage et je craignis un instant qu'elle défaillit. Elle tenta cependant une défense.

— La chasse de Valombré? que voulez-vous dire, mon ami?

— Que vous m'avez sauvé ce jour-là. Voyez la trace de la balle. Ma veste a été traversée. Je l'avais posée sur ma canne et ma carabine, tandis que nous descendions ensemble au torrent. Vous étiez venue me chercher à mon poste.

Elle tenta une suprême résistance :

— Un maladroit l'aura prise pour un chamois.

— C'était, repris-je, un fameux tireur. Il visait M. de Varce avec qui j'avais changé de place. Sans vous, je payais pour lui.

Elle se cacha quelques instants le visage dans les mains et, quand elle se redressa, elle fixa sur moi des yeux confiants. Aussi bien était-elle lasse de vivre dans l'hypocrisie. J'étais le seul être au monde devant qui elle pût étaler ses souffrances et ses misères librement. Comment aurait-elle rejeté la franchise?

— Ah! murmura-t-elle, vous vous en êtes aperçu quand vous êtes revenu à votre poste. Et vous n'avez rien dit!

— Je ne pouvais rien dire sans révéler notre pèlerinage au Guiers-mort. Pensez-vous que je vous eusse trahie? Votre père exerçait un droit qui n'est plus, la justice seigneuriale. Il n'entendait pas que le coupable demeurât impuni. Et la sanction ne devait pas appeler l'attention publique. Mais voulez-vous me permettre, Sylvie, de vous poser une question?

— Je n'ai plus devant vous le courage du mensonge.

Je posai alors la question que je n'avais jamais osé résoudre, celle de la complicité :

— Saviez-vous?

Elle hésita, non pour cacher quoi que ce fût, mais pour mieux peser la vérité :

— Je ne savais pas et j'étais sûre. Il y avait eu des scènes terribles au château. Mon père me voyait dépérir, et Aynard vivait dans une insouciance qui nous déconcertait. Alors il lui rappela rudement le passé et lui demanda ce qu'il comptait faire. « Rien, répondit Aynard étonné, puisque nous n'avons plus rien à craindre. — Ah! reprit mon père, vous croyez n'avoir plus rien à craindre? A votre place, je ne serais pas si

tranquille. — Et pourquoi? — Mais parce que la justice n'est pas satisfaite. — Le non-lieu a été prononcé. — Pas pour vous. Et vous êtes toujours sous le coup d'une condamnation. Mieux vaudrait la prévenir. — La prévenir? — Oui, vous faire justice vous-même, comme il convient à un homme de votre sang... » Aynard sourit. Mon père ajouta : « Bien. La condamnation demeure... » Cela se passait quelques jours avant la chasse de Valombré. J'avais de mauvais pressentiments. Ils prirent corps tout à coup, lorsque j'entendis mon père distribuer les postes. Il attribuait à mon mari l'emplacement de la Croix, tout en bas, quand d'habitude il l'éloignait le plus possible, prétendant qu'il avait le mauvais œil et écartait le gibier. Hantée de sinistres présages, je rejoignis mon mari au poste que vous veniez d'échanger. J'ai tremblé pour vous et je vous ai emmené.

— Et si M. de Varce était resté à sa place?

— Je serais demeurée avec lui afin de partager son sort, si près que la balle m'eût atteinte avec lui. Devant lui peut-être, s'il m'avait autorisée à tirer les chamois avec son fusil.

— Vous seriez morte pour lui?

— Pas pour lui.

— Mais votre père, quel eût été son remords?

— Il n'aurait pas eu de crime à se reprocher.

Il n'aurait pas eu de crime à se reprocher.. Elle considérait, selon sa tradition, que la fille appartenait au père. Ainsi jetait-elle des lueurs sur les cachettes de sa conscience. Je la découvrais infiniment plus scrupuleuse et religieuse que je ne m'y serais attendu. Comme nous explorons mal ces profondeurs que chaque être recèle et que souvent il ne connaît pas lui-même, sauf si quelque drame secret le contraint à regarder en dedans! Encore la plupart résistent-ils à cet examen intérieur et se contentent, comme M. de Varce, de vivre l'instant présent. Je ne pus me tenir de continuer mon interrogatoire :

— Et après? demandai-je.

— Après?

— Oui, Sylvie, après la chasse de Valombré, quand, tous trois, vous vous êtes retrouvés au château?

— Je n'ai rien remarqué, dit-elle. Je n'avais pas su que mon père avait tiré. Aynard ignorait tout. Et mon père n'a rien laissé transparaître. J'ai cru que je m'étais alarmée à tort. Et notre vie a repris comme d'habitude.

— Comme d'habitude?

— Oui, c'est-à-dire tristement.

Oserais-je solliciter d'autres confidences? Que signifiait au juste ce *Comme d'habitude*? Et que fallait-il penser de l'enfant mort-né dont elle avait accouché plus tard? Elle revint par un détour à la consultation qu'elle sollicitait :

— Mon père est décédé. Il a pardonné, mais il m'a demandé que le petit Bruno prît un jour son nom. Mon mari s'y est opposé. Jusque-là il ne m'avait jamais contrariée. Il redoutait mon père et mon père n'était plus là pour me protéger. Dès lors j'ai pu mesurer sa... oh! pourquoi le taire? sa lâcheté. J'ai attendu néanmoins à cause de mon fils qui nous supposait unis. Nous ne montrions devant lui aucun dissentiment. La guerre est venue : Bruno a été tué. J'ai attendu encore : mon mari pouvait se racheter aisément à la guerre. Il avait été rapproché du front, en Alsace : l'occasion lui était offerte. La guerre est finie. Je ne vivrai pas une heure de plus avec cet homme que je méprise.

De quel ton elle prononça cet arrêt! Je retrouvais le ton du marquis d'Arnay. De toute évidence, elle était à bout de patience et de volonté. Sa résolution était absolue. Il ne me restait plus qu'à la diriger.

— Qu'allez-vous faire maintenant?

— Voici. J'ai aménagé le château de Varce au-dessus du Touvet qui appartient à mon mari et qui n'était plus habité. M. de Varce y descendra. Je ne le recevrai plus chez moi, au château d'Arnay. Je voudrais que vous l'en informiez.

— Bien. Mais ne pouvez-vous régler cette séparation à l'amiable sans introduire une action judiciaire?

— Je ne crois pas. Car je désire reprendre mon nom de jeune fille. Je ne veux plus porter son nom. Et je veux encore disposer de ma fortune, la distribuer dès maintenant.

— La distribuer?

— Oui, à des œuvres d'assistance pour les enfants abandonnés. Je connais M. de Varce : il me contrariera dans mes dons. Il tient à l'argent. La séparation se change d'elle-même en divorce, paraît-il.

— Oui, trois ans après la transcription.

— La liberté de mes biens me sera dès lors entièrement rendue.

— Bien, dis-je encore. Mais pour demander cette séparation, avez-vous des armes?

— J'en ai. Des lettres de la baronne de Pierres qu'il a laissées traîner.

— La baronne de Pierres? C'est trop ancien.

En formulant cette objection, avais-je pensé provoquer les révélations mêmes qui me coûteraient le plus à entendre? Le visage de Sylvie de Varce, ou plutôt de Sylvie d'Arnay s'empourpra, et cette coloration soudaine, et si vive, gagna le cou, toute la chair visible, tout le corps peut-être. Le sang se précipitait contre la peau comme un torrent. Était-ce la honte qui jaillissait ainsi de tous les pores?

— Ah! murmura-t-elle, que devez-vous croire? L'accouchement de cet enfant qui n'a pas vécu est postérieur. C'est cela que vous voulez dire.

— Oh! Sylvie! protestai-je.

— Si, si, je devine. J'ai besoin de me justifier à vos yeux. Mais non, je ne puis pas me justifier. Mon confesseur souhaitait une réconciliation effective. Les liaisons de M. de Varce pouvaient être scandaleuses. Non, non, ce n'est pas cela encore. Il ne faut pas se traiter soi-même avec indulgence. Il y a une contagion de la lâcheté. Cette vie en commun est épuisante. Au commencement de mon mariage, M. de Varce ne me déplaisait pas physiquement, au contraire. Je n'ai pu résister et j'en ai ressenti de l'horreur. Est-ce possible? Se donner sans amour, oui sans doute. Mais se donner dans le mépris et presque dans la haine.... Vous désiriez ma confession : vous l'avez toute. Maintenant, vous n'aurez plus pour moi que de la répulsion. Non, je n'ai pas résisté. Quel mélange que ces cœurs humains! Tout y peut cohabiter à la fois, la pureté et l'impur. Tout y est contradiction, et l'on vit. Il n'y a que la maternité qui nous soulève un peu vers Dieu, parce que l'égoïsme n'y a pas de part. Ah! tenez, je me fais horreur par moments quand je me retourne vers le passé. Voilà pourquoi je ne veux pas revoir M. de Varce. Il va être démobilisé, il va revenir. Lancez donc mon assignation avant son retour.

Non, je n'éprouvais pas pour elle de la répulsion. De la savoir une femme comme les autres femmes, faibles comme la plupart d'entre elles, je n'en retirais qu'une tendre compassion, si proche d'un autre sentiment plus doux et dont le vieillard

que je suis n'a plus à se détourner. Je la calmai de mon mieux et tâchai d'obtenir un délai. Il me semblait que ce procès, au lendemain de la guerre et si près de la mort héroïque de son fils, ne cadrerait pas avec son existence recluse et respectée. Qu'en dirait l'opinion publique? Elle ne fut pas accessible à cet argument, du moment que l'opinion ne joindrait pas, ne pouvait pas joindre cette affaire civile à l'affaire criminelle d'autrefois enterrée à jamais dans le silence et l'oubli. Elle était butée et je ne pus la convaincre d'attendre encore.

— Je n'ai que trop attendu, répétait-elle.

Avait-elle du moins d'autres preuves? Sans doute, une correspondance avec cette infirmière de Grenoble qui n'assistait que trop les blessés galonnés. Je m'effrayais pour elle de tout le scandale dont elle recevrait les éclaboussures. Rien ne la pouvait arrêter. Dès lors il ne me restait plus qu'à lui promettre mon concours. La séparation, que suivrait un jour le divorce, serait prononcée. Tout au plus obtins-je de n'engager l'affaire qu'après la démobilisation de M. de Varce qui ne reviendrait pas au château d'Arnay dont les portes lui étaient fermées dorénavant.

LE VOYAGE IMPRÉVU

Ma requête était prête. Je l'avais rédigée sur le ton le plus modéré. Elle ne désignait que vaguement la complice d'adultère. J'espérais qu'avec le brouhaha de la victoire et l'enthousiasme de la paix elle passerait inaperçue dans le monde du Palais et dans la société de Grenoble. Je l'espérais sans trop y croire. M. de Varce ne tarderait pas à revenir. Les territoriaux étaient démobilisés les premiers. N'étais-je pas tombé, tandis que j'écrivais mon papier de justice, sur ce passage des *Caractères* dont, plus d'une fois, au cours de ma longue carrière d'avocat, j'avais pu vérifier l'exactitude :

« L'on voit des gens qui avaient coulé leurs jours dans une union étroite : leurs biens étaient en commun, ils n'avaient qu'une même demeure, ils ne se perdaient pas de vue. Ils se sont aperçus à plus de quatre-vingts ans qu'ils devaient se quitter l'un l'autre et finir leur société; ils n'avaient plus qu'un jour à vivre, et ils n'ont osé entreprendre de le passer ensemble; ils se sont dépêchés de rompre avant que de mourir, ils n'avaient de fonds pour la complaisance que jusque-là; ils

ont trop vécu pour le bon exemple; un moment plus tôt, ils mouraient sociables et laissaient après eux un rare modèle de la persévérance dans l'amitié. »

Les divorces, les séparations se réclament surtout dans les premières années du mariage, quand les caractères ne se sont pas fondus et que les jeunes gens n'ont pas de patience, ou vingt ou trente ans plus tard, quand les enfants sont partis et que le désaccord de deux vies est arrivé à son degré de saturation au point que le moindre incident le fait éclater. Qui pouvait se douter, dans Grenoble et dans les châteaux des environs, que le ménage de M. et M^{me} de Varce fût désaccordé? Quel effet produirait cette instance inattendue? Les tiers ne prendraient point parti pour Sylvie. Ils estimerait que c'est une singulière façon de recevoir un démobilisé que de le traduire en justice. Mais je devais tenir ma promesse.

Or il n'y eut pas de procès de séparation entre les époux de Varce, pas plus qu'il n'y avait eu aux assises d'affaire Monique Desclaux. Le lieutenant d'infanterie territoriale de Varce, au moment d'être renvoyé dans ses foyers, — le foyer qu'il n'avait déjà plus, — fut atteint de cette épidémie de grippe espagnole qui exerça tant de ravages dans la population à la fin de la guerre. On le transporta d'urgence dans un hôpital de Belfort. Et par une contradiction bien féminine, sa femme, au risque de se voir opposer la réconciliation dans l'instance qu'elle voulait introduire et au risque de la contagion, le rejoignit et le soigna. Il mourut dans ses bras, ou tout au moins assisté par elle. Elle le fit inhumer au caveau de famille des de Varce au Touvet, lui refusant le caveau des d'Arnay à la Terrasse; mais n'était-ce pas naturel? Elle était sans doute résolue à ne pas partager sa couche funèbre.

Elle-même conduisait le deuil aux obsèques. La baronne de Pierres y vint, et aussi la jeune infirmière de Grenoble qui avait dû être le dernier flirt du défunt. Mais aucune douleur ne passait la mesure. Sylvie montra la plus parfaite dignité. Ses amies, ses relations la savaient peu expansive. Le cortège qui était nombreux échangeait des propos qui tournaient tous à son avantage, et à l'éloge de son ménage que l'on citait, selon le mot de La Bruyère, comme « un rare modèle de la persévérance dans l'amitié ». Ainsi va l'ironie du monde, ou son ignorance. Mais n'était-ce pas le triomphe de ce respect du nom qui

recouvre les pires fautes et les plus coupables faiblesses et refuse de les livrer au public, qui instituerait plutôt un tribunal familial pour les juger dans le secret et leur appliquer des sanctions inconnues ? Personne, dans cette foule nombreuse, paysans, bourgeois, noblesse dauphinoise et savoyarde, qui suivit son cercueil, ne connaissait la moindre parcelle de vérité sur le drame du Guiers-mort, ni sur le drame de Valombré, ni sur le martyre conjugal subi au château d'Arnay. Et, statuant sur les apparences, chacun vantait la bonne entente de ces époux que la mort seule avait séparés.

Avec moi, — et mes soixante-dix ans m'inclinaient déjà vers la terre, — disparaîtrait le dernier témoin. Le sort avait toujours à temps tiré les rideaux quand le grand jour menaçait de dissiper les ténèbres. La folie de Monique Desclaux, l'échange des postes à la chasse, le décès inattendu de M. de Varce, événements imprévisibles qui tour à tour avaient servi la conspiration du silence. Sylvie de Varce, ou plutôt Sylvie d'Arnay pourrait désormais achever sa vie sans heurt et sans contradiction, sans alarmes et sans inquiétude, dans le cher et clair souvenir de son fils, seul pur héros parmi les compagnons de sa destinée. Et il me sembla que je n'avais plus qu'à me retirer, afin de ne pas même risquer de la troubler par ma présence. Je me trompais : il lui restait une tâche encore à accomplir.

Les funérailles de M. de Varce avaient été célébrées au commencement de décembre. Ce ne fut qu'au mois de juin suivant qu'elle me pria à déjeuner au château. Pour me faciliter le voyage, elle m'envoya l'automobile avec quoi elle avait remplacé les fameux trotteurs et les équipages du marquis d'Arnay. Ces quelques mois écoulés, elle les avait employés à mettre de l'ordre dans ses affaires afin de restituer à la famille de son mari tout ce qui pouvait provenir de sa succession, sans se réserver aucun usufruit comme la loi l'y autorisait, et même tout ce qui, de près ou de loin, avait pu lui appartenir et jusqu'à sa bague de fiançailles que dès longtemps elle avait cessé de porter. Elle ne portait pas davantage son anneau de noces. Les héritiers de Varce, bien qu'ils en fussent satisfaits, affectèrent de voir dans ces restitutions excessives un esprit de renoncement annonciateur d'une entrée en religion dont j'eus les échos. Elle réalisa en outre de nombreuses ventes d'immeubles, afin de se procurer

l'argent liquide dont elle avait besoin pour ses œuvres, ou plutôt pour son œuvre. Elle était résolue à léguer sa fortune entière aux enfants abandonnés, et même à la distribuer de son vivant. Le château lui-même serait aménagé en vaste orphelinat, avec les fermes et les vignobles destinés à retenir à la terre ces petits qui auraient été dressés aux travaux agricoles.

— Mais, lui objectai-je, attendez. Vous êtes encore jeune.

— Bientôt cinquante ans.

— Non, non, je sais votre âge. Tout au plus quarante-cinq.

— Croyez-vous? Non, vous devez vous tromper. Je me sens si vieille et je porte depuis si longtemps le poids de vivre! Je ne ferai pas de vieux os, si Dieu m'écoute. Et il faut recueillir ces enfants le plus tôt possible.

La charité l'enthousiasmait. Une flamme dorée brillait dans ses yeux, atténuée par cette brume qui les voilait presque toujours et changeait l'or en lumière d'étoile. Toutes ses pensées allaient aux frères malheureux de la petite victime du Guiers-mort. Le drame ancien ne cessait pas de la hanter. J'en devais recevoir la confiance plus directe.

A la fin du repas elle me proposa de l'accompagner à Briançon. Son automobile nous y conduirait par la route du Lautaret qui, depuis peu, était ouverte, la neige s'étant retirée. Pourquoi ce voyage à Briançon? Je souris en m'en informant. Comment en aurais-je soupçonné le but? Elle hésita avant de me l'expliquer, et même elle eut, à nouveau, cette rougeur qui semblait lui recouvrir tout le corps :

— J'ai retrouvé, me dit-elle enfin, la trace de Monique Desclaux et je désire lui rendre visite. Mon mari, peu avant ses derniers moments, a eu comme une lueur de repentir. Il a prononcé son nom avec un cri d'effroi auquel je n'ai pu me méprendre. Je voudrais être sûre qu'elle lui a pardonné. Je voudrais obtenir son pardon. Après, il me semble que je serais plus calme. J'ai eu beaucoup de peine à la découvrir. Ce n'est que la semaine dernière que j'ai appris, par un prêtre que j'avais chargé de cette délicate mission, son lieu de résidence. Elle est institutrice à l'école libre de filles de Briançon. Mais ce voyage m'effraie un peu. Faites-moi la grâce de venir avec moi.

— Ah! répondis-je, au comble de l'étonnement, vous avez retrouvé la trace de Monique Desclaux? Mais il y a vingt ans que le crime du Guiers-mort s'est accompli. A quoi bon troubler

cette pauvre fille qui s'est refait une existence dans cette ville perdue au cœur des montagnes? A quoi bon lui rappeler le cauchemar de son abandon, de son arrestation, de sa folie? Sylvie, ne commettez pas cette imprudence et laissez en paix Monique Desclaux.

— Vous vous trompez, mon ami. Elle vit comme moi dans l'obsession du passé. Je le sais. J'en suis sûre. Pourquoi tourner le dos à ses pensées véritables? Cette paix que vous lui attribuez au hasard, elle la recevra peut-être de ma visite et de ma demande de pardon. Peut-être ne se sentira-t-elle plus toute abandonnée à l'injustice des hommes. Peut-être n'a-t-elle pas cessé de vivre dans le désespoir, tout au moins dans l'amertume et le dégoût. Non, non, mon devoir m'appelle là-bas.

— Vous lui ferez l'effet d'une revenante.

— Cette revenante du fond de notre passé commun lui apportera la consolation.

— Pour vous-même, Sylvie, cette émotion peut être néfaste. Pourquoi la rechercher? Vous n'êtes pas en bon état de santé.

Elle eut un geste d'indifférence. Je ne réussis pas à la détourner de cet étrange projet qu'elle avait dû élaborer dès longtemps. Et je dus lui promettre de l'accompagner. Ces deux ou trois jours qui me rapprocheraient d'elle, que nous passerions dans une intimité de repas et de conversation, je n'eusse pas osé les imaginer autrefois. Elle emmènerait un vieillard de plus de soixante-dix ans. Elle-même avait abdiqué toute jeunesse. Et pourtant le lien noué entre nous par tant de confidences, par le mystère, le silence et le tragique de sa vie, était si fort que je me promettais une joie profonde de ce voyage à deux. Chaque âge a ses plaisirs. Le sentiment sans nom qui nous unissait communiquait à mon vieux cœur quelque chose de cet élan que reçoit un jeune homme de la première lettre d'amour de sa maîtresse. C'était un rendez-vous de sang et de douleur où nous allions. J'assisterais à l'entrevue de deux femmes pareillement éprouvées. Il y a peut-être aussi dans la pitié une sorte de volupté supérieure.

Les moindres détails me sont demeurés à la mémoire et cependant j'avais déjà parcouru cette route de nos Alpes. Il suffit d'une présence pour donner aux paysages un aspect de nouveauté ou pour nous préciser leur caractère. Nous primes,

au sortir de Grenoble, par Uriage presque désert encore, dont le parc vert luisait comme les grasses prairies anglaises, et par Vizille au lourd château Renaissance; puis, ce fut la vallée de la Romanche, cette vallée-type de la partie âpre et sévère de notre Dauphiné aux clapiers indéfinis, aux maigres gazons, et dont les parois de gravier ou de lisses murailles prennent des teintes violettes et mauves. Des usines sans nombre bordent ce torrent utilisé, producteur de houille blanche. A la Grave, nous nous arrêtaâmes à ma prière, — bien que Sylvie d'Arnay, toute à la poursuite de son projet, fût peu sensible à cette nature désolée, — pour monter jusqu'à la vieille chapelle au clocher de pierre, et dont l'abside romane, très ancienne, est d'une simplicité émouvante. De là nous contemplâmes la Meije dans toute sa gloire. C'était une de ces journées de juin dont la lumière est neuve et vibrante, sans la lourdeur de l'été. La montagne encadrait dans sa brèche un peu de ciel si bleu que ni le ciel d'Italie ni celui de l'Orient ne doivent être plus colorés. Le glacier du Trébuchet brillait comme un gigantesque étal d'orfèvrerie. Autrefois j'étais monté là-haut. Je reconnaissais tant bien que mal le chemin que j'avais suivi. Mes yeux n'avaient pas changé qui se caressaient comme autrefois à cet éclat de la neige et à cette légèreté des lignes dentelées sur l'horizon.

Nous déjeunâmes au Lautaret dont je revis le cirque dénudé, entre le Galibier sans végétation et le glacier de l'Homme qui s'appuie aux contreforts de la Meije. Il y avait encore, tout près de l'hôtel-refuge ouvert depuis peu de jours, des amas de neige que le soleil attaquait. Un froid agréable nous contraignit à garder, elle sa fourrure et moi mon pardessus, mais c'était ce froid sec et salubre des hauts plateaux. Puis nous descendîmes sur Briançon. Je n'y étais pas retourné depuis mes périodes d'officier de réserve aux chasseurs alpins. Elles remontaient à quarante ans en arrière. Quelle surprise que cette ville escaladant son rocher, enfermée encore dans ses doubles remparts séparés par les douves, avec son énorme cathédrale qui s'adosse elle-même aux remparts comme pour leur apporter l'appui de sa masse, et sa cascade de forts qui lui tombe des montagnes voisines! Fort du Château, fort des Têtes, fort de l'Infernet, je les nommais tour à tour, et derrière eux, l'autre rempart des montagnes rapprochées, pareilles elles-mêmes à des forts élargis et gigantesques, la Croix de Toulouse, la Croix

de Bretagne. Comme la marque de Vauban est restée visible dans ce dessin harmonieux et viril ensemble d'une ville-citadelle tout entière contenue dans ses murailles avec ses casernes, ses dépôts, ses eaux courantes et les secours spirituels de son église elle-même défendue par la puissance de sa construction! Briançon ferme le passage du Mont-Genèvre et s'oppose à toute armée venant de Pignerol et de l'Italie, commande la vallée de la Durance et celle de la Guisane, bouche la passe du Lautaret. Mais c'est aujourd'hui une ville déchue. La moitié s'en est échappée pour s'installer au bas, dans le quartier Sainte-Catherine, plus près des rivières et de la voie ferrée, et l'autre s'ennuie dans son isolement et ses fortifications. Pourtant son climat la préserve et tôt ou tard la désignera à tous ceux qui ont besoin d'un air pur et vivifiant pour mieux alimenter en eux les sources de vie. C'est déjà le climat du versant italien des Alpes. Le soleil y est amical, et si les matins et les soirs y sont frais, le milieu du jour reçoit une chaleur bienfaisante.

Nous contournâmes la ville toute baignée de lumière pour gagner notre hôtel dans le quartier du bas, proche la gare. Ma compagne de voyage avait besoin de repos. Elle n'avait plus cette vigueur de Diane dans les bois que je lui avais connue quand elle était jeune fille et même jeune femme. Par moments, elle souffrait sans distinguer nettement la cause de ses maux. Je ne me sentais nullement fatigué malgré l'âge et je lui offris de chercher la maison de Monique Desclaux où nous devons nous rendre le lendemain.

— Allez en éclaireur, accepta-t-elle. Et peut-être pourriez-vous rendre visite à M. le curé. J'ai l'intention de lui remettre une somme pour ses écoles, ce qui justifiera notre expédition.

Le vieil éclaireur se mit donc en route. J'entrai dans la ville par la porte d'Embrun. Une inscription y rappelle le siège de 1815 que les habitants soutinrent sans garnison. J'aime ces inscriptions qui rappellent sans guide le passé. Et je commençai d'errer à l'aventure dans la pittoresque cité rebâtie sur les plans de Vauban après qu'elle eut été détruite par un incendie. Je m'arrêtai sur la petite place d'armes à suivre les jeux de l'ombre sur les deux cadrans solaires qui se font presque vis-à-vis. L'un porte cette devise : *Vita fugit sicut umbra* et l'autre : *Ante solem permanet nomen Domini*. A-t-on

souvent l'occasion dans une ville moderne de méditer sur des propositions latines, philosophiques ou religieuses? De la place d'armes partent les deux rues montantes de Briançon, aussi singulières que leurs noms, la grande et la petite Gargouille. Elles grimpent à l'assaut du fort qui les domine, resserrées entre des maisons à l'italienne hautes de trois étages, avec un caniveau d'eau courante au milieu de la chaussée mal pavée. L'une semble se heurter au dôme arrondi et dénudé de la Croix de Toulouse, l'autre encadre une des tours de la cathédrale. Elles seraient amusantes si elles étaient propres, mais la plupart des immeubles qui les bordent ont un aspect misérable ou peu soigné, et le caniveau central roule trop souvent des immondices dans ses belles eaux limpides. Je voulus me faire montrer l'hôtel où coucha Louis XIII avant de passer le mont Genève, et la chambre de Napoléon qui, frappé de l'emplacement de la ville, ordonna de construire la route d'Italie. Sur le col une colonne ne rappelle-t-elle pas cet ordre? Mais ces souvenirs d'histoire qui jadis m'avaient occupé ne trouvaient plus d'écho.

J'entrai dans la cathédrale dont les trop vastes dimensions ne doivent plus être proportionnées au nombre décroissant des habitants. Le curé priait là, pieusement agenouillé dans une stalle, et tout seul. Je l'abordai. Il sourit à l'étranger de passage et ne me fit grâce d'aucune des particularités de son église. Il m'emmena jusque dans la sacristie pour m'y montrer une charmante adoration des Mages, peinte sur bois. La Vierge, en robe et manteau rouges, tient l'enfant Jésus sur ses genoux et le regarde avec tant de ferveur et tant de pureté sur le visage que tout l'amour maternel est enclos dans cette expression. Comme je ne me lassais pas de l'admirer :

— C'est curieux, me dit-il. Nous avons ici une institutrice, dans notre école libre de filles, qui m'a demandé la permission d'entrer de temps à autre dans la sacristie pour y revoir ce tableau. Elle prétend qu'il lui donne des forces pour mieux aimer les enfants dont elle s'occupe.

Je pensai immédiatement à Monique Desclaux, mais ne manquai pas l'occasion d'interroger à son sujet le curé, puisque cette occasion se présentait d'elle-même. J'appris ainsi qu'elle était venue à Briançon il y avait une quinzaine d'années et que son dévouement était infatigable :

— Elle n'accepte qu'une petite rétribution, acheva-t-il. Je crois qu'elle dispose de quelques rentes. Pas grand chose. Elle vit de peu et donne encore. Je n'ai jamais vu une femme s'attacher pareillement aux enfants des autres. Elle est pour eux une mère spirituelle, trop souvent supérieure aux mères de chair.

Elle rachetait donc, elle aussi, le crime du Guiers-mort et payait au centuple la rançon de l'enfant qui lui avait été arraché. Personne ne soupçonnait à Briançon qu'elle eût été arrêtée sous une inculpation d'infanticide, ni qu'elle eût sombré quelque temps dans la folie. Pourquoi venions-nous troubler son repos? J'eus peur, je l'avoue, au cours de cette cordiale conversation, de l'entrevue que souhaitait avec tant d'ardeur Sylvie d'Arnay, et de cette confrontation de deux pauvres femmes éprouvées avec un passé déjà si lointain et tout recouvert par l'oubli. Cependant, fidèle à ma mission, je préparai les voies et prévins le curé du don anonyme que souhaitait de faire une grande dame à ses écoles par l'entremise de M^{lle} Desclaux.

— Ah ! que je suis content, me remercia-t-il, que vous choisissiez cet intermédiaire ! Dites à votre bonne dame que je l'approuve pleinement. Elle aura sans doute entendu parler de notre chère institutrice. Entre nous, je ne serais pas étonné qu'un jour elle fit des miracles. Et n'en est-ce pas un que de nous valoir cette assistance imprévue quand précisément, épuisés par la guerre, nous manquions de ressources et nous étions à la veille de fermer nos classes ? Or, savez-vous, monsieur, qu'à Briançon, l'école laïque secondaire est mixte : les garçons et les filles y sont mêlés.

Mis en confiance, n'allait-il pas me raconter par le menu ses luttes et ses misères ? J'y coupai court en lui demandant l'adresse de Monique Desclaux. Nous sortîmes de la sacristie et il me conduisit derrière la cathédrale, au-dessus des remparts.

— Oh ! fis-je, ébloui, quel vaste horizon !

Au sortir des ruelles étroites, c'était un spectacle inattendu qu'il me détailla : vallée de la Guisane, qui descend du Lautaret, et vallée de la Durance qui vient du Mont Genève, Signal rapproché du Prorol, qui sur ses contreforts porte le village de Puy-Saint-Pierre et la chapelle de Notre-Dame des Neiges au clocher pointu, massif de Montbrison en forme de ruines, avec la tour carrée du château du Gouverneur, et tout au fond les neiges de la Tête de Vautisse. Ces noms me rappelaient d'an-

ciennes randonnées au cours des manœuvres alpines. Ainsi Briançon n'est-elle point une ville perdue et étouffée. Le chemin des eaux, autour d'elle, a creusé des vallées nombreuses dans toutes les directions, et les montagnes sont assez reculées pour lui offrir sur le ciel, sans l'emprisonner, la diversité de leurs dômes ou de leurs dentelures. Le soleil qui déclinait, bien que ces belles journées de juin soient interminables, renversait, pour employer une bien vieille image, son sablier d'or sur les cimes, sur les pentes et çà et là sur les torrents qui lui renvoyaient sa lumière, tandis que l'ombre, timidement, s'emparait des fonds. Ce paysage pouvait être sévère. Je le voyais souriant et plaisant.

— Oui, monsieur le curé, dis-je enfin, je comprends que l'on puisse vivre à Briançon.

Ma réflexion lui parut sans doute singulière, peut-être même saugrenue. Il avait toujours vécu à Briançon, et peut-être ne concevait-il pas qu'on pût vivre ailleurs. Tout à son idée, il m'expliqua :

— M^{lle} Desclaux, de sa chambre, jouit de cette vue. Son appartement est petit, mais très ensoleillé. Tenez : là-bas, vous apercevez ses fenêtres.

Le long des remparts descend en effet toute une ligne de maisons bien exposées. Je fus content d'apprendre que la pauvre fille fût logée ainsi. Mais, de ce côté, je ne distinguais pas d'entrées, pas de portes.

— Ah ! me renseigna mon compagnon, les façades ouvrent sur la Petite Gargouille.

Il m'indiqua le numéro. Dès lors je n'avais plus qu'à le saluer et redescendre au quartier Sainte-Catherine où nous avions notre hôtel pour rendre compte de ma mission à M^{me} d'Arnay, car insensiblement elle reprenait son nom de jeune fille et renonçait à son nom de femme.

Le lendemain, ce serait donc la rencontre.

— Je vous accompagnerai jusqu'à la porte, ajoutai-je après avoir donné l'adresse.

— Non, non, insista-t-elle, il faut que vous soyez là. Sans vous je n'aurais pas assez de courage. Et puis, avec vous, je saurai mieux ce qu'il convient de dire et ce qu'il convient de taire.

Elle avait déjà le germe de la maladie qui la devait emporter,

mais elle refusait de consulter les médecins. Comme son père, elle semblait taillée pour vivre, et bien que sa pâleur ne fût pas naturelle, non plus que ses trop rapides colorations, elle offrait encore toutes les apparences de la force et de la résistance physique. L'ébranlement qu'elle recevrait de cette entrevue ne pouvait pas être favorable à sa santé. Je m'en inquiétai pour elle. Mais elle était résolue. Et je me demandais, en la conduisant à ce rendez-vous, laquelle de ces deux femmes M. de Varce avait le plus torturée.

LA RENCONTRE

Pour éviter à Sylvie d'Arnay la moindre fatigue dans l'état où je la voyais, nous montâmes dans l'automobile qui, s'engageant sur la route du Lautaret, fit un grand lacet, entra dans la ville par la porte de Pignerol et nous déposa devant la cathédrale. De là, il n'y avait plus qu'à faire quelques pas en descendant la rue de la Petite-Gargouille. Nous primes, dans une vieille maison bien bâtie, un couloir obscur et sordide. Au deuxième étage, nous découvrîmes une carte épinglée sur la porte, qui portait le nom de M^{lle} Desclaux, institutrice. C'était là. J'allais sonner quand ma compagne m'arrêta :

— Attendez un instant. Laissez-moi respirer.

Soit émotion du dernier moment, soit raideur de la rampe, elle désirait reprendre haleine. Je la connaissais assez pour ne pas attribuer cet étouffement à la crainte ni à l'émotion. Je la savais brave devant le péril : elle se fût accusée en cour d'assises sans trembler. Mais je l'avais vue dans les montagnes de Char treuse escalader les rochers comme un jeune chamois. Dès lors, j'eus l'impression qu'un mal intérieur, inconnu et grave, la ravageait. Combien j'avais été bien inspiré de ne pas la laisser seule accomplir ce voyage ! Sur un geste d'elle, je tirai le cordon de la sonnette. Une femme parut que nous ne pouvions dévisager à cause de la demi-obscurité du couloir et de l'antichambre, bien que nous fussions assurés que c'était elle. Je demandai M^{lle} Desclaux. Elle se nomma et, un peu intriguée par ces visiteurs qu'elle n'attendait pas et qu'elle ne pouvait identifier, elle nous fit entrer. Le petit salon-cabinet de travail où elle nous reçut, pauvrement meublé, mais d'une propreté minutieuse, donnait en effet du côté des remparts sur les vallées et

les montagnes que j'avais dénombrées la veille et recevait le soleil à profusion, en sorte que nous la vîmes en pleine lumière. J'avais calculé qu'elle devait atteindre la cinquantaine, elle portait soixante ans. Les traits étaient fanés et les cheveux blanchissaient. Le corps, mince autrefois, s'était fondu, l'esprit avait dévoré la matière. Le visage, presque transparent, était mangé par les yeux, — ces yeux d'illuminée dont le regard m'avait tant frappé dans le cabinet du juge d'instruction. A ces yeux je la reconnus. Cependant, je remarquais son air calme, sa tranquillité, la limpidité de sa joue lisse. Elle avait retrouvé la paix intérieure sans nul doute, cette paix que nous venions troubler. Elle-même n'avait aucune idée de nos personnes et ne pouvait soupçonner la cause de notre venue.

Je lui exposai le but apparent de cette visite. Nous avions entendu parler de la pauvreté des écoles libres de Briançon et nous désirions les aider par l'entremise de l'institutrice dont la réputation était répandue au delà du Briançonnais. Elle protesta avec vivacité contre tout éloge, mais nous remercia chaleureusement de nous intéresser à cette enfance qu'il est si important de diriger et d'élever dans la pensée de Dieu. Elle ne montrait aucune gêne, aucune timidité, à la manière de ceux qui, s'étant effacés une fois pour toutes, se sont donnés à une cause ou à un culte. Il ne restait plus maintenant qu'à évoquer le passé. Avant d'en venir là, je considérai avec pitié la malheureuse victime que nous allions atteindre, que Sylvie d'Arnay atteindrait en se frappant elle-même. J'hésitai à lui porter ce coup et je consultai du regard ma compagne. Elle était décidée, et ce fut elle qui parla :

— Vous voyez, mademoiselle, que nous venons en amis. M. Véry qui a bien voulu m'assister est avocat à Grenoble, et moi, je suis M^{me} de Varce.

Je ne m'attendais pas à son geste. En achevant de se dévoiler, elle s'était mise à genoux devant M^{lle} Desclaux. Elle si fière, qui tenait de son père l'orgueil de sa race et de sa maison, avait voulu s'humilier. Et M^{lle} Desclaux, immobile, ne la voyait pas à ses pieds. Elle ne répondit rien, elle était épouvantée par ce rappel, elle voyait surgir autour d'elle les ombres qu'elle avait réussi à écarter. Je les contemplais face à face, toutes deux chargées d'une douleur différente, venue du même criminel. Déjà Sylvie ajoutait :

— Je suis venue vous demander son pardon.
— Relevez-vous, madame, dit enfin la pauvre fille.
— Non, non, mademoiselle, écoutez-moi. Mon mari en mourant a prononcé votre nom. J'ai compris qu'il se repentait. Je vous apporte son repentir. Dites-moi que vous lui pardonnez tout le mal qu'il vous a fait, afin que son sommeil éternel ne soit pas troublé.

M^{me} Desclaux, se penchant, avait pris doucement le bras de Sylvie d'Arnay et s'efforçait de la relever.

— Oh ! madame, ne restez pas ainsi devant moi.

— Alors, pardonnez-moi. Pardonnez-moi.

— Mais je n'ai rien à pardonner. Il n'est pas coupable. Le seul coupable, c'est moi. La justice m'aurait condamnée, si je n'étais devenue folle. Relevez-vous, madame, ou je vais me traîner par terre.

Ainsi contrainte, Sylvie se redressa et s'assit à côté de Monique Desclaux, tout près d'elle.

— Non, non, protesta-t-elle, n'essayez pas de nous égarer. Vous vouliez vous sacrifier pour lui. Vous avez refusé de le dénoncer, quand c'est lui qui vous a arraché l'enfant.

L'institutrice laissa échapper un cri, — cri d'effroi ou d'indignation ?

— Je vous défends de parler ainsi, déclara-t-elle avec une étrange autorité. Quelqu'un pourrait vous entendre. Le dossier existe encore malgré le non-lieu. Si votre mari vous a dit cela, il vous a menti par générosité, pour me décharger.

— Oh ! murmura Sylvie stupéfaite.

— Oui, reprenait l'autre déjà, par générosité. Il a eu tant de pitié pour moi ! Je l'avais poursuivi à tort. Je ne pouvais pas être sa femme ; alors, pourquoi lui ai-je cédé ? Ou plutôt, pourquoi l'ai-je aimé ? Vous, c'était vous qu'il pouvait aimer et épouser. Votre bonheur à tous deux, j'aurais dû le souhaiter. Pourquoi avais-je pensé le troubler ? Cet enfant que j'avais eu de lui, j'aurais dû être heureuse de le garder et de l'élever à moi seule. Pourquoi le lui ai-je porté un jour ?

— Vous l'aviez eu de lui quand il était libre et il ne devait pas l'abandonner. Il vous l'a arraché de force, pour le jeter au torrent.

— Non, non, madame, ce n'est pas vrai. Il ne me l'a pas arraché de force. C'est moi... c'est moi... c'est moi qui suis une

malheureuse. J'ai tâché d'expier ma faute en élevant, en aimant les enfants des autres. En chacun d'eux, c'est le mien que je rappelle à la vie. Le mien, le petit mien...

Elle éclata en sanglots. Nous n'osions plus, ni l'un ni l'autre, intervenir. Et je redoutais même, à la voir s'exalter ainsi, qu'un choc moral trop brusque ne déterminât une crise pareille à celle dont elle avait été frappée la veille de l'audience. Après tant d'années, elle se retrouvait poursuivie. Notre présence lui était plus cruelle que celle du juge d'instruction et pas plus qu'à celui-ci elle ne consentirait à avouer la vérité. Jusqu'au bout, jusqu'à la mort, — et sans même se douter que le cri d'amour maternel que nous venions de lui entendre pousser nous livrait cette vérité à lui seul, — elle continuerait de couvrir de son sacrifice cet indigne Aynard de Varce qui ne l'avait pas secourue dans le malheur, qui avait consenti à lui poser sur les épaules le poids de son crime et qui était parti pour Paris, tandis qu'on devait la juger aux assises de Grenoble et sûrement la condamner. O merveille de l'amour d'une femme ! Son martyre ne dépassait-il pas celui de Sylvie qui avait vécu toute une vie auprès du misérable qu'elle méprisait ?

Sylvie d'Arnay, atterrée de cette défense imprévue que rien au monde ne briserait, se reprochait sans nul doute d'être venue désorganiser l'existence renouvelée de la pauvre fille. Le pardon à quoi elle attachait tant de prix lui était refusé parce que la faute qui le motivait n'était pas admise. Tenterait-elle d'aller plus avant ? Elle le tenta avec une tendre douceur :

— J'ai reçu, mademoiselle, ses tristes confidences. Il faut lui pardonner sa faute, afin qu'il ne l'expie pas dans l'autre monde.

Plus exaltée encore, Monique Desclaux protesta avec véhémence :

— Oh ! madame, qu'aurait-il à expier, lui qui a donné sa vie pour son pays ?

— Sa vie pour son pays ? répéta M^{me} d'Arnay abasourdie.

— N'est-ce pas, continua l'institutrice, qu'il a été tué héroïquement quand les Allemands ont forcé le front anglais et que nos troupes ont sauvé Paris ?

Elle confondait la mort du père et celle du fils. Quelle image s'était-elle donc faite de son ancien amant ?

— Oui, il est mort en héros. Si jamais il a commis des fautes, il les a bien rachetées ainsi. Jamais il n'aurait dû vous parler de moi. S'il l'a fait, c'est par commisération, par bonté. Et il a eu pitié de ma mère, il a eu pitié de moi. Il n'a pas permis que ma mère fût dans le besoin. Il n'a pas permis, après ma maladie, que je tombasse dans la misère. J'ai bien deviné son intervention qu'il avait eu la délicatesse de dissimuler.

Ainsi interprétait-elle le don mystérieux remis par dom Moreuil avant le départ des Chartreux.

— Je n'aurais pas dû l'accepter, ajouta-t-elle. Mais j'étais si lasse après ma sortie de l'asile et j'avais si peur de retomber malade ! Et puis je n'aurais pu refuser sans lui causer de la peine. Je suis sûre qu'il était présent aux assises quand j'y devais comparaitre et que j'aurais dû y lutter contre ses généreux desseins.

Nous l'écoutions dans l'étonnement le plus profond. L'image qu'elle s'était composée d'Aynard de Varce, nous en distinguions maintenant les contours. Nous en pouvions voir le reflet dans ses yeux d'extase comme dans un miroir. Le salut matériel que Sylvie avait assuré au cours même du procès, la volonté de la sauver en justice, elle les lui attribuait. Et de même la mort admirable du jeune Bruno. Elle prenait à la femme et au fils les traits nécessaires à la transfiguration du portrait. Nous comprenions que la pauvre fille n'avait pas cessé d'aimer, — et de quel sublime amour, de quel amour spiritualisé ! — son abominable et banal séducteur. Nous comprenions qu'elle avait, dans son dévouement quotidien, vécu toute une vie d'amour. Comment avait-elle réussi à déformer ou transformer la scène de l'infanticide ? La version que nous tenions de M. de Varce ne pouvait être déjà que la plus favorable au criminel. Pour ma part, je l'estimais volontairement atténuée. En l'admettant même telle quelle et sans restrictions, elle condamnait encore le mari de Sylvie, l'ancien amant de Monique Desclaux, et lui seul. Cette dernière, de toutes façons, devait être écartée du meurtre qu'elle s'attribuait. A force de s'accuser elle-même, avait-elle réussi à se convaincre ? Étions-nous en présence d'un phénomène d'auto-suggestion ? Ou bien aimait-elle malgré la faute, jusque dans la faute ? Alors, pour-quoi prêter à cet indigne M. de Varce des attitudes de noblesse

et de chevalerie, des attentions délicates, une fin magnifique ? Jamais nous ne connaîtrions la vérité. Jamais elle ne nous livrerait ni ne livrerait à personne l'exact récit de ce qui s'était passé avant que l'enfant, — mort ou vivant, — fût jeté au torrent de la Chartreuse. Mais nous avions la révélation inattendue et pathétique d'une passion que ni la douleur, ni l'abandon, ni la honte n'avaient épuisée. Après vingt ans rien n'était changé.

Ah ! je dois confesser ici que j'en fus remué jusqu'au fond de mon vieux cœur. A plus de soixante-dix ans, j'apprenais encore jusqu'où peut aller la tendresse d'une femme. Que sont nos chétives passions auprès d'une passion comme celle-là ? Et que ce mot de passion qui signifie souffrance est donc véridique dans son étymologie ! J'aurais voulu baiser les mains de Monique Desclaux, mais je ne savais pas, je ne devinais pas ce que pensait Sylvie d'Arnay, quand je l'entendis qui disait :

— Comme vous le connaissez, mademoiselle !

Mon premier mouvement fut de me révolter contre une ironie aussi déplacée. Mais je compris aussitôt qu'il n'y avait pas là trace d'ironie. Sylvie s'était comme moi rendu compte de l'illusion sur quoi reposait toute l'existence si précaire de la victime de son mari. Elle s'était brusquement décidée à conserver cette illusion, à entrer dans ce jeu étrange. N'était-ce pas la plus grande charité ? Et dès lors j'assistai au plus extraordinaire dialogue entre les deux femmes. Nous sortîmes du monde réel, du monde de vérité, pour suivre les chimères de Monique Desclaux que personne n'éloignerait plus. Elle demanda à Sylvie brusquement :

— Dites-moi, madame, que vous avez été heureuse.

Que fallait-il répondre ? Que pouvait répondre M^{me} de Varce ? Mais les yeux grands ouverts, les yeux interrogateurs de l'illuminée dictaient la réponse.

— Oui, mademoiselle, fut-il déclaré sans hésitation.

Et les yeux immenses rayonnèrent. Elle avait dû offrir sa vie en holocauste, et la condamnation, et le déshonneur, et la prison, pour le bonheur de celui qu'elle aimait. Par la femme de celui-ci elle en avait l'attestation. Y a-t-il donc aussi une volupté d'amour dans le sacrifice ? J'étais secoué par ces mystérieuses puissances du cœur comme par des étincelles électriques. M^{me} d'Arnay, plus touchée que moi-même, comme nous

étions tous trois levés pour la séparation, fit un pas en avant :

— Mademoiselle, accordez-moi une grâce.

De nouveau le visage de fièvre s'assombrit. De quoi serait-il question ? Que pouvait-elle redouter ?

— Si je le puis, madame.

— Laissez-moi vous embrasser.

Les deux femmes se jetèrent dans les bras l'une de l'autre. Leurs larmes coulaient et se mêlaient sur leurs joues. Larmes plus vraies que leurs paroles, larmes venues du fond d'elles-mêmes, comme une eau remontée du puits de vérité, larmes où se confondaient leurs détresses, larmes fraternelles de deux sœurs de misère, que la même infortune familiale a brisées. Quand cessa leur étreinte, elles étaient plus liées que par toutes les confidences. Il ne fallait pas gâter par le moindre mot maladroit une si parfaite entente. Cependant, comme nous allions nous retirer, comme nous étions déjà sur le seuil du petit salon, Monique Desclaux demanda timidement à sa nouvelle amie :

— Il a prononcé mon nom à son lit de mort ?

De tout l'entretien elle ne retenait que ce témoignage. C'était l'aveu de la femme, plus touchant encore que le silence qu'elle gardait sur le crime. Ce signe de faiblesse harmonisait ses excès de générosité.

— J'étais venue ici, dit lentement Sylvie comme pour donner plus de poids à sa parole, parce qu'il vous avait appelée.

Monique Desclaux avait bu la réponse comme on rafraîchit à une fontaine jaillissante ses lèvres altérées.

— Il n'était donc que blessé ? réclama-t-elle encore.

Ne fallait-il pas accorder ses dernières paroles avec la fin héroïque qu'elle lui prêtait.

— Il est mort à l'hôpital, répondit Sylvie sans mentir.

Ces dames se dirent adieu avec émotion et tendresse. Ce qu'elles avaient rencontré l'une et l'autre, l'une par l'autre, elles ne l'avaient pas cherché. Elles se séparaient allégées, et ce voyage de Briançon n'avait pas été inutile. Cependant le vieil avocat n'avait pas lieu d'être satisfait. Je n'avais rien appris de définitif sur la culpabilité d'Aynard de Varce, bien qu'elle ne fit pas plus de doute à mes yeux que l'innocence de Monique Desclaux. En revanche, n'avais-je pas éprouvé, devant la puissance de l'amour et de la charité chez l'une et l'autre

de ces deux femmes, une sorte d'effroi comparable à celui que ressentait Pascal du silence éternel des espaces infinis?...

Au retour, nous ne parlâmes guère, M^{me} d'Arnay et moi, dans l'automobile. La scène vécue à Briançon occupait nos pensées. Au lieu des paysages violents et désolés que le soleil caressait, nous ne voyions plus que la pièce étroite où nous avait reçus M^{lle} Desclaux. Parvenue au bout de sa méditation, elle me la résuma d'un mot singulier, dont je ne compris tout le sens qu'après un instant :

— Je l'envie.

Comment pouvait-elle envier l'humble fille trahie, abandonnée dans les pires circonstances, arrêtée, traquée, victime de son cœur, victime des hommes, menacée tour à tour par la justice et par la folie, et qui avait retrouvé une sorte de paix dans l'oubli complet de soi-même et le dévouement quotidien aux enfants des autres ? Je lui manifestai ma surprise quand je la comprenais déjà :

— Oui, reprit-elle, je l'envie. Elle a aimé. Elle aime encore. Tout est là.

Tout est là pour une femme, et j'avais à côté de moi une femme au déclin de l'âge qui, d'un souvenir impitoyable, examinait et jugeait toute sa vie de femme.

— Son amour, objectai-je, ne lui a fait que du mal.

— Oh ! mon ami, vous savez bien que non. Elle s'est recomposé une idole. J'étais venue pour lui dire en manière de consolation : « Il y a quelque chose de pire que d'être abandonnée par celui qu'on aime ; c'est de vivre avec celui que l'on n'aime pas et que l'on méprise... » Je me suis tue. La force de son amour était telle qu'elle m'a imposé son illusion. J'ai consenti à me dépouiller pour elle. Je lui ai tout donné, et ma volonté de la sauver, et mon aide matérielle, et jusqu'à l'admirable mort de mon fils. Je lui ai tout donné pour qu'elle continuât d'en parer son indigne suborneur.

— Je vous ai admirée, Sylvie.

— Je ne pouvais pas faire autrement. Devant un tel amour, je ne pouvais que m'incliner. Et comment ne l'envierais-je pas ? Elle a réussi à oublier jusqu'au crime dont elle a dû pourtant être le témoin. Moi, j'avais essayé, mais je n'ai pas pu et de cet essai je n'ai gardé que la honte et l'horreur de moi-

même. Fallait-il qu'elle aimât pour passer outre et purifier de sa propre innocence le misérable qui ne s'est jamais soucié d'elle ! Car, vous savez, il ne l'a pas appelée à son lit de mort. C'est moi qui ai inventé cet appel suprême, afin de venir ici invoquer son remords et implorer son pardon.

Elle se laissait aller à une explosion de haine contre son mari que jamais encore elle ne m'avait montrée et que, d'habitude, plus maîtresse d'elle-même, elle savait contenir. La jalousie obtenait d'elle cet aveu et j'avais bien deviné qu'elle faisait allusion à cette période qui avait abouti à la mise au monde d'un enfant mort-né. Elle avait donc essayé, elle aussi, d'aimer le misérable, tout en sachant ce qu'il était, tant le désir d'amour la tourmentait, tant le besoin d'aimer tourmente les femmes, et cette malheureuse tentative n'avait abouti qu'à l'horreur de soi. Dans une sorte de désespoir farouche, elle conclut :

— Elle a vécu, elle. Moi, je n'ai pas vécu.

Je ne savais comment lui rendre un peu de courage et de confiance, afin de l'arracher à tant de tristesse et d'amertume.

— Vous avez été aimée, Sylvie, murmurai-je timidement.

Elle ne sembla pas prêter attention à cette inoffensive et tardive déclaration d'un vieillard. Mais, après un instant, elle prit ma main desséchée sous la couverture et la serra :

— Je sais, mon ami. Cela m'a soutenue bien des fois.

Ce fut la seule allusion directe que nous fîmes jamais l'un et l'autre au sentiment sans nom qui nous unissait.

Au Lautaret elle fut prise d'une syncope dont je m'inquiétai, bien que ce malaise pût être attribué à l'air trop vif de la montagne. J'obtins sa promesse de consulter à Grenoble au retour. Comme nous approchions de la ville où elle devait me déposer avant de regagner le château d'Arnay, elle me dit encore avec un sourire qui me navra, car j'y voyais un funeste présage :

— Comme je suis faible, n'est-ce pas, mon ami ? J'ai si peu d'estime pour moi-même !

Et comme je voulais protester :

— Oh ! ne protestez pas ! N'ai-je pas été la complice de mon mari que je n'ai pas dénoncé, que je n'ai pas su contraindre à se dénoncer, et, pis encore, sa complice de consentement ; la complice de mon père dont j'avais deviné la résolution à Valombré ; la complice de Monique Desclaux dont j'ai flatté la

chimère et partagé les mensonges? Je me suis laissé rouler par la vie, au lieu de la conduire.

— C'est le lot commun, Sylvie : ne vous étonnez pas. Mais vous êtes injuste envers vous-même.

Elle sourit encore :

— Je n'aurais pas voulu faire partie du lot commun. Il me reste avant de mourir à régler le sort de mes enfants.

— De vos enfants?

— Oui, de tous ceux à qui je veux laisser mes biens, de l'orphelinat que je désire installer dans le château d'Arnay. Si je demandais à M^{lle} Desclaux de venir le diriger, ne serait-ce pas la réparation? Elle vivrait où a vécu M. de Varce. Elle le rejoindrait à travers le temps écoulé.

Je réfléchis à cette proposition et je déclarai :

— Elle n'acceptera pas, Sylvie. Même après vingt ans, elle redoutera que son nom soit rapproché du vôtre. Elle veut mourir dans son secret. Laissez-la à Briançon. Elle y est presque heureuse.

— Presque heureuse! répéta ma compagne comme nous entrions dans Grenoble. Vous voyez bien que je puis l'envier.

LA RONDE DE VALOMBRÉ

Sylvie d'Arnay mourut quelques mois après ce voyage de Briançon, d'un cancer au sein qui fut opéré trop tard et qui la dévora après de cruelles souffrances supportées avec un courage digne de sa race. Je fus admis à la voir souvent au cours de cette période, bien qu'elle eût souhaité ne voir personne. Mais elle me devait consulter pour ses dispositions testamentaires et trouvait dans mon amitié fidèle un allègement à ses maux.

« Le dernier acte est sanglant, dit mon Pascal, quelque belle que soit la comédie en tout le reste; on jette enfin de la terre sur la tête, et en voilà pour jamais. » Au cours de la comédie ou de la tragédie de la vie, elle n'avait pas trahi son rôle de silence. Rien n'avait transpiré au dehors ni du crime du Guiermort, ni de la chasse de Valombré, ni du martyre conjugal subi pendant tant d'années. Avocat, j'ai entendu bien des confidences et connu bien des drames domestiques insoupçonnés. Les misères conjugales sont innombrables et secrètes. Mais

j'avais rencontré dans celui-ci deux femmes incomparables autour de l'homme le plus insignifiant, le plus léger et le plus malaisant dans son insouciance.

Je perdais en Sylvie le dernier élan de mon vieux cœur vers ce qui nous fait vivre. Maintenant, le renoncement définitif se prépare. La fin émouvante et religieuse de mon amie achève de m'y préparer.

Elle avait, comme je l'avais prévu, demandé à être ensevelie dans le caveau des marquis d'Arnay. Elle ne partagerait pas la couche funèbre de M. de Varce. Mais cette décision fut approuvée aux obsèques par une noblesse très attachée à ses préjugés. Elle m'avait en outre chargé de ramener le corps de son fils Bruno qui la devrait rejoindre au cimetière. M. de Varce reposerait seul, sans femme et sans enfant.

Quelques semaines plus tard, architectes, entrepreneurs, maçons, charpentiers aménageaient le château pour le transformer en orphelinat. Quand j'y retournerai, une trentaine d'enfants jouaient dans le jardin sous la surveillance de deux religieuses à grandes cornettes. Je venais m'informer de l'exécution d'une singulière clause introduite par M^{me} d'Arnay dans son testament : elle y prescrivait que chaque année les petits orphelins seraient conduits en car alpin un jour d'été, un jour de beau temps, dans le massif de la Chartreuse et goûteraient sur la pelouse de Valombré, au pied du tertre que surmonte une croix. Le jour était choisi, et je me promis de rejoindre là-haut cette volière d'oiseaux lâchés.

Je n'étais pas revenu à la Chartreuse depuis la fameuse chasse de Valombré. Quel changement depuis lors ! La Grande-Chartreuse était devenue un objet d'exploitation pour le tourisme. D'innombrables cars, d'innombrables automobiles en prenaient le chemin par ce beau jour. Le paysage en était transformé. C'était le boulevard au lieu de la solitude, le vacarme des klaxons, des trompes, des conversations, au lieu du calme de la prière. La paix de la montagne est violée et la majesté en est perdue. Le monastère est une sorte de musée vide, un cadavre sur une table d'opération. Cependant les Chartreux expulsés ont repassé la frontière pour remplir leur devoir français pendant la guerre. Comment n'a-t-on pas profité de cette occasion pour les rappeler ? Ah ! que nous man-

quons de grandeur, de justice, de sens de l'ordre et de la beauté !

Ne relisais-je pas dernièrement, dans une enquête éditée par la *République de l'Isère* peu avant la guerre sur cette question de la Grande-Chartreuse, ces phrases si justes de M. Maurice Barrès que nos pauvres politiciens devraient bien méditer : « Le sentiment religieux, dirigé par l'Église, a couvert notre pays d'une multitude de monuments incomparables. Nos hommes d'État, avec une courte vue d'agents électoraux, sont en train de jeter bas, malgré eux, cette gloire architecturale. Malgré eux, je le reconnais. Leur but n'était pas de ruiner tant de chefs-d'œuvre, pas plus que d'avoir des malades mal soignés ou des enfants mal dressés, mais ils ont agi avec une si pitoyable imprévoyance que c'est le résultat qu'ils obtiennent et dont je les entends quotidiennement se désoler dans les couloirs de la Chambre. » Et plus loin : « ... Ils vont entretenir des cellules vides, des stalles vides, une chapelle vide. Y mettra-t-on des figurants, dans la belle saison, pour recevoir les excursionnistes?... »

Je laissai tous ces excursionnistes pour gagner l'Habert Valombré au pied du Charmant Som. En me retournant, je pouvais voir le monastère avec la masse de ses toits et de ses clochetons au bord des forêts sous les rochers blancs du Grand Som presque pareils à de la neige. Mais bientôt je ne songeai plus à me retourner. Le spectacle qui m'était offert suffisait à me retenir. Au-dessous des bois de fayards, d'ormes et de frênes aux lourds feuillages verts, — ces feuillages que j'avais vus rouge et or, comme un prodigieux bouquet, en octobre, — s'allonge en pointe la pente de gazon. Au bas, cette pente se redresse et c'est le tertre à la Croix où j'avais failli mourir. Là des enfants, se tenant par la main, tantôt décrivaient une farandole dont le long serpent descendait et remontait la pelouse, et tantôt, nouant les deux bouts, tournaient autour du tertre en une ronde moins rapide, au centre de laquelle une jeune religieuse, la cornette un peu de travers à cause de tout le mal qu'elle se donnait, dirigeait la manœuvre. Elle les excitait à chanter. J'entendais à peine leurs petites voix qui se dispersaient trop vite dans le vaste horizon, avant que les rochers ne les pussent intercepter et répercuter. Cependant je perçus peu à peu leur refrain. C'était une vieille chanson de

France que tant de générations d'enfants ont tour à tour chantée. C'était :

Nous n'irons plus au bois,
Les lauriers sont coupés...

Nous n'irons plus au bois, et ils y étaient, et ils étaient si joyeux d'y être qu'ils transformaient le sévère paysage de Chartreuse et le soumettaient à leur caprice.

Je demeurai longtemps, immobile, à les regarder. J'assistais, en suivant leurs ébats, à une cérémonie où ils jouaient sans le savoir un rôle sacré. C'était une cérémonie de purification. Sylvie d'Arnay les avait envoyés là par testament, afin que le drame du Guiers-mort et celui de Valombré fussent piétinés par eux et effacés par les incantations de leurs petites voix.

Monique Desclaux, qui venait de mourir à son tour à Briançon, dans chacun des enfants qu'elle élevait revoyait le sien et rappelait le sien à la vie. Ici, les enfants recueillis par la volonté de Sylvie d'Arnay purifiaient avec leur innocence l'atmosphère autrefois souillée. Ainsi l'œuvre des deux femmes se rejoignait-elle.

« On jette enfin de la terre sur la tête, et en voilà pour jamais », a dit le sombre Pascal de la mort. Rien ne meurt au contraire. Et j'écoute, en m'éloignant de Valombré, j'écoute et j'entends en moi-même les claires voix de ces enfants qui nous réjouissent rien qu'en vivant. Ne nous apportent-ils pas toutes les possibilités de la vie, de la vie qui peut contenir tant de choses, les faiblesses, les erreurs, les fautes, les complicités, les crimes, mais aussi les dévouements, les sacrifices, les rachats, les immolations, les expiations ?

Sylvie d'Arnay que j'ai tant aimée tout bas, pieusement, sans désir et sans espérance, et vous, Monique Desclaux, que de tout mon être j'ai plainte et admirée quand vous étiez injustement menacée et vous chargiez héroïquement de la faute d'un autre, vous n'avez pas vécu en vain. Quoi donc ? Vous croyez qu'il s'est passé, il y a tant d'années, quelque chose de tragique au bord du torrent de Chartreuse ou dans la chasse de Valombré ? Vous vous trompez, et personne ne pourrait vous renseigner : il n'y a là que des enfants qui jouent sur une pelouse...

HENRY BORDEAUX.

LA PAIX DES EMPIRES CENTRAUX

1916-1918

I

Sur un chapitre essentiel de l'histoire de la Grande guerre, — les négociations de paix activement menées, dès la seconde année, par les Empires centraux, — nous ne possédions encore que des informations fragmentaires et souvent erronées. Pour la première fois, on en trouvera ici un exposé d'ensemble dû à une personnalité particulièrement bien placée pour avoir accès aux pièces originales et permettant d'apporter sur les points obscurs ou contestés une lumière toute nouvelle.

LA PROPOSITION DU COMTE BURIAN A M. DE BETHMANN-HOLLWEG

Les Autrichiens ont été les premiers à se lasser de la guerre, dont leur imprudente agression contre la Serbie avait pourtant donné le signal.

Une à une se sont évanouies les illusions qui les avaient aveuglés, en juillet-août 1914, et rendus dociles à l'impulsion belliqueuse de Berlin. La Russie devait se laisser intimider, puis, quand la déclaration de guerre de Guillaume II l'eut appelée au combat, être trop occupée avec l'Allemagne pour pouvoir être bien redoutable à l'Autriche-Hongrie; l'Italie devait marcher avec ses alliés de la Triplice, puis, quand elle se fut déclarée neutre, être facilement maintenue dans l'abstention; la Belgique devait laisser violer sa neutralité, puis, quand elle l'eut en vain défendue, s'incliner devant le cas de force

majeure; l'Angleterre devait se tenir en dehors du conflit, puis, quand elle y fut entrée, ne pas être de longtemps en état de jouer un grand rôle dans les opérations continentales; la Roumanie devait faire honneur aux engagements de son roi Carol avec les empires centraux, puis, quand elle les eut répudiés, ne pas oser aller plus loin; enfin et surtout l'Allemagne devait ne faire qu'une bouchée de la France. Cette dernière illusion avait été la plus consistante de toutes et celle qui, présumée universelle, avait en quelque sorte autorisé la majeure partie des autres. « Il n'est pas possible, avait-on pensé et dit à Vienne au début de la guerre, que l'Allemagne ne soit pas victorieuse de la France. »

Or, rien ne s'était passé comme on l'avait prévu et espéré; les choses avaient tourné tout autrement et l'Autriche-Hongrie se trouvait avoir provoqué une mêlée générale, par laquelle elle était chaque jour un peu plus meurtrie, un peu plus épuisée, un peu plus ébranlée. Elle avait eu à supporter le poids principal de l'effort militaire russe depuis le commencement de la guerre et celui de l'effort militaire italien depuis mai 1915. Si elle ne fléchissait pas sous ce double poids, elle en était cependant lourdement grevée. La prolongation indéfinie d'une épreuve de résistance aussi rigoureuse pour ses forces matérielles et morales rendait ses dirigeants perplexes et soucieux. Les alternatives de succès et de revers, avec lesquelles la lutte s'était poursuivie sur le front des Carpathes et de Galicie comme sur celui des Alpes, avaient produit sur eux et sur leurs compatriotes, des impressions contradictoires, tantôt de réconfort, tantôt de déception, dont se dégageait en définitive l'incrédulité aux chances d'un avantage décisif. Même contre des adversaires moins forts que les Russes et les Italiens, les opérations n'avaient pas procuré aux Autrichiens que satisfaction : ils avaient péniblement ressenti l'échec de leur général Potiorek contre les Serbes. Le prestige de leur haut-commandement était pâle, même à leurs propres yeux. Ils avaient déjà dû faire appel, soit aux lumières de généraux allemands, soit au renfort de troupes et de matériel envoyés d'Allemagne.

C'était un maréchal allemand, Mackensen, qui avait commandé l'expédition grâce à laquelle la Serbie avait pu être occupée d'un bout à l'autre. Le même officier général,

deus ex machina du front balkanique, dirigeait les opérations par lesquelles la Roumanie allait être mise hors de combat. Ailleurs, dans le Trentin, en Galicie, des troupes allemandes avaient prêté main forte aux Austro-Hongrois. Or, s'il était précieux de pouvoir puiser renforts et stratégie dans le réservoir militaire de l'empire allié, ce n'en était pas moins la preuve de lacunes et d'infériorités, dont la constatation n'allait pas sans causer quelque alarme et quelque froissement d'amour-propre.

Dans le même fait résidait le principe d'une perte progressive d'indépendance, dont on se rendait compte à Vienne, sinon à Budapest. La situation économique devenait de plus en plus précaire, la situation intérieure de plus en plus instable. Les sujets slaves, roumains, italiens, de la Monarchie remuaient, s'agitaient, s'organisaient contre elle et les désertions se multipliaient parmi les soldats appartenant à ces nationalités. Le vieil Empereur déclinait rapidement et l'éventualité de sa mort prochaine risquait de précipiter la dissolution de l'État composite sur lequel il régnait depuis 1848 et que la force de l'habitude tenait réuni sous son sceptre.

Il est vrai qu'une victoire décisive de l'Allemagne sur la France, clef de voûte de la coalition adverse, pouvait encore tout sauver, c'est-à-dire tout terminer au bénéfice commun des deux Empires centraux et de leurs moindres alliés. Mais à une victoire décisive de l'Allemagne sur la France on n'osait plus croire à Vienne, depuis qu'on voyait les Français tenir tête à la ruée allemande contre Verdun, y riposter et trouver encore le moyen de mener dans la Somme une offensive vigoureuse et prolongée.

Les Autrichiens avaient donc perdu confiance dans une « décision » militaire, qui se dérobaît aux armées de Guillaume II sur le front français, comme elle s'était dérobée à celles de François-Joseph dans le Tyrol. Aussi le moment leur parut-il venu, à l'automne de 1916, d'arrêter les frais. Au lieu de jouer l'existence même de la monarchie austro-hongroise dans une lutte où elle pouvait sombrer, mieux valait conclure la paix dont elle sentait le besoin, pendant que la situation militaire, la carte de guerre comme on disait à Berlin, permettait aux Empires centraux de traiter à des conditions honorables, voire avantageuses. Il ne s'agissait pas de paix séparée.

La paix à négocier devait l'être de concert avec l'Allemagne, dont il n'était pas question de se détacher.

Ces idées ayant mûri au *Ballplatz* (1), le comte Burian, ministre commun des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, en parla au chancelier de l'empire allemand, M. de Bethmann-Hollweg, dans une entrevue qu'il eut avec lui le 18 octobre 1916. Il lui proposa que les deux gouvernements fissent connaître publiquement leurs buts de guerre, en même temps qu'ils feraient auprès de leurs ennemis une démarche en faveur de la paix, dont il lui esquissa les conditions, telles qu'il les concevait. Bethmann-Hollweg n'opposa pas d'objection de principe à ce projet, mais se réserva d'en référer à l'empereur d'Allemagne.

CONTRE-PROPOSITION DE M. DE BETHMANN-HOLLWEG AU COMTE BURIAN

Guillaume II et son chancelier en conférèrent ensemble les jours suivants. L'Allemagne n'en était pas, à beaucoup près, au même point que l'Autriche-Hongrie. Mais l'état d'esprit de son souverain et du chef de son gouvernement n'était cependant plus le même qu'au commencement de l'année. La gigantesque opération montée contre Verdun décevait les espérances autorisées par l'optimisme initial du Grand Quartier. Elle avait fait une énorme consommation de troupes allemandes pour ne pas atteindre son but. Matériellement et moralement, l'échec en était patent et sensible. La pression anglo-française sur le reste du front allemand en France avait été assez forte pour faire juger à propos de le raccourcir en le ramenant en arrière. Le bilan de l'année militaire en Occident ne se soldait donc par aucun actif, et avec l'été de 1916 avait commencé la troisième année de cette interminable guerre, engagée avec tant de confiance dans la supériorité de l'Allemagne.

Le temps n'avait pas travaillé pour les Empires centraux; l'Angleterre l'avait mis à profit pour constituer ses forces de terre. La fameuse carte de guerre, sans doute imposante, susceptible d'être encore améliorée par l'occupation de nouveaux territoires russes et balkaniques, ne tenait pourtant pas lieu de percée, de rupture du front occidental, d'entrée à Paris ou d'arrivée à Calais. Le blocus étroit qui enserrait l'Allemagne

(1) Siège du ministère des Affaires étrangères à Vienne.

lui imposait des restrictions croissantes et l'acculait peu à peu à la résolution désespérée de la guerre sous-marine à outrance, qui devait être le principe de son conflit avec les États-Unis d'Amérique. Elle aussi avait donc intérêt à tirer parti des kilomètres carrés qu'elle occupait, des gages qu'elle détenait, pour conclure la paix. Mais comme elle en avait moins besoin que l'Autriche-Hongrie, elle était plus exigeante sur les conditions. Et comme les militaires étaient encore pleins de morgue et d'assurance, qu'ils constituaient, à côté du gouvernement officiel, une sorte de second gouvernement en contact journalier avec l'Empereur et très écouté de lui, que l'opinion publique était encore fort exaltée et passablement éblouie par des conquêtes dont elle s'exagérait l'efficacité, Guillaume II et Bethmann-Hollweg étaient moins disposés que François-Joseph et le comte Burian à mettre délibérément le cap sur la paix, sans réticences ni astuce. La paix était moins pour eux un but immédiat que le thème d'un jeu diplomatique, dans lequel il leur importait d'attirer l'ennemi.

Le 30 octobre, la réponse de Bethmann-Holweg au comte Burian fut apportée de Berlin à Vienne par M. de Stumm, sous-secrétaire d'État à la *Wilhelmstrasse* (1). C'était un assentiment à la proposition d'initiative pacifique du ministre austro-hongrois, mais avec des modalités d'exécution qui changeaient notablement le caractère et la portée de l'initiative à prendre. Les deux gouvernements étant déjà en pourparlers sur un projet de déclaration proclamant l'indépendance de la Pologne russe, conquise par leurs armes, Bethmann suggérait de publier immédiatement cette déclaration, de la faire coïncider avec une note qui offrirait la paix à tous leurs ennemis et serait adressée aux neutres pour être transmise aux belligérants du camp opposé, enfin de porter cette démarche à la connaissance du monde entier par un discours de lui-même au Reichstag, où il la commenterait. Il se prononçait, en revanche, catégoriquement contre tout exposé précis des conditions de paix des deux Empires, exposé qui était justement ce que Burian avait proposé de faire. Pour refuser de découvrir son jeu, d'abattre ses cartes, il avait une raison majeure, dont il ne fit pas mystère à Vienne : c'est que, si les conditions de paix de l'Allemagne

(1) Siège du ministère des Affaires étrangères à Berlin.

étaient connues d'avance, elles ne permettraient même pas qu'une négociation s'engageât sur le fond. Tel eût été notamment l'effet des conditions concernant la France, à laquelle le gouvernement allemand entendait bien ne rien céder et prendre quelque chose, et de celles à faire au royaume de Belgique, que l'Angleterre désirait voir recouvrer sa pleine indépendance, tandis que l'Allemagne se réservait de ne pas la lui rendre.

L'empressement de Bethmann-Hollweg à répondre et sa hâte de donner suite à la proposition autrichienne ne pouvaient pas masquer au comte Burian les profondes modifications que la procédure suggérée par son collègue allemand faisait subir à son projet.

Effectivement, elle le transformait du tout au tout. D'un projet qui tendait à proposer aux ennemis une négociation sur des bases définies au moins dans leurs grandes lignes, elle faisait une manœuvre d'amorçage pacifique, presque un piège. Burian avait voulu un examen sérieux, entre Vienne et Berlin, Constantinople et Sofia, des conditions auxquelles la paix serait possible, et seulement après cet examen, qui exigerait nécessairement un certain temps, une communication aux ennemis, par l'intermédiaire des neutres, des bases sur lesquelles ils seraient conviés à discuter du rétablissement de la paix. Il n'avait pas songé à lier cette offre de paix à la proclamation d'indépendance de la Pologne russe, proclamation qui aurait pour effet inévitable d'irriter la Russie, au moment même où on lui tendrait la main, en même temps qu'aux autres ennemis des Empires centraux. Au contraire, la précipitation, le battage et l'imprécision souhaités par Bethmann attestaient de sa part une tactique plus machiavélique, l'intention d'exploiter les tendances pacifiques que la lutte avait déterminées chez l'adversaire, l'espoir d'attirer, par le retentissement d'une offre sensationnelle, les ennemis dans une négociation où ils s'engageraient sans savoir où ils allaient et qu'ils ne seraient plus en mesure de rompre après l'avoir entamée, enfin le souci de lancer cet appel éclatant et vague avant la campagne d'hiver de 1916-1917, qui était prévue dure et rude à passer, aussi bien par les Allemands que par les peuples de l'Entente.

LA DÉCLARATION AUSTRO-ALLEMANDE CONCERNANT LA POLOGNE

A ce qu'on peut donc appeler la contre-proposition allemande, le comte Burian fit aussitôt des objections judicieuses. Il n'était pas d'avis de lier la proposition de paix à la proclamation d'indépendance de la Pologne, destinée à être péniblement ressentie en Russie. Les deux choses devaient rester distinctes et être séparées par un bon intervalle de temps. Du reste, Vienne et Berlin avaient à s'entendre avec Constantinople et Sofia sur les bases d'une paix éventuelle, et cela ne pouvait être l'œuvre de quelques jours. Quant à des propositions de paix vagues, elles pourraient faire croire que les Empires centraux étaient prêts à tout accepter. Une note des deux Empires à leurs ennemis par l'intermédiaire des neutres, ne devait pas être expédiée avant le discours de Bethmann au Reichstag. Dans ce discours, le chancelier devrait se borner à exprimer les dispositions pacifiques de l'Allemagne et de ses alliés. En somme, Burian s'en tenait à son plan primitif d'initiative pacifique sérieuse, exempte de précipitation, indépendante d'une contingence diplomatique ou militaire déterminée, accompagnée d'un suffisant aperçu des conditions de paix, pouvant se passer du secours d'un coup de grosse caisse parlementaire.

Bethmann-Hollweg, de son côté, tint bon pour son plan à lui. Il répliqua en contestant que la procédure de son choix pût donner l'impression de la faiblesse : il savait bien qu'elle lui avait été inspirée par l'arrière-pensée de se montrer exigeant. Il insista pour qu'on allât vite en besogne. Il maintint que l'on ne pouvait indiquer de prime abord des conditions concrètes, précises. Selon lui, ce serait assez de proclamer que les Empires centraux étaient engagés dans une guerre défensive pour le salut de leur propre existence et ne voulaient que garantir leur sécurité future, tout en tenant compte du droit des autres. Les seules concessions qu'il fit aux vues de son contradicteur consistèrent à accepter qu'un certain délai séparât l'offre de paix générale de la déclaration d'indépendance de la Pologne et que la Bulgarie et la Turquie fussent mises au courant, de manière à pouvoir faire connaître leurs prétentions.

La controverse entre Vienne et Berlin se poursuivit ainsi

pendant les premiers jours de novembre. Dès le début, Bethmann y avait appelé à la rescousse l'intervention personnelle de Guillaume II auprès de François-Joseph, à qui l'empereur d'Allemagne avait écrit le 1^{er} du mois. Le vieil empereur d'Autriche et roi de Hongrie, calfeutré dans son palais de Schœnbrunn, déjà au bord de la tombe, mais toujours exact dans l'accomplissement de ses fonctions souveraines, répondit le 5 en défendant le point de vue de son ministre, mais en admettant qu'un compromis pût être trouvé. Finalement, le compromis fut qu'un minimum de trois semaines s'écoulerait entre la déclaration d'indépendance de la Pologne et l'initiative pacifique, que celle-ci ne comporterait pas de propositions concrètes, que les Empires centraux se déclareraient prêts à en formuler si leurs ouvertures générales étaient accueillies, que Vienne et Berlin se concerteraient sur leurs conditions de paix, enfin que la consultation serait ensuite étendue à Constantinople et Sofia. Il fut en outre entendu qu'une nouvelle entrevue aurait lieu en temps opportun entre le comte Burian et Bethmann-Hollweg. Le chancelier allemand avait, en définitive, satisfaction sur le point essentiel de son programme : pas d'énonciation de conditions précises. Par là lui était donnée la faculté de développer la manœuvre pacifique de grand style qu'il avait imaginée, pour amener les plénipotentiaires de l'ennemi à s'asseoir autour d'un tapis vert, dont il leur serait bien difficile de s'éloigner ensuite sans que la retraite leur fût interdite par l'opinion publique de leurs pays respectifs.

Le 5 novembre fut proclamée la reconstitution de la Pologne en État indépendant et souverain. Il va sans dire que cette reconstitution excluait de l'État ressuscité les territoires polonais possédés, soit par l'Allemagne, soit par l'Autriche, la Posnanie, la Silésie et la Galicie. L'Empire russe faisait seul les frais de l'acte gratuit de justice que ses ennemis accomplissaient solennellement et généreusement à ses dépens. Il ne s'agissait donc là de résurrection que pour la Pologne ci-devant russe. Encore les deux restaurateurs de l'indépendance et de la souveraineté polonaises demeuraient-ils en épineuse tractation entre eux sur celui des deux à qui serait plus ou moins subordonné le libre État rétabli. Le gouvernement de Vienne aurait volontiers attendu l'éclaircissement de ce point délicat,

avant d'emboucher la trompette de la résurrection. Si celui de Berlin avait préféré ne pas attendre, c'est que la renaissance d'une Pologne officielle entraînait celle d'une armée nationale polonaise, dont on escomptait l'entrée en ligne aux côtés des Allemands. Tel était le secret de ce grand acte désintéressé, soigneusement limité aux proportions dans lesquelles il ne coûtait rien à ses auteurs. Deux des co-partageants de la Pologne du XVIII^e siècle, les héritiers de Frédéric II et de Marie-Thérèse, libéraient la part du troisième, l'héritier de Catherine II, en se réservant de la solidariser ultérieurement, soit avec l'un, soit avec l'autre de leurs Empires, et d'en faire promptement combattre les recrues côte à côte avec leurs soldats.

LES PROGRAMMES DE PAIX DE L'AUTRICHE ET DE L'ALLEMAGNE

Aussitôt après cette manifestation, le comte Burian entreprit d'établir une énumération complète de conditions de paix, qu'il soumit pour avis au chef d'état-major général des troupes de terre, Conrad von Hœtzendorff, et au commandant en chef de l'armée navale, le grand-amiral Haus. Mais il n'attendit pas la réponse de ces deux grands chefs militaires pour transmettre son esquisse à Berlin, dont il lui importait d'avoir l'adhésion d'abord, afin de pouvoir ensuite se retourner vers Sofia et Constantinople. Les conditions auxquelles la paix lui semblait pouvoir être conclue étaient les suivantes :

Intégrité complète du territoire des quatre pays alliés (Allemagne, Autriche-Hongrie, Turquie, Bulgarie). — Retour à l'Allemagne de ses colonies. — Intégrité complète du territoire de la France. — Restauration de la Belgique en État souverain, avec des garanties à trouver en faveur des intérêts allemands. — Cession du Congo belge à l'Allemagne. — Rectification de frontière au profit de l'Autriche du côté de l'Italie. — Reconnaissance du royaume de Pologne, reconstitué par l'Allemagne et l'Autriche. — Amélioration stratégique de la frontière allemande avec la Russie, en Courlande et Lithuanie. — Amélioration stratégique de la frontière hongroise du côté de la Roumanie. — Agrandissements bulgares en Serbie orientale, Macédoine, Dobroudja. — Rétablissement de la Serbie, mais avec pertes de territoires au profit de la Bulgarie, de l'Autriche et de l'Albanie. — Suppression du Montenegro ou, s'il était

rétabli, rectification de frontière au profit de l'Autriche et de l'Albanie. — Indépendance de l'Albanie sous le protectorat autrichien. — Suppression des capitulations en Turquie. — Prise en considération des vœux de la Russie pour le passage par les détroits, tout en maintenant les droits souverains de la Turquie. — Intégrité territoriale de la Grèce. — Liberté commerciale. — Liberté des mers.

Celles de ces conditions qui concernaient l'Allemagne résultaient évidemment d'échanges de vues antérieurs et verbaux entre Burian et Bethmann et reproduisaient, en les atténuant sur certains points, les principales prétentions que le chancelier allemand avait fait entrevoir au ministre austro-hongrois.

Pour juger de l'ensemble à sa juste valeur, il faut avant tout observer que cet ensemble émane de celui des deux gouvernements impériaux qui souhaite le plus sincèrement la paix, qui en a le plus besoin et qui est par conséquent le plus porté à la modération. Considérées à la lumière de cette observation, les conditions de paix ébauchées par le comte Burian apparaissent passablement prétentieuses encore. Il va sans dire qu'il n'y est pas fait mention de la moindre concession à la France sur la question d'Alsace-Lorraine. Encore est-ce notre pays qui est le mieux traité, par un retour pur et simple au *statu quo ante bellum*. Mais il est le seul dans ce cas, parmi les alliés continentaux du groupe de l'Entente.

La Belgique perd sa colonie du Congo, pour satisfaire une convoitise allemande qui s'était révélée en 1911. Bien plus, elle doit, pour tenir compte d'une exigence que Bethmann avait dû confier antérieurement à Burian, fournir des garanties aux intérêts allemands : formule pudique, qui indique qu'elle ne recouvrera pas une pleine souveraineté, mais seulement une souveraineté grevée de quelque hypothèque au profit de l'Allemagne. C'est là tirer une conséquence bien illogique, pour ne pas dire plus, de l'attentat commis en 1914. L'Allemagne, garante elle-même de la neutralité belge, l'avait violée au mépris de tout droit : et ce serait la Belgique, coupable seulement d'avoir rempli son engagement international en défendant sa neutralité, qui aurait à fournir pour l'avenir des garanties contractuelles à l'Allemagne, c'est-à-dire en fait à contracter envers celle-ci quelque obligation, prudemment laissée dans le vague.

Pas un des États alliés à la France qui ne perde quelque chose, sous la forme modeste d'une rectification de frontière ou autrement : la Russie au profit de l'Allemagne, l'Italie au profit de l'Autriche, la Roumanie au profit de la Hongrie, la Serbie au profit de la Bulgarie, de l'Albanie et de l'Autriche. Entre autres, la Serbie perd de tant de côtés à la fois qu'elle ne pourra plus être que l'ombre d'elle-même. Par là, par l'empiètement de la Hongrie sur la Roumanie, par le protectorat autrichien sur l'Albanie, est prévu un nouvel aménagement de l'Europe balkanique et danubienne, qui réalise en somme une des aspirations de la politique austro-hongroise d'avant-guerre.

Le projet de Burian fut envoyé le 7 novembre 1916 au prince de Hohenlohe, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, qui le remit le lendemain à M. de Jagow, ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, en lui demandant d'adresser à Vienne le projet allemand. Bethmann ayant, de son côté, fait diligence, sa liste de conditions de paix put être remise à Vienne dès le 9. Elle consistait essentiellement dans les articles qui suivent :

Reconnaissance du royaume de Pologne. — Annexion de territoires en Courlande et Lithuanie, de manière à constituer à l'Allemagne une bonne frontière avec la Russie. — Traité de commerce avec la Russie comportant pour l'Allemagne des avantages économiques. — Garanties en Belgique à négociier avec le roi Albert; si elles étaient insuffisantes, annexion de Liège. — Évacuation du territoire français à l'exception du bassin de Briey-Longwy. — Rectifications stratégiques en Alsace-Lorraine et indemnité pour dommages de guerre. — Retour à l'Allemagne de ses colonies, excepté Kiao-Tchéou, les Carolines et les Mariannes. — Annexion à l'Allemagne du Congo belge ou d'une partie de cette colonie. — Indemnité pour dommages causés aux Allemands à l'étranger. — Incorporation du Luxembourg au Reich.

Ces conditions de Bethmann, dont la liste était limitée à celles qui intéressaient l'Allemagne, étaient plus rigoureuses que celles de Burian. En ce qui concerne la France, la restauration de son intégrité territoriale comportait une première restriction, qui était l'absorption du bassin de Briey-Longwy par l'Allemagne. Cette première restriction se doublait d'une seconde, consistant dans les rectifications stratégiques à opérer

en Alsace-Lorraine. La question d'Alsace-Lorraine ne recevait donc même pas une solution négative, comme dans le projet du comte Burian : la solution en était aggravée par rapport aux clauses du traité de Francfort. La Belgique devait fournir à l'Allemagne « ces garanties », dont nous avons déjà dit ce qu'il faut penser, et, si le roi Albert se refusait à aliéner en fait l'indépendance de son pays, l'Allemagne retiendrait pour elle-même Liège. Il se pouvait donc que l'intégrité territoriale belge ne fût même pas rétablie et peut-être l'exigence d'inacceptables garanties avait-elle pour but de permettre que la possession de Liège restât à l'Allemagne. Cette puissance gourmande s'arrondissait en outre du Luxembourg et, en Afrique, du Congo belge, en tout ou en partie. Ce que Burian avait appelé l'amélioration stratégique de la frontière russo-allemande devenait annexion de territoires en Courlande et Lithuanie. L'intérêt économique n'était pas perdu de vue à l'égard de la Russie et l'intérêt financier devait être satisfait par diverses indemnités. La reconnaissance de l'indépendance de la Pologne serait celle d'un satellite, soit de l'Autriche, soit plus probablement de l'Allemagne : car il existait bien des moyens de rattacher politiquement au Reich allemand la partie de Pologne érigée en État, le plus simple étant d'appeler un prince allemand à monter sur le trône de Varsovie.

Si tout ce qui précède s'était réalisé, l'Allemagne n'aurait en somme pas fait la guerre en vain, tant s'en faut. En le constatant aujourd'hui, on constate du même coup l'illusion de ceux qui, dans les pays de l'Entente, croyaient à la possibilité de faire partie nulle ou, comme on disait alors, de conclure une paix blanche : car la paix prétendue blanche des Empires centraux était encore fortement teintée des vives couleurs de la victoire. Toutefois, quand on parle des Empires centraux, il faut se garder de trop les confondre dans un terme collectif : car l'Autriche était, ainsi qu'on le verra, plus traitable que l'Allemagne.

L'ENTREVUE DE BERLIN

Burian reçut, dans la première quinzaine de novembre, les réponses du maréchal Conrad et de l'amiral Haus à la communication de ses mémoires sur les conditions possibles de la

paix. Les deux grands chefs n'y faisaient pas d'objection et n'élevaient pas de prétention supplémentaire ; il arrivait même à l'un ou l'autre d'entre eux d'admettre qu'on pût se passer de telle ou telle des acquisitions prévues par le ministre des Affaires étrangères. Celui-ci partit alors pour Berlin afin d'y discuter avec Bethmann-Hollweg et M. de Jagow sur les documents échangés par les deux gouvernements et de se mettre d'accord sur tout ce qui restait à faire : consultation des alliés bulgares et turcs, note aux ennemis par l'intermédiaire des neutres, etc.

L'entrevue eut lieu les 15 et 16 novembre 1916. Le comte Burian confirma à ses interlocuteurs qu'il acceptait de proposer la paix sans en spécifier les conditions. Mais il ne leur cacha pas qu'il n'avait renoncé qu'à regret à donner en même temps un aperçu des conditions de la paix, ce qui eût produit au dehors une meilleure impression. Bethmann maintint que le moment n'était pas venu de les énoncer et, sans plus revenir sur ce qui avait été convenu auparavant, on se mit à les examiner. Burian déclara que les prétentions austro-hongroises se divisaient en deux catégories : la première, consistant dans l'intégrité du territoire et l'affermissement de la position de l'Autriche-Hongrie en Adriatique, était vitale ; la seconde, consistant dans les diverses rectifications de frontière envisagées, ne l'était pas. Par là, il donnait à entendre qu'il renoncerait éventuellement à une partie des remaniements territoriaux résultant de son plan. Il indiqua ensuite carrément qu'il considérait comme à peu près irréalisables les projets allemands concernant la France et la Belgique. M. de Jagow lui répliqua qu'il convenait de « demander plus pour avoir moins » et de ne pas se lier les mains, en exposant de prime abord un programme minimum.

L'énonciation doctorale de ce principe de maquignon, — demander plus pour avoir moins, — a quelque chose de choquant, dans la circonstance tragique où elle fut faite. L'allusion à un programme minimum indiquait cependant qu'il pourrait être rabattu quelque chose des exigences allemandes sur les points où Burian en avait signalé l'excès. Le ministre austro-hongrois n'insista pas pour savoir dans quelle mesure elles pourraient être atténuées et la discussion se poursuivit par l'examen des changements à prévoir dans les Balkans.

Les Allemands conseillèrent la réunion du Montenegro à la Serbie, l'entrée du royaume serbo-monténégro dans le système économique de l'Autriche, le partage de l'Albanie entre la Serbie et la Grèce. Ce fut au tour de Burian à élever des objections. Ce n'était pas, dit-il, aux Empires centraux à proposer l'union serbo-monténégrine, ni l'adjonction à la Serbie d'une moitié de l'Albanie ; car avantager la Serbie rendrait inexplicable la guerre qui avait eu son origine dans une opération contre elle. L'Albanie devait donc, ou passer sous le protectorat austro-hongrois, ou être attribuée aux Bulgares et aux Grecs. Quant au Montenegro, au moins convenait-il d'attendre qu'on sût si les puissances de l'Entente désiraient le voir réuni à la Serbie. La suppression de ce petit État, prévue par le comte Burian dans son propre plan, semble avoir dû, dans son esprit, s'accomplir au profit de l'Autriche et à celui de l'Albanie, futur protectorat autrichien.

L'échange de vues ne conduisit pas encore à fonder en une seule liste les deux esquisses des conditions de paix. Rien ne pressait de le faire, puisque la note aux ennemis devait rester muette à ce sujet et que les prétentions des Turcs et des Bulgares n'étaient encore connues avec précision ni à Vienne, ni à Berlin. Il fut seulement convenu d'établir une esquisse unique en combinant les propositions allemandes et autrichiennes, et, dans les cas où elles ne concordaient pas exactement, en choisissant la proposition *maxima*. En revanche fut rédigé le texte de la note destinée aux ennemis. Elle déclarait que les Empires centraux luttaien pour leur indépendance, mais ne prétendaient détruire personne, qu'ils étaient prêts à continuer la lutte, mais disposés aussi à négocier et à produire leurs conditions de paix.

Enfin la décision fut prise de mettre Turcs et Bulgares au courant et de leur demander de faire connaître leurs prétentions ; aussitôt reçues leurs réponses, d'établir un programme général de paix ; d'expédier alors la note aux ennemis par la voie des neutres chargés de leurs intérêts ; de la communiquer aux autres neutres et au Saint-Siège ; de faire le même jour des déclarations aux parlements de Berlin et de Vienne. Ainsi se trouva arrêtée dans les moindres détails la procédure de l'initiative pacifique qui devait être prise dans le délai d'un mois à cinq semaines.

Les idées échangées dans l'entrevue des 15 et 16 novembre 1916 ne décèlent de particulière clairvoyance, ni de la part de Bethmann, ni de la part de Burian. Car le programme d'aucun des deux ne pouvait rendre la paix possible à ce moment-là. Cependant, si l'on veut continuer à comparer les mérites respectifs de l'Allemand et de l'Autrichien, c'est encore une fois à l'Autrichien qu'il faut donner le prix. Burian en effet voyait où était la pierre d'achoppement à la paix et le disait : il la montrait dans les exigences de l'Allemagne du côté de la France et de la Belgique. Supposer que Bethmann n'en eût aucune conscience, ce serait lui prêter beaucoup d'aveuglement. Mais on ne doit pas oublier le calcul qu'il faisait : qu'une fois les armes tombées des mains de l'ennemi, l'ennemi ne les reprendrait pas facilement, et qu'alors ce serait bien le diable si de Liège, des garanties à négocier avec le roi Albert, de Briey, de Longwy, de la rectification à la frontière d'Alsace, quelque chose ne passait pas dans le traité de paix.

Une difficulté était apparue, dont le chancelier et son hôte s'étaient avisés : c'était l'armistice. Les ennemis seraient-ils assez naïfs ou assez alléchés par l'offre de paix pour consentir aux Empires centraux un armistice avec ravitaillement ? Il n'y avait guère lieu d'y compter. Or, un armistice sans ravitaillement, laissant les ennemis souffler, les Allemands et leurs alliés se serrer le ventre, ne serait-il pas désastreux ? Bethmann s'avoua anxieux de cette hypothèse. Burian convint qu'il y avait de quoi, mais opina qu'il ne fallait pas, à cause de cela, se laisser détourner de marcher vers le but.

LA CONSULTATION AVEC LES BULGARES ET LES TURCS

Dès qu'ils se furent séparés, chacun fit les communications convenues aux Turcs et aux Bulgares, par la voie des ambassadeurs à Constantinople et des ministres à Sofia.

Elles venaient à peine d'être faites quand, le 21 novembre 1916, l'empereur François-Joseph s'éteignit au palais de Schönbrunn. Sa mort n'interrompit pas la consultation commencée dans les cinq ou six derniers jours de son règne. Son successeur, le jeune empereur et roi Charles, souhaitait encore plus que lui le rétablissement de la paix. Le nouveau souverain sentait l'extrême péril de l'aventure où la double monarchie était

lancée. Il était plutôt en garde contre les Prussiens et n'avait pas un goût exagéré pour les Magyars. Son désir était de mettre fin le plus tôt possible à la guerre, de manière à assurer ses couronnes sur sa tête, à prévenir la dissolution de son État et à le réorganiser intérieurement sur des bases renouvelées. L'impératrice Zita, pour les mêmes raisons et aussi par prévention contre le magistère berlinois, qui répugnait à ses traditions bourbonniennes et latines, était dans les mêmes dispositions que l'Empereur et l'y encourageait.

Le changement de règne ne mit donc pas d'obstacle à l'exécution de ce qui avait été entendu entre Bethmann et Burian, à qui Charles I^{er} conserva la direction des Affaires étrangères pendant un mois encore après son avènement. Mais il ne s'ensuivit cependant aucune tentative du gouvernement austro-hongrois pour rendre plus sérieuse et plus efficace l'imminente initiative pacifique, en accroître les chances de succès, réduire le programme des conditions de paix, adopter la base du simple *statu quo ante bellum*. On ne doit pas en effet s'exagérer l'influence de souverains jeunes et nouveaux sur le mécanisme de la vieille bureaucratie autrichienne. On ne doit pas non plus perdre de vue que le gouvernement de Vienne, en comprenant sous ce terme souverains et ministres, n'eut jamais qu'une liberté d'action entravée par les Hongrois, très puissants dans la monarchie, et par l'Allemagne, aux mains de laquelle il ne lui était pas facile de se soustraire, après s'y être mis.

La consultation avec les Turcs et les Bulgares fut relativement longue, ni les premiers, ni les seconds ne se hâtant de dire leur dernier mot. Il est à présumer qu'aux uns et aux autres la soudaine annonce d'une proposition de paix ne parut pas l'indice d'une situation triomphale dans les deux puissants Empires, au sort desquels ils avaient lié celui de leurs deux pays. Mais ni les uns ni les autres ne pouvaient exprimer franchement surprise ni inquiétude, et ils accueillirent la nouvelle avec bonne grâce. Dès la fin de novembre, on sut à Berlin et à Vienne qu'à Constantinople et à Sofia les gouvernements consentaient à laisser prendre l'initiative décidée et approuvaient le texte de la note aux ennemis. Mais un mois entier fut nécessaire pour être en possession de leurs conditions de paix. De prime abord, les méfiants Turcs avaient soupçonné leurs grands alliés de vouloir être exigeants pour eux-mêmes et de

faire au contraire bon marché des intérêts ottomans. Halil Bey, ministre des Affaires étrangères de Turquie, demanda à connaître les conditions allemandes et austro-hongroises, de manière à formuler les siennes en conséquence. Son collègue bulgare, Radoslavoff, exprima le même désir. La question se posa donc, si l'on communiquerait à Constantinople et à Sofia les conditions mêmes des deux Empires centraux. Elle fut résolue par la négative. Il fut convenu de se borner à faire savoir aux Turcs et aux Bulgares que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne réclameraient pas d'accroissement de territoire, pas d'importantes modifications territoriales et, financièrement, de simples compensations. C'était leur dire que les Empires centraux donneraient l'exemple de la modération et que cet exemple devait être suivi par la Turquie et la Bulgarie.

Halil Bey se montra déçu, en apprenant que la modération des principaux alliés l'obligeait à modérer ses propres prétentions. Le grand vizir, qui était le prince égyptien Saïd Alim Pacha, en fut moins marri ; il s'était réjoui de l'initiative pacifique en perspective et avait confié à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, le margrave Palaviccini, que la Turquie pourrait s'estimer heureuse si elle s'en tirait sans perdre de territoire et en se libérant des capitulations. Mais Saïd Alim n'était pas maître du gouvernement, où Halil n'avait pas non plus une influence prépondérante. Enver, Talaat et Djemal avaient plus de poids dans le Conseil des ministres. Finalement, le 23 décembre, Halil fit connaître aux ambassadeurs d'Autriche et d'Allemagne que la Turquie réclamerait l'évacuation des territoires ottomans occupés par l'ennemi, sans en excepter l'Égypte et les îles de l'Archipel, plus une rectification de frontière, par laquelle il fallait entendre tout ou partie de la Thrace, appartenant à la Bulgarie. Les ministres turcs estimaient qu'un agrandissement de la Bulgarie aux dépens de la Serbie et de la Roumanie lui permettrait de faire ce sacrifice à la Turquie.

Les Bulgares lanternèrent plus encore que les Turcs et montrèrent encore plus d'appétit qu'eux. Radoslavoff émit la prétention d'obtenir toute la vallée de la Morava, afin de relier directement la Bulgarie à l'Autriche-Hongrie, et toute la Dobroudja avec le port de Constanza. Cela représentait de fortes

amputations au détriment de la Serbie et de la Roumanie. On maugréa à Vienne et à Berlin. Le ministre bulgare invoqua des assurances qui lui auraient été antérieurement données par l'empereur d'Allemagne en personne. Il voulut bien ne pas reparler d'installer le second fils du tsar Ferdinand, le prince Cyrille, sur le trône d'Albanie, mais ne s'engagea pas à ne pas poser en échange la candidature de ce prince au trône de Roumanie, d'où la dynastie régnante pourrait être chassée. Au début de janvier 1917, il partit pour Berlin et pour Vienne, afin d'y défendre lui-même sa cause. Mais au moment où Radoslavoff accomplit ce voyage, la tentative pacifique des Empires centraux avait déjà fait long feu, en sorte qu'il importa peu que le programme des conditions de paix de leurs alliés n'eût pas pu être définitivement dressé.

LA NOTE DU 12 DÉCEMBRE 1916

Les ouvertures de paix ne devant pas comporter la communication des conditions, elles auraient pu être faites aux ennemis des Empires centraux dès que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie furent en possession de l'assentiment des Turcs et des Bulgares au principe de la démarche et au texte de la note, assentiment qui fut donné avant la fin de novembre.

Le délai que le comte Burian avait tenu à laisser s'écouler, entre la déclaration d'indépendance de la Pologne et l'envoi de la proposition pacifique, était considéré à Vienne comme déjà suffisant. L'empereur Charles avait hâte de lancer l'appel à la paix, son inexpérience politique lui en faisant méconnaître la fatale inefficacité, dans la forme imprécise que Guillaume II et Bethmann avaient voulu y donner. Ce sont les militaires qui, dans les deux pays, retardèrent le déclenchement de cette action diplomatique, afin de laisser aux opérations victorieuses qu'ils conduisaient en Roumanie le temps de produire l'effet moral qu'on en pouvait espérer. Le maréchal Hindenburg et le général Ludendorff insistèrent pour que rien ne fût entrepris avant que les troupes austro-allemandes eussent atteint la ligne Plœsti-Bucarest. Le maréchal Conrad fit valoir à son gouvernement le même argument. A Vienne, l'empereur Charles et Burian passèrent outre et, s'impatiantant, pressèrent au contraire les Allemands d'envoyer la note sur la paix sans en

subordonner l'envoi à l'avance de l'armée en Roumanie. Mais à Berlin on déféra au conseil des militaires et l'on préféra attendre au moins la prise de Bucarest.

La conquête de la Valachie et l'occupation de la capitale de la Roumanie n'étaient pas seulement des événements stratégiques, améliorant encore la situation militaire des Allemands et des Autrichiens en Europe orientale. C'étaient aussi des événements politiques, qui pouvaient justifier et faciliter une aggravation des conditions de paix. Ainsi furent-ils compris dans les deux Empires centraux. A la mi-décembre 1916, le maréchal Conrad signala à Burian que les victoires de Mackensen en Roumanie posaient une question nouvelle : la question roumaine. Laisser la Roumanie redevenir après la paix ce qu'elle était avant la guerre eût été, selon lui, dangereux. A tout le moins faudrait-il, entre elle et la monarchie austro-hongroise, « une union solide ». Une autre solution pourrait être cherchée dans un arrangement avec la Russie, puisque les Russes occupaient la Moldavie, comme les Autrichiens et les Allemands la Valachie. En tout cas, n'y aurait-il pas à se laisser arrêter par les objections des Magyars contre une extension des frontières de l'Empire austro-hongrois aux dépens de la Roumanie : les Magyars redoutaient tout ce qui pouvait affaiblir leur hégémonie dans l'Empire ; mais le maréchal Conrad, qui les trouvait encombrants, ne voyait, dans l'affaiblissement éventuel de leur influence prépondérante, qu'une raison de plus pour augmenter le nombre des sujets roumains de l'Autriche.

Il s'avisait bien d'un inconvénient : celui d'accroître la force des irrédentismes travaillant contre la monarchie austro-hongroise. Mais il y opposait l'argument suivant : le moyen de lutter contre les irrédentismes consiste, non pas à respecter l'indépendance d'États nationaux comme la Roumanie ou la Serbie, mais à accorder aux Slaves et Roumains, dans le cadre de la monarchie des Habsbourg, l'autonomie nationale compatible avec l'existence de cette monarchie. L'agrandissement de celle-ci vers le bas Danube lui permettrait de s'effacer devant l'Allemagne en Pologne : or l'Allemagne était, au dire de Conrad, le seul appui militaire possible dans l'avenir. Telles sont les intéressantes spéculations auxquelles donna lieu l'écrasement projeté de la Roumanie et dont auraient fait les frais, soit sa dynastie et son indépendance réelle, soit une partie de

son territoire, soit la totalité. L'idée n'en fut pas alors retenue à Vienne; mais elle le sera peu après. Il n'y avait d'ailleurs pas urgence de statuer sur ces attrayantes suggestions, tout demeurant subordonné à l'accueil que les ennemis réserveraient à l'offre de paix.

Elle fut faite le 12 décembre 1916, sous la forme de la note diplomatique tenue prête à cet usage, consignée en mains neutres, transmise à Paris, Londres et Pétrograd le 18, appuyée d'un retentissant discours de M. de Bethmann au Reichstag de Berlin, enfin accompagnée à l'intérieur de deux ordres du jour des Empereurs à leurs troupes, celui de Guillaume II claironnant, celui de Charles I^{er} sur le mode pieux et mineur. Ce qui a suivi est bien connu. M. Briand en France, MM. Asquith et Lloyd George en Angleterre, M. Pokrovski en Russie écartèrent immédiatement une offre rendue suspecte par le seul fait qu'elle ne comportait aucune indication des conditions de la paix. La remise officielle de la note le 18 décembre n'eut d'autre effet que de faire répéter par les ministres français, anglais et russe ce qu'ils avaient déclaré dès le premier moment. Leur refus fut pleinement justifié. A moins d'être résignés à la paix coûte que coûte, des gouvernements n'acceptent pas d'entrer en négociation sur la simple assurance que l'ennemi tient en réserve des conditions de paix dont il ne croit pas encore devoir donner le moindre aperçu. Le calcul fait par Bethmann fut donc déjoué et l'événement donna raison, rétrospectivement, aux objections que Burian avait élevées contre cette manière de procéder. Mais quand on connaît les conditions de paix examinées entre Berlin, Vienne, Constantinople et Sofia, on doit convenir que Bethmann n'a pas eu tort de penser que leur divulgation aurait empêché toute négociation de s'engager. En définitive, la paix ne pouvait pas être conclue à ce moment-là, parce que les Empires centraux et même leurs alliés secondaires la voulaient encore trop substantielle à leur profit et que leurs ennemis n'entendaient pas leur donner gain de cause.

L'échec de cette tentative de paix eut pour les Empires centraux des conséquences graves. Leurs ennemis y répliquèrent sur le ton résolu de gens qui n'en sont pas à poser les armes sans obtenir quelques satisfactions et des garanties positives contre le retour de l'agression subie. Le président Wilson

demanda aux deux camps de définir leurs buts de guerre. La France et ses alliés répondirent en mentionnant, entre autres, le libre développement des nationalités d'Europe centrale, mots qui sonnaient assez mal à des oreilles autrichiennes ou hongroises, voire même allemandes. Le cabinet de Washington chercha à prévenir, puis à arrêter la guerre sous-marine à outrance. L'Allemagne objecta que, l'attitude de ses ennemis rendant la négociation impossible, elle devait recourir à cette arme. Par là, elle fit un pas décisif dans la voie au bout de laquelle elle rencontra l'hostilité déclarée des États-Unis.

L'ENTREVUE DE VIENNE

Rien de tout cela ne faisait l'affaire des Autrichiens, pour qui une prompte paix gardait toute sa valeur. A la fin de décembre 1916, Burian fut remplacé aux Affaires étrangères par le comte Czernin, issu d'une noble famille de Bohême. L'empereur Charles avait voulu donner une couleur slavophile à son gouvernement, à la tête duquel il avait appelé le comte Clammartinitz, lui aussi d'origine slave. Peu de semaines après son entrée en fonctions, Czernin reçut à Vienne la visite de Bethmann-Hollweg. Il eut des conversations en tête-à-tête avec le chancelier allemand et tint aussi une conférence, à laquelle assistèrent, en plus de lui-même et de Bethmann, du côté allemand le sous-secrétaire von Stumm et le comte Wedel, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, du côté autrichien le prince de Hohenlohe et M. de Meroy. Czernin ouvrit la séance en rappelant qu'il avait parlé le même jour (16 mars 1917) au chancelier allemand de la situation de la monarchie austro-hongroise. Celle-ci était, dit-il, au bout de ses forces; la situation alimentaire était déplorable et les espoirs fondés, pour le ravitaillement, sur le territoire roumain étaient vains; la pénurie de matières premières n'était pas moindre. La guerre ne pourrait être prolongée au delà de l'automne de 1917. Il ne fallait donc rien négliger qui pût mener à la paix. Le comte Czernin annonça alors qu'il se proposait d'envoyer en Suisse le comte de Mensdorff-Pouilly, ancien ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Londres, pour s'aboucher avec un interlocuteur français, puisqu'il existait un mouvement pacifiste en France. Mais il fallait donner des instructions à M. de Mensdorff et, pour

cela, arrêter un programme maximum et minimum de paix.

Bethmann répliqua qu'il lui paraissait difficile de s'entendre avec la France, car « elle voulait l'Alsace-Lorraine et le peuple allemand ne voulait pas la lui rétrocéder ». En outre, pour faire rendre à l'Allemagne ses colonies prises par l'Angleterre, il était nécessaire d'occuper le territoire français et le territoire belge. Mieux vaudrait donc attendre et laisser se développer en Russie des événements qui pourraient rendre plus accommodant le groupe entier de l'Entente. Quant à présent, les conditions de paix envers la France étaient difficiles à préciser : en tout cas, l'Allemagne retiendrait le bassin de Briey-Longwy, soit sans compensation, — ce qui pourrait constituer le maximum, — soit en compensant cette acquisition par l'abandon d'un morceau de Lorraine ou d'Alsace, — ce qui pourrait constituer le minimum. Le sous-secrétaire von Stumm se montra sceptique sur le résultat pratique de négociations avec la France et rappela que les généraux allemands comptaient sur le prochain effondrement militaire de l'Angleterre.

Ensuite fut abordée la question des frontières orientales. Bien qu'un manifeste des deux Empereurs, remontant au 5 novembre précédent, eût appelé la Pologne russe à une vie indépendante, Bethmann-Hollweg admit qu'elle pût être restituée à la Russie. Dans ce cas, l'Allemagne procéderait à une rectification de la frontière russo-allemande. Dans le cas contraire, c'est-à-dire si une Pologne était conservée, l'Allemagne aurait à annexer du territoire du côté de Grodno et de Vilna. Ce fut au tour du comte Czernin à indiquer ce à quoi prétendait l'Autriche-Hongrie. Il commença par assurer qu'elle visait avant tout à sauvegarder son intégrité territoriale. Après quoi, il déclara qu'elle prendrait volontiers la Valachie, plus la région entre les Carpathes et le Séreth, le reste de la Moldavie pouvant aller à la Russie. C'était là l'application de l'idée du maréchal Conrad sur la suppression de la Roumanie. La modalité choisie par le comte Czernin, parmi plusieurs que le chef d'état-major général avait esquissées, consistait dans le partage de la Roumanie entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, à raison des deux tiers pour la première et d'un tiers pour la seconde.

M. de Bethmann objecta qu'un pareil gain était disproportionné avec ceux que l'Allemagne ambitionnait pour elle-même ; il ajouta qu'il n'était pas d'avis d'installer la Russie en Moldavie.

Merey, tout Autrichien qu'il fût et subordonné à Czernin, montra quelque crainte du renfort ainsi donné à l'irrédentisme et du danger de rapprocher les Russes de Constantinople. La discussion en resta là, mais le comte Czernin conclut en posant un principe : il fallait que les deux Empires fussent traités de la même façon ; ou bien *statu quo ante bellum* pour l'Allemagne et alors même traitement à l'Autriche-Hongrie ; ou bien modification au *statu quo* en faveur de l'Allemagne et alors même avantage à la monarchie des Habsbourg.

Entra-t-il plus de tactique envers l'Allemand que de véritable appétit dans le dessein d'annexion en Roumanie, qu'exposa Czernin le 16 mars 1917 ? Voulut-il faire sentir à Bethmann qu'en s'obstinant à exiger des agrandissements du côté français et du côté russe, l'Allemagne autorisait l'Autriche-Hongrie à en réclamer pour elle-même dans le bassin inférieur du Danube ? Le ministre de l'empereur Charles ne semble pas avoir fait ce calcul. Hors le cas où l'Allemagne se résignerait pour elle-même au rétablissement du *statu quo ante*, c'était sincèrement qu'il ambitionnait l'extension de la Monarchie jusqu'aux bouches du Danube. Cela prouve que, malgré tout son désir d'une prompte paix, il n'était pas encore dans un état d'esprit propre à la rendre possible. Il était dans le vrai quand, à l'exemple de son prédécesseur Burian, il conviait les Allemands à se montrer raisonnables en Europe occidentale, envers les Français, les Belges et les Anglais. Il se mettait en contradiction avec lui-même et par suite s'affaiblissait aux yeux de Bethmann, quand il laissait voir des convoitises démesurées en Europe orientale.

Le seul résultat immédiat de l'entrevue du 16 mars 1917 fut l'assentiment des Allemands à l'envoi en Suisse d'un émissaire austro-hongrois prudent. M. de Mensdorff s'y rendit effectivement au début d'avril, mais il n'y rencontra pas d'interlocuteur français, les renseignements sur la foi desquels il en devait trouver un s'étant avérés dépourvus de fondement.

LE CONSEIL DE LA COURONNE DU 20 MARS A VIENNE

Les entretiens de Bethmann et de Czernin parurent, à Vienne, assez importants pour qu'ils fussent suivis d'un conseil de la Couronne, qui se tint le 20 mars, et où le ministre

des Affaires étrangères fit un exposé politique sur les buts de guerre et la question polonaise. Il commença par énoncer son principe : ou *statu quo ante* pour l'Allemagne, comme pour l'Autriche-Hongrie ; ou gains pour l'Autriche-Hongrie, s'il y en avait pour l'Allemagne. Comme la première hypothèse semblait exclue par les dispositions dont Bethmann lui avait fait part, le comte Czernin passa tout de suite à l'examen des accroissements territoriaux possibles pour l'État austro-hongrois. Il en montra la possibilité sur le bas Danube, ainsi que dans les Balkans, et la justification dans ce qu'il adviendrait probablement de la Pologne. L'État polonais, dont il regrettait que Vienne et Berlin eussent promis la création, ne pourrait être pratiquement que polono-allemand ou polono-russe. De toute façon, il était perdu pour l'Autriche-Hongrie. Celle-ci devait en outre s'attendre, dans l'avenir, à un irrédentisme polonais en Galicie ; mais il lui fallait prendre son parti des irrédentismes ; le danger pour elle venait du dehors, non du dedans, affirmait Czernin avec une belle assurance. La compensation au tort qu'elle subirait du côté polonais, elle la trouverait en englobant la Serbie dans son système économique et en annexant toute la Valachie, plus la Moldavie jusqu'au Sereth. Comme il n'y avait pas de raison pour attribuer à la Hongrie cet énorme morceau de Roumanie, on en ferait une « terre d'empire ».

Pour faire consentir l'Allemagne à cette annexion, on lui déclarerait que l'Autriche-Hongrie se désintéressait de la Pologne. Ainsi Czernin concevait-il la solution du problème des frontières orientales, en ce qui concernait la monarchie des Habsbourg, dans le cas où la base de la paix ne serait pas, pour l'Allemagne, le simple retour au *statu quo*. Cela est conforme au langage qu'il avait tenu à Bethmann le 16 et exclut donc qu'il eût cherché à le manœuvrer. Il termina son exposé en disant que « la clef de la paix était à l'ouest ». Si l'Allemagne, expliqua-t-il, abandonnait le territoire français, le territoire belge et « quelque chose en plus », alors c'était la paix. Le comte Czernin annonça aux membres du conseil de la Couronne que M. de Bethmann, en grand secret, lui avait promis ce sacrifice : par l'expression « ce sacrifice », il fallait entendre la cession d'une partie, sans doute très réduite, d'Alsace-Lorraine. Pour la faciliter à l'Allemagne, on devait lui laisser les

maines libres en Pologne, ce qui permettrait en outre à l'Autriche-Hongrie de se servir en Roumanie et dans les Balkans.

Ce système était ingénieux, mais n'en contenait pas moins une grande part de chimère et de contradiction, ce qui revient à dire qu'il était plus spécieux qu'ingénieux. Le meilleur en consistait dans cette vue, d'après laquelle « la clef de la paix était à l'ouest », notamment en Alsace-Lorraine. Le vice en consistait dans l'importance des avantages réservés à l'Autriche-Hongrie. Pas de contre-partie, de la part de celle-ci, au sacrifice qu'elle demandait à l'Allemagne de faire, en restituant à la France au moins un lambeau des provinces enlevées en 1871. Bien plus, non seulement l'Autriche-Hongrie devait, de son côté, ne rien céder à qui que ce fût, — par exemple à l'Italie, — mais encore elle s'arrondirait de la Roumanie presque entière, en échange d'un simple désistement en Pologne. Toute la combinaison péchait donc par défaut d'équilibre et par là contre la logique : car celui des deux Empires centraux qui se montrait le plus impatient de la paix et se déclarait incapable de continuer la guerre au delà de quelques mois, était précisément celui qui voulait ne rien sacrifier à la paix et, si son partenaire gagnait quelque chose, acquérir autant, sinon plus.

Le seul moyen que l'Autriche-Hongrie aurait peut-être eu de décider l'Allemagne à un sacrifice en Alsace-Lorraine, c'eût été d'en donner elle-même l'exemple ailleurs, dans le Trentin ou en Istrie, et d'y ajouter l'affirmation de son désintéressement en Europe orientale. Peut-être le gouvernement allemand se serait-il alors persuadé qu'il fallait, ou perdre l'alliance austro-hongroise, ou en passer par les vœux d'une alliée défaillante. Mais c'est ce qui ne fut pas compris par Czernin et ne pouvait pas l'être. La situation militaire dans les Balkans et en Roumanie était si brillante, la situation politique en Russie tellement mauvaise ! De là vint l'illusion que la paix pût être à la fois prompte et lucrative ; de là, l'idée de la fonder sur un léger sacrifice de l'Allemagne à l'ouest, désarmant l'ennemie principale, la France, et sur des gains pour les deux Empires centraux à l'est.

Le conseil de la Couronne du 20 mars approuva les idées exposées par le ministre des Affaires étrangères. Peu de jours après, fut signé par Bethmann et Czernin un résumé de leur conférence du 16. Ce résumé constata qu'ils s'y étaient mis

d'accord sur un « programme minimum de paix », consistant dans le retour au *statu quo* territorial, et que, dans le cas où leurs deux pays pourraient prétendre à mieux, ils avaient convenu de se concerter sur les avantages territoriaux à s'assurer, avantages qui seraient pris par l'Allemagne surtout à l'est, par l'Autriche surtout en Roumanie.

L'ENTREVUE DE HOMBURG

Il n'y eut pas d'application immédiate à faire des dispositions ainsi arrêtées entre Vienne et Berlin, en prévision d'une négociation de paix. L'occasion espérée ne s'en présenta pas, puisque M. de Mensdorff fit, comme nous l'avons dit, buisson creux en Suisse au début d'avril et n'y trouva personne à qui parler. Mais la délibération des deux gouvernements ne fut pas suspendue. Sur la foi d'on ne sait quelle rumeur, dont l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne se fit l'écho auprès de Czernin, il fut alors admis que des ouvertures de paix séparée étaient venues d'Italie. Le comte Czernin s'empressa de faire savoir à M. de Bethmann que l'Autriche-Hongrie était prête à traiter avec l'Italie sur la base du *statu quo*, mais qu'aucune cession territoriale de sa part n'était possible, ni dans le Trentin, ni à Trieste. Bethmann ne put s'empêcher d'observer qu'il était bien contradictoire de ne pas vouloir céder un pouce de terrain aux Italiens, alors qu'on affirmait avoir un besoin urgent de la paix et ne plus pouvoir tenir au delà de six semaines. Cette observation fait toucher du doigt le paradoxe de l'attitude prise par le gouvernement austro-hongrois, en insistant pour la paix, en conseillant au gouvernement allemand une cession au profit de la France, et en se refusant à rien perdre soi-même. Ce paradoxe, à son tour, explique pourquoi les exhortations autrichiennes à Berlin étaient condamnées à rester stériles. C'est d'ailleurs sans nécessité que Czernin notifia à Bethmann son intransigeance envers l'Italie : car l'Italie, contrairement aux dires de l'ambassadeur d'Allemagne, n'avait pas fait d'ouvertures de paix.

Le 3 avril 1917, l'empereur Charles et l'impératrice Zita allèrent faire leur visite d'avènement aux souverains allemands. Le comte Czernin les accompagna, retrouva M. de Bethmann, et une conversation eut lieu à Hombourg entre

les monarques et leurs ministres. Le ministre autrichien répéta, en présence des empereurs et du chancelier allemand, que l'Autriche-Hongrie ne pouvait pas continuer la guerre au delà de 1917 et qu'il fallait saisir toute occasion de faire la paix. Il mit ses auditeurs en garde contre les tendances annexionnistes et signala les répercussions que la révolution russe pouvait avoir sur la situation intérieure de leurs monarchies. M. de Bethmann en convint et Guillaume II s'en montra soucieux. Les Allemands demandèrent alors au comte Czernin s'il comptait renouveler une démarche en vue de la paix : il répondit que non, mais qu'il fallait être aux aguets des moindres symptômes de pacifisme chez l'ennemi et les exploiter. Guillaume II et Bethmann en tombèrent d'accord et il fut entendu qu'on se communiquerait toute conversation ayant la paix pour objet. Enfin le principe fut posé que, soit qu'il fallût céder du territoire, soit qu'on pût en acquérir, sacrifices ou avantages seraient partagés. Ce dernier principe allait plus loin que celui dont on avait convenu précédemment. Jusqu'alors, il n'avait été question que de deux hypothèses : d'un minimum, qui serait le retour au *statu quo*; d'un maximum, qui consisterait dans des annexions pour les deux Empires. Cette fois était prévue une troisième hypothèse : celle de cessions, auxquelles serait appliqué, le cas échéant, le même principe de parallélisme qu'aux annexions, s'il y avait lieu à annexion.

L'occasion se présenta ce jour-là à l'empereur Charles et à Czernin d'indiquer immédiatement les cessions auxquelles ils seraient prêts et de demander à leurs interlocuteurs d'en faire autant. Ils l'auraient saisie, s'ils avaient eu autant de décision que de désir de la paix. Mais ils ne la saisirent pas et, à leurs instances auprès de l'Allemagne, pour qu'elle renouât à tout ou partie de l'Alsace-Lorraine, continua à faire défaut le poids qu'elles auraient pu recevoir de leur exemple. Pour avoir une faible chance d'être écoutés de Guillaume II et de Bethmann, quand ils leur conseillaient d'accorder une satisfaction à la France en Alsace-Lorraine, il aurait fallu qu'ils annonçassent l'intention d'en donner une à l'Italie sur Trente et Trieste. Mais cette intention, ils ne l'avaient pas. Qui veut la fin veut les moyens. Ils ne voulurent pas les moyens de la fin qu'ils poursuivaient et qui était la paix.

L'ENTREVUE DE KREUZNACH

A son retour à Vienne, le comte Czernin remit à l'empereur Charles un mémoire où il lui démontrait que l'Autriche-Hongrie ne serait bientôt plus en mesure de poursuivre la guerre, qu'il était indispensable d'aboutir rapidement à la paix et que la condition principale en était une concession de l'Allemagne à la France sur l'Alsace-Lorraine. Il prêchait un convaincu. Charles I^{er} transmit ce mémoire à Guillaume II le 13 avril 1917, au Quartier général de Kreuznach. Les Allemands avaient pris le sage parti, — sage à leur point de vue, — de gagner du temps, de ne pas heurter les Autrichiens de front, de ne pas les rabrouer et d'amuser le tapis. L'essentiel pour eux était de ne pas fournir à leur alliée, lasse et chancelante, un prétexte à leur fausser compagnie. Au début de mai fut établi un projet d'accord écrit, qui ne dit toutefois rien de plus que le résumé des entretiens du 16 mars; l'hypothèse de cessions n'y est pas mentionnée : il n'y est question que du *statu quo* ou bien d'annexions parallèles.

A la même époque, M. de Bethmann vint à Vienne. Le développement de la révolution russe commençait à faire espérer aux Empires centraux une paix séparée avec la Russie. Tous deux étaient naturellement d'accord pour profiter de cette chance, si elle venait à se préciser. Mais l'Allemagne désirait des conditions de paix avantageuses pour elle, tandis que l'Autriche-Hongrie, talonnée par un plus urgent besoin de la paix, faisait bon marché des annexions. Czernin avait publié à cet égard, dans la seconde quinzaine d'avril, des déclarations de désintéressement qui avaient déplu à Berlin. Les annexions prévues aux dépens de la Russie devant bénéficier à l'Allemagne et non à l'Autriche-Hongrie, il y eut là matière à des tiraillements pénibles, et c'est à les faire cesser que fut utilisée la brève visite de Bethmann à Vienne. Rendez-vous fut pris pour une nouvelle et très prochaine conférence au Grand Quartier général allemand.

Dans l'intervalle, la Bulgarie s'était émue de ces conciliabules où elle avait deviné sans peine qu'il s'agissait de la paix. Un instant on craignit, à Vienne et à Berlin, d'avoir à subir un voyage du tsar Ferdinand et de Radoslavoff. Leur visite fut

évitée. Mais les prétentions bulgares demeuraient élevées : toute la Macédoine, toute la Dobroudja, Pristina et Prizrend, Cavalla, une frontière commune avec l'Autriche dans la vallée de la Morava et, pour couronner le tout, l'imputation à la Roumanie du paiement de la dette de guerre bulgare ! Cette avalanche de prétentions fut reçue par Czernin le sourire aux lèvres. Ayant intérêt à l'affaiblissement profond de la Serbie et de la Roumanie, l'Autriche-Hongrie, répondit-il, ferait preuve de sympathie pour les buts de guerre bulgares. Plus tard, en juin, Radoslavoff vint à Vienne et il y fut question de tenir à Budapest une conférence sur les affaires du Danube. Mais la mesure où les intérêts des petits alliés seraient satisfaits dépendait tout de même, nécessairement, de la ligne de conduite qu'adopteraient les grands.

Le comte Czernin fut à Kreuznach les 17 et 18 mai 1917 et y rencontra M. de Bethmann. Les événements intérieurs se précipitant en Russie, État désormais en décomposition, ce fut surtout des frontières orientales qu'il fut parlé dans cette entrevue. La perspective d'une paix séparée avec la Russie se précisait et ouvrait celle, — du moins l'espérait-on à Vienne et à Berlin, — d'un règlement de comptes avec la Serbie et la Roumanie, peut-être d'une paix générale. Il fallait donc être prêt. Czernin demanda l'intégrité de l'Autriche-Hongrie, avec en plus le Lovcen et une rectification de la frontière austro-serbe ; la restauration d'une petite Serbie, sans port sur l'Adriatique ; la reconstitution du Montenegro ; celle d'une Albanie réduite au nord de ce pays. Ces trois États dépendraient de l'Autriche. Bethmann remarqua que c'était avantageux pour celle-ci, exprima l'espoir qu'elle en serait satisfaite, prôna une Serbie plus grande, recommanda cependant de faire droit aux prétentions de la Bulgarie, notamment sur la vallée de la Morava. Il demanda que l'Allemagne eût la faculté d'aider la Bulgarie à exploiter ses ressources et son sous-sol et qu'elle jouit de garanties économiques en Roumanie, suggéra la réunion de l'Albanie du sud à la Grèce, signala l'intérêt de faire de Salonique un port franc. On fut d'accord pour penser que les Italiens ne devraient pas être laissés à Vallona. Ce tour d'horizon balkanique épuisa les questions posées dans la péninsule. Quant au bassin inférieur du Danube, on convint que la Roumanie occupée reviendrait à l'Autriche, sauf la Dobroudja et le terri-

toire au sud de Constanza, qui seraient attribués à la Bulgarie. Mais ce morceau de choix ne tomberait dans l'escarcelle des Habsbourg que si l'Allemagne réussissait à annexer la Courlande et la Lithuanie et à s'appuyer à la Pologne. De la Pologne l'Autriche-Hongrie déclara se désintéresser. Les deux pays enfin s'engagèrent à maintenir un rapport, une parité, entre les conditions de paix pour chacun d'eux.

De tout ce qui précède fut composée une note, que paraphèrent Bethmann et Czernin. Elle resta muette sur les frontières occidentales. Deux points importants furent ensuite précisés à la demande de Czernin : si la Courlande et la Lithuanie n'étaient pas réunies à l'Allemagne, l'Autriche se bornerait à réclamer en Roumanie la même situation que l'Allemagne en Pologne; le désintéressement de l'Autriche à l'égard de la Pologne demeurerait provisoirement confidentiel.

La base des accords de Kreuznach est celle que Czernin avait fait adopter au conseil de la Couronne du 20 mars : l'Allemagne se paye sur la Russie, l'Autriche-Hongrie sur la Roumanie et les Balkaniques du camp adverse. L'une et l'autre se réservèrent toutefois de renoncer à ces acquisitions ou de s'en relâcher, vu l'intérêt de détacher la Russie de la coalition ennemie. Aussi les avantageuses conditions dont elles convinrent furent-elles arrêtées surtout en cas de paix générale. Une paix séparée avec la Russie pourrait au contraire être conclue sans annexion ni indemnité. Cette paix séparée avec les Russes, qui ne put être signée que près d'un an plus tard, tentait en effet Czernin au plus haut point; elle devint le but essentiel de sa politique, l'objet de ses plus vives instances auprès de Berlin et celui de ses soins immédiats. C'est la raison à laquelle il faut attribuer l'ampleur des acquisitions prévues à l'est, si, la Russie ne faisant pas défection, il n'y avait plus lieu de la ménager.

Mais bien qu'elles s'appliquassent au cas d'une paix générale, ou même à cause de cela, ces conditions décelaient toujours chez les Autrichiens la même contradiction : impatience de la paix, souci de n'y rien perdre et désir d'y gagner gros. Cette contradiction toutefois s'explique mieux qu'auparavant. Car la situation militaire sur le front occidental, au printemps de 1917, n'était pas brillante pour les ennemis des Empires centraux. Le mouvement pacifiste approchait, en France et en

Angleterre, du moment de sa crise. En Russie, la révolution accomplissait son œuvre de désagrégation. En Orient, la Roumanie était expirante. On ne peut douter aujourd'hui, en examinant les échanges de vues des Allemands et des Autrichiens avant et après la révolution russe, que celle-ci ne leur ait permis de prolonger leur résistance en retardant l'effondrement de l'Autriche-Hongrie. Il est donc naturel qu'en mai et juin 1917, les événements aient remonté le moral à Czernin et l'on est moins surpris de le voir combiner, selon son habitude, deux dispositions qui ne s'accordent généralement pas : soif de paix et appétit de territoires.

LA NÉGOCIATION DU PRINCE SIXTE

Toute la consultation austro-allemande, depuis l'échec de l'initiative pacifique de décembre 1916, chevaucha sur la négociation dont le prince Sixte de Bourbon fut l'agent auprès des gouvernements français et anglais. Comme cette négociation est connue dans le détail, nous ne la mentionnerons que pour en montrer la coïncidence avec le long conciliabule dont nous venons de retracer les phases. En effet, elle commence en janvier 1917 pour finir en juin de la même année; la période active s'en étend de février à mai. Elle coïncide donc exactement avec les échanges de vues de Czernin et de Bethmann. Ceci n'est pas dit pour la dénigrer, en contester l'intérêt ou en faire suspecter le sérieux. Mais ces rapprochements de dates la replacent dans son cadre et la font comprendre. Le patient, pressant et vain effort de Czernin pour obtenir de Bethmann une concession en Alsace-Lorraine; sa conviction que « la clef de la paix était à l'ouest » et que la paix était faite, si l'Allemagne offrait « quelque chose de plus » que la simple évacuation de la France et de la Belgique; son vœu que l'on fût aux aguets des symptômes pacifiques chez l'ennemi, que l'on envoyât un émissaire en Suisse : tout cela explique la mission secrète confiée par l'empereur Charles au prince Sixte, son beau-frère.

Le premier document remis, en février, au prince pour être soumis par lui aux hommes d'État français, — un aide-mémoire de Czernin annoté par Charles I^{er}, — n'outrepasse nullement la teneur de ce qu'on appelle une amorce ou une

entrée en matière. La remise à Paris en a lieu le 5 mars : c'est le 16 que se tient à Vienne la conférence où Czernin demande et obtient de Bethmann l'envoi de M. de Mensdorff en Suisse et plaide auprès du chancelier allemand la nécessité d'une concession à la France sur la question d'Alsace-Lorraine. Le 24 mars est délivrée au prince Sixte, à Laxenburg, la lettre autographe de Charles I^{er} où l'Empereur promet d'user de toute son influence pour faire reconnaître par l'Allemagne « la juste revendication » de la France sur l'Alsace-Lorraine. Vraisemblablement ce document, compromettant pour le signataire, n'a-t-il pas été connu de Czernin, à l'insu de qui il dut être écrit. Mais c'est le 20 mars, quatre jours avant, qu'avait siégé, sous la présidence de Charles I^{er}, le conseil de la Couronne où Czernin, rendant compte de ses entretiens du 16 avec Bethmann, avait rapporté que le chancelier allemand lui avait « promis en grand secret » le sacrifice de « quelque chose de plus » que l'évacuation des territoires occupés en France. L'on comprend mieux ainsi que l'empereur Charles ait écrit cette lettre où, d'ailleurs, il ne s'engageait qu'à appuyer auprès de son alliée la revendication par lui qualifiée de « juste ».

La visite impériale à Hombourg, où Czernin déclare que l'Autriche ne pourra pas continuer la guerre au delà de 1917 et qu'il faut saisir toute occasion de faire la paix, cette visite est du 3 avril : elle suit de trois jours la seconde audience du prince Sixte à l'Élysée. C'est très peu de jours après que le comte Czernin remet à son souverain le mémoire qui sera transmis à Guillaume II le 13 avril, où le ministre autrichien insiste sur la nécessité de la paix et en montre une fois de plus la condition dans la solution de la question d'Alsace-Lorraine : pendant ce temps, le prince Sixte est à Londres et son action provoque un entretien franco-anglais à Folkestone. Le coup de grâce est porté à sa négociation par la conférence franco-anglo-italienne de Saint-Jean-de-Maurienne, le 19 avril ; ses efforts, au début de mai, pour obtenir de l'Autriche une concession à l'Italie, restent sans résultat : dans l'entrevue de Kreuznach entre Bethmann et Czernin, les 16 et 17 mai, il n'est plus question des frontières occidentales.

Cette négociation, au courant de laquelle les Allemands n'ont probablement pas été mis sur le moment, n'a cependant pas été en contradiction positive avec les accords pris entre

Bethmann et Czernin sur l'opportunité de faire des sondages pacifiques. Elle n'a outrepassé les bornes de leurs accords que sur un point, vraisemblablement ignoré de Czernin : le passage compromettant de la lettre de Charles I^{er} à son beau-frère. Elle a échoué pour deux raisons : d'abord, parce qu'elle n'a pas impliqué, de la part de l'Autriche-Hongrie, l'offre de séparer son sort de celui de l'Allemagne ; ensuite, parce qu'elle n'a comporté aucune satisfaction au profit de l'Italie. Par ces deux caractéristiques, elle concorde bien encore avec tout le reste de la politique austro-hongroise, telle qu'on la voit ressortir des échanges de vues entre Berlin et Vienne.

L'éventualité d'une paix séparée, — séparée de la part de l'Autriche-Hongrie, — est toujours restée exclue des intentions, comme des actions de Czernin. Il n'y a pas de doute à ce sujet. Son ministre à Berne lui avait rapporté, le 4 mai 1917 : « La France est persuadée que nous ne pouvons rien sans la volonté de l'Allemagne et l'Allemagne cherche à fortifier cette impression à Paris. » Czernin lui répondit : « Nous suivons notre propre ligne de conduite. Il faut que l'Entente sache qu'on ne peut pas nous séparer de l'Allemagne. Mais nous devons modérer les Allemands. » Sa pensée est là, sincère et complète. Jamais il ne s'est agi pour lui de conclure la paix séparément de l'Allemagne. S'en est-il agi pour Charles I^{er} ? Le jeune et dernier empereur d'Autriche et roi de Hongrie semble avoir eu un fonds d'honnêteté, de loyauté, trop grand pour que tel ait été son dessein. Mais si cette opinion n'est pas exacte, alors il faut conclure qu'il n'a pas su ou pas pu aller au bout de son intention : et le fait est, en tout cas, qu'il en est resté encore très loin.

L'espèce d'*aparte*, — car c'en fut un, — que, par l'intermédiaire du prince Sixte, l'empereur Charles et Czernin eurent avec les Français d'abord, les Anglais et les Français ensuite, nous apparaît donc comme complémentaire des conversations qu'ils eurent simultanément avec les Allemands. Bien que distinctes et indépendantes l'une de l'autre, les deux négociations, celle avec l'allié et celle avec l'ennemi, ont des points d'analogue et de contact. Analogues aussi sont les causes qui les ont, l'une et l'autre, frappées de stérilité. A la négociation avec l'ennemi manqua, pour réussir, la résolution de se séparer de l'allié. A la négociation avec l'allié fit défaut, pour aboutir,

la volonté de le contraindre à la paix en commun et de lui donner l'exemple des sacrifices auxquels la paix était nécessairement subordonnée, dès l'instant que l'ennemi ne la sollicitait pas.

UNE PASSE D'ARMES CZERNIN-LUDENDORFF

Juin se passa sans que les progrès de la désorganisation militaire et du désordre intérieur en Russie en vinssent à déterminer cette paix séparée avec les Russes qui était d'ailleurs attendue à Berlin avec beaucoup moins d'impatience qu'à Vienne. Le moral des généraux allemands était alors haut; il devait le devenir encore plus à l'automne de 1917 et le rester, plus ou moins, jusqu'au delà du printemps de 1918. La situation militaire des Empires centraux, sur les deux fronts, oriental et occidental, justifiait dans l'ensemble cette sérénité et cette confiance en la victoire finale. Guillaume II, le gouvernement et l'opinion publique étaient, ou optimistes, ou réconfortés. Bethmann avait dû abandonner la chancellerie de l'Empire, où il avait été remplacé par Michaelis, personnage de peu de notoriété. Le Grand quartier prévalait sur un gouvernement civil plutôt effacé. L'entrée en guerre des États-Unis d'Amérique préoccupait, mais moins que de raison : car on espérait en avoir fini militairement, d'abord avec la Russie, ensuite avec l'Italie, l'Angleterre et la France, avant que beaucoup de troupes américaines pussent entrer en action. Aussi l'Allemagne, ou au moins ses généraux, préféraient-ils attendre plus longtemps la paix séparée avec la Russie et la conclure lucrative, que de l'avoir plus rapidement, mais moins avantageuse.

Le comte Czernin était d'un avis diamétralement opposé. Pour obtenir plus vite la paix séparée avec la Russie, il était d'avis de se déclarer prêts à la faire sans annexions ni indemnités, et il ne s'en cachait pas. Ses dispositions, à cet égard, menaçaient en premier lieu les espoirs allemands d'annexions aux dépens de la Russie. Au début de juillet 1917, Ludendorff lui fit conseiller d'afficher au contraire un programme annexionniste, comme le meilleur moyen de stimuler l'opinion publique dans son camp. Czernin lui répliqua en le rabrouant quelque peu. Après lui avoir fait observer que même le chancelier de l'Empire allemand adhérait au principe « pas d'annexion de

force », « je ne peux, lui dit-il, obtenir que l'Autriche lutte que si elle sait que c'est pour se défendre, et non pour permettre à l'Allemagne des conquêtes ». Ludendorff répondit sur un ton conciliant : il n'avait pensé, alléguait-il, qu'aux buts de guerre autrichiens dans les Balkans et sur le bas Danube.

Ce bref dialogue est intéressant. La riposte de Czernin à Ludendorff fut sans doute méritoire de sa part. Mais il y manqua ceci : que l'Autriche-Hongrie, faisant bon marché des ambitions allemandes du côté russe, sacrifierait également les siennes propres du côté serbe et roumain. Peut-être fut-ce considéré par Czernin comme implicitement contenu dans le principe, plusieurs fois posé, de parité dans les annexions. Mais il est des cas où ce qui est implicite doit être explicitement exprimé.

Là encore, dans cette petite passe d'armes entre Czernin et Ludendorff, se fit donc sentir le contraste d'un impatient désir de paix, devant lequel étaient invités à céder les espoirs allemands de conquête en Russie, avec un vaste plan de domination des Balkans et d'expansion vers le bas Danube, que le ministre autrichien ne se décidait pas à répudier catégoriquement et définitivement pour ne plus se soucier que de la paix sur tous les fronts.

OUVERTURES TRANSMISES PAR MADRID

L'attente et la recherche de la défection des Russes absorbant l'attention des Empires centraux, leurs gouvernements s'abstinrent alors de tentative pacifique auprès de leurs ennemis occidentaux. Mais ce furent leurs ennemis occidentaux qui bientôt prirent l'initiative d'ouvertures de paix à l'un des deux Empires : l'Autriche-Hongrie.

Au printemps de 1917, était parvenue à la reine-mère d'Espagne une lettre émanant d'une dame de l'aristocratie anglaise, la priant d'intervenir auprès de l'empereur Charles pour la conclusion d'une paix séparée avec l'Angleterre, disant enfin qu'un homme politique britannique pourrait aller en Suisse pour causer avec un émissaire austro-hongrois. Un assez long temps s'écoula, sans que la reine Christine fit aucun usage de cette lettre. A la fin de juillet seulement, elle en fit part, avec l'autorisation du Roi, son fils, à l'ambassadeur d'Autriche-

Hongrie à Madrid, le prince de Furstenberg. Ce diplomate transmit aussitôt l'information à Vienne. Dès que Czernin en eut connaissance, il en fit avertir le gouvernement allemand par l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, le prince de Hohenlohe : il ne ferait rien, dit-il, avant d'en avoir parlé lui-même au chancelier Michaelis, qu'il devait rencontrer la semaine suivante ; en attendant, il signalait spontanément la situation dangereuse que pourrait créer en Autriche une proposition anglaise, étant donné le vœu unanime de paix parmi les sujets des Habsbourg et leur antipathie contre les Allemands. On ne peut donc agir avec plus de loyauté que Czernin n'en montra à l'Allemagne dans la circonstance, et c'est là une preuve de plus que l'idée de la paix séparée n'a jamais même effleuré son esprit.

A Berlin, on eut l'impression que l'Angleterre commençait à avoir envie d'en finir et craignait l'effondrement du front de ses alliés. Le chancelier Michaelis passa donc outre à l'objection que Czernin lui avait loyalement indiquée et fut d'avis que l'Autriche-Hongrie engageât avec l'Angleterre une conversation en vue de la paix générale : surpris de l'optimisme qu'il constatait chez Guillaume II et qui était le reflet de celui des généraux allemands, Michaelis n'aurait pas eu de regret à traiter avec tous les ennemis dans la situation des armées à ce moment. Czernin fit donc savoir à Madrid, le 16 août 1917, que l'Autriche-Hongrie était prête à négocier avec Londres, pourvu qu'il ne s'agit pas de paix séparée de sa part à elle, mais bien de paix générale. Il est à présumer que cette réponse fut transmise de Madrid à Londres.

Ainsi fut-il bien précisé par Czernin, avant tout nouvel *aparte* entre son gouvernement et celui d'un des belligérants du camp opposé, que l'Autriche-Hongrie ne se prêterait pas à faire la paix à l'exclusion de l'Allemagne. Ce qu'ils s'interdisait à lui-même, il ne soupçonna d'ailleurs pas l'Angleterre de se le permettre : il ne se figura point qu'elle recherchât la paix à l'exclusion de la France ou de l'Italie. Peu de jours après avoir répondu à Madrid, il se rencontra avec le chancelier Michaelis. Tous deux s'entretenirent des questions posées par l'hypothèse de la paix générale, alors remise à l'ordre du jour par plusieurs initiatives simultanées de diverses origines. Mais ce fut seulement assez longtemps après, en décembre 1917, que

le gouvernement britannique donna suite à son intention, agréée à Vienne, de mettre un négociateur anglais en contact avec un autrichien.

PREMIERS COLLOQUES ARMAND-REVERTERA

Avant cette époque, un Français, le comte Armand, attaché à l'état-major de l'armée, eut des conversations en Suisse, au mois d'août, avec le comte Revertera, diplomate autrichien (1). Le rang des deux interlocuteurs maintint nécessairement leurs conversations dans les limites de la stricte information. Elles n'eurent de la part du gouvernement français, ou plutôt du ministère de la Guerre, d'autre but que de s'enquérir si l'Autriche-Hongrie pouvait être détachée de l'Allemagne; de la part du gouvernement austro-hongrois, d'autre but que de se rendre compte si la France pouvait, seule ou avec ses alliées, être attirée dans une négociation de paix avec Vienne et Berlin. Or il n'était pas question pour l'Autriche-Hongrie de se laisser séparer de l'Allemagne, pas question pour la France d'abandonner ses propres alliés, ni de négocier avec Berlin. Les colloques du comte Armand et du comte Revertera étaient donc voués à rester académiques et le restèrent.

L'initiative en fut prise, d'après les Autrichiens, par les Français, d'après les Français, par les Autrichiens. Comme tous deux ne peuvent pas avoir raison sur ce point, il faut donc que les uns ou les autres soient dans l'erreur ou ne disent pas la vérité : et il y a apparence pour que ce soient les Autrichiens. Car les uns et les autres conviennent que les premières ouvertures, en vue de ces entretiens, furent faites à la mi-juin 1917 et, à cette époque, la négociation du prince Sixte était en train d'expirer, non sans laisser déception et regret aux souverains d'Autriche. Mais, si l'initiative de renouer des pourparlers par un autre intermédiaire est venue de Vienne, il ne s'ensuit pas nécessairement que Czernin et ses services aient été de mauvaise foi en se défendant de l'avoir prise et en l'attri-

(1) Les tentatives de paix conduites avec l'Autriche-Hongrie ont été étudiées d'une manière aussi intéressante qu'approfondie par M. Édouard Bénès, ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, dans divers chapitres de ses *Souvenirs de guerre et de révolution*, dont une traduction française en deux volumes a été publiée en 1929 (Ernest Leroux éditeur, 23, rue Bonaparte, Paris). Nous nous permettons d'y renvoyer le lecteur.

buant aux Français. Car elle peut avoir émané de l'empereur Charles en personne, qui peut n'avoir introduit son ministre dans l'affaire qu'une fois le premier pas fait.

Toujours est-il qu'à la suite des démarches d'un citoyen suisse du canton de Fribourg, tendant à faire rencontrer le comte Armand et le comte Revertera, qui étaient parents entre eux, une entrevue fut organisée et eut lieu en Suisse. Les plans que l'officier français esquissa tendaient à une paix séparée de la part de l'Autriche-Hongrie et, pour la première fois, visaient à intéresser Vienne à l'amointrissement de l'Allemagne. La Bavière aurait été détachée de l'Empire allemand au profit de l'Autriche, la Silésie partagée entre l'Autriche et la Pologne, la Pologne rattachée à l'Autriche, la monarchie des Habsbourg transformée en un État fédéral, le Trentin cédé à l'Italie, Trieste érigé en port franc. Nous verrons bientôt repaître, dans une négociation austro-anglaise, quelques-uns de ces ballons d'essai et surtout l'idée générale qui les gonflait : grandir l'Autriche au détriment de l'Allemagne. Les instructions de Revertera lui interdisaient d'entrer dans la discussion de pareilles vues. Il n'était autorisé qu'à demander des propositions précises, qui pussent être transmises à Berlin, et, dans le cas où les Allemands seraient disposés à négocier, servir de bases à une négociation proprement dite, que Czernin suggérerait de confier aux ministres mêmes des Affaires étrangères ou à leurs représentants qualifiés et d'engager à Vaduz, dans la principauté de Lichtenstein.

Les suggestions apportées par le comte Armand n'étaient pas précisément de celles qui auraient eu chance d'être agréées à Berlin comme bases d'une négociation à entreprendre ensuite avec l'assentiment de l'Allemagne. L'antinomie des deux conceptions éclata donc de prime abord et les deux interlocuteurs ne cherchèrent pas à se la masquer. Le comte Armand déclara à Revertera qu'il s'agissait de paix séparée et Revertera repartit pour Vienne, où il rendit compte à l'empereur Charles et à Czernin. Le 22 août, il était de retour en Suisse. Son retour ne signifiait nullement que l'Autriche admit l'éventualité de traiter séparément de l'Allemagne. Revertera reçut du comte Armand une note énumérant des conditions de paix qui s'appliquaient, cette fois, non plus au cas d'une paix avec l'Autriche-Hongrie isolément, mais à celui d'une paix avec les

deux Empires centraux : évacuation et restauration de la Belgique, évacuation du territoire français, réparation des dommages, cession à la France de l'Alsace-Lorraine, création d'une zone neutre sur la rive gauche du Rhin, cession à l'Italie de Trente et de Trieste, reconstitution de la Serbie et de la Roumanie, formation d'une Pologne indépendante comprenant la Posnanie et la Galicie, fédéralisation de la monarchie des Habsbourg, etc., etc. Il semble que le ministère français de la Guerre, après avoir appris, par le rapport du comte Armand sur sa première conversation avec Revertera, que l'Autriche ne s'offrait qu'à remplir l'office de boîte aux lettres pour Berlin, ait tenu à déposer dans la boîte une lettre montrant à l'Allemagne que la France ne faiblissait pas sur ses revendications essentielles, ni sur celles de ses alliés. Revertera transmit à Czernin cette liste de conditions, plus sérieuses que les ballons d'essai lancés lors de la première rencontre, mais par cela même promises d'avance à un insuccès aussi certain, et il attendit en Suisse la réponse de Vienne. La réponse de Czernin, qui ne tarda pas, — elle vint le 28 août, — fut qu'il n'y avait pas à songer à communiquer de telles prétentions à Berlin et que les ennemis des Empires centraux devaient renoncer à l'idée de séparer l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne. Les colloques, pour cette fois, s'en tinrent là et chacun rentra chez soi.

★ ★ ★

(A suivre.)

LES QUATRE SERGENTS DE LA ROCHELLE

I

LA CONSPIRATION

LES BONS COUSINS

LE 1^{er} mai 1821, dans une maison située à l'angle de la rue Copeau, — actuellement rue Lacépède, — et de la rue de la Clef, quelques jeunes gens étaient réunis. Ils discutaient avec vivacité autour d'une table ronde, et leurs préoccupations ne semblaient ni sentimentales, ni littéraires, car les mots qu'ils affectionnaient étaient ceux de Liberté, Constitution, République, Souveraineté du peuple, Révolution... Ces étudiants, ces commis, ces employés ne se passionnaient que pour la politique : telle était alors la jeunesse libérale.

Depuis les élections de 1820, les royalistes purs, ceux que l'on appelait les ultras, avaient la majorité à la Chambre, et l'opposition de gauche, dont le chef était La Fayette, assistait impuissante au triomphe des émigrés rentrés en 1815, à celui de la Congrégation, des Missions qui parcouraient la France en incitant le peuple à faire amende honorable d'abord au Crucifix pour les outrages qu'il avait subis, puis aux personnes royales immolées pendant la Révolution.

En effet, la droite « menait la réaction au pas de course » : elle muselait la presse et excluait des hauts emplois la bourgeoisie qui, jusqu'alors, avait espéré se faire une place dans

l'État. Le vieux monde renaissant, le monde de l'Ancien Régime, se heurtait au nouveau et lui imposait sa loi.

L'opposition vaincue essaya de faire bonne contenance, de garder une attitude vis-à-vis de l'opinion publique; et, en son nom, La Fayette, de la tribune de la Chambre, lança un appel emphatique à la révolte : « Qu'on n'oblige pas les générations, s'écria-t-il, en les menaçant de perdre tous les fruits de la Révolution, à ressaisir elles-mêmes le faisceau sacré des principes d'éternelle vérité et de souveraine justice ! » Mais cette rhétorique belliqueuse demeura inefficace; et les libéraux eurent beau transporter l'insurrection à la tribune, « parler par la fenêtre », ils ne trouvèrent plus d'écho. Alors, réduits à la nullité au Parlement, ils résolurent d'agir directement et secrètement sur le pays, de reprendre le pouvoir par un coup de force.

Il y a des moments, a dit un homme fort avisé, le chancelier Pasquier, où la manie de conspirer devient une sorte de maladie qui presque toujours, malgré les catastrophes, est contagieuse. »

Cette maladie, les jeunes politiques de la rue Copeau en étaient atteints. Deux d'entre eux, Joubert un étudiant, Dugied, commis-négociant en vins, avaient déjà, en août 1820, été compromis dans un complot bonapartiste et libéral, — c'était tout un, — dont le quartier général se trouvait au *Bazar français*, rue Cadet, et qui devait inmanquablement entraîner la chute du roi Louis XVIII, de ces Bourbons presque inconnus que les alliés avaient ramenés « dans leurs fourgons ». La conspiration éventée par la police, les deux conjurés s'étaient réfugiés à Naples où, — heureusement, — l'esprit révolutionnaire dominait encore, et là on les avait initiés aux mystères de la « Carbonaria ».

Une étonnante institution, en vérité. — Les Napolitains, « cette pure canaille », comme disait leur roi Ferdinand, avaient eu l'art d'organiser une société secrète destinée à « purger la campagne des loups », c'est-à-dire à débarrasser l'Italie de l'étranger : émiettement des affiliés, rites ténébreux, signes cabalistiques, appareil d'effroi, rien n'y manquait. Les deux jeunes fugitifs furent émerveillés : c'était cela qu'il fallait introduire en France, c'était cela l'instrument de salut ! Aussi,

dès que la prudence le leur permit, revinrent-ils à Paris apportant comme trophée, non l'émancipation des Napolitains qui gémissaient toujours sous le joug des loups, mais « les règlements et ornements charboniques ».

Dugied et un Italien, Limperani, traduisirent ces règlements, mais, en y regardant de plus près, ceux-ci n'apparurent point applicables tels quels au caractère français. Ils contenaient des exigences presque grotesques : le vénérable Grand Maître Grand Élu devait porter une tunique bleu céleste sans manteau ni col, et l'hiver, quand il ne pouvait rester jambes nues, un pantalon couleur chair. En outre, et c'était plus grave, la pensée qui animait ce code révolutionnaire apparaissait principalement religieuse, mystique même : les carbonari, « les bons cousins », comme ils se désignaient dans leur jargon, invoquaient le Christ à chaque séance, avaient en honneur les vertus théologales et plaçaient leur œuvre sous le vocable de saint Théobald ! Pour un peuple nourri de Voltaire et dévot à Béranger, de pareils patrons étaient impossibles. Une adaptation s'imposait.

Les conspirateurs de la rue Copeau, — Bazard, Buchez, Flo-tard, commis de l'Administration parisienne de l'octroi, en même temps étudiants et fondateurs d'une loge maçonnique *les Amis de la Vérité*, Cariol, Sigaud, Guinard et d'autres, — se mirent à l'œuvre et dépouillèrent les statuts de la Charbonnerie italienne de toutes ses excroissances religieuses ; il ne resta plus qu'un squelette politique. Mais là, les difficultés commencèrent. On avait beau faire ; la France n'était pas, comme Naples, gouvernée par l'étranger, mais bien par des Français : dans ces conditions, quel programme proposer ?

S'ils n'avaient suivi que leur inclination, les fondateurs de la Charbonnerie française auraient été tout droit à la république, car ils détestaient le despotisme impérial presque autant que la tyrannie royaliste ; mais ils devaient ménager la clientèle sur laquelle ils comptaient : la bourgeoisie qu'effrayait encore le spectre de 1793, et les 15 000 officiers en retraite ou en demi-solde qui demeuraient fanatiques de Napoléon. En fin de compte, et pour satisfaire tous les ennemis des Bourbons, ils adoptèrent une formule qui proclamait la souveraineté nationale et le droit du peuple de choisir son gouvernement.

Comme innovation, c'était mince ; mais par sa généralité

même, par le vague qui l'embrumait, cette formule répondait parfaitement à la diversité des ressentiments et des haines : haine de l'Ancien Régime, de l'émigration, de l'aristocratie, de la féodalité, haine « des fantômes que la droite faisait maladroitement revivre » ; elle rallumait, sous un aspect peu compromettant, « tous les feux de la Révolution contre la Restauration et les Bourbons ».

Pour découvrir un programme aussi vertigineux, il n'était peut-être pas nécessaire d'aller jusqu'en Italie ; et un simple coup d'œil sur le *Moniteur* des temps héroïques aurait suffi ; mais la « Carbonaria » napolitaine avait une vertu plus rare : elle fournissait un modèle d'organisation pratique, un merveilleux instrument de propagande.

Les carbonari étaient répartis dans des « ventes » composées chacune de dix à vingt personnes ; le fondateur de la vente prenait le titre de député et correspondait seul avec le député de la vente supérieure. Car il y avait dans cette organisation une hiérarchie très stricte : au sommet, les ventes fédérales qui, en France, prirent le nom de hautes-ventes, puis les ventes départementales dites centrales ; à la base les ventes particulières. Chaque affilié, chaque « bon cousin » s'engageait à obéir aveuglément à son chef, à garder le secret sur la société, même s'il était arrêté, et jusqu'à l'échafaud inclusivement, « à se pourvoir d'un fusil de munition et de vingt-cinq cartouches ou d'un fusil de chasse avec le moule à balles ». Ainsi le carbonarisme ne se confinait point dans la politique spéculative et prenait figure d'armée.

L'ŒUVRE de Dugied et de ses camarades, définitivement mise au point le 1^{er} mai 1821, eut dans l'opposition un succès extraordinaire ; et de la pauvre maison de la rue Copeau, de ce triste quartier du Jardin des Plantes qui semble voué à l'immobilité, partit un mouvement qui faillit embraser la France entière.

Le carbonarisme n'attira pas seulement à lui les anciens soldats rentrés dans leur foyer après Waterloo, « les anciens brigands de la Loire », les demi-soldes, les employés... mais les avocats, les intellectuels, les historiens comme Augustin Thierry, les artistes comme Scheffer, les philosophes comme Jouffroy et Cousin ; ce dernier se signalait même par son exaltation, et,

dans le jardin du Luxembourg, il déployait avec ce luxe de paroles qui lui était coutumier ses plans d'insurrection, les recettes infailibles dont il disposait pour soulever et entraîner des garnisons entières; plus tard, il partait en Allemagne afin de se concerter avec les « bons cousins » germaniques...

Le besoin de conspirer était alors si vif qu'au dire du carbonaro Trélat, les néophytes recevaient avec un bonheur inexprimable les propositions qui leur étaient faites. Le mot même de « vente », — qui désigne simplement en italien la coupe qui se fait dans les bois à certaines époques déterminées, — les ravissait; ils aimaient cette ombre dangereuse, s'exerçaient au maniement des armes dans leur chambre dont le parquet était recouvert de paille, et attendaient avec impatience le moment de partir en chasse : le loup, ce n'était plus l'Autriche comme pour les Napolitains et pour Silvio Pellico, mais le Bourbon. Au vrai, ils ignoraient ce qui serait résulté d'une révolution, mais celle-ci était possible, même probable, et elle satisfèrait sans nul doute « les vieilles haines et les jeunes espérances ».

Tout dans la Charbonnerie était concerté pour le mystère : chaque carbonaro ne connaissait que les affiliés de sa vente et, le secret gardé, l'autorité et la police restaient désarmées devant cette force obscure et pourtant agissante qui de jour en jour s'accroissait. La franc-maçonnerie, alors considérée par le gouvernement comme peu dangereuse, faisait cause commune avec le carbonarisme; les sociétés révolutionnaires s'y ralliaient ainsi que « les chevaliers de la Liberté », association fondée à Saumur en 1815, dispersée aux Cent-Jours et réorganisée en 1821 après une conférence tumultueuse que Benjamin Constant était venu faire dans la ville.

Peu à peu l'épidémie de conspiration s'étendait, non seulement dans l'Ouest mais dans l'Est, favorisée par de riches industriels comme Jacques Kœchlin; et la modeste Charbonnerie de la rue Copeau s'enorgueillissait maintenant de posséder d'illustres affiliés.

Il y avait, en effet, parmi les « bons cousins » des gens simples et prudents qui ne voulaient s'engager que si des personnages importants se mettaient à leur tête et leur servaient de répondants; ils ne se suffisaient point à eux-mêmes, demandaient un chef, un nom; et, tout naturellement, Buchez et ses amis eurent recours à La Fayette, « l'instrument, l'ornement

de toutes les sociétés secrètes et de tous les complots ». Celui-ci, passionné de popularité, était en même temps avide de prendre une revanche sur les Bourbons; on lui en offrait le moyen : pouvait-il hésiter ? Buchez n'eut pas besoin de beaucoup d'éloquence pour le persuader; et le carbonarisme passa sous le haut patronage de celui qu'on appelait « le héros des deux Mondes ».

Après lui, quelques députés de gauche, des avocats libéraux entrèrent dans la nouvelle entreprise de conspiration et s'en constituèrent les directeurs : c'était Manuel, un méridional froid, tenace, dédaigneux, dont la spécialité à la Chambre consistait à opposer en toute occasion la France de la Révolution à celle de l'Ancien Régime; Voyer d'Argenson, un fanatique utopiste qui pensait que « tous les maux des sociétés humaines viennent des lois humaines »; Dupont de l'Eure, tout confit dans les traditions de 1792; l'avocat Mérilhou qui dans les réunions « se faisait remarquer par son ardeur excessive ».

Grâce à l'appoint de ces recrues d'élite, la Charbonnerie s'imprégnait de parlementarisme : on parlait maintenant de la convocation d'une assemblée constituante, de la nomination d'un directoire de cinq membres qui gouvernerait aussitôt après la réussite de la révolution, d'une sainte alliance des peuples contre les monarchies, de l'émancipation des nations européennes... On voyait loin et grand.

Cependant la propagande allait son train et les délégués de la « Vente suprême » envoyés dans les diverses régions de la France faisaient bonne besogne. Déjà l'on était sûr de plusieurs régiments, notamment dans l'Est; et les officiers, les sous-officiers, grâce aux changements de garnison, devenaient d'excellents « commis-voyageurs » pour la société. Manuel, lui, s'était chargé de « travailler » la jeunesse des écoles, et c'est ainsi qu'il demanda un jour à Montalivet, le futur ministre de Louis-Philippe, de prendre la direction d'une vente à l'École polytechnique; il ne s'agissait dans ces réunions, disait-il bonnement, que de discuter des problèmes économiques ou sociaux : « C'est le résumé et le complément de vos études pour lesquelles vous ne trouverez pas de professeurs à l'École. » Mais Montalivet, défiant, se réservait; et lorsqu'en décembre 1821 il apprit que, dans ces fameuses réunions, des fusils étaient mis à la disposition des auditeurs, il se déroba.

La Fayette estimait que le moment était venu d'agir : l'armée, les étudiants, les industriels, une partie même du Parlement avaient été gagnés au carbonarisme ; Paris à lui seul comptait 4 000 affiliés, et « l'association enveloppait la France dans un vaste réseau ». Dès lors, un mouvement d'ensemble devenait possible, et voici ce que, dans leur sagesse, décidèrent les membres de la Vente suprême ; deux insurrections éclateraient presque simultanément, l'une le 18 décembre dans l'Ouest avec Saumur pour centre, l'autre le 22 décembre dans l'Est à Belfort ; Kœchlin se faisait fort de soutenir celle-ci et empruntait dans cette vue deux millions à Bâle. Après la réussite, un gouvernement provisoire ayant à sa tête La Fayette serait proclamé, et l'on espérait que les insurrections faisant tache d'huile s'étendraient à Lyon où résidaient des « carbonniers » influents, puis dans le Midi, à Marseille, à Toulon...

Mais la conspiration de Saumur dénoncée au gouvernement avorta après l'arrestation de quelques sous-officiers de l'École de cavalerie ; à Belfort, une partie de la garnison suivit les chefs du complot, et l'on croyait presque au succès, quand le zèle d'un sergent non initié éveilla les soupçons du commandement ; l'entente entre les conjurés fit défaut et une vingtaine furent arrêtés. La Fayette, qui arrivait pour prendre la direction des opérations, fut averti juste à temps par Bazard qui venait de Belfort ; il rebroussa chemin, et, pour donner le change à la police, se dirigea vers Gray où habitait un ancien député de la gauche. Quelques jours plus tard, à Toulon, le capitaine Vallé, ancien officier de la garde impériale, qui essayait de recruter des adhérents à « la bonne cause » et s'épanchait trop volontiers au cours d'un déjeuner, était emprisonné.

Échec sur toute la ligne. La Vente suprême avait mal pris ses mesures ou péché par excès de confiance ; pourtant les chefs se tiraient d'affaire, et seuls les simples, ceux qui étaient joyeusement, courageusement entrés dans l'action, payaient. Mais le fanatisme des néophytes était tel que cet insuccès, cette inégalité dans la fortune, ne les décourageaient point ; et les carbonari de Saumur ne s'estimaient pas vaincus : « Donnez-nous un général et nous marchons », faisaient-ils dire à la Vente suprême.

Le général Pajol pressenti refusa, mais un autre officier s'offrit à tenter l'aventure : le général Berton avait été enfermé

comme suspect en 1815; libéré après une détention d'un an, enfermé de nouveau, il était depuis emprisonné périodiquement tous les six mois; ayant perdu sa solde, voyant sa carrière brisée, il personnifiait l'ancienne armée persécutée et détestait les Bourbons. Le plan qu'il proposa consistait en ceci: entraîner la garnison de Saumur, la population de Thouars, en proclamant que la révolution venait d'éclater à Paris; l'insurrection se propagerait peu à peu.

La Fayette et les dignitaires de la Vente suprême ne se montraient pas enthousiastes du projet, mais comme ils désiraient avant tout faire oublier leurs récentes défaites et que tout nouveau « mouvement d'ensemble » paraissait actuellement impossible, ils ne s'opposèrent point à l'entreprise de Berton, une entreprise dont on lui laissait la responsabilité mais qui pouvait avoir de grandes conséquences. L'Ouest d'ailleurs restait un terrain bien préparé pour un soulèvement et l'on pouvait compter sur Nantes, Niort, Poitiers dont l'École de droit était « toute carbonarisée ». Flotard, l'un des plus actifs parmi les conspirateurs de la rue Copeau, fut chargé d'aller organiser la révolte sur place... Peut-être y aurait-il encore de beaux jours pour « les bons cousins ».

LA « VENTE » DU 45°

FORMÉ à Chartres en 1816, le 45° régiment de ligne, en garnison à Paris, était composé d'engagés volontaires, de sous-officiers et de soldats licenciés avec l'armée de la Loire, la dernière armée impériale, et rappelés sous les drapeaux.

L'esprit qui y régnait n'était guère favorable aux Bourbons, surtout parmi les subalternes qui se plaignaient qu'on leur donnât pour chefs de vieux émigrés, des « voltigeurs de Louis XIV » ignorant tout du métier et « peu propres à leur faire aimer le service », que les grâces fussent réservées aux royalistes bon teint et les persécutions à ceux qui restaient attachés aux principes de la Révolution, enfin que l'on eût refusé de reconnaître leur grade aux anciens sous-officiers de l'Empire.

Ces mécontents, qui admiraient les vers de Béranger et en faisaient une sorte de credo, —

J'ai mon drapeau dans ma chaumière.

Quand secoueraï-je la poussière

Qui ternit ses nobles couleurs?...

— regardaient comme une vérité d'évidence que les conquêtes de 89 avaient été anéanties à Waterloo sous les efforts conjugués des rois et du clergé ; et le soir, dans les chambrées, ils parlaient à voix basse des victoires passées, échafaudaient des projets de revanche. Là, fermentait comme en vase clos l'opposition contre la monarchie ; cette opposition était encore informe, mais sous l'influence de la Charbonnerie elle n'allait pas tarder à se préciser.

Le colonel marquis de Toustain, commandant le 43^e, savait parfaitement que la légitimité, les lys et la cocarde blanche étaient peu en honneur parmi ses hommes ; et imitant l'exemple que lui donnaient les ultras, il épura son régiment. A la fin de 1820, quatre officiers qu'il considérait comme suspects furent par ses soins renvoyés et mis en non-activité. C'était justement ceux que les soldats appréciaient le plus, et le résultat de cette épuration se révéla désastreux.

Un jour, le général baron de Crossard passa l'inspection du 43^e ; il pleuvait, mais malgré cela le régiment manœuvra à merveille ; après l'avoir félicité de sa bonne tenue et avoir affirmé que, si le trône était menacé, il viendrait ici chercher des défenseurs, le général invita la troupe à crier avec lui : « Vive le Roi ! » Personne ne répondit. Bouleversé, le colonel de Toustain s'approcha : « M. le Baron, je crois qu'ils ne vous ont pas entendu », et à son tour il lança un vibrant : « Vive le Roi ! » qui resta comme l'autre sans écho et se perdit dans les rafales de pluie. L'expérience était décisive ; au grand désespoir du colonel, le 43^e, regardé comme gangrené, fut renvoyé de Paris et alla tenir garnison à Dieppe et au Havre.

L'éloignement de la capitale ne l'assagit point ; et lorsqu'il fut question de demander à l'armée l'abandon d'une journée de solde dont le produit serait affecté à l'achat du château de Chambord pour le jeune Duc de Bordeaux, petit-neveu de Louis XVIII, le 43^e montra peu d'enthousiasme ; il s'exécuta cependant, mais, en manière de représaille, les frondeurs répandirent dans la caserne le pamphlet de Paul-Louis Courier qui raillait la souscription ouverte en faveur de cet enfant au berceau :

« 12 000 arpents de terre enclos que contient le parc de Chambord, c'est un joli cadeau à faire à qui saurait labourer... Mais lui, que voulez-vous qu'il en fasse ? Son métier est de régner un jour, s'il plaît à Dieu, et un château de plus ne l'aidera de rien. » Quelle source de joie, quelle pure satisfaction trouvaient les soldats bonapartistes dans ce « s'il plaît à Dieu » !

Le marquis de Toustain pourtant agissait au ministère, assurait que ses hommes étaient revenus à de meilleurs sentiments et suppliait qu'on oubliât de fâcheux souvenirs ; à force de sollicitations, il obtint que la pénitence prit fin, et en mai 1821, — au moment même où la Charbonnerie française sortait tout armée de la rue Copeau, — le 45^e revint à Paris.

Les deux bataillons furent casernés rue du Foin-Saint-Jacques et rue Saint-Jean-de-Beauvais, sur la frontière du quartier des écoles : mince circonstance qui échappa à l'autorité et qui décida cependant de la destinée du régiment. Là, en effet, au pied de la montagne Sainte-Genève, les étudiants libéraux recrutaient des adhérents ; ils accostaient les militaires, leur parlaient de victoires, de liberté, s'indignaient avec sincérité des vexations subies, des entraves mises à l'avancement..., puis, de compagnie, on entraît au café ; devant les demi-tasses les carbonari chuchotaient : « Voulez-vous faire partie d'une société qui a pour but de conquérir la liberté à main armée ? » et, peu à peu, accentuant le ton, ils endoctrinaient « les fils de Mars ». Parfois des bourgeois riches, des messieurs décorés apparaissaient, et ceux-là disposaient pour convaincre les hésitants, les militaires dont le prêt était le seul trésor, d'arguments bien forts : dans l'association à laquelle ces potentats appartenaient, on recevait de l'argent dès qu'on en avait besoin.

PARMI les sous-officiers du 45^e, l'un des plus hostiles au gouvernement était Jean-François Bories. Né à Villefranche d'Aveyron, entré tout jeune dans l'armée, blessé à Waterloo, il avait repris du service dans la garde royale d'où il était passé sergent-major au 45^e. Une belle taille, de la finesse dans les traits, de la douceur dans l'expression, ce fils de paysans avait une distinction naturelle ; ses mœurs étaient pures, ses goûts simples, sa vie retirée ; il lisait le plus qu'il pouvait, — les *Annales de la République française* étaient son livre de prédilection, — et se montrait flatté d'occuper dans l'ancien collège

des Grassins, transformé en caserne, la chambre de Boileau.

Protestant, il gardait une certaine rigidité d'allure et n'avait rien de l'exubérance méridionale; mais le colonel de Toustain faisait preuve de clairvoyance lorsqu'il devinait en lui « une tête fort exaltée ». De fait, Borjes avait une bonne dose d'ambition : brave, passionné pour la gloire, il se jugeait capable d'arriver aux plus hauts grades et ne pardonnait point au régime monarchique de lui barrer la route; l'inaction lui pesait, il enviait ceux qui avaient accompli de grands exploits, et l'exemple de simples soldats devenus maréchaux sous l'Empire restait sans cesse présent à son esprit. Cependant, il lui fallait subir cette obscure vie de caserne, végéter sans espoir dans de bas emplois.

Un jour, aux environs de la rue du Foin, Borjes rencontra un ancien condisciple de Villefranche, étudiant en médecine; et, heureux de revoir « un pays », il lui avoua son dégoût, sa rancune; l'autre, frais émoulu de la Charbonnerie, proposa aussitôt au sergent-major de le présenter dans une société où les persécutés trouvaient à qui parler, mais, en homme prudent, il n'initia Borjes que par degrés; après l'avoir introduit tout d'abord dans une loge de francs-maçons, il jugea que son camarade était digne de recevoir une initiation plus haute et lui découvrit les vertus, les grandeurs du carbonarisme. Borjes ne se fit point prier : comme tant d'autres, il ne rêvait que conspiration, revanche, liberté.

La réception du néophyte eut lieu sans doute dans un hôtel situé sur la montagne Sainte-Geneviève, l'hôtel de la Paix. Là, les yeux couverts d'un bandeau, le sergent-major prêta le serment rituel : « Je jure sur l'honneur et sur le fer vengeur du parjure de garder tous les secrets de la X... (la Charbonnerie) et de cacher son existence, d'associer mes efforts à ceux des amis de ma patrie pour lui rendre l'exercice de ses droits et la mettre en état de choisir un gouvernement fondé sur les principes de la souveraineté du peuple... » Puis, quand le bandeau tomba, il vit les bons cousins qui l'entouraient, tenant un poignard dont la pointe était tournée vers lui.

Alors un bourgeois qui semblait être le président proféra ces paroles : « Ces armes dirigées contre vous vous annoncent que tous les bons cousins voleront à votre secours dans toutes les circonstances, si vous respectez et observez les statuts de

notre association ; mais si au contraire vous devenez parjure et manquez à vos obligations, les vengeances de la X... vous poursuivront dans tous les coins de la terre. » Avec une foi entière, Bories promit de garder son serment, et les mystères les plus élevés de la Charbonnerie lui furent découverts. On lui traça sur la poitrine « l'échelle symbolique de la résolution d'être fidèle jusqu'à l'échafaud et d'y monter au besoin » : ce signe consistait à élever les deux mains à la hauteur des épaules, à les laisser tomber perpendiculairement le long du corps, puis à les relever à la hauteur de l'estomac, de façon à « former à cet endroit avec les bras un barreau d'échelle ».

Il apprit « le second signe » qui se fait en se prenant la main et en allongeant les doigts sur le bras : « l'index forme un T, ensuite un rond, on frappe cinq coups avec le même doigt, d'abord un coup seul, deux coups précipités, et les deux derniers en marquant un intervalle entre chaque coup. » Il sut la puissance des « ternaires », des mots consacrés : espérance, foi, charité, ou honneur, vertu, probité ; la valeur symbolique du trône devant lequel il avait été reçu qui figure le ciel et la rondeur de la terre, celle du drap blanc sur lequel il s'était assis, emblème de la pureté des mœurs, celle enfin des rubans de trois couleurs...

Après quoi, les parrains en vinrent à des détails plus pratiques, demandèrent au nouveau venu cinq francs comme droit de réception, et l'avertirent qu'il aurait désormais à payer une cotisation mensuelle d'un franc.

Bories trouva tout parfait ; il avait découvert sa voie, et dans son zèle il travailla sans tarder à créer une vente dans son régiment ; s'il y parvenait, il devenait député, avait accès dans la vente supérieure et prenait posture de carbonaro influent.

Sa première recrue fut un simple fusilier nommé Lefèvre, mais Lefèvre n'était pas un personnage ordinaire ; sous-officier pendant les Cent Jours, ayant perdu ses galons sous la Restauration, il se vengeait de sa déchéance en homme d'esprit. Doué de quelque facilité « à saisir les ridicules et à les présenter dans des chansons appropriées à l'esprit du soldat », il était le barde du 43^e, et dans la chambrée il apprenait aux camarades, outre ses propres chansons, celles de Béranger, subversives au plus haut point. D'autres fois, il leur racontait

l'épopée impériale qu'il opposait à la misère du temps présent, et cela dans une langue savoureuse, imagée, qui délectait ses auditeurs. « Un homme important, ce Lefèvre ! » disait le colonel de Toustain. Bien qu'il n'eût plus que quelques mois de service à accomplir et qu'il dût se marier après sa libération, le barde-fusilier n'hésita pas à suivre Bories ; puisqu'il s'agissait de « briser le joug humiliant sous lequel les Bourbons voulaient courber l'armée », il marchait...

Après Lefèvre, Bories initia le sergent Goubin, mais avec celui-ci il eut plus de peine. Goubin était un brave garçon, pas très intelligent, doux et prudent, qui ne se sentait point attiré vers les opinions extrêmes ; peu après son arrivée à Paris, il écrivait à son père une lettre remplie de bons sentiments à l'égard des Bourbons, du Duc de Bordeaux qu'on venait de baptiser ; et quand son camarade lui parla des projets des « bons cousins », il répondit qu'il aimait le Roi et qu'en cela il ne faisait que suivre l'exemple de ses parents. Mais Bories avait une force de persuasion étonnante, il insista, parla d'avenir. Goubin fut convaincu, fanatisé même ; un soir, à l'hôtel de la Paix, après avoir été harangué par des bourgeois qui criaient : « Vive la constitution de 1791 ! » il jura sur un sabre nu qu'il ne révélerait pas les secrets de la secte, et reçut avec transport la consécration des carbonari.

A Goubin succède le sergent-major Pommier, un passionné celui-là, brusque, obstiné et déjà mûr pour l'initiation ; lors d'une permission à Pamiers, son pays, il a connu un capitaine qui lui a vanté les mérites de la Charbonnerie, et Bories le « recrute » sans difficulté. Dès lors, la vente du 45° est fondée et le nombre de ses adhérents augmente sans cesse ; chacun y met du sien, rivalise d'ardeur dans le prosélytisme. Bories initie encore deux sergents-majors, trois sergents, trois caporaux ; Goubin, dont le zèle est tout neuf, gagne à la cause le sergent Raoulx, un petit méridional noiraud, joyeux, aux cheveux frisés et portant lunettes ; les serments, les mystères, les symboles produisent leur effet, et cette fois vraiment la conspiration fait tache d'huile, sans même que la Vente suprême, ses avocats et ses politiciens aient à intervenir.

Dès la fin de 1821, presque tous les sous-officiers du 45° sont carbonari, et Bories peut avoir pleine confiance en eux : lorsqu'il souffre de la fièvre, ce qui lui arrive souvent, et qu'il

est hospitalisé au Val-de-Grâce, Pommier et Goubin le remplacent auprès des bons cousins avec un dévouement absolu.

JOURS d'attente. Quand les chefs donneront-ils le mot d'ordre, quand le moment viendra-t-il d'attaquer? Une nuit de décembre, Goubin entend battre la générale; on crie dans la cour de la caserne et il croit reconnaître la voix de Bories... Plus de doute, c'est le signal! Il fait charger les fusils et descend dans la cour. Là il trouve un officier d'état-major, montant un cheval couvert de sueur, qui annonce que le feu a pris à la manufacture des Gobelins. Fausse alerte. Précipitamment la troupe remonte et Goubin ordonne à quatre hommes qu'il désigne de décharger les armes. Chacun avait compris; mais parmi ces 80 soldats dont la plupart n'étaient pas affiliés, personne ne parla; le lendemain seulement, certains regrettaient à voix basse « qu'il n'y eût pas eu quelque chose ». En vérité, il n'y avait pas à se préoccuper d'instruire les simples soldats : ils suivraient gaillardement leurs chefs immédiats.

Malgré la prudence dont faisaient preuve Bories et ses amis, la police, — et particulièrement la police militaire qui existait alors à l'intérieur même des régiments, — avait des soupçons; et dès le 30 septembre 1821, elle signalait qu'un sous-officier du 45^e avait été l'objet de « manœuvres de séduction » de la part d'une société « à l'instar des carbonari de Naples », dont les réunions se tenaient chez les étudiants Malbouche et Bunel. On fit une enquête qui aboutit seulement à découvrir un nommé Brunel, et non Bunel, trésorier de la loge des *Amis de la Vérité* : on cherchait des carbonari et l'on ne trouvait qu'un franc-maçon; l'affaire n'eut pas de suite.

Pourtant les policiers militaires chargés de la surveillance du 45^e ne se tenaient point pour battus, et l'un d'eux, un sergent-major, désespéré de n'avoir rien à apporter au bureau secret du marché Saint-Honoré, imagina de toutes pièces une conspiration dont il serait à la fois le héros et le délateur. Après s'être entendu avec deux sergents qui faisaient le même métier que lui, il avertit le colonel de Toustain que depuis quelques jours on essayait de l'entraîner ainsi que ses camarades dans un complot contre le Roi; un rendez-vous même était pris : minuit, aux Champs-Élysées. Effrayé, le colonel lui donna aussitôt vingt hommes qui, à onze heures du soir, sorti-

rent de la caserne et allèrent se cacher derrière les arbres des Champs-Élysées; ils devaient accourir au cri de Vive le Roi!

Minuit, un coup de feu, des cris de Vive le Roi!... Les soldats se précipitent et, dans l'obscurité, n'aperçoivent que leurs sous-officiers très échauffés et courant à la recherche d'ennemis invisibles... Le détachement rentre rue du Foin-Saint-Jacques, rapportant comme pièce à conviction le shako du sergent-major percé d'une balle.

Le lendemain, le marquis de Toustain adressa à la place un beau rapport sur l'effroyable conspiration qui avait mis en danger la famille royale; mais à la caserne on prenait l'événement moins au sérieux, et ceux qui avaient participé à l'expédition nocturne la racontaient avec de bons rires qui en disaient long. Sans doute, il y avait ce shako percé d'une balle que le sergent-major exhibait complaisamment; mais qui avait tiré le coup de feu? Bories se montrait sceptique et après avoir examiné de près la pièce à conviction: « Pourquoi diable, dit-il au sergent-major, ne gardes-tu pas ton shako sur la tête? — Comment! Que veux-tu dire? — Je dis, farceur, que si tu l'avais porté sur la tête, la balle te perçait le crâne. »

En effet, la supercherie était un peu grosse; à la suite d'une information rapide, le lieutenant-général comte Defrance, commandant la division, infligea au colonel quelques jours d'arrêt, éloigna les trois policiers militaires; et peu de temps après, le 45^e reçut l'ordre de quitter Paris pour La Rochelle.

DE nouveau la disgrâce s'abattait sur le malheureux régiment, et le marquis de Toustain n'était point le seul à s'en désoler; ce changement de garnison dérangeait tous les plans de Bories.

Celui-ci, devenu député auprès de la vente centrale, la vente Washington, était entré en rapport avec son président l'avocat stagiaire Baradère et avec trois autres délégués: Hénon, ancien officier devenu chef d'institution rue de Lourcine, Gauran chirurgien à l'hôpital Beaujon et l'agent d'assurances Rozé. Sa situation dans l'association se développait et il entrevoyait déjà le moment où le 45^e entier serait « carbonarisé », quand brusquement le grotesque complot des Champs-Élysées remit tout en question: qu'allait devenir la vente disséminée au hasard des étapes? L'ardeur des affiliés ne se refroidirait-elle pas dans la dispersion?

Pour encourager ses camarades, pour leur prouver qu'ils appartenaient à une vaste société politique dont les ramifications s'étendaient partout et qu'ils auraient au moment de l'action de puissants protecteurs, Bories décida d'organiser une réunion où se rencontreraient les « bons cousins » militaires de la vente du 45^e et les bourgeois de la vente centrale. D'accord avec lui, Hénon, le chef d'institution, loua, sous prétexte d'un assaut d'armes, une salle particulière chez l'aubergiste Gautherot qui tenait une boutique de marchand de vins, rue Descartes derrière Saint-Étienne-du-Mont, à l'enseigne du *Roi Clovis*; il y aurait une vingtaine d'assistants et un repas serait préparé, un repas fort simple : du pain, du fromage et du vin de Suresnes. La Charbonnerie ne gaspillait pas l'argent.

Par groupes de deux ou trois, afin de ne pas éveiller l'attention, les bons cousins du 45^e sortirent de la caserne et arrivèrent à l'auberge. Là, trois civils seulement les attendaient; le président Baradère s'était fait excuser et avait délégué ses pouvoirs à Hénon. Celui-ci prononça un discours soigneusement préparé : après avoir glorifié les armées françaises qui, en 1792, marchèrent à la conquête de la liberté et dont les pas ébranlèrent les trônes de l'Europe, il proclama que l'armée nouvelle se montrerait digne de ses aînées et imiterait le noble exemple des bataillons espagnols qui, à la voix de Quiroga et de Riego, s'étaient révoltés contre l'absolutisme. République, Constitution de 1791, telle était la devise de cette armée nouvelle qui devait se tenir prête jour et nuit à répondre à l'appel de la révolution libératrice. Cette péroraison fut accueillie par des applaudissements; et l'ardeur des assistants étant suffisamment excitée, les bourgeois délaissèrent un moment la rhétorique et expliquèrent à leurs bons cousins ce qu'on attendait d'eux. Le départ du 45^e, dirent-ils, n'est point aussi désastreux qu'il le paraît, car un grand mouvement se prépare dans l'Ouest, du côté de Saumur; en se rendant à La Rochelle, le régiment côtoiera la région même où couve l'insurrection et apportera à celle-ci, quand le signal sera donné, un appui précieux. Cette révélation inattendue eut le plus grand succès auprès de Goubin et de ses amis qui, en chœur, s'écrièrent qu'on pouvait compter sur eux.

Pour Bories, il était déjà renseigné. Quelques jours auparavant, un délégué de la Vente suprême, nommé Laresche, lui

avait proposé de le présenter à La Fayette ; Bories s'y était tout d'abord refusé d'un air irrité, disant que cette offre cachait une sorte de doute sur son dévouement, que sa foi n'avait pas besoin d'être stimulée par l'autorité d'un grand nom... puis, il s'était laissé persuader, et La Fayette l'avait absolument conquis par sa bonne grâce souriante, par sa familiarité de bon ton. Quel honneur pour un petit sergent-major de converser avec « le héros des deux Mondes », d'être l'objet de ses soins, bien plus de devenir son aide, son homme de confiance ! Bories reçut des « signes de reconnaissance », des mouchoirs de couleur, des moitiés de cartes découpées dont les autres moitiés seraient remises aux carbonari qui, sur la route de Paris à La Rochelle, lui transmettraient les ordres du Comité directeur ; il reçut aussi des poignards, l'emblème terrible de l'association.

En réalité, c'étaient des charmants poignards, d'une fabrique étrangère sans doute, et dont la lame d'azur et d'or semblait trempée avec soin. Les principaux affiliés du 43^e, Goubin, Pommier, en possédaient déjà, mais les autres n'avaient pas encore été jugés dignes de cette distinction, et l'on profita de la réunion à l'auberge du *Roi Clovis* pour les leur remettre. Alors, le vin de Suresnes aidant, l'enthousiasme ne connut plus de bornes ; le petit Raoulx et ses amis agitaient leur arme en proférant les serments les plus effrayants ; puis, bourgeois et militaires se séparèrent, convaincus que d'ici peu la révolution libératrice éclaterait.

Le moment du départ approchait, et, fiévreux, Bories se multipliait, profitant du moindre instant de liberté pour maintenir le contact avec la vente centrale : il courait rue de l'Université voir le prudent Baradère, rue de Lourcine conférer avec l'éloquent Hénon... Un soir, au Palais-Royal, Goubin et lui furent accostés par un grand nombre de bons cousins qui les félicitèrent « parce que c'était leur régiment qui devait commencer le mouvement » avec l'aide du bataillon d'infanterie d'Oléron ; et le suffrage de ces bourgeois flatta agréablement leur orgueil : c'était la gloire en perspective.

Rue du Foin-Saint-Jacques et rue Saint-Jean-de-Beauvais, les conjurés vivaient dans une attente presque joyeuse ; car pour affermir les courages, la vente centrale s'était enfin décidée à ouvrir son escarcelle, et depuis on buvait largement à la réussite de la révolution. Certains même ne cachaient plus

leurs projets, et l'on voyait le caporal Thomas brandir son poignard au beau milieu de la cour de la caserne. Bories ne s'opposait point à ces imprudences : il était transporté à la cime de son âme et ne trouvait pas mauvais que ses hommes s'exaltassent à leur tour.

Seul, le fusilier Lefèvre ne partageait point la confiance générale : il avait refusé d'assister à la réunion du *Roi Clovis*, se défiait des « jongleries du carbonarisme » et ne regardait les fameux poignards que comme des babioles bonnes tout au plus à compromettre le succès de la conjuration. Peu après, quand il apprit que la vente du 45^e avait reçu de l'argent, son indignation éclata et il déclara tout net que cet argent-là ne gagnerait à la cause que « des carottiers ».

Mais cet homme de bon sens parlait dans le désert.

LA CONSPIRATION EN MARCHÉ

Le 22 janvier 1822, le régiment quittait Paris.

Les bataillons ne faisaient pas route ensemble ; et quand celui auquel appartenaient Bories et la plupart des bons cousins arriva à Orléans, on apprit qu'il y avait eu la veille « du vilain » entre les hommes du 45^e et les Suisses de la garnison.

Les Suisses étaient la bête noire de l'armée : ils personnifiaient l'Ancien Régime, le soutien du trône et de l'autel, la servitude aveugle, la fidélité absolue aux Bourbons, c'est-à-dire au despotisme. On les détestait par tradition, et lorsqu'un ancien troupier de l'Empire se trouvait en face d'un de ces étrangers, il était rare qu'ils n'en vinssent pas aux mains. C'est ce qui avait eu lieu à Orléans, mais le colonel de Toustain, encore meurtri de sa fâcheuse aventure et voulant manifester son loyalisme, prit aussitôt des mesures énergiques : dans un ordre du jour menaçant, il annonça son intention d'infliger les peines les plus sévères à ceux de ses soldats qui, « à tort ou à raison », auraient maille à partir avec les Suisses.

Bories aperçut le danger, car il avait les qualités d'un conducteur d'hommes : si une rixe éclatait, l'autorité intervenait, prenait des sanctions, et le complot risquait d'être découvert ; il fallait donc se tenir coi et éviter avec soin toute rencontre. Afin de mettre les affiliés en garde contre les provocations, il les convoqua à un banquet, à l'auberge de la *Fleur*

de lys; et comme, avant le départ, la vente centrale s'était montrée généreuse, la chère fut moins maigre qu'au cabaret du *Roi Clovis* : pour vingt personnes le banquet coûta cinquante francs.

Les portes sont closes, et Bories, désireux de replacer les bons cousins dans une atmosphère favorable, commence par procéder à la réception du fusilier Bicheron, dont l'initiation à Paris n'a été que provisoire. Poignards, serments, instructions rituelles, explication des signes et des vocables symboliques, le cérémonial se déroule avec la solennité accoutumée et agit toujours aussi fortement sur les assistants. On nomme ensuite au scrutin « les censeurs » chargés de surveiller les membres de la vente et de leur infliger une amende en cas de faute vis-à-vis de l'association; puis le silence se fait et le président Bories prend la parole : « Nous sommes à la veille d'agir et il est important que vous connaissiez bien notre plan, notre but et les moyens dont nous disposons... Carbonari, vous devez vous pénétrer du serment et des obligations que ce titre vous a imposés : le moment de vaincre ou de mourir pour la liberté est arrivé. Selon toute apparence, le régiment n'ira pas jusqu'à La Rochelle et s'arrêtera après l'étape de Tours, à Sainte-Maure; là commencera l'exécution. D'après le plan général, en effet, la destination présumée du 43^e est de se joindre aux insurgés du pays et de marcher sur Saumur dont les portes lui seront livrées par la garnison qui est gagnée. J'attends chaque jour les dernières instructions et les recevrai sans doute à Tours. » Jusque-là, il faut à tout prix conserver son sang-froid, observer la plus stricte prudence : « Ne vous compromettez pas inutilement dans des rixes sans but; on aura besoin de vous bientôt, personne ne doit manquer à l'appel. » Et, après avoir bu « à la santé de la liberté », les bons cousins rentrèrent dans leur cantonnement.

Or, le lendemain, comme Bories est attablé au café en compagnie d'un autre sergent et de Lefèvre, il voit entrer deux sous-officiers du 7^e régiment suisse. Il se lève aussitôt, mais avant qu'il n'ait franchi la porte, un des sous-officiers s'approche de lui, un verre de bière à la main et lui dit : « Sergent-major, il faut trinquer avec nous. » Bories ne répond pas, écarte le bras du Suisse, mais celui-ci, goguenard, lui porte son verre sous le nez. La provocation est évidente et Lefèvre com-

mence à s'irriter. « Laisse-le faire, dit Bories, je te réponds qu'il ne me fera pas boire de force. » Le Suisse alors fait le geste de lui lancer le verre au visage. « Arrête! » crie Bories qui tire son sabre du fourreau, mais au même instant la bière ruisselle sur sa capote. « Sortons! » dit-il furieux; l'autre emboîte le pas en murmurant : « Je vais trouver en route quelqu'un qui me servira de témoin. » Et les adversaires s'acheminent vers le grand pont d'Orléans.

Tout à coup une bande de Suisses débouche d'une rue, s'élançe sur Bories et veut l'entraîner au corps de garde; la lutte s'engage; Bories, soutenu par ses deux camarades, par quelques hommes du 45^e et des ouvriers qui passaient, espère se dégager, quand les Suisses du poste situé à l'entrée du pont accourent, baïonnette au canon. La partie n'est plus égale; atteint de deux coups de pointe au-dessous des yeux, Bories tombe à terre et est emmené au corps de garde; Lefèvre, blessé lui-même au front, est entraîné avec lui, mais, au moment où la troupe arrive au poste, il profite d'un instant de confusion pour s'échapper et regagne sans encombre le quartier.

Bories n'eut point pareille fortune et resta bel et bien prisonnier. Signalé comme fauteur de désordre, il fut le lendemain consigné par le colonel de Toustain à la garde du camp.

La manœuvre suisse avait pleinement réussi, et le député de la vente du 45^e put se livrer à de tristes réflexions sur le danger de ne point observer les principes que l'on s'efforce d'inculquer à autrui. — De fait, la conspiration était privée de son chef, et cela au moment même où le mouvement de Saumur allait se déclencher, où l'on attendait le signal de la révolte.

D'ORLÉANS, le régiment poursuit sa route par Beaugency, Blois; et à chaque étape, Bories restait détenu à la garde du camp : impossible de communiquer librement avec ses amis, de savoir ce qui se passait, de recevoir les instructions de la vente de Paris. Il souffrait de ses blessures, mais plus encore de cet échec absurde dont il était le seul responsable : que n'avait-il obéi à ce Suisse et bu ce damné verre de bière? Pour une vétille, pour un instant d'impatience, tout était compromis et peut-être irrémédiablement.

Pourtant il gardait un espoir. Il y avait au 45^e un ancien officier de l'Empire, le capitaine Massias qui, aux yeux des

royalistes, passait pour un franc libéral; le colonel de Toustain se défiait de lui et l'avait, dès l'arrivée du régiment à Paris, signalé à la police militaire comme éminemment suspect. Massias cependant ne donnait guère prise sur lui; ses propos n'avaient rien de subversif et ses chefs ne trouvaient guère à lui reprocher que de fréquenter les maisons de jeu. Mais Bories avait entendu parler de lui à la vente Washington et était persuadé que Massias appartenait au carbonarisme; si ce bon cousin acceptait de prendre sa place, de recevoir les ordres de Paris et de les lui communiquer, tout pouvait être réparé.

A Amboise, où le régiment vint coucher, Bories réussit à avoir avec Lefèvre un entretien secret : « C'est par Sainte-Maure, lui dit-il, que doivent venir les nouvelles de la tentative de Saumur; je ne peux aller les chercher, tu me remplaceras. Viens me trouver dès notre arrivée à Tours. »

Lefèvre fut exact au rendez-vous, reçut des moitiés de cartes découpées et, suivant les indications de son chef, se rendit à une maison de campagne située sur la route de Sainte-Maure; mais là nul émissaire de Paris ou de Saumur n'avait paru, et le consciencieux Lefèvre revint à Tours pour rendre compte de l'insuccès de sa démarche. Bories résolut alors de joindre Massias coûte que coûte, afin de savoir si quelque nouvelle était arrivée; à une heure du matin, il parvint à s'échapper du corps de garde et, en compagnie de Goubin, partit à la recherche du capitaine. Celui-ci ne se trouvait pas à son logement... Les deux sous-officiers, après avoir erré dans les rues de Tours, finirent par le rencontrer vers quatre heures du matin; Bories lui parla en particulier et revint dire à Goubin qu'à l'étape de Sainte-Maure on saurait à quoi s'en tenir. Massias s'était-il déclaré? Consentait-il à s'associer à la conspiration? Bories resta muet sur ce point.

Enfin le régiment arriva à Sainte-Maure, sur la route de poste qui relie Tours à Châtellerault. Ce fut la grande attente, l'instant décisif. Bories, inquiet, surveillé de plus près, ne put s'évader; mais, par bonheur, le brave Lefèvre, que les échecs ne décourageaient point, était là; appelé par « le député » auquel il avait donné toute sa confiance, il alla prendre ses ordres : Bories lui remit la moitié d'un foulard de couleur qui devait servir de signe de reconnaissance et lui commanda de se rendre à un certain endroit, sur la route de Chinon, où il

rencontrerait un bourgeois déguisé en paysan; celui-ci le conduirait jusqu'à une maison de campagne, et là on l'informerait des dernières instructions de la vente.

Docile, Lefèvre, après l'appel du soir, s'esquiva du cantonnement. Il faisait nuit noire. Sur la route de Chinon, il rencontra un paysan tenant en main deux chevaux de selle; Lefèvre déploya la moitié du foulard, le pseudo-paysan montra l'autre et, sans mot dire, tendit à Lefèvre une blouse dont celui-ci s'affubla; puis chacun se mit en selle et l'on partit.

Pendant près de deux heures, ils suivirent des routes, des routes, sans échanger une parole. A la fin, Lefèvre excédé, éreinté, — il n'était point cavalier et avait fourni une longue étape dans la journée, — s'écria : « Savez-vous, camarade, que j'ai déjà avalé mes dix lieues à pied aujourd'hui ? Le trot de ce cheval me fatigue horriblement. — J'en suis bien fâché », répondit sèchement l'autre sans ralentir l'allure.

On était vraiment rude dans la Charbonnerie, mais le fusilier-chansonnier Lefèvre était un homme patient. Enfin son conducteur s'arrêta devant une maison isolée, une maison bourgeoise et de belle apparence, mit pied à terre et sonna à une grille... Lefèvre, endolori, descendit à son tour de cheval et demanda, en guise de représaille, quelle était la distance parcourue ? — « Six lieues. »

La grille s'ouvrit, et l'envoyé de Bories fut introduit dans un petit salon éclairé d'une seule bougie; peu après, parut un jeune homme grand et maigre, au visage émacié, mais rehaussé d'un long nez aquilin, aux moustaches noires et aux cheveux clairsemés, qui, malgré ses habits bourgeois, avait une allure militaire... Mots de passe, signes rituels; on se reconnut, et le jeune homme apprit à Lefèvre que, pour des raisons impérieuses et à la suite de circonstances imprévues, le mouvement de Saumur était retardé, mais qu'il fallait se tenir prêt sans attirer l'attention par aucune imprudence.

Le conseil venait trop tard, mais Lefèvre garda cette observation pour lui, et, toujours accompagné de son muet conducteur, il reprit le chemin de Sainte-Maure où il arriva, harassé, perclus, vers trois heures du matin...

Le jeune homme que Lefèvre venait de voir était un sous-lieutenant de l'École de cavalerie compromis dans la première

conspiration de Saumur, le sous-lieutenant Delon. Il avait pu s'échapper à temps et la police le cherchait dans le Midi.

QUAND Lefèvre rapporta à Bories les renseignements qu'on lui avait donnés, celui-ci ne fut pas surpris. La nuit même où Lefèvre chevauchait, le malheureux, sur la route de Sainte-Maure, Goubin était allé voir le capitaine Massias dans la chambre qu'il occupait et lui avait demandé : « Y a-t-il quelque chose de nouveau ? — Je n'ai rien reçu, mais j'attends tous les jours de Paris une estafette », répondit le capitaine d'un air presque indifférent. « C'est fort extraordinaire ! » observa Goubin qui, entendant du bruit dans le couloir, s'éloigna...

Décidément, l'affaire était remise ; et Bories, auquel on laissait un peu de liberté, en profita pour essayer de recruter de nouveaux affiliés, particulièrement le sergent-major Choulet, qui jusqu'alors était resté réfractaire à toute sollicitation ; il mit à cette conquête une sorte de point d'honneur, revint sans cesse à la charge, entassant les arguments : indépendance, gloire, avancement ! Choulet laissait dire, mais ne se rendait point, si bien qu'un jour Bories, exaspéré, s'écria : « Quel diable d'homme êtes-vous donc ? Si tout le monde était comme vous, on ne ferait jamais rien. » Le diable d'homme était tout simplement l'espion du colonel de Toustain et le tenait au courant de « l'esprit du régiment ».

A Poitiers, Bories commit une autre imprudence. Par faveur spéciale, il logea ce soir-là, non au corps de garde, mais chez un particulier, un ancien officier qui le reçut à merveille ; il se crut chez des amis, et comme il n'avait pu depuis longtemps exprimer librement sa pensée, il se débonda. Ce n'était plus le rigide Bories des anciens jours ; bavard, confiant, éloquent même, il raconta sa vie, ses espoirs, ses déconvenues, ne cacha point sa haine des Bourbons. L'ancien officier faisait chorus ; et Bories encouragé repartait de plus belle, son exaltation croissait à mesure qu'il parlait ; et afin de prouver qu'il n'inventait pas des histoires, il exposa par le menu « ses moyens d'action », alla même jusqu'à montrer triomphalement une bourse remplie d'or... Bientôt son hôte n'ignora presque plus rien de la conspiration, et tout en attribuant au délire les propos extravagants de Bories, il les rap-

porta au général de Malartic qui commandait le département.

Cependant, à mesure que les jours passaient, le zèle de certains affiliés commençait à fléchir. Les « protecteurs » ne paraissaient point ; à Sainte-Maure, où le signal du « chambarde-ment » aurait dû être donné, personne n'avait bougé... tout cela semblait louche ; et après réflexion, trois bons cousins, les sergents Cochet, Labourée et Perreton décidèrent de se séparer « de Bories et de sa clique ». A Saint-Maixent, Labourée alla trouver « le député », et sans fard, en son nom et au nom de ses deux camarades, lui signifia de n'avoir plus à compter sur eux : « Nous ne sommes plus des tiens, car tu nous as trompés. » Bories essaya de le raisonner, lui donna vingt-quatre heures pour réfléchir, à quoi Labourée répondit que ses réflexions étaient toutes faites. « Vous êtes des lâches, indignes du nom de Français, s'écria Bories, rentrez dans la classe d'où vous sortez ! »

Ainsi la vente s'émiettait, mais quoi ! ceux qui portaient n'étaient point des convaincus, et leur défection ne portait pas préjudice à la cause ; peut-être même fallait-il s'en féliciter. Il restait, Dieu merci, des fidèles inaccessibles, ceux-là, à la peur et qui tiendraient jusqu'au bout. On le vit bien à Niort, une des dernières étapes avant La Rochelle.

Ce jour-là, Goubin et Raoulx furent logés chez un marchand chamoiseur, — un artisan dont le métier consiste à préparer et à assouplir les peaux, — qui les accueillit avec cordialité et les invita à souper ainsi que Pommier. Le chamoiseur, nommé Garaud, était un bon compagnon ; on but, on bavarda ; et comme le repas finissait, un bourgeois entra. Celui-ci se mit aussitôt à parler politique et assura que, dans peu de temps, les soldats « seraient commandés pour faire feu sur les bourgeois ». Là-dessus Goubin et ses camarades se récrièrent, jurant que jamais ils ne tireraient sur leurs compatriotes ; alors avec prudence le bourgeois demanda : « Fréquentez-vous des sociétés ? » Il y eut un silence ; enfin Raoulx répondit : « Oui. » Le bourgeois fit certains signes que le sergent répéta. La glace fut brisée : on était entre carbonari.

Ravi de cette bonne fortune, Garaud proposa de terminer la soirée chez Bellegarde ; cet ancien officier, chevalier de la Liberté et carbonaro de la première heure, était patron d'un café qui servait de rendez-vous aux libéraux de l'endroit et que,

pour cette raison, on avait interdit à la troupe. Mais, dans la bonne petite ville de Niort, la police n'était pas très active; et sans être inquiétés, Goubin et ses amis purent suivre leur hôte.

Ce fut une belle réunion qui débuta en gaité. Le petit Raoulx chanta :

C'est l'Amour qui fait tout le monde
A la ronde !

et, sur le même air, Bellegarde répondit par une chanson moins innocente :

Il n'est de plus plaisant que de chanter le roi...

Puis on en vint aux questions sérieuses; et chacun, les coudes sur la table, un verre devant soi, écouta Bellegarde. L'ancien officier raconta qu'il était président de la vente de Niort, que la ville comptait bien 800 charbonniers et qu'il y en avait d'autres non encore initiés, mais qui ne demandaient qu'à l'être; pour sa part, il venait de recruter un marchand ambulant, un amidonnier et un médecin des environs... L'insurrection est proche, ajouta-t-il, les bons cousins de Niort et de La Rochelle disposent de plusieurs millions pour « faire commencer », et à quatre lieues d'ici, deux pièces de canon et des armes sont cachées; le département des Deux-Sèvres tout entier s'apprête; et la gendarmerie, composée en majeure partie de carbonari, ne s'opposera pas sérieusement au mouvement. D'un instant à l'autre, le général Berlon va déclencher la révolte, soit à Thouars, soit à Saumur, et l'on n'attend que l'arrivée du 43^e à La Rochelle pour donner le signal; alors on marchera sur Paris qui se soulèvera, les Bourbons seront chassés... « Que je me coupe la tête si cela passe dix jours ! » conclut Bellegarde.

On choqua les verres, on porta des toasts; et, à onze heures et demie, quand Goubin, Pommier et Raoulx s'en allèrent, ils trouvaient la vie belle.

Au commencement de février, le général Despinois, qui commandait à Nantes la division militaire, était averti qu'un complot se préparait dans le 43^e régiment de ligne. Il ordonna aussitôt l'arrestation de plusieurs officiers qui lui avaient été dénoncés, mais ceux-ci s'échappèrent et l'on ne mit la main que sur des comparses.

Despinois, ardent bonapartiste, puis royaliste fougueux, s'était distingué en 1815 par sa violence contre le maréchal Ney, ce qui lui avait valu le titre de comte; depuis, il ne manquait pas une occasion de donner aux Bourbons des marques de sa reconnaissance et ne dédaignait point dans sa ferveur de descendre au rôle de policier qu'il avait, disait-on, déjà joué sous l'Empire. Le 6 février, il rendit compte des événements au duc de Bellune, ministre de la Guerre : le plan d'opération des conspirateurs, écrivait-il, embrasse non seulement Nantes, mais la plupart des villes et des départements de l'Ouest, qui sont travaillés par les agents du « Comité directeur »; ceux-ci usent de tous les moyens : « suggestions perfides, excitations à la trahison et à la révolte, embauchage de militaires et d'habitants ». Mais, ajoutait le général, « leur principal moyen, leur espérance favorite, c'est d'agir sur la troupe et de l'entraîner à la défection, non en s'attaquant aux masses, mais en attirant et en corrompant les individus. C'est ainsi qu'ils ont agi à Saumur, à Belfort, à Nantes et qu'ils opéreront dans toutes les villes de garnison ».

En écrivant cela, Despinois faisait preuve de clairvoyance : Flotard, le délégué du Comité directeur dans l'Ouest, se trouvait précisément à Nantes au commencement de février et venait de partir pour la Vendée aussitôt après la découverte du complot. Pourtant le général affirmait ce dont il n'était pas encore sûr, car les quelques sous-officiers et civils arrêtés n'avaient rien et protestaient contre les dépositions de ceux qui les avaient dénoncés. La situation restait obscure.

Or, à ce moment même, Despinois reçut du général de Malartic un rapport faisant connaître les propos tenus à Poitiers par un sergent-major du 43^e régiment nommé Bories et les confidences faites par le même Bories à un de ses camarades, le sergent Choulet.

Ce fut un trait de lumière : la clef de la conspiration, il ne fallait point la chercher à Nantes, mais à La Rochelle où le 43^e allait arriver.

J. LUCAS-DUBRETON.

(A suivre.)

ÉTAPES AFRICAINES

EN A. O. F.

UN BOND DANS LE TEMPS

A l'heure présente, un voyage à travers l'Afrique occidentale n'est plus une exploration, mais une simple randonnée de plusieurs milliers de kilomètres en chemin de fer, et surtout en automobile. Il y a vingt ans, il fallait cinquante jours pour traverser à cheval ce pays avec des porteurs pour les bagages ou des bêtes de bât; on le franchit aujourd'hui en quatre jours et très confortablement. On use d'un magnifique réseau de routes, grâce auquel j'ai pu revoir et parcourir plusieurs contrées vastes comme la France, à la vitesse moyenne de 60 kilomètres à l'heure. Routes de 4 et 6 mètres, taillées dans la forêt, alignées dans la savane, qui franchissent les ruisseaux, les rivières et les fleuves au moyen de ponts et de bacs; routes si droites que les Noirs qui les construisirent, — et dont les sentiers, même en plaine, sont tortueux, — prétendaient que « ça leur donnait le vertige ». Partout où passe la route, le camion gronde, supprime le portage payé ou commandé. Il supprime même la marche à pied à quoi excellent les Noirs de l'Afrique occidentale. Les récoltes sont achetées beaucoup plus cher qu'à l'époque où la tonne était portée à tête d'homme à un prix onéreux et, — ce qui importe tout autant, — elles sont entièrement évacuées, quel que soit leur éloignement.

Sur ces routes des gîtes d'étape sont installés tous les 25 kilomètres; on trouve des hôtels dans les chefs-lieux, un peu partout l'hospitalité très large des colons et des administrateurs. Ce que le pittoresque perd, — et le mystère, — est regagné en commodité. Un tel voyage n'est donc plus un exploit, et il ne

reste guère à découvrir en Afrique occidentale que le sous-sol et les âmes.

Ces hommes noirs que j'avais beaucoup fréquentés il y a quinze ans et que j'avais accompagnés en France pendant la guerre, une très belle occasion m'a été donnée de les revoir, de sonder à nouveau leur cœur. Ce fut le voyage de M. Maginot, ministre des Colonies, en Afrique occidentale, où il vient d'inaugurer le monument aux Morts africains de la guerre, à Dakar, et le canal de Sotouba au Soudan. Visite rapide, mais fructueuse, à laquelle furent invités des représentants du Parlement et de la presse.

Les transformations qui se sont opérées chez les Noirs d'Afrique occidentale en quinze ans, sont incroyables. Le voyage en Europe, la guerre, les perturbations de la monnaie y ont contribué; mais, ici encore, c'est l'automobile qui a imposé son régime. Les Noirs n'ont pas échappé à l'attrait de la vitesse: « Le monde a voyagé », disent-ils pour exprimer les changements d'existence, d'habitudes, de situations.

Quinze ans, c'est peu dans la vie d'une nation civilisée. Or, en cette courte période, l'automobile a bousculé les temps anciens, le moyen âge, et même les temps modernes de l'Afrique. Des chefs Sénoufos qui envoyaient des coups de fusil et des flèches aux tirailleurs du capitaine Gouraud, sont venus à notre rencontre en camions Delahaye avec leur cour et leurs griots, leurs femmes et leurs fanfares, — trombones, cornets à piston, bassons et flûtes. Quant aux Sénégalais, blasés sur le chemin de fer déjà vieux de quarante ans, ils vident leurs économies dans la sacoche du chauffeur noir qui conduit un autocar ou une automobile de place.

Et voilà bien le nouveau pittoresque africain. Celui de 1900 est mort, celui de Pierre Loti oublié: le mystère fuit. Les sorciers n'inspirent de crainte que dans les pays pauvres, et le pouvoir des marabouts tend à être supplanté par celui des chauffeurs de camions. Les bougies et les soupapes ont plus d'importance que les amulettes, et la trace des pneumatiques sur une route a autrement de prestige que celle d'une cavalerie royale.

— Le monde s'est déplacé! me répète l'homme d'autrefois.

Je sens bien que je heurte certaines idées courantes en matière d'exotisme, ayant moi-même subi le mysticisme du mer-

veilleux et ses exigences. Mais aujourd'hui, c'est nous qui détenons le merveilleux. Nous en prenons le monopole et, si nous savons en faire usage, nous avons toutes les chances de faire pencher la balance en notre entière faveur, sans violences, par persuasion, comme nous avons toutes facilités d'imposer à ces peuples le régime de prospérité que nous leur devons.

Ici, un avertissement au lecteur. Il est bien entendu que je n'ai visité que quatre grands pays de l'Afrique occidentale : le Sénégal et la Guinée, le Soudan et la Côte d'Ivoire. Rien de ce que je dirai ici ne saurait donc s'appliquer au Dahomey ni au Cameroun et, à plus forte raison, au Congo.

Même dans l'Afrique occidentale, grande comme l'Europe, les mœurs et les langages diffèrent d'un pays à l'autre, avec les races, le pigment de la peau et l'angle facial. On ne saurait donc trop éviter d'appliquer à des animistes les procédés qui conviennent aux sujets islamisés, et aux gens de la savane les habitudes des hommes qui vivent à l'ombre des forêts; pas plus que les erreurs pratiquées à l'est ou au nord ne doivent grever l'ouest ou le sud.

Les nations civilisées à grand territoire ont bien compris qu'il ne fallait pas généraliser sans précaution. États-Unis et Brésil ont des lois fédérales qui s'étendent sur l'ensemble de la population, mais chaque État possède, en outre, des lois « d'État » qui régissent les citoyens de son territoire. La France et ses colonies ne sont pas autre chose que les États-Unis français.

AU SÉNÉGAL

Les plus hauts sommets du Sénégal apparaissent en arrivant à Dakar : 150 mètres. Le reste du pays est presque plat. Quelques pluies annuelles en fécondent le sable au point de nourrir 1 500 000 des plus beaux Noirs de l'Afrique. Tous les cent pas, un kadde, un baobab, d'une sobriété exemplaire, jalonne les espaces à peine ombrés par une broussaille modeste. On joue peu de la hache pour préparer les cultures. En bordure de l'Atlantique, d'autres arbres, amateurs d'eau saumâtre, forment une frange sombre et unie sans points de repère.

Les Noirs d'ici sont très noirs, solides, dessinés par un antique sculpteur de bas-reliefs égyptiens. Commerçants plutôt

que guerriers, leurs ancêtres accueillaient les navigateurs portugais avec une parfaite aménité. En 1910, les formes de l'accueil n'avaient guère changé; seulement, le commerce à base monétaire avait depuis longtemps remplacé le troc. La vie était patriarcale, les relations entre Blancs et Noirs demeuraient fort correctes. La mode, chez les Blancs, était de parler le oulof. Elle est passée chez les Noirs de parler le français. Une langue intermédiaire se répandra, — et commence même à être usitée, — qui ne manquera pas de pittoresque.

Le commerce n'est pas autre que celui de nos campagnes. Quant aux cultures, très simplifiées, faites à la main avec un instrument qui permet de ne pas se courber, elles portent sur deux produits: le mil pour la nourriture, l'arachide pour la vente. Ces cultures n'obligent l'homme à travailler que trois mois par an. Les autres mois se passent en voyages, en visites, en réjouissances, et surtout en palabres interminables dans la langue la plus complète et la plus surprenante de l'Afrique noire.

Dakar. — Dakar est un poing mollement tendu en plein Océan. Basalte et latérite. Du creux de la main l'île de Gorée s'est échappée. Les doigts recourbés abritent le port. Anglais ou américain, Dakar serait un des plus puissants ports de l'Atlantique. Sur les quais trop réduits, sur les aires dépassées par le trafic, s'amoncellent des sacs et des caisses, s'élèvent des montagnes d'arachides. Tout est au grand air: la pluie donne huit mois de répit. Entre les caisses, les sacs et les arachides, circulent des wagons, des automobiles, des Noirs qui cherchent du travail, des Blancs curieux et qui attendent les passagers.

Au centre, la marine a pris les bons emplacements pour armer deux avisos sexagénaires. A l'ancre, des cargos, des paquebots, des bateaux-réservoirs. Les treillis métalliques des chalands du charbonnage encombrant le ciel et servent de perchoir aux aigles de mer. Des pirogues de pêche à voile carrée, se glissent joyeusement entre les masses noires ou grises; et les cotres armés de cinq matelots de bronze, pareils aux barques des Vikings, capables de périples indéfinis, amènent sans cesse et de fort loin le trafic du littoral.

Le bruit des treuils à vapeur domine, ainsi que la rumeur des

chaines. Les Blancs s'agitent. Les Noirs sont impassibles sous leurs haillons ou leurs riches vêtements flottants. Ce sont des gens du nord de l'Équateur et non des méridionaux. Il en est qui me reconnaissent, depuis quinze ans qu'ils ne m'ont pas vu, sans surprise apparente. « As-tu passé la nuit en paix ? »



ITINÉRAIRE DE DAKAR À CONAKRY

me demandent-ils simplement à ma descente matinale du bateau. Les moins discrets me disent : « Te voici revenu !... Vas-tu aller chez les sauvages ?... » Et c'est tout. (Les sauvages, pour eux, sont les autres Noirs du sud et de l'est.)

Le vent agite les tissus blancs et bleus, les soieries des femmes. Les autos soulèvent la poussière rouge, les maçons bâtissent, les camions pétaradent, les charrettes grincent, les

aiglons exercent leurs rapines. Et les monuments de brique et de fausse pierre, les banques, les maisons de commerce et les hôtels, échelonnés sur la pente qui monte au plateau, regardent de tous leurs yeux rectangulaires le mouvement du port qui les fit naître et les enrichit. Ils regardent aussi les collines d'arachides grandir à vue d'œil. Culture centenaire. C'est toujours uniquement l'arachide qui donne au Sénégal l'argent nécessaire pour payer l'impôt, se vêtir et se procurer les objets qui dépassent les besoins immédiats de la vie.

Il est bon de savoir une fois pour toutes que l'indigène reçoit régulièrement pour *un quintal d'arachides* le prix payé à un paysan pour *un hectolitre de blé*.

La production de cette graine oléagineuse qui n'était que de 127 000 tonnes il y a vingt-cinq ans, et de 213 000 tonnes au moment de la guerre, atteint et dépasse le chiffre de 400 000 tonnes. Elle a suivi l'avance du rail, qui souvent ne devait être que stratégique et qui toujours est entré automatiquement dans l'outillage économique. Les récoltes ont également suivi le progrès de l'automobile.

Les morts et les vivants. — Au cours de la guerre, plus de 140 000 Noirs africains sont venus se battre sous nos drapeaux. Grand a été leur sacrifice : il fut parfois très noble. Je me souviendrai toujours de la rencontre que je fis sur la route qui va de La Teste au Camp du Courneau, près d'Arcachon, au printemps de 1916. J'allais troquer ma tenue d'infanterie coloniale contre la tenue kaki des tirailleurs Soudanais et Sénégalais. Sur la route venait une compagnie de ces Noirs qui partaient pour le front. L'un d'eux me reconnut et me salua. C'était un jeune charpentier de navires qui avait travaillé pour mon compte : « Que fais-tu ici ? lui demandai-je en plaisantant. — *Gisn'ga dé, noun itam nounga def sounou* devoir ! » me répondit-il en oulof et avec le sourire. « Tu le vois, en vérité, nous aussi, nous faisons notre *devoir*. » Je ne cite jamais les langues indigènes, la langue française étant toujours capable de les traduire ; mais je ne puis pas éviter de montrer que le mot *devoir* n'existe pas en oulof. Je ne l'avais jamais entendu de la bouche des Noirs, et j'en fus fortement frappé.

Vingt-cinq mille d'entre eux furent tués, un grand nombre

blessés. Il fallait garder la mémoire de ces sacrifiés pour que l'exemple des héros, conscients ou inconscients, servit aux générations à venir. Les morts africains de la guerre ont été honorés à Dakar. Le ministre a inauguré le monument élevé dans le square de la place Protêt, à l'entrée d'un jardin charmant fréquenté par les bébés blancs et leurs nourrices noires, par quelques sans-travail et des vieillards sentencieux.

A gauche, la nouvelle Chambre de commerce, véritable palais que va inaugurer M. André Maginot.

Les Noirs, en passant devant le monument très officiel, où le soldat nègre, en marbre blanc, donne la main au soldat français, se disent entre eux :

— Sans nous, ils n'auraient pas gagné la guerre !

Ils ne sont pas les seuls à tenir ce langage. Qu'importe ! Quant aux morts, personne ici ne songe à les plaindre. « Un mort n'est jamais qu'un mort qui ne mourra plus de nouveau ! » Les regrets ne vont pas plus loin. Jamais au cours de ces étapes, je n'entendis parler de la guerre autrement que dans les discours officiels. Sauf par des Baoulés de la Côte d'Ivoire qui avaient servi dans le même bataillon que moi et qui me reconurent.

En revanche, les Noirs du Sénégal prétendent que « penser aux morts, c'est bien, mais que s'occuper des vivants, c'est mieux ». Leur désir est satisfait. On nettoie la ville. Partout des équipes comblent les poches où l'eau d'hivernage attire les moustiques, colporteurs de fièvre jaune, détruisent les logis insalubres. On a sorti de Dakar des milliers de tonnes d'immondices, de détritrus. Noirs et Blancs ne doivent plus stupidement mourir des épidémies que les Américains ont supprimées à Cuba et à Rio de Janeiro.

Plus bas, c'est le port que l'on double de surface. La longueur des quais sera triplée. Les engins mécaniques de manutention ont beaucoup augmenté avec le salaire des dockers noirs qui sont payés vingt-cinq francs par jour. On construit le nouveau port des arachides qui doublera le port de Dakar. Les blocs s'alignent sur les terre-pleins : armée massive, régulière et blanche, dont les unités attendent leur tour d'immersion. Tout cela produit un effet de travail, de solidité, de durée.

Le Ouolof de Dakar, de son côté, s'est adapté à la vie mo-

derne. Il cultive les légumes d'Europe, il ravitaillie la ville et la rade en légumes frais. Et cela, neuf mois sur douze. L'eau manquait : en cherchant bien, on a trouvé d'autres points d'eau douce proches de la ville. De toutes parts, sur le plateau, dans la ville basse, les villas se sont ajoutées aux villas, les magasins aux magasins; et les Noirs eux-mêmes ont bâti en dur, couvert de tuiles leurs nouvelles habitations. (Le Sénégal possède les meilleurs maçons de la côte d'Afrique : vieille tradition léguée par les Portugais dont les méthodes nous doivent quelque perfection.) La ville a triplé en vingt ans; le mètre carré de terrain que l'on achetait dix sous en 1908 vaut deux et trois cents francs.

On a beaucoup travaillé à Dakar, mais comme toujours sans argent et par petits paquets. Cependant, Dakar pourra bientôt livrer rapidement aux navires les récoltes de l'intérieur qui seront accrues par une bonne et saine politique économique. Grâce au programme financier que M. le Gouverneur général Carde met au point, Dakar présentera au monde, dans quelques années, une façade honorable sur l'Atlantique. Cette façade n'offre au passager qui vient d'Amérique, qu'un aspect bien déformé du vrai visage de la colonie, mais elle donnera une idée de notre puissance coloniale.

Cependant, on ne peut s'empêcher de ressentir quelque amertume, quand on constate que, sur nos côtes de France, des millions sont dépensés dans le moindre petit coin, afin d'abriter pour l'éternité quelques barques de pêche ou un courrier électoral, alors que des ports coloniaux, qui trafiquent d'énormes tonnages, en sont réduits à des moyens précaires et n'usent que du provisoire. Les ports coloniaux ne sont évidemment pas des ports d'électeurs, mais ils sont les prolongements de nos grands ports français. Dakar, Saïgon et bientôt Pointe-Noire, font suite à Marseille, Bordeaux et Le Havre. Enfin, l'outillage moderne des colonies et de l'Afrique occidentale en particulier, permet de payer plus cher à l'indigène ses récoltes, de les évacuer à temps; en un mot, il contribue à enrichir l'indigène. Et c'est à cela surtout, avec l'éducation des peuples qui nous sont confiés, que nous devons tendre. Nous le devons encore bien mieux aux pères, aux frères et aux fils de ceux qui sont tombés pour nous, pour la défense de notre territoire. Ici plus que partout, contre les ignorants de toute

nature et les détracteurs à la solde de l'étranger ou d'un parti, contre les apathiques et les insoucians qui sont la masse, les morts doivent venir à l'aide des vivants.

AU SOUDAN

Le rendez-vous était à Bamako, capitale du Soudan, où le ministre des Colonies, M. André Maginot, inaugurait un barrage sur le Niger et le canal d'irrigation de Sotouba : Bamako, avec ses massifs géométriques de cases cubiques en terre grise et mouchetées d'arbres sombres, ses boutiques à étage et ses magasins en béton armé qui bordent les larges avenues, avec ses instituts, sa T. S. F. et ses écoles ; Bamako, étalé sur la rive du grand fleuve célèbre et surveillée par le palais du gouvernement perché à deux cents mètres de hauteur sur une roche rouge, domine les travaux.

On y accède par une voie ferrée de 1 200 kilomètres qui vient directement de Dakar avec des wagons-lits et des wagons-restaurants. On y accède aussi par la Côte d'Ivoire, au sud-est, en trois étapes de 500 kilomètres que l'automobile franchit aisément sur de bonnes routes à travers des peuplades diverses, dont celle des Bobos qui ne cachent rien, hommes et femmes, de leur splendide nudité.

Territoire peu accidenté qui couvrirait deux fois la France, le Soudan est, pour majeure partie, formé de cette terre ocre rouge où affleurent des pierres et du gravier de couleur noire et jaune. La végétation, maigre et clairsemée en saison sèche, s'enrichit dans les vallées où des cours d'eau retiennent un peu de fraîcheur. Seuls le Niger et ses grands affluents gardent leur prestige sous le ciel gris de plomb, sous le soleil qui écrase les hommes, les bêtes et les plantes.

En hivernage, ce pays qui paraît désolé se couvre de verdure ; on voit moins les cailloux sur les hauteurs, les bas-fonds regorgent d'eau, l'air devient limpide, le bétail engraisse, et les hommes peuvent se nourrir à leur faim.

L'ère de fertilité est très brève parmi le caillou rouge, jaune ou noir ; plus longue dans la terre des vallées. Cependant, chose surprenante, l'indigène habite plus volontiers les pierres que le limon. La vallée du Niger, ce Nil français, est presque vide

Il n'en a pas toujours été ainsi. Le lit majeur du fleuve, en amont et surtout en aval de Bamako, les plaines d'alluvions, ont été tellement peuplées au *xvi^e* et au *xvii^e* siècle que l'on pouvait compter, de Kouroussa à Sansanding, plus de sept mille agglomérations. Encore au *xviii^e* siècle, un ordre parti de Kangaba, la capitale, ne touchait pas terre, mais se criait de village en village jusqu'aux limites du pays. Il y eut, le long de ces rives fertiles, des empires tels que celui des Mandingues, capables d'administrer plusieurs millions d'hommes, de lever et d'entretenir une armée de 80 000 guerriers. Il y eut des rois et des empereurs qu'entouraient des ministres, qui trônaient au milieu de cours bien organisées, et dont la dynastie, encore représentée par un chef indigène et un lieutenant de l'armée française, ne s'est jamais éteinte depuis treize siècles.

Ces empires qui occupaient la vallée du Niger, qui s'y nourrissaient, que sont-ils devenus ? Appauvris par la mévente de l'or sur le marché de Tombouctou (après la découverte de l'Amérique), les rois et les empereurs ont vu fléchir leur pouvoir ; attaqués par les envahisseurs venus du Nord désertique, de l'Ouest troublé et de l'Est montagneux, les peuples se sont désagrégés. Au cours du *xix^e* siècle, des chefs de bandes redoutables, tels que Samory Touré, Amadou Lamine, El Hadj Omar, délaissant les déserts, les montagnes, les pays vides, s'arrachèrent cette riche vallée. Périodiquement persécutés, pillés, réduits en esclavage, les habitants de ces nombreux villages ne purent s'accoutumer aux mauvais traitements, aux cruelles fantaisies des terribles aventuriers : ils s'enfuirent dans les montagnes où ils s'installèrent dans des terres arides, des terres sèches et pierreuses, qui ne reçoivent que l'eau des pluies d'hivernage et ne livrent qu'une maigre nourriture à ceux qui les travaillent.

C'est ainsi que les libérateurs français, les Gallieni, les Joffre, les Archinard, les Gouraud, trouvèrent l'indigène du Soudan confiant dans sa pauvreté pour ne plus tenter la cupidité des envahisseurs. Il est resté à peu près dans le même état, à l'écart des terres profondes, plates et faciles à cultiver mécaniquement, comme s'il redoutait d'abondantes récoltes capables de tenter une force armée.

Le Malinké domine de Kayes à Sikasso, et de Kouroussa à Sansanding. Nombreux sont ses cousins, descendants de

l'empire fameux. Bamako, à mi-chemin des montagnes du sud et des plaines du nord larges et inondées, sert de capitale avec Bambaras, Kharsonkés, Mandingues, et d'autres encore. Les Peulhs du Macina et les troglodytes de l'est, les Sonrhayes de Gao et les Touaregs de Tombouctou en dépendent.

C'est pour ramener ces peuples dispersés dans la grande vallée que le barrage et le canal de Sotouba ont été construits, et c'est pour marquer l'avènement d'une politique nouvelle que le ministre des Colonies est allé inaugurer ces travaux.

Le canal de Sotouba dérive du Niger presque en face de Bamako, avant les rapides du même nom, et s'enfonce dans la campagne en aval du fleuve. Long de 25 kilomètres, il est surtout un canal d'expérimentation. Exécutés de 1926 à 1928, les travaux ont coûté 18 500 000 francs, après avoir été estimés à 15 millions en 1923. Conçus par M. l'ingénieur Bélime, chef du service hydraulique de l'A. O. F., ils furent conduits par M. le colonel Doizelet, M. Terrasson de Fougères étant gouverneur du Soudan. La mortalité sur les chantiers a été de 1,6 pour 100, pourcentage très inférieur à la mortalité courante dans le pays.

L'œuvre fait honneur à tous ses artisans, quelle qu'y ait été leur part. Mais elle n'est encore qu'une démonstration qui permettra d'aborder en toute confiance le grand problème de l'irrigation de la moyenne vallée du Niger, de la partie comprise entre Bamako et Tombouctou, que l'on appelle le « Delta intérieur » du Niger. Ce delta est une plaine d'alluvions dans laquelle le fleuve, canalisé jusque là par des collines, hésite sur le chemin à suivre. Cette tendance qu'a le Niger à se disperser ne date pas d'aujourd'hui. Il lui est même arrivé, au moyen âge, de quitter son lit et de s'en aller à droite, asséchant sur sa gauche des plaines riches, provoquant ainsi la disparition de royaumes qui furent célèbres dans les annales du Soudan. Le résultat à obtenir par des barrages successifs à Sansanding et dans la région lacustre est celui-ci : la mise en valeur intensive d'une superficie d'un million d'hectares, dont un tiers favorable à la culture du riz, et le reste destiné au cotonnier; sans compter l'arachide, le mil, le manioc et les nombreuses cultures arborescentes ou vivrières connues, susceptibles d'être développées sur ces terres irriguées. L'élevage se ressentira naturellement de cette richesse régulière en eau et en verdure. Plus d'un mil-

lion d'humains de belle race pourront alors être fiers de vivre sous notre tutelle, puisqu'ils seront riches et qu'ils auront quitté cet état précaire, voisin de la gêne, qui caractérise trop souvent dans ce pays l'existence des ruraux.

Le canal de Sotouba, qu'alimente le relèvement artificiel du plan d'eau du fleuve, est doté d'appareillages modernes. Ce n'est pas de ces travaux de pacotille dont la métropole prétend trop souvent que les colonies doivent se contenter, comme si l'on devait, d'un moment à l'autre, se séparer de ces terres lointaines en les vendant à une autre puissance. Il doit irriguer 5000 hectares à cultiver d'après les méthodes qui ont si bien réussi à la ferme de Niénébalé, tout près de là.

Cinq mille hectares, dira-t-on, c'est bien peu pour une dépense de 18 millions. Mais il faut tenir compte de l'effet produit par l'exemple d'une telle création : bien utilisé, il peut changer les méthodes indigènes surannées, amener une poussée économique de la contrée qui aboutira à l'enrichissement, au bien-être de l'indigène qui nous donne sa confiance. Une nation qui ne fait que recueillir l'impôt, payer ses administrateurs et protéger un maigre commerce colonial, n'est plus une grande nation. « Les nations ne sont grandes que par l'activité, disait Jules Ferry. Rayonner sans agir, c'est abdiquer. »

EN CÔTE D'IVOIRE

Sur les routes du Soudan oriental et de la Haute-Côte d'Ivoire, l'aiguille de l'indicateur de vitesse monte souvent à 95 kilomètres, parfois à 100 kilomètres. Pas besoin d'invoquer Vibilie, déesse des voyageurs égarés : les routes sont jalonnées de bornes en bois dur qui défient l'empire des termites dont les milliards de sujets creusent le sol de ces vastes régions.

Je ne saurais dire l'émotion intense éprouvée aussi à la vue des premières bornes en béton blanchi qui marquent notre avance à travers les savanes du nord de la Côte d'Ivoire : *Bouaké, 57 kilomètres, Bouaké 42 kilomètres...* Vieilles bornes de France, aucun légionnaire, aucun colon de Rome n'eut plus de joie à s'appuyer sur les bornes impériales, que je n'en eus à vous retrouver. Nulle part mieux qu'ici, je n'ai pu me rendre compte de la pérennité des méthodes latines de colonisation. C'est que l'homme qui a donné à la Côte d'Ivoire l'impulsion qui la fait

surnommer aujourd'hui la « Perle de l'A. O. F. », a toujours puisé ses directives dans les leçons d'un Gallieni et d'un Lyautey, — qui eussent été de fameux proconsuls dans la Rome antique.

La Côte d'Ivoire est faite de trois régions distinctes, faciles à délimiter : trois bandes presque parallèles de 500 kilomètres, courant de l'est à l'ouest. Au nord, la savane où les guerriers et les vaincus de Samory ont repris la vie normale, où les populations furent les premières à accepter notre tutelle. Au sud, en bordure de la mer, les peuples des lagunes, très noirs, divisés en tribus qui exploient le palmier, ombrage de leurs demi-savanes. Entre les deux, la forêt, épaisse de 300 kilomètres, et dont les fûts droits et blancs vont porter dans le ciel leur parure verte au-dessus de la racaille gesticulante de la forêt secondaire. Cette forêt est si dense, que les tornades les plus frénétiques n'arrivent à imprimer à sa masse qu'une lourde ondulation de pachyderme.

Il y a vingt ans, vivaient là une cinquantaine de tribus ayant leur langage et leurs coutumes propres, sans relations avec le monde extérieur. Pas de bétail, pas de cultures. Les bananes et les racines farineuses alimentaient ces sauvages. On ne travaillait point; on chassait le singe, la biche, l'éléphant et l'homme. Pour acheter le sel indispensable à la vie, l'alcool et les fusils qui entretenaient le vice et le virus de la guerre, on cueillait un peu de caoutchouc et de noix de kola que la forêt et la proche savane contiennent en abondance. On ne se vêtait même pas. Les sorciers attisaient les haines qui les faisaient vivre, et aussi les filles épileptiques qui, au sortir de leurs convulsions, prétendaient avoir parlé aux dieux. Comme les tribus ne se fréquentaient que pour se voler des femmes et des enfants et s'entretuer, les plus faibles d'entre elles voyaient leur natalité diminuer, leurs enfants devenir rachitiques parce que nés d'unions consanguines ou tarées. La sounoisserie était de règle à l'ombre des grands arbres, derrière les fourrés qui abritaient les agglomérations de trois ou quatre cases, fragments de villages séparés par les dissensions familiales. L'homme était pour l'homme une hyène. Et les dieux, pour rassurer ces fous, exigeaient des sacrifices humains... Il y a vingt ans de cela!

Or, de 1909 à 1913, un gouverneur, auquel M. André

Maginot vient de rendre un éclatant hommage public à l'inauguration du canal de Sotouba, M. Gabriel Angoulvant, réduisit les volontés et établit la paix définitive en brûlant 115 000 fusils. La forêt, restée jusque là impénétrable aux conquérants noirs, à Samory lui-même, fut percée de routes larges, au bord desquelles les villages durent se regrouper, s'aligner; ainsi, la surveillance politique et sanitaire en était facile. L'arbitrage des conflits fut soumis à des tribunaux. On ne levait plus le bâton sur la tête de personne; on ne faisait plus dérailler le chemin de fer, producteur de richesses.

Tout cela n'allait pas sans pleurs ni grincements de dents. Des commerçants se plaignirent qu'ils ne pourraient plus vendre de la poudre et des fusils!... Leurs doléances trouvèrent en France des oreilles attentives et émuës : les coloniaux de congrès s'en firent les échos.

Les faits ont donné raison à M. Angoulvant, soutenu d'ailleurs avec courage par son gouverneur général à Dakar, M. Merlaut-Ponty. Mais après avoir pacifié, regroupé les tribus, il fallait leur rendre en prospérité ce qu'on leur avait pris en « liberté d'être sauvages ». Le gouverneur, s'inspirant de l'exemple voisin de la Gold-Coast où les Anglais avaient admirablement réussi la culture du cacao (au point que cette colonie, de superficie égale à celle de la Côte d'Ivoire, fournit la moitié de la production mondiale), fit venir de cette contrée des graines de cacao et entreprit d'enrichir les populations qu'il venait de soumettre. Il n'était pas question de les nourrir : en une année, les cultures de manioc, d'ignames et de bananes qui font l'ordinaire de ces gens, furent développées très aisément (les villages, désormais aérés, s'étaient entourés d'une ceinture utile qui les garantissait de la faim); mais il fallait se vêtir, se mieux coucher, se mieux loger, en un mot se donner de l'aisance. Alors le gouvernement ordonna la culture du cacao, prévoyant avec sagesse que les temps du caoutchouc de cueillette étaient révolus.

C'était faire du nouveau, rompre avec la routine, tenter le sort. Les tribus, et leurs chefs en tête, opposèrent la force d'inertie. On ne comprenait guère l'utilité de planter des arbres, alors que la forêt en produisait toute seule, — et en quel nombre! On ne comprenait pas du tout la nécessité d'installer des pépinières et de mettre en terre des plants qui ne

rapporteraient que six ans après. Les Noirs connaissent l'année prochaine; les plus audacieux imaginent l'année suivante : le reste est dans la nuit des temps et dans la main de Dieu. Il fallut parfois briser les fauteurs de désordre verbal. Quelquefois, les chefs réfractaires étaient astreints à un séjour auprès du Gouverneur (la résidence libre mais obligatoire), séjour amical mais qui se prolongeait tant que le cacao n'était pas planté. L'administrateur de l'Indénié, la plus riche province de la Côte d'Ivoire à l'heure actuelle, usait d'un procédé supplémentaire : au jour qu'il avait prescrit pour le défrichement ou l'implantation des jeunes cacaoyers, il se transportait près du champ, avec ses serviteurs, son parasol et son déjeuner. Les indigènes se disaient : « L'homme blanc se fatiguera le premier... Le soleil le brûlera, et il partira aussitôt... » Ce fut M. Clerc qui eut raison des chefs récalcitrants. Cependant, il fallut presque les menacer de prison pour les décider à récolter.

Le résultat n'est pas encore celui qui est atteint en Gold-Coast, où chaque habitant touche en moyenne 16 000 francs par an pour ses cultures riches; mais dans deux ans la Côte d'Ivoire fournira les 35 000 tonnes de cacao nécessaires à la France, et les Français ne mangeront plus que du chocolat acheté à des protégés français. Pour le moment, en Indénié, une population de 15 000 habitants encaisse environ cinquante millions de francs pour son seul cacao. Les tribus en retard sur le mouvement se précipitent sur la forêt, la coupent, la brûlent aux abords des routes et la remplacent par des cacaoyers (et maintenant par des caféiers). Si bien que j'ai pu rouler, un certain jour, pendant quarante kilomètres entre deux rangs de cacaoyers. On dépose les sacs de fèves brunes sur le bord de la route : un camion les enlève et les porte jusqu'au plus proche comptoir. Sur une route de 141 kilomètres, par exemple, entre la gare d'Agboville et Abengourou, on a dû instituer le sens unique : soixante camions le matin vers Abengourou, soixante camions le soir vers Agboville.

Que pensent de ces efforts, de ces contraintes, ceux qui en sont les bénéficiaires? Ils étalent leur richesse avec une simplicité enfantine. Fanfares, fêtes, champagne, maisons à étages. A Abengourou et les environs, trois entrepreneurs blancs bâtissent pour les Noirs des maisons de cinquante à

cent mille francs : ils ne peuvent suffire aux commandes. Dans cet Indénié, on réclame des docteurs que l'on paiera. Partout, une émulation s'est produite entre chefs voisins. C'est à qui produira le plus de cacao et de riz. Et quand un administrateur comme M. Simon est revenu dans une contrée où il avait obligé les gens à faire des cultures arbustives, le chef est venu s'agenouiller devant lui : « Tu m'as puni autrefois, disait-il, mais tu as bien fait. Aujourd'hui, je suis riche. » Quand l'ancien gouverneur qui avait pacifié le pays, retiré les fusils et transformé les rebelles en planteurs, revint dans le pays après treize ans d'absence, tous, indigènes et commerçants, l'accueillirent comme un bienfaiteur. M. Antonetti continua l'effort pendant la guerre, et participa à l'ascension de ce pays qu'à cette heure M. Lapalud administre fort sagement.

Cette région riche et fertile est cependant embouteillée. La rade foraine de Bassam est pleine de difficultés et ne suffit plus au trafic. Il est question de faire un port intérieur à Abidjan, la capitale. Pour y arriver, il s'agit de briser le mince bord marin de la lagune dont l'eau profonde communiquera ainsi avec l'océan. Coût : trois cents millions. On m'aurait dit cinq cents millions, que je n'eusse pas été étonné. Les Anglais, en Gold-Coast, n'ont pas de lagune et ont dépensé plus d'un milliard pour le port de Takoradi. Le bénéfice que la colonie et l'armement français trouveront dans ce port lagunaire, est tel que le gage est plusieurs fois supérieur aux dépenses et aux risques de l'opération.

EN GUINÉE

Le chemin de fer qui traverse la Guinée est un des plus pittoresques qu'on puisse imaginer ici ; il escalade le château d'eau de l'Afrique occidentale. Le Niger, le Sénégal, la Gambie, d'autres fleuves encore, que l'on nomme marigots et qui sont plus grands que la Garonne, y prennent leur source. C'est le pays des rochers, des eaux limpides et des forêts clairsemées où abonde la liane à caoutchouc. De même que la beauté et le parfum des fleurs, la majesté des cimes échappe entièrement aux populations noires. Les Soussous de la côte, les Malinkés de l'Est et les Foulahs des hauteurs, qui vont se répétant les sono-

rités de leur langue musicale, préfèrent à toute chose les prosaïques récoltes de millet et de riz que leur donnent les vallées resserrées, quelques plaines jaunâtres et les menus plateaux qui servent d'assise à leurs villages.

L'Islam régit avec douceur l'esprit de ces hommes après nous avoir opposé une singulière résistance. Par-ci, par-là, une stèle, une colonne, rappelle qu'une flambée a jailli du feu couvert. Aujourd'hui, le pays dort, ou plutôt il est malade de la faillite du caoutchouc de cueillette, du caoutchouc sylvestre.

En 1910, cette matière a été payée jusqu'à 30 francs-or le kilo; depuis quelques années, il ne vaut pas plus de 6 francs-papier. En 1910, un kilo de caoutchouc procurait 60 mètres de tissu blanc dont raffolent les Foulahs; aujourd'hui, le même poids ne peut acheter que deux mètres de cette étoffe. C'est le règne du haillon, de la pauvreté, dans laquelle on croupit en attendant une hausse problématique de ce prestigieux caoutchouc qui enrichissait la Guinée comme l'Amazonie. De même qu'au Brésil du Nord, en Guinée chacun espère, d'un espoir que seule une guerre dans le Pacifique pourrait combler. (Ce jour-là, évidemment, le caoutchouc de l'Atlantique serait à l'honneur!)

Habitué à toucher beaucoup d'argent pour un labeur aussi fantaisiste que bref, les indigènes se virent menacés de famine, lorsque le providentiel caoutchouc perdit sa valeur. Ce fut alors que leur gouverneur, M. George Poiret, entreprit de les ramener aux cultures vivrières. Il fit mieux, il leur enseigna des méthodes agricoles perfectionnées et capables de les nourrir largement par une meilleure utilisation de la terre.

La Guinée est la terre du bœuf. Cet animal est, comme sous tous les tropiques, sans ambition. Discret, il ne se vante jamais de sa force. En 1914, le gouverneur Poiret, offrant une charrue à un chef de village intelligent et influent, fit mettre au joug deux de ces bêtes à cornes. Depuis, ils ont fait école : en 1918, 109 bœufs étaient dressés; en 1928, plus de 13 000 bœufs étaient attelés à 5 000 charrues et à 2 000 herses.

Je ne connais rien de plus réconfortant pour un Français que de retrouver en Guinée les gestes ancestraux de nos paysans, de suivre un sillon, d'entendre les cris éternels que le laboureur profère sur la lente trace des bœufs. Le chef de Dalaba, le jeune Tierno Omarou, qui commande une plaine

vaste et nette comme un coin de Basse-Dordogne, me disait que là où la culture indigène donnait 60 paniers de millet, la charrue faisait sortir de terre 140 paniers. Palabres, démonstrations, médailles, concours et diplômes, rien ne fut négligé par le gouverneur. Il envoyait même en France, en apprentissage dans les fermes, des jeunes gens issus de familles indigènes aisées. Aujourd'hui 28 000 hectares sont labourés à la charrue. Le pays mange.

Mais il est pauvre. Si l'on excepte les grandes familles qui reçoivent encore un tribut féodal, le Foulah et le Malinké sont pauvres. Le caoutchouc n'a été remplacé par rien. L'arachide ne paie pas, à cause des difficultés de transport. Il faut trouver à la Guinée sa culture riche. Le gouverneur doit cela au pays qu'il aime, il lui doit cet élément de prospérité durable.

Nul n'ignore que la Guinée fut autrefois un pays du café. Elle possède même une marque renommée, le Rio-Nunez. J'ai vu à Dalaba des pieds de caféiers plantés par Auguste Chevalier. Ils sont magnifiques et poussent fièrement leur feuillage d'émeraude à côté des cyprès, des sapins et des girofliers. Le petit jardin d'essai de notre grand botaniste s'est développé tout seul. Tout près de là, le chef de Dalaba, — qui accroche au mur de sa salle à manger le diplôme du Mérite agricole, — a installé une pépinière de 23 000 caféiers. Il commence à avoir des imitateurs. Mais un encouragement direct donnerait une impulsion rapide à cette culture riche et nécessaire à la France. On sent d'ailleurs en plusieurs points cet appétit de richesse stable. Et rien ne sera plus beau, dans dix, dans quinze ans, que de voir chaque Foulah propriétaire de mille pieds de caféiers. Rien de plus sûr en même temps : allez donc parler de rébellion à un cultivateur assis au pied d'un arbre qui rapporte de vingt à quarante francs par an !

Alors le pays aura le réseau de routes qui lui est nécessaire, et ces routes traverseront des champs et des vergers capables de retenir l'homme sur la terre. Un grand pas sera fait un peu partout en Afrique dans l'évolution du Noir, lorsque nous aurons donné à celui-ci le sens de la propriété personnelle, et ce sera le fait de la culture arbutive, culture riche. Les couchers de soleil sont beaux dans le Fouta Djallon, sur la montagne : ils seront moins mélancoliques. Il faut que là où une compagnie de tirailleurs et son capitaine trop

confiant furent massacrés il y a vingt ans, les coras, les balaphons et autres instruments de musique chantent partout la joie de vivre. Le pittoresque n'a rien à y perdre.

L'extrême avancée des terres de Guinée dans la mer supporte la capitale, Conakry. Les somptueuses bâtisses édifiées au temps du caoutchouc, dans le vrai style colonial africain, vivent toujours à l'ombre d'arbres immenses et des plus beaux manguiers de l'univers. Sous les branches, le long des rues à angle droit, à travers les vérandas à arcades, circule un air de serre chaude et l'invisible vapeur que la mer distille autour de cette ville assise à ras de l'eau. Les maisons entourées de vastes jardins, les magasins aux cours spacieuses, la mission, le gouvernement et l'hôpital, tout concourt à donner à Conakry un air de villégiature aisée qui contraste avec la « petite plage » de Bassam, le bain bétonné de Rufisque et le faux grand air de Dakar. Et c'est bien une villégiature puisque tout y repose, en attendant le nouvel essor que l'on prépare en agrandissant le port. Conakry sera un jour, en effet, un grand fournisseur de desserts pour les tables françaises, quand la Guinée sera le royaume de la banane et du café.

LA GRANDE ÉTAPE

Si l'odeur du monde, — suivant la formule de M. Georges Duhamel, — a changé ici comme ailleurs, si les vapeurs de l'essence et le ronflement des moteurs se mêlent aux rudes parfums de la brousse surchauffée, à la sueur des hommes et à l'haleine des bœufs, un autre souffle passe sur l'Afrique, qui chasse les vieux errements et fait reculer l'ancien pittoresque trop souvent fait de misère physiologique et morale.

C'est ce souffle qui anime aujourd'hui les artisans de ce progrès dont je m'excuse de ne pouvoir retracer longuement aujourd'hui, — ce n'est que partie remise, — le formidable labeur : missionnaires et administrateurs, colons et soldats.

On ne dira jamais assez la lutte qu'ils soutiennent, chaque jour, contre le climat (la pluie d'hivernage, les vents brûlants de la saison sèche, et toujours ce poids de l'atmosphère qui écrase les volontés); la lutte contre les hommes ingénus ou rétifs, contre les forces aveulies ou fanatiques, contre les puis-

sances sournoises qui les entourent, contre eux-mêmes, enfin.

Entre eux, les barrières disparaissent. L'administrateur ne dissocie plus son travail de celui du colon et de la cause du missionnaire. Chaque jour davantage, les mesquineries font place aux idées générales et généreuses. Les Noirs eux-mêmes, pour une grande part, ne sont plus des sujets de récits d'explorateur, mais des hommes entraînés, avec leurs méthodes retardées ou modernes, dans le courant économique du monde. Une récolte trop abondante d'arachides dans l'Inde les frappe aujourd'hui au même degré que nous sommes touchés par des gelées sur le café de Sao-Paulo ou une sécheresse sur les plaines à blé ou à coton en Amérique.

Quant aux missionnaires, il faudrait un volume pour relater leurs travaux, que gêne de moins en moins le mauvais esprit politique, — cet esprit anti-français qui régnait de 1904 à 1912. Partout où ils s'installent, dispensaires, ouvroirs, ateliers, s'élèvent par leurs soins en même temps que les cathédrales, les églises et les clochers; tandis que dans leurs collèges, vastes comme l'Hôtel-Dieu et construits en matériaux durables, le nom de la France est prononcé avec respect et amour.

Pour continuer, amplifier cette œuvre, il faut encore et toujours des hommes. Mais, comme le disait M. Georges Hardy dans un récent discours de fin d'études, — M. Georges Hardy, directeur de l'École coloniale de Paris et l'un des meilleurs esprits de notre époque pour tout ce qui touche aux questions coloniales, — « ce n'est pas la foule qu'il faut à nos colonies, mais l'élite ».

Les progrès de l'Afrique occidentale sont grands et rapides : ils pourraient l'être davantage. Il n'est pas d'œuvre sans lacunes. Mais ces lacunes tiennent la plupart du temps à l'opposition de la métropole. Là, des hommes ignorants ou à l'esprit oblique, au Parlement et dans l'opinion, faussent le ressort naturel des forces de la nation. Gouverner, administrer, est une rude tâche pour ceux qui travaillent au loin, qui se sentent méjugés, censurés acerbement et sans raisons suffisantes. Les plus fructueuses initiatives se perdent à cette contrainte, comme les plus généreux élans.

Dans un discours d'inauguration, M. Carde, gouverneur général, a dit : « L'impulsion de l'administration est indispen-

sable pour obtenir du cultivateur noir l'effort supplémentaire qui l'amène à produire au delà de ses besoins immédiats les plus élémentaires. » Il allait nettement et heureusement à l'encontre des idées et des circulaires d'un ministre radical-socialiste, bien intentionné peut-être, mais dont l'action eût été néfaste s'il était resté plus longtemps au pouvoir.

Quand il s'agit des peuples, les erreurs prennent vite de la gravité. On a laissé, par exemple, les Noirs du Sénégal organiser leurs cultures à leur guise ; aujourd'hui le pays traverse une crise passagère. La production moyenne du cultivateur sénégalais est de six cents kilos : elle est insuffisante. De là, un état dangereux pour l'indigène. En effet, chaque homme noir qui s'est arrêté à un chiffre de production ne s'est pas arrêté à un chiffre d'appétits. Plus les magasins contiennent de tissus et de denrées, et plus il en veut acquérir. Optimiste autant qu'imprévoyant, il achète à crédit et s'endette dans l'espoir de payer, comptant plus sur les faveurs du ciel que sur une augmentation de son travail. Il arrive ainsi au déséquilibre moral, quitte le pays où il serait poursuivi, échoue dans les ports et dans les villes où il trouve, avec du travail à la journée, le cinéma et les plaisirs de la rue.

L'exemple de Sotouba doit convaincre les peuplades éparses, les éclairer sur l'intérêt qu'elles ont à se regrouper sur des terres fertilisées. Les importantes dépenses que va nécessiter le système d'irrigation de la vallée du Niger doivent ramener les gens sous le regard de l'autorité, sous la surveillance du médecin et du maître d'école, sur ces terres grasses qui peuvent déjà les nourrir abondamment, qui doivent les enrichir, les élever par là aux échelons supérieurs de l'humanité. Mais depuis vingt-cinq ans que le bruit des armes s'est tu, la voix du maître pacifique ne s'est pas encore élevée avec autorité pour dire : « Reprenez possession des terres fécondes qu'habitaient vos ancêtres ! » On a confectionné des rôles d'impôt, homologué des jugements de tribunaux indigènes, protégé le commerce, la colonisation et l'administration par la présence de miliciens et de tirailleurs. On a également donné des conseils aux populations désagrégées. Mais le verbe « conseiller » n'existe pas dans la langue du pays. Dans une palabre, un administrateur conseillait ceci, conseillait cela, multipliait les exhortations. A la fin, un des chefs se leva et dit simplement :

« Maintenant, que nous ordonnes-tu de faire ? » Cet homme exprimait le tempérament de sa race, et il avait raison.

Vouloir avec fermeté d'après un plan rationnel sérieusement établi, se substituer aux volontés défaillantes, subjuguier les esprits indécis, tel est le rôle du chef, quelque grade qu'il ait acquis dans la hiérarchie, depuis le gouverneur jusqu'à l'adjoint des affaires indigènes. Le Noir est très souvent intelligent, mais il manque de volonté. Il faut vouloir à sa place, exiger le progrès; il ne faut pas simplement enregistrer le produit médiocre d'un travail de quelques semaines par an, mais réglementer les cultures privées, en ordonner de supplémentaires, créer des concours, attribuer des récompenses publiques aussi bien qu'appliquer des sanctions.

Le Soudan compte 2 635 000 habitants, dont 1 900 000 agriculteurs et 600 000 pasteurs : leur production annuelle est encore insignifiante. Ils peuvent devenir une colonie considérable sur des terres où le coton, le riz et de nombreux produits donnent les plus heureux rendements.

A la volonté du chef qui doit combattre les préjugés, effacer les souvenirs encore vivaces des anciens oppresseurs, s'ajoutent certains moyens qui sont loin d'être négligeables. Les marabouts influents, les sorciers redoutés, les chefs respectés, sont au plus haut point sensibles aux prérogatives, aux décorations, à la richesse. Un dégrèvement d'impôts personnels sur le terrain des nouvelles colonies agricoles, aurait également les plus heureux effets. Il y a enfin les tracts, rédigés en langue du pays (écriture arabe). On croit encore à ce qui est écrit, davantage à la chose imprimée. Et l'on fait ici grand cas de la littérature, surtout lorsqu'on y évoque l'exemple des ancêtres.

Aussi crédule qu'insouciant, aussi débordant de vanité que généreux et confiant, le Noir possède encore une âme toute neuve qu'il nous est facile d'exalter, un esprit malléable facile à guider. Mais que dirait-on d'une usine dont les ouvriers seraient dispersés et abandonnés à leur libre autorité, d'un collège où les maîtres ne contrôleraient pas les élèves ?

Pourquoi l'entretien des routes est-il toujours fait avec des moyens désuets ? Il est pénible, — et j'en ai personnellement éprouvé quelque honte, — quand on passe en automo-

bile dans un pays riche comme la Côte d'Ivoire, de voir des troupes de trois cents hommes et femmes porter de la terre ou des cailloux dans des paniers minuscules et des Calebasses d'eau, damer le sol avec des bûches comme aux temps des caravelles, alors qu'il existe des camions-bennes, des rouleaux automobiles légers et des tonneaux d'arrosage mécaniques! Qu'on ne parle pas d'emprunt pour ces menues dépenses (3 à 5 millions pour outiller toutes les routes de la colonie), alors que le dernier budget de la Côte d'Ivoire a été bouclé avec un excédent de 18 millions, — versés à la caisse de réserve! Les réserves d'une colonie en pleine ascension ne sont pas dans ses caisses, comme dans la boutique de Shylock, mais dans son sol et surtout dans ses hommes.

Ce sont de telles méthodes qui font émigrer notre belle jeunesse noire dans les pays anglais. En Gold-Coast, les Ashantis ne travaillent plus leurs cacaoyères, mais ont des Noirs français pour valets, alors que nos terres sont capables de porter les mêmes récoltes.

Une dernière question : celle du prestige de nos administrateurs. N'est-il pas pénible de voir des chefs de cercle qui commandent à deux cent mille hommes, aller sur les routes dans de misérables voitures ou même en hamac à porteurs, alors que le dernier des trafiquants syriens ou le chef indigène du pays possède une voiture confortable?

Déplacements rapides et communications accélérées : voilà qui permet au voyageur comme au chef de la colonie d'obtenir de l'Afrique occidentale une vue d'ensemble autrefois impossible. Ici, tous songent de plus en plus à la rapide voiture qui passe devant eux, à l'auto-camion qui rapproche les récoltes de la côte, tous parlent de ce qui vient de France et de ce qui va en France, comme ils parlaient autrefois des rois et des empires fameux. Pour eux, comme pour les Blancs, le monde, véritable peau de chagrin, s'est rétréci. L'habitant de Ouagadougou n'est plus à quarante jours du port ou du chemin de fer, mais à quelques heures. Les appétits, les habitudes, les soucis changent partout et chaque jour.

Par défaut d'entente entre l'opinion de la métropole et la colonie, l'Afrique occidentale n'a pas jusqu'ici atteint le merveilleux développement de la Gold-Coast et de la Nigéria, où le

visiteur français rencontre à chaque pas des automobiles indigènes et peut admirer une Université comme celle d'Accra, pouvant abriter mille pensionnaires et les mener aux plus hauts grades de l'enseignement britannique : mais il suffirait d'un facile effort de compréhension, pour qu'en peu de temps et avec quelques centaines de millions ce vaste pays relié par la voie de terre à notre Afrique du Nord fût le prolongement direct de la France : une France noire.

Si l'on peut faire pleine confiance à l'Afrique Occidentale Française, cette confiance sera mieux justifiée encore, quand tous les indigènes auront en masse, comme en Côte d'Ivoire, leur propriété privée plantée de cacaoyers, de caféiers, de karités, de kapockiers, bien alignés le long des belles routes qui existent : l'alignement des arbres et la régularité de la richesse contribuent à la discipline des esprits. Nous aurons ainsi le complément des Maternités, des Instituts, des Écoles d'apprentissage que l'on peut admirer dans les chefs-lieux.

Alors, l'indigène achètera couramment des couvertures pour éviter la froidure des matins qui tue les enfants ; il s'offrira, outre les menus plaisirs qui mettent le sourire sur les faces, un confort supplémentaire ; il couchera dans un lit, au lieu de s'étendre sur des nattes ; il consultera le médecin, enverra ses enfants à l'école et au collège ; il améliorera ses cultures ; il s'élèvera dans l'échelle sociale. Éduquer des hommes aisés et souriants est facile : mais allez donc parler de sens moral à des ventres creux vêtus de haillons !...

Je n'ai pas eu de sensation plus plaisante, au cours de ce voyage, que lorsque l'excellent M. Aubert, administrateur de Bouaké, me faisant visiter sa pépinière de jeunes caféiers, me confessa :

— Je prétends avoir 300 000 pieds, mais c'est faux. Chaque nuit, les indigènes, pressés de devancer la distribution, m'en volent pour les planter chez eux !...

ANDRÉ DEMAISON.

MÉMOIRES

VI⁽¹⁾

DE THIERS A MAC-MAHON

BARODÉT CONTRE RÉMUSAT

Une vacance dans la députation de Paris amenait une élection partielle. L'idée vint à quelques-uns des maires de Paris (leur vint-elle bien spontanément?) d'offrir la candidature à M. de Rémusat, le ministre des Affaires étrangères qui venait d'apposer sa signature au traité d'évacuation, en témoignage de reconnaissance pour la libération du territoire. M. de Rémusat, qui avait peu de goût pour les épreuves électorales, n'aurait pas mieux demandé que de se soustraire à une lutte toujours incertaine, principalement sur un terrain aussi perfide que celui de la ville de Paris. Mais M. Thiers, enivré de l'encens que ses adorateurs brûlaient à ses pieds, était persuadé que sa popularité personnelle rejaillirait sur son ministre et enlèverait l'élection d'enthousiasme. La candidature de M. de Rémusat fut proclamée, et M. Thiers ne s'aperçut pas que, du même coup, il se mettait lui-même aux voix dans la capitale.

On ne tarda pas à lui ouvrir les yeux sur son imprudence. Car à peine la résolution du gouvernement fut-elle connue que la *République française*, organe de M. Gambetta, déclara que la candidature d'un ministre en service était une résurrection de la candidature officielle de l'Empire et ne pouvait être acceptée par de vrais libéraux. Il fallait donc lui chercher un concurren-

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier, 1^{er} février, 1^{er} et 15 mars et 15 août.

rent. Peu de jours après, le choix était fait et ne fut autre que le titulaire de cette mairie centrale de Lyon, à qui la loi venait d'enlever, en grande partie à raison de son indignité morale, sa dignité municipale, le membre du Comité de salut public qui avait arboré le drapeau rouge et fraternisé avec la Commune, M. Barodet. La raison alléguée pour cette désignation scandaleuse fut le désir de protester contre la mesure qui venait de retirer à Lyon ses franchises communales. Le vrai motif, auquel je ne me trompai pas un instant, c'était de faire repentir M. Thiers de l'alliance d'un jour qu'il avait contractée avec nous, et de lui démontrer que les radicaux, en retirant leurs mains, pouvaient le faire rentrer lui, sa popularité et son pouvoir dans le néant.

M. Thiers ne s'y méprit pas plus que moi : aussi son unique pensée fut-elle d'effacer de toutes les mémoires l'instant d'égarement qui l'avait porté dans nos bras. A la veille de tenter une lutte où les radicaux le provoquaient brutalement, tandis qu'il avait besoin de l'appui des conservateurs qui se montraient tout disposés à le lui donner, il eût été naturel de témoigner quelque mécontentement aux uns, quelque reconnaissance aux autres. Ce fut tout le contraire. On ne songea qu'à se remettre en grâce avec les radicaux, je devrais dire, à leur demander grâce. D'abord les supplications, les avances, les promesses de toute sorte furent prodiguées à M. Barodet pour le décider à retirer sa candidature. Une place étant devenue libre dans le collège électoral de Lyon, sa patrie, on se hâta de convoquer les électeurs, bien avant l'époque ordinaire, dans l'espoir qu'il trouverait là un siège plus à sa convenance. Vains efforts ! M. Barodet fut inflexible : ou plutôt, le parti le fut pour lui. Ce qu'on voulait, ce n'était pas un triomphe à Lyon, où la victoire était sûre, mais l'humiliation de M. Thiers à Paris, devant toute l'Europe attentive : les convenances de M. Barodet étaient le dernier des soucis de ceux qui se servaient de son nom. Quand vint le moment de publier les professions de foi des candidats, celles qu'on dicta à M. de Rémusat égalèrent, si elles ne dépassèrent pas, en promesses et en adulations démocratiques, celles de son concurrent. Les chefs de la gauche modérée restés fidèles à M. Thiers ne quittaient plus la présidence, et chaque jour les journaux étaient remplis de proclamations, les murailles couvertes d'affiches signées de leurs

noms qui engageaient la démocratie républicaine à ne pas se séparer du chef généreux qui la conduisait au triomphe par les voies légales.

Quant à nous, nous étions des pestiférés dont on semblait craindre le contact. Une fois, je me rendis à l'Élysée où M. Thiers était établi pendant les congés de Pâques. J'y trouvai tout l'état-major de la gauche qui remplissait le salon, et ces messieurs me dévisagèrent avec des yeux irrités, comme pour demander ce qu'un tel homme venait faire dans un tel endroit. M. Thiers, qui était engagé dans un *a parte*, fit semblant de ne pas me voir et ne me rendit pas mon salut : quand sa conversation fut finie, il évita de passer devant moi et de me donner une occasion de m'approcher de lui. Il me laissa même partir au bout de dix minutes, en ayant réussi à ne pas savoir que j'étais là. Enfin, dans les derniers jours qui précédèrent l'élection, les radicaux ayant accusé M. de Rémusat d'être engagé à porter au suffrage universel une atteinte indirecte, cette assertion fut démentie comme une calomnie, sans qu'on daignât y joindre la moindre mention, le moindre commentaire du langage qu'on m'avait autorisé à tenir, un mois auparavant, dans le rapport de la Commission constitutionnelle.

Je pouvais prendre ce démenti pour moi et le relever pièces en main. J'eus le bon esprit de n'en rien faire, et jusqu'à la dernière heure mes amis et moi, nous appuyâmes du peu de pouvoir que nous avions sur les électeurs de Paris le choix de M. de Rémusat. Je n'étais pas électeur à Paris, ayant mon domicile à Broglie : je ne m'en rendis pas moins au comité de notre quartier qui appuyait la candidature ministérielle. Mais si nos actes restaient acquis à celui des deux concurrents qui avait, sinon le meilleur langage, au moins la meilleure origine, le mépris que nous éprouvions pour les adulations prodiguées aux passions démocratiques se trahissait à tout moment dans nos paroles. Dans la semaine qui précéda l'élection, à la suite d'un dîner que j'avais offert à M. le Comte de Paris, quelques amis se réunirent chez moi. La nouvelle du jour était une nouvelle circulaire de M. de Rémusat qui dépassait toutes les autres en ferveur républicaine. Chacun se communiquait ses impressions, sur cette pièce de haut goût, et c'était un véritable feu croisé de railleries et de quolibets. On racontait que le fils du candidat, Paul de Rémusat, avait déclaré tout haut qu'il aimerait

mieux voir échouer la nomination de son père que de la devoir aux conservateurs. Nous méditions d'envoyer aux petits journaux une caricature où l'on verrait M. de Rémusat lui-même mettant dans l'urne un billet pour M. Barodet avec cette légende : « M. de Rémusat craignant de voter pour un réactionnaire vote contre lui-même. » Au plus beau moment de ces plaisanteries, la porte s'ouvrit et M^{me} de Rémusat parut avec son fils. Un silence glacial s'établit, le vide se fit autour des nouveaux venus : nous restâmes seuls, ma belle-fille, ma sœur et moi, pour leur faire accueil et pas une de nous n'eut le courage de dire un mot de l'élection.

Enfin le jour fatal arriva, et le dimanche 27 avril, le dépouillement du scrutin apprit à la France que la République conservatrice était terrassée par la République radicale. M. Barodet fut élu à une immense majorité.

Ce résultat connu dans la soirée répandit dans la ville une véritable stupeur. C'était la première fois, depuis l'incendie de Paris, qu'un nom compromis dans les horreurs de 1871 reparaisait avec une consécration légale. On croyait assister à la résurrection de la Commune, et le lendemain, il suffisait de parcourir les rues pour voir la consternation peinte sur tous les visages. Plusieurs autres élections avaient eu lieu à la même heure et furent connues le jour suivant. Elles présentaient toutes exactement le même caractère. Lyon en particulier nous envoya M. Ranc, qui, lui, avait siégé de sa personne sur les bancs de la Commune.

Dans le camp des républicains modérés, l'inquiétude n'était pas moindre. Quelle impression allait faire sur l'esprit de M. Thiers, l'injure faite à son ministre et à son ami ? Qu'allait-il penser de l'ingratitude par laquelle la République récompensait les avances dont il avait été prodigue envers elle ? Un tel procédé n'allait-il pas le rejeter brusquement en arrière, et lui faire reprendre sa place à la tête du parti monarchique, enlevant ainsi à la République le puissant auxiliaire qu'il lui avait prêté, et reprenant sur elle tout le terrain qu'il lui avait fait gagner ?

L'incertitude ne dura guère. Nous apprîmes bientôt en effet, que le premier moment de désappointement passé (et il fut très vif) M. Thiers avait ouvert de nouveau l'oreille aux adulations du parti républicain. On s'empressa autour de lui

pour lui persuader que la nomination radicale de Paris était, non une agression contre la politique conciliante du gouvernement, mais une réponse aux menées réactionnaires de l'Assemblée. C'était l'Assemblée et non lui, disait-on, qui était visée. Quant à lui, si sa popularité avait souffert, c'était de notre contact et du rapprochement momentané avec nous. Qu'il se séparât de nous, bien nettement, qu'on le vit de nouveau franchement entouré de républicains et repoussant toute autre alliance, et la faveur publique, un instant ébranlée, lui rendrait toute sa confiance.

Cette manière de raisonner, qui n'était pas faite pour tromper un esprit, au fond, aussi perspicace que celui de M. Thiers, suffit pourtant pour qu'il fût ou voulût paraître convaincu. Deux jours après l'élection, il était acquis à la Présidence que le vote de Paris, dirigé contre l'Assemblée, était presque un hommage rendu à l'homme d'État de qui l'Assemblée était l'implacable ennemie. Nous étions, nous, les vrais adversaires; les électeurs de M. Barodet n'étaient que des amis égarés et aigris. On raconte qu'une dame de la connaissance de M. Thiers étant venue lui faire quelques compliments de condoléance : « De quoi me plaignez-vous ? lui répondit-il, je n'ai jamais été plus fort. Ceux qui votaient pour Barodet criaient : Vive Thiers ! en allant au scrutin. » Je connais les illusions de l'amour-propre et l'aveuglement du pouvoir. Je ne puis cependant me décider à croire que cette étrange infatuation ne fût qu'une erreur d'intelligence. L'intelligence n'a jamais été chez M. Thiers la partie faible. C'est ailleurs, c'est dans d'autres régions qu'il faut chercher sa faiblesse. Le parti radical venait de montrer sa force et de parler en maître : il osa moins que jamais le regarder en face. On l'avait menacé, il céda. Voilà tout le mystère.

Quoi qu'il en soit, son parti fut pris de faire un pas de plus dans la voie républicaine. Il devait présenter à la rentrée de l'Assemblée les deux lois constitutionnelles que notre commission, au nom de l'Assemblée, s'était engagée à discuter. Non seulement il ne consulta aucun de nous, comme il en avait à peu près pris l'engagement, mais nous sûmes qu'elles seraient précédées d'une sorte de proclamation de la République, qui en rendrait la seule présentation insupportable à la droite. C'était une singulière réponse aux alarmes des conservateurs.

Ce n'était pourtant pas là ce qui pouvait soulever une difficulté dans le sein du cabinet, car tous les ministres, y compris le plus conservateur, M. de Goulard, ne faisaient à la forme républicaine aucune opposition systématique. M. de Goulard, qui partageait nos inquiétudes, mit à son assentiment une condition. Il exigea qu'avant la réunion de l'Assemblée et la présentation de lois nouvelles on publiât un mouvement préfectoral qu'il avait préparé et qui éloignait d'un grand nombre de sièges les fonctionnaires compromis par leurs antécédents révolutionnaires. C'était le gage qu'il voulait donner aux conservateurs en échange du sacrifice définitif de leurs convictions monarchiques.

M. Thiers ne l'accorda pas. Il promit tout ce qu'on voudrait pour le lendemain, mais se refusa à rien concéder la veille. M. de Goulard offrit sa démission et, à la promptitude avec laquelle elle fut acceptée, il fut clair qu'on s'y attendait, et que le ministre qui avait été l'instrument du rapprochement momentané avec les conservateurs faisait partie de l'holocauste qu'on offrait en expiation au radicalisme.

LES DROITES CONTRE M. THIERS

A mesure que la nouvelle de l'état d'esprit de M. Thiers se répandait, on peut juger de l'émotion qu'elle causait dans tous les rangs du parti conservateur. A l'inquiétude des premiers jours se joignait une irritation croissante. Ce sentiment était vif surtout, dans le centre droit, parmi mes amis personnels, ceux qui s'étaient prêtés à ma suite, en bravant la colère et les outrages du parti légitimiste, à un accommodement avec M. Thiers. Nous nous sentions dupes du plus odieux escamotage. Pour obtenir de M. Thiers qu'il rompît avec le radicalisme, nous avions sacrifié des amitiés précieuses et une partie de nos convictions. En échange d'un tel sacrifice, non seulement nous n'obtenions pas la faveur d'être consultés, mais on éloignait du ministère le seul représentant de nos principes, le seul des conseillers de M. Thiers en qui nous plaçons une véritable confiance. La paix se faisait à nos dépens entre les deux républiques, modérée et radicale.

Cette conduite dictait la nôtre, et le rapprochement des droites était la conséquence nécessaire de la réconciliation des

gauches. Très peu de jours après l'élection, une réunion eut lieu chez M. Anisson, composée de tous les membres présents à Paris de l'ancienne majorité. Elle ne fut pas très nombreuse, parce que nous étions en pleines vacances de Pâques; mais toutes les nuances y étaient représentées et il fut unanimement convenu qu'on oublierait tous les dissentiments. Un comité de neuf membres fut désigné pour dresser le plan de campagne qui serait suivi à la rentrée de la session : cette Commission dut se réunir, rue de la Baume, dans le petit appartement du général Changarnier. Je fus unanimement désigné pour en faire partie, et comme j'étais le plus compromis dans les avances faites à M. Thiers, cette unanimité fut une preuve éclatante de la réconciliation.

Nous tinmes plusieurs séances de suite, changeant de projet suivant les nouvelles qui nous arrivaient des incertitudes de la Présidence. Pour moi, ma résolution fut prise tout de suite et rien ne l'ébranla. Nous avions tenté de vaincre la résistance de M. Thiers une première fois, à huis clos, et par une démarche amicale, une seconde fois en public, mais par une voie indirecte et détournée. Il s'était joué de notre première tentative, en abusant de la discrétion même que nous y avions mise pour la dénaturer aux yeux de l'opinion. Le vague et l'équivoque de la seconde attaque lui avaient permis de l'éluder sans y répondre. Il fallait cette fois agir à la fois publiquement et directement, exprimer tout haut nos griefs et donner aussi une expression tout à fait nette à nos demandes. Plus de mystère ni d'indécision. Une interpellation qui signalerait les vices de la politique de M. Thiers, un ordre du jour l'invitant à en changer, le tout au grand jour et dans les termes les plus clairs, il n'y avait plus, suivant moi, que cette manière d'agir qui fût digne et qui eût chance d'être efficace. Après quelques hésitations, mon avis prévalut, et comme c'était le mien, je fus chargé de l'exécution.

Les choses cette fois n'étant plus pour rire, il fallut, tout en se préparant au combat, songer sérieusement au lendemain de la victoire. Il était certain que M. Thiers, pour intimider l'Assemblée, la menacerait de sa démission : il n'était pas également sûr qu'il la donnât, s'il était vaincu. Mais c'était pourtant l'hypothèse à laquelle il fallait pourvoir.

Mon choix était fait, depuis un an déjà : je ne voyais que

le nom du maréchal de Mac-Mahon qui pût rallier les différentes nuances de la majorité conservatrice. Quelques-uns de mes amis insistèrent pourtant pour que le nom de M. le Duc d'Aumale fût mis en avant et proposé au parti légitimiste. Je n'eus pas un instant l'illusion qu'il fût accepté; et j'y voyais l'inconvénient de faire toucher du doigt, dans un moment où l'union était indispensable, le profond dissentiment qui nous séparait.

L'effet fut celui que j'avais prévu. L'extrême droite accueillit très mal le nom d'un prince d'Orléans, et mes amis furent blessés de ce mauvais accueil et d'une méfiance que la conduite irréprochable des princes ne justifiait en aucune manière. Pasquier, en particulier, toujours irritable, se livra, dans une réunion qui eut lieu chez moi, aux plaintes les plus amères: elles furent relevées avec vivacité par M. Lucien Brun, l'avocat accrédité de M. le Comte de Chambord, et je vis le moment où notre campagne commune débiterait par un combat singulier. On s'interposa cependant, et nous évitâmes le ridicule d'opposer la querelle des deux monarchies à l'union des deux républiques. Mais Pasquier resta profondément ulcéré, parlant très mal de notre entreprise avant même qu'elle eût abouti, et déclarant que pour lui, il n'accepterait jamais le pouvoir dans les conditions où nous voulions le constituer. Ce fut la première dissidence qui s'éleva entre nous, et le début d'une disposition d'esprit, d'abord boudeuse, puis chagrine, et enfin hostile.

Le maréchal de Mac-Mahon demeurait donc de gré ou de force, et de gré plus que de force pour le plus grand nombre d'entre nous, le successeur obligé de M. Thiers. Mais il fallait être certain qu'il accepterait l'héritage. Ce n'était pas un ministère que nous voulions abattre, c'était le chef même de l'État qui était en cause, et s'il disparaissait la France ne devait pas demeurer un quart d'heure sans gouvernement.

Avec tout autre que le maréchal de Mac-Mahon, il eût été bien simple d'aller au principal intéressé et de s'assurer que, si la proposition lui était faite, elle serait agréée. Avec le maréchal, je craignais fort qu'une démarche de cette nature n'aboutît à une réponse négative qui nous empêcherait de passer outre. Ce n'est pas que je connusse assez le maréchal pour avoir étudié son caractère. Je ne lui avais pas parlé trois fois en ma vie et jamais en tête-à-tête. Pendant un hiver que j'avais passé en

Algérie, il m'avait donné une fois un dîner solennel et je lui avais rendu une visite qui ne l'était guère moins.

La conversation avec lui, on le sait, n'était ni facile, ni abondante. Nous étions alors dans des eaux politiques très différentes et nos tournures d'esprit ne se ressemblaient pas plus que nos préoccupations habituelles. Nous nous étions séparés, sans aucun attrait réciproque, et depuis nous n'avions, je crois, guère pensé l'un à l'autre. Je l'avais pourtant assez bien jugé pour être certain que si on lui offrait, à lui, subordonné de M. Thiers, d'entrer dans un projet qui pouvait amener le renversement de son chef légal, il verrait là un air d'intrigue et un acte d'indiscipline qui alarmeraient sa conscience, et il nous opposerait un refus péremptoire sur lequel il serait difficile de le faire revenir.

Que la vacance fût faite, au contraire, et que l'Assemblée, reprenant tous les pouvoirs, devint le véritable souverain auquel il était tenu d'obéir, il accepterait le commandement de ses mains comme un poste de combat. Je fus donc d'avis de ne rien lui dire et de n'avoir même avec lui aucune communication directe. C'était audacieux; l'événement a montré que c'était prudent. Je dois ajouter cependant, pour excuser ma témérité et diminuer le mérite de ma sagacité, que l'assiduité avec laquelle tous les aides de camp du maréchal suivaient nos séances toutes les fois qu'un incident politique pouvait naître, et mes relations avec toute la famille d'Harcourt, qui était composée à la fois de ses plus proches parents et de mes plus intimes amis ne m'avaient pas laissé de doute que le jour où il faudrait faire violence au désintéressement et à la modestie de cet homme de bien, nous aurions des alliés dans la place.

Pendant que nous faisions ainsi notre plan de bataille, M. Thiers complétait le sien. Il reconstituait son ministère que la démission de M. de Goulard avait désorganisé. Pour ne pas trop effaroucher les conservateurs, en faisant pencher la balance d'un seul côté, il se décida à se séparer de M. Jules Simon, qui représentait la gauche dans le cabinet, en même temps que de M. de Goulard, qui était l'homme de la droite. C'était un jeu de bascule dont nous n'étions plus dupes. En place des ministres sortants, il fit entrer M. Casimir Perier et M. Waddington, et créa un ministère des Cultes, afin de garder M. de Fourtou qui eut la faiblesse de se laisser retenir et de céder à M. Béranger

le ministère des Travaux publics. M. Dufaure aussi, malgré tout ce qu'il m'avait dit sur le regret que lui causaient les fâcheuses tendances de M. Thiers, consentit à rester vice-président du Conseil. Le ministère ainsi composé appartenait à la nuance la plus étroite du centre gauche et s'il eût duré, il se fût trouvé fort mal à l'aise, en équilibre entre les deux groupes principaux de l'Assemblée comme sur une lame de couteau.

Ce caractère de coterie étroite que présentait le nouveau ministère était le sujet de nos plaisanteries. Le soir du jour où les ordonnances venaient d'être signées mais non encore publiées, comme on connaissait déjà la physionomie du cabinet, mais non tous les noms de ses membres, je rencontrai, à l'ambassade d'Autriche, M. Waddington avec qui j'étais en relation de longue date et l'un de ceux qui nous avaient quittés pour s'attacher à M. Thiers.

— Eh bien ! lui dis-je en riant, êtes-vous ministre ?

— Pourquoi me faites-vous cette question ? me répondit-il d'un air très embarrassé.

— C'est, repris-je, que, comme il y a neuf portefeuilles à donner, et que vous n'êtes guère plus de neuf dans votre parti, c'est bien le moins qu'il y en ait un pour chacun.

Je vis que la plaisanterie le faisait rire assez jaune, et je compris que j'avais touché plus juste que je ne croyais. Je n'en doutai plus quand il me dit :

— Eh bien ! si le ministère est tel qu'on le dit, qu'allez-vous faire ?

— Le renverser dès le lendemain, n'en doutez pas. La sortie de M. de Goulard est une injure que nous ne pouvons supporter.

Nous nous séparâmes là-dessus et quelques minutes après, dans le salon voisin, nous rencontrâmes l'ambassadeur d'Allemagne, M. d'Arnim, qui s'approcha de moi et essaya de me faire causer sur ce qui allait arriver. Je le connaissais un peu, ayant été mis en rapport avec lui à un dîner chez le Duc d'Aumale, et trouvant de très mauvais goût l'affectation qu'on mettait généralement dans la société de Paris à ne pas lui adresser la parole. Les dépêches de lui qu'on a publiées depuis, lors de son procès, ont fait voir combien il souffrait de ce cordon sanitaire tiré autour de lui et de son ambassade. C'était une vengeance puérile qui ne réparait aucun de nos maux, mais nous privait de ses bons offices, dans le cas où nous en

aurions eu besoin pour prévenir les effets du caprice impérieux de son maître. Je pensais que quand on ne peut pas, en politique comme dans toute autre relation, venger des injures à coups d'épée, il ne faut pas essayer de le faire à coups d'épingle. Je savais de plus que M. d'Arnim était mal disposé pour M. Thiers, et dans des conversations avec mes amis Mérode et Pasquier, qu'on m'avait rapportées, il avait émis à plusieurs reprises l'opinion que nous devons travailler au plus tôt au rétablissement de la monarchie. L'occasion eût donc été favorable pour savoir au juste quel concours, en cas de succès parlementaire, nous devons attendre du côté de nos redoutables vainqueurs. Il y avait même quelque intérêt patriotique à s'assurer que notre tentative ne courait pas risque de retarder ou de compromettre la libération du sol français, comme M. Thiers ne se faisait pas faute de l'assurer.

Je jugeai, cependant, qu'il était à la fois plus digne et plus prudent de m'abstenir. A la veille de prendre peut-être le pouvoir, je répugnais invinciblement à mettre un étranger (et quel étranger!) dans nos confidences. D'ailleurs, j'étais en ce moment l'objet de l'attention de l'assistance, et je ne me souciais pas qu'on me vît prolonger avec le représentant de M. de Bismarck un entretien qui eût les apparences de l'intimité. Je répondis donc à ses questions d'une manière évasive et m'éloignai. Ce fut là, je le proteste, le seul rapport que j'aie eu (quoi que les journaux aient dit) avant le 24 mai avec l'ambassadeur allemand.

Enfin, le 19 mai, jour de la réunion de l'Assemblée, nous arrivâmes les uns et les autres sous les armes, le nouveau ministère avec ses lois républicaines, nous, avec une demande d'interpellation, *au sujet des dernières modifications ministérielles et sur la nécessité de faire prévaloir dans le gouvernement une politique résolument conservatrice.*

La motion était revêtue de trois cent seize signatures. Il ne fallait donc trouver dans l'Assemblée que cinquante adhérents de plus pour que la majorité nous fût assurée. Ce redoutable front de bataille intimida M. Dufaure qui, en qualité de vice-président du Conseil, représentait le gouvernement. Au lieu de fixer immédiatement le jour de la discussion comme nous le propositions, il demanda jusqu'au lendemain pour s'entendre avec ses collègues. Le délai ne pouvait être refusé,

mais cette première marque d'hésitation jeta le trouble dans les rangs ministériels. Si M. Dufaure avait eu au contraire la témérité de réclamer la discussion immédiate, il m'aurait beaucoup embarrassé, car je n'étais nullement prêt à prendre la parole. J'en eus un instant la frayeur. C'est ainsi que dans les luttes de la tribune comme, je crois aussi, dans celles du champ de bataille, les adversaires s'intimident souvent réciproquement et au moment où ils semblent se braver, ils ont au fond, pour les uns des autres.

Après cette première escarmouche, M. Dufaure monta à la tribune pour faire la présentation des lois constitutionnelles qu'il avait préparées. Son trouble était visible et se trahit par une nouvelle faute. C'était son droit incontestable, comme chef du gouvernement, de donner lecture du texte des lois et de l'exposé des motifs. Toute communication du gouvernement doit être entendue, et il avait fait usage de ce privilège, sans même admettre qu'on pût le lui disputer. Nul doute que cet exposé rédigé par la plume habile de M. de Rémusat, et lu, comme M. Dufaure lui-même aurait su le faire, d'une voix ferme et mordante n'eût produit une certaine impression. En tout cas, les applaudissements de la gauche n'eussent pas manqué à la profession de foi nettement républicaine par laquelle ce document débutait, et cette mise en scène, qui aurait eu une apparence de triomphe, eût pu agir sur les esprits faibles. Mais au lieu de commencer la lecture sans hésiter, M. Dufaure, après avoir déposé ce document sur le bureau, s'arrêta comme pour demander si l'Assemblée voulait l'entendre. Il y eut alors, comme c'est l'usage, des cris de « Lisez... Ne lisez pas », partant des banes opposés. Le président crut devoir mettre la lecture aux voix, et le ministre se laissa faire. Après deux épreuves douteuses, l'Assemblée décida que l'exposé ne serait pas lu. M. Dufaure dut alors descendre de la tribune, plus ému que jamais de ce témoignage visible d'une malveillance, qu'il lisait d'ailleurs écrite dans tous les regards.

La séance ne s'acheva pas sans un nouvel incident de plus mauvais augure encore. Immédiatement après le ministre, un membre de l'extrême gauche. M. Veyrat demanda à son tour la parole et déposa une protestation revêtue de quarante signatures, portant en substance que les signataires ne reconnaissant pas le mandat constituant à l'Assemblée dénonçaient

d'avance l'illégalité des lois constitutionnelles. Joint aux trois cent seize de notre interpellation, ces quarante opposants, venus de l'autre extrémité, mettaient le ministère dans une minorité évidente. Comment allait-il faire pour se tenir en équilibre sur la planche étroite et tremblante où il s'était placé?

Le résultat de cette première journée donna lieu à des commentaires passionnés dans la presse et dans les cercles politiques. La seule chose dont personne ne parut s'occuper, ce fut le texte des lois constitutionnelles présentées par M. Dufaure. Je ne crois pas que personne se soit donné la peine de les lire, et, en vérité, je le regrette. Car on aurait vu combien elles étaient insuffisantes pour donner aux intérêts conservateurs une garantie quelconque. Un Sénat élu par le suffrage universel suivant la mode du scrutin de liste, le plus favorable aux agitations révolutionnaires, un pouvoir exécutif borné à une durée de quatre années, comme la Chambre des députés elle-même, et qui eût amené à courte échéance le renouvellement simultané de tous les pouvoirs publics, voilà tout ce que M. Thiers espérait tirer de ses amis, et il n'y avait absolument rien dans ces dispositions qui fût de nature à combattre le vice essentiel des institutions républicaines. Mais je le répète, les lois eussent-elles été cent fois meilleures ou cent fois pires, que personne n'eût daigné y faire attention. L'intérêt était ailleurs. Ce qui importait, pour les uns, c'était la substitution définitive de la République à la monarchie, pour les autres, la direction politique que suivrait le régime nouveau. Quant aux institutions, le sujet ne paraissait pas digne d'un instant de réflexion.

Les trois jours qui s'écoulèrent entre le 19 et le 23 mai (c'était le jour fixé pour la discussion), furent assez agités surtout pour moi qui sentais la responsabilité dont j'étais chargé. J'avais chaque matin la preuve de l'émotion publique par des lettres anonymes ou signées de noms inconnus que je recevais pour me prodiguer les encouragements et les menaces. Les journaux de M. Thiers, d'ailleurs, ne se faisaient pas faute de faire entendre que si le pouvoir lui était retiré par l'Assemblée, l'irritation populaire serait difficile à contenir, et la paix publique recevrait de graves atteintes. Quand je quittai la maison le 23 mai au matin, je ne savais donc pas dans quelles

conditions j'y rentrerais. J'avais retenu une chambre à Versailles, pour le cas assez probable où la discussion ne serait pas terminée le même jour, et j'emportais avec moi une somme d'argent préparée à tout événement. Je partis par le chemin de fer de la rive gauche, beaucoup moins fréquenté que celui de droite par les journalistes et les curieux. Je fus presque seul dans mon wagon, et pus réfléchir une dernière fois à ce que j'allais dire. A l'arrivée, je trouvai le maréchal de Mac-Mahon qui descendait d'un autre compartiment, et nous échangeâmes un salut silencieux. Je ne lus sur son visage aucune trace d'émotion ni même de curiosité. Je crois, en vérité, qu'il ne savait pas ce qui se passait, ni ce que j'allais faire. Mais, en entrant dans la salle, je vis la maréchale et les aides de camp à leur poste accoutumé.

A deux heures, la salle était comble et le président m'appela à la tribune. Le discours que je prononçai est au *Journal officiel* où les curieux pourront le chercher. Si quelqu'un a cette fantaisie, je lui indiquerai quelle était la difficulté dont j'avais à me tirer. La majorité qui nous était nécessaire pour obtenir un vote favorable devait se composer de deux opinions très distinctes. Il y avait ceux qui ne pouvaient pardonner à M. Thiers de ne pas travailler au rétablissement de la monarchie : je dois dire que c'était le plus grand nombre et les plus décidés. Mais ils ne faisaient pas la majorité à eux seuls ; il fallait y joindre pour l'appoint ceux qui avaient pris par résignation le parti de la république et ne demandaient à M. Thiers qu'une politique plus conservatrice et le désaveu de toute alliance avec les radicaux. Il fallait parler de manière à répondre à ces deux états d'esprit, et surtout à n'en blesser aucun. Si l'on paraissait faire trop bon marché de la question purement politique et de la forme de gouvernement, on eût inquiété les royalistes de profession, qui, se souvenant encore de nos dissentiments récents, ne m'écoutaient qu'avec méfiance. Mais si on avait paru faire une levée de boucliers monarchique, on eût rejeté dans les bras de M. Thiers ceux qui prenaient la république en patience. Là était l'embarras, et si j'eus quelque mérite, ce fut d'en sortir sans le laisser voir, et sans que l'extrême prudence de ma parole ôtât rien à sa véracité.

Je fus aidé par une précaution que M. Thiers avait prise contre moi, et qui au contraire, en ma qualité d'orateur novice,

me fut d'une grande utilité. Dès les premiers mots, je remarquai que l'extrême gauche, ordinairement impatiente et bruyante, avait pris le parti de rester muette, quelque provocation qui lui fût adressée : je compris que c'était un mot d'ordre et qu'on lui avait recommandé d'éviter à tout prix une scène de scandale qui, dans la disposition alarmée des conservateurs, les aurait effarouchés. Je vis alors que je pouvais aller en vivacité contre le radicalisme aussi loin que je voudrais et satisfaire ainsi les sentiments des deux nuances de mes amis en excitant leur passion contre l'ennemi commun. Je me rappelle que j'allai jusqu'à dire, à propos des élections dernières, qu'elles nous avaient fait présent d'un collègue, qui ne devait qu'à une connivence mystérieuse l'avantage d'avoir échappé à la justice du pays. Je nommai M. Ranc, il était présent et ne bougea pas.

En concluant, je mis en relief, avec assez de clarté, les oscillations de la politique de M. Thiers et la dépendance absolue où la dernière modification ministérielle le plaçait du groupe de la gauche radicale. Je terminai par cette péroraison où je trouve encore quelque valeur au point de vue purement littéraire :

« Sur cette pente funeste, dans la dépendance et sous la direction qui pèseraient sur lui, ce ne seraient pas seulement les lois constitutionnelles qui disparaîtraient bientôt, ce seraient les lois fondamentales de la société elle-même qui seraient bientôt atteintes. Le ministère irait de faiblesse en faiblesse et de chute en chute. Personne ne peut dire, dans les grands assauts auxquels est soumise cette société meurtrie par tant de blessures, quel sort nous réservent à tous les passions révolutionnaires. Il peut y avoir de mauvais jours. Ils menaceraient les membres du ministère, j'en suis sûr, ils menaceraient le plus grand nombre de leurs amis tout aussi bien que nous. Mais périr pour sa cause, en tenant son drapeau dans la main et au pied d'un rempart qu'on défend, c'est une mort glorieuse dont les partis se relèvent et qui grandit la mémoire des hommes publics. Périr au contraire après avoir préparé avant de le subir le triomphe de ses adversaires, périr en ayant ouvert la porte de la citadelle, périr en joignant, au malheur d'être victimes, le ridicule d'être dupes et le regret d'être involontairement complices, c'est une humiliation qui emporte la renommée en même temps que la vie des hommes d'État. »

M. Thiers était devant moi pendant que je parlais, le banc des ministres étant tout à fait au pied de la tribune, de sorte que je pouvais suivre tous les mouvements de sa physionomie. A ces mots, « le ridicule d'être dupes », je le vis tressaillir comme s'il eût senti la piqure d'un aiguillon. Le reste du temps, je ne lus sur son visage qu'une surprise sincère, je dirais presque naïve de se voir attaquer en face. Ce vétéran des luttes parlementaires avait perdu l'habitude de la contradiction. Ses amis aussi, ou pour mieux dire ses flatteurs, partageaient son étonnement. J'ai su depuis que M^{me} de Rémusat, qui était dans la tribune à côté de la maréchale de Mac-Mahon, s'écria à plusieurs reprises : « Mais c'est incroyable : pour parler ainsi, il faut qu'ils aient un gouvernement tout prêt... » et que la Maréchale, oubliant la prudence, lui répondit : « Oui, madame, tout est prêt, et vous le verrez bien. »

L'effet était assez grand pour que M. Dufaure crût devoir me succéder immédiatement à la tribune. On convient assez généralement qu'il fut rarement plus mal inspiré. Personne n'a jamais eu moins que lui la qualité, si commune aux avocats, de parler sans conviction. La nature de son talent, pénétrant et incisif, et qui n'arrive à l'émotion que par la puissance d'une logique irrésistible, se refuse aux effets déclamatoires et à l'éloquence de convention. Je n'aurais pas eu besoin de savoir (aussi bien que ses confidences me l'avaient révélé) le chagrin que lui causait la mauvaise compagnie radicale chère à M. Thiers, que je m'en serais douté, à le voir réellement battre la campagne avec un mélange de violence et de faiblesse qui surprit tout le monde. Malgré la vivacité de mon attaque, mon langage, tout le monde me rendait ce témoignage, était resté mesuré. Il m'accusa d'avoir manqué à toute convenance et négligé les traditions de politesse héréditaires dans ma famille. J'avais insisté, pour montrer que nous défendions la politique conservatrice sans arrière-pensée monarchique, sur la sortie de M. Goulard, tout aussi républicain que ses collègues et coupable seulement de ne point agréer aux radicaux. Il eut le courage d'affirmer que M. de Goulard était sorti pour des raisons purement personnelles et dont il ne connaissait même pas la nature. Une assertion aussi peu vraisemblable fit partir l'Assemblée presque entière d'un éclat de rire.

Du reste, il fit des dangers du radicalisme un tableau

presque aussi chargé que moi, mais qui, dans sa bouche, avait l'inconvénient d'irriter une partie de ceux dont il attendait les suffrages.

L'échec était si complet que M. Thiers le sentit et aurait voulu le réparer lui-même sur-le-champ. Il bondissait à sa place, pour s'élancer à la tribune, comme nous l'avions déjà vu faire plus d'une fois. Mais c'est ici qu'il commença à sentir la chaîne que le dernier règlement constitutionnel lui avait imposée, et dont il s'était tant raillé. En vertu de cette règle nouvelle, le président de la République ne pouvait prendre la parole qu'à une séance spéciale convoquée tout exprès pour l'entendre. Il fallut renvoyer la discussion au lendemain; seulement, pour ne pas perdre de temps, on en fixa l'ouverture à neuf heures du matin, et on se sépara sous l'impression d'un premier engagement tout à l'avantage de l'opposition.

Je passai la soirée et la nuit à Versailles. Nous nous réunîmes (un certain nombre d'amis) chez M. Léonce de Lavergne, alors aussi animé contre M. Thiers que nous l'avons vu, depuis lors, passionné pour la République. Nous préparâmes l'ordre du jour du lendemain, qui n'était pas facile à rédiger, parce qu'il fallait, comme dans mon discours, tenir compte des sentiments divers de la majorité qui devait se réunir dans le vote. Nous nous arrêtâmes à une rédaction qui déclarait que, considérant que la forme du gouvernement n'était pas en question, puisque l'Assemblée saisie des lois constitutionnelles aurait à en délibérer ultérieurement, mais qu'il importait de rassurer *par une politique résolument conservatrice* le pays alarmé, l'Assemblée regrettait de ne pas trouver cette sécurité dans les récentes modifications ministérielles!

Cette formule nous parut avoir plusieurs avantages; elle ajournait la question constitutionnelle sans la résoudre ni dans le sens républicain, ni dans le sens monarchique. Elle faisait porter le blâme uniquement sur le ministère de manière à ne pas viser M. Thiers lui-même à la tête, et à laisser la porte ouverte à un repentir que je ne croyais ni probable, ni désirable, mais dont plusieurs, dans l'Assemblée, ne voulaient pas perdre l'espérance.

LA CHUTE DE M. THIERS

Pendant que nous délibérions, j'ai su depuis lors que la contre-partie de la scène se jouait à la présidence. Un certain nombre de députés qui étaient restés jusque-là fidèles à M. Thiers, MM. Vingtain, Target, de Tréveneuc, on m'a assuré aussi M. Vitel, venaient le conjurer de donner le lendemain au *Journal officiel* une garantie aux conservateurs en se séparant de deux ou trois fonctionnaires trop compromis; à ce prix, leur vote était assuré. M. Thiers se refusa à subir aucune condition. J'ai entendu blâmer son obstination. Je ne puis m'associer à ce reproche. Cette concession tardive eût manqué de dignité. Je doute qu'elle lui eût assuré le succès. Pour quelques voix qu'elle lui conservait à droite, il y en aurait eu bien davantage qu'elle eût exaspérées à gauche. Il fit donc mieux de courir sa chance; seulement j'ai lieu de croire qu'il n'en comprenait pas toute la gravité.

Ce qui manqua, en effet, au discours qu'il prononça le lendemain, ce fut le sentiment de la disposition nouvelle que les élections de Paris avaient créée dans l'Assemblée. Ce discours aussi habile dans sa texture, aussi heureux dans la forme qu'aucun autre qu'il ait prononcé, n'était que la répétition, sur un mode plein de variété et de souplesse, de ceux qu'il avait déjà opposés à nos attaques précédentes. C'était le même récit, très véridique, mais devenu un peu monotone, de l'état malheureux où il avait trouvé la France, et de l'ordre comme de la prospérité qu'il avait su y faire renaître. Nous étions déjà montés avec lui, par ce chemin, plus d'une fois déjà au Capitole : personne n'éprouvait un intérêt très vif à l'y suivre de nouveau. C'était ensuite l'artifice déjà employé à tant de reprises, de tout réduire entre nous à la question politique de la forme de gouvernement : l'exposé de l'impossibilité de la monarchie, de la nécessité de la république. Mais là-dessus, il avait cause gagnée et trop gagnée. Ce que l'Assemblée demandait, ce n'était pas qu'on lui prouvât que la monarchie était impossible (ce qu'elle craignait en effet), mais que la République n'était pas nécessairement suivie du radicalisme, ce qu'elle craignait encore davantage. Or, pas un mot de son discours n'allait à l'adresse de cette inquiétude. A peine s'il parla des

élections de Paris, et ce fut pour dire que, sans en être charmé, elles ne lui semblaient pas aussi mauvaises qu'à beaucoup de gens. Et, de fait, ayant besoin de toutes les voix, même de celles des nouveaux élus, il ne pouvait guère les traiter plus rudement.

Mais l'Assemblée, au moins dans sa majorité, ne se croyait pas obligée à ces ménagements. C'est dire qu'elle ne trouva dans le discours rien de ce qu'elle cherchait : aucune assurance, aucune garantie qu'on ne la laisserait pas dériver sur la pente où elle se sentait entraînée. Et comme jusqu'au bout elle attendait toujours qu'on finirait par lui parler de ce qui l'intéressait, elle écouta d'abord en silence, puis avec des signes marqués d'impatience.

Enfin quand il descendit de la tribune, le désappointement et en quelque sorte le découragement de ceux qui lui voulaient du bien était visible.

Je pouvais suivre cette impression, à côté de moi, chez mon voisin, M. Mathieu B..., un de ces esprits timides et flottants dont toutes les assemblées sont pleines, qui demeurait depuis huit jours dans une hésitation pleine d'angoisse et qu'un mot conservateur fortement accentué nous aurait enlevé. A plusieurs reprises pendant le discours, je me tournai vers lui et l'interrogeai.

— Eh ! bien lui disais-je, est-ce là la garantie que vous attendiez ?

Il me répondait par un soupir et un hochement de tête négatif.

Quant tout fut dit, et que je vis que le redoutable orateur avait passé à côté des anxiétés des conservateurs, sans daigner en prendre souci, je compris que notre succès était assuré. Tel était l'aveuglement du ministère qu'il eut l'impression contraire et que M. Casimir Perier expédia à tous les préfets une dépêche qui fut affichée sur toutes les murailles de France annonçant qu'après l'immense succès du discours de M. Thiers, le vote favorable n'était plus douteux. Je crois que l'affiche n'eut pas le temps de sécher, qu'il fallut l'arracher pour annoncer le résultat contraire.

Le fameux règlement de la Commission des Trente nous rendit alors un nouveau service. Grâce à cette disposition nouvelle, M. Thiers se trouvait avoir épuisé son droit de parole :

la séance dut être levée, et à la suivante, il ne pouvait plus reparaitre. Craignant cependant quelque incident nouveau et n'ayant devant nous qu'une seule journée avant le repos forcé du dimanche, nous résolûmes de ne rien répondre au discours de M. Thiers, ce qui, en son absence d'ailleurs, eût eu très mauvaise grâce, et de hâter le vote. L'ordre du jour convenu fut déposé par M. Ernoul, député légitimiste très éloquent, dès la rentrée de l'Assemblée qui eut lieu à une heure de l'après-midi. M. Casimir Perier essaya bien de rengager la discussion par un discours empreint d'une assez grande amertume, et qui n'eut rien de remarquable que le soin avec lequel il se défendait de toute alliance avec les radicaux. La clôture fut alors prononcée. Mais, avant le vote, un double incident vint en caractériser toute la signification.

Le groupe flottant qui avait suivi M. Thiers dans son évolution vers la République, mais ne voulait pas être entraîné dans ses complaisances révolutionnaires, se divisa, et prit la parole par deux organes différents, mais l'un et l'autre, malgré des conclusions opposées, presque aussi désobligeants pour M. Thiers.

M. Target vint lire une déclaration signée de quatorze collègues qui adhéraient à notre ordre du jour en réservant comme nous toutes les questions constitutionnelles, mais en se déclarant d'avance fidèles à la solution républicaine. Au nom d'une autre sous-fraction de cette petite fraction, M. Denormandie vint au contraire réclamer l'ordre du jour pur et simple, mais sur un ton très embarrassé. Il reconnaissait qu'on pouvait reprocher au gouvernement des faiblesses regrettables, mais demandait un nouveau crédit, en quelque sorte, pour le nouveau ministère, suivi de l'examen immédiat des lois constitutionnelles; afin que le gouvernement étant solidement établi pût adopter une ligne de conduite plus décidée.

Il promettait, en terminant, que si, dans un délai peu éloigné, satisfaction n'était pas donnée aux exigences de l'esprit conservateur, les dissidents se retrouveraient avec nous. Rien n'indiquait mieux qu'une adhésion de cette nature l'esprit de méfiance qui régnait dans l'Assemblée, et pour ainsi dire le souffle qui courait sur les bancs.

M. Dufaure, en venant réclamer lui-même l'ordre du jour pur et simple, dut protester contre ces commentaires impé-

rieux, mais quant à réclamer un ordre de confiance, comme la gravité de la circonstance et la clarté de la discussion l'eussent exigé, il n'y avait évidemment aucun moyen d'y songer.

L'ordre du jour pur et simple d'après le règlement en vigueur avait la priorité. Ce fut donc le vote décisif.

Beaucoup de mes amis m'avaient promis de réclamer le scrutin secret. Je m'y refusai absolument. Pour la première fois, j'avais eu la satisfaction de parler tout haut, et d'exprimer sans détour mes convictions à la tribune. Il me répugnait de rentrer dans l'ombre et dans le silence au moment où j'allais peut-être paraître devant le pays pour prendre le pouvoir et répondre de l'avenir.

Le vote fut assez long à dépouiller. Pendant cette durée qui ne fut guère moindre d'une demi-heure, je me promenai dans les couloirs en proie aux impressions les plus confuses. On n'engage pas, on ne soutient pas une pareille lutte sans que le désir du succès s'empare de l'âme. Le chasseur le plus froid s'anime à la poursuite du gibier. Mais à part cet instinct naturel et en quelque sorte animal auquel je ne me flatte nullement d'avoir échappé, je ne savais à la réflexion quel désir former. Il était clair pour moi que, vainqueur ou vaincu ce jour-là, M. Thiers et sa politique étaient perdus. Eût-il obtenu un succès de quelques voix, aucun gouvernement n'était possible, avec l'hostilité déclarée de la moitié de l'Assemblée, et l'appui nécessaire du parti radical, déjà mis pour lui au prix de l'abandon de ses lois constitutionnelles. Ne valait-il pas mieux que la lutte se prolongeât, que l'impuissance du système fût mise mieux en lumière aux yeux de tous ?

A l'heure qu'il est, je doute encore et je ne sais si notre succès n'eût pas été plus durable, s'il avait été acheté par de plus longs débats et, par là même, mieux justifié dans l'opinion. Quoi qu'il en soit, l'incertitude fut terminée par l'annonce d'une majorité de seize voix contre l'ordre du jour pur et simple. Une majorité exactement pareille, quoique composée un peu différemment, adopta l'ordre du jour de blâme de M. Ernoul.

Quand on vint me dire le résultat, mon émotion fut très vive, et je pus constater l'exactitude de certaines métaphores que la rhétorique a consacrées, et qui ont perdu par l'usage beaucoup de leur valeur. Je sentis le poids de la responsabilité

exactement comme si les voûtes de l'édifice s'inclinaient sur ma tête et venaient peser sur mes épaules. Mais je repris vite mon sang-froid ; et il le fallait, car nous étions loin d'être hors de peine. Restait à savoir ce que M. Thiers allait faire. Le blâme de l'Assemblée n'atteignait que le ministère. Le Président ferait-il cause commune avec son cabinet et prendrait-il pour lui le congé parlementaire donné à ses conseillers ? Il l'avait à peu près annoncé le matin, mais quelques-uns voulaient en douter encore et je voyais de nos amis qui étaient inquiets de la figure que nous ferions, s'il nous jouait le tour de nous appeler au pouvoir pour nous miner en dessous et nous battre en brèche avec le secours de l'opinion révolutionnaire. Ce n'était pas mon inquiétude.

Ce jeu, qui eût été peut-être le plus habile, eût trop coûté à son amour-propre, et d'ailleurs nous en eussions été quittes pour lui faire des conditions qui l'eussent réduit à l'impuissance. Mais je craignais bien davantage qu'il ne demandât le temps de la réflexion et le renvoi de la séance au lundi suivant, pour nous faire connaître sa décision. Ce délai n'eût pu être refusé pour une résolution si grave. Mais quelle n'eût pas été l'émotion de la France pendant ces quarante-huit heures d'interrègne ? Un mouvement populaire à Paris, une manifestation à Lyon eussent pu rejeter de nouveau tous les effrayés dans les bras du prétendu sauveur. Tout pouvait être remis en question, si le pays n'apprenait pas en même temps la chute de M. Thiers et l'avènement de son successeur.

Nous demandâmes une séance du soir, bien qu'il n'y eût rien à mettre à l'ordre du soir. M. Dufaure, qui aurait pu s'y opposer, l'accepta de mauvaise grâce, ce qui était un engagement de nous donner une réponse dans la soirée. Mais quelle serait cette réponse ? Ce pouvait être la demande de délai que je redoutais.

Je n'ai su que par des récits assez confus ce qui se passa alors à la Présidence. On m'a assuré que, quand la nouvelle du vote fut apportée, M. Thiers, entendant parler d'une majorité de seize voix, crut que c'était à lui qu'elle était acquise, et qu'il dit : Seize voix, c'est peu de chose, mais cela peut grossir, et on peut essayer de gouverner avec cela.

Il fallut le détromper et alors son incertitude fut grande. La démission dont il avait tant de fois menacé, devenue une réalité, ne paraissait plus autant lui sourire. Ce furent ses amis,

et en particulier MM. de Rémusat et Duvergier de Hauranne, qui lui en donnèrent le conseil formel. Je crois que la situation leur pesait à tous, et que ses ministres n'étaient pas fâchés de l'entraîner dans leur chute. Mais, à mon humble avis, ce ne fut pas leur opinion, dont il n'avait jamais fait grand cas, qui le décida. Une visite qu'il reçut et dont il crut avoir tiré parti, fut, suivant moi, le motif déterminant.

Le maréchal de Mac-Mahon, enfin averti de ce qui se passait et de ce qui le menaçait, vint voir M. Thiers avec une certaine solennité. Son intention était, je crois, de bien s'assurer avant de prendre un parti si M. Thiers était décidé à se démettre, et si la place qu'on allait lui offrir était bien vacante. Pour peu que M. Thiers eût témoigné la moindre incertitude, je suis convaincu que jamais le fidèle soldat ne se serait cru permis de prendre la place de son chef. M. Thiers a même dit assez haut depuis lors qu'il avait pris l'engagement positif.

Je l'ignore, mais engagé ou non, jamais le maréchal (tout ce que je sais de lui m'en assure) n'aurait mis la main sur le pouvoir tant qu'un autre le détenait. La seule chose que son esprit simple et droit ne pouvait comprendre, c'était une démission donnée en apparence, avec la secrète intention de se faire forcer la main pour la reprendre, un jeu de coquette qui refuse et veut qu'on l'oblige. Le *oui* du Maréchal est *oui*, et son *non* est *non*. Jouer au fin est ce qu'il n'a jamais su faire, et la pratique qu'il ne devine ni ne prévoit chez autrui. Or, c'est justement ce que M. Thiers voulait faire avec lui.

Il se montra en apparence parfaitement déterminé à quitter le pouvoir et pour jamais dégoûté. Mais, au nom de sa vieille expérience et de son amitié, il le conjura de ne pas s'en charger. Il lui fit un tel tableau des difficultés auxquelles il serait exposé (hélas! ce tableau n'était pas chargé), des amertumes dont l'abreuvierait une assemblée divisée, engagée dans une entreprise impossible et d'un tempérament ingouvernable, que le maréchal en fut troublé, et parut se laisser convaincre.

Pensant alors que nous étions privés d'avance du successeur que nous lui avions désigné, M. Thiers crut pouvoir nous mettre impunément à l'épreuve. En nous envoyant sa démission, il pensait être sûr, ou qu'elle ne serait pas acceptée, ou que ne sachant à qui porter nos hommages, nous serions forcés de revenir humblement à lui.

LA PRÉSIDENTENCE DU MARÉCHAL DE MAC-MAHON

Ce calcul fut trompé, et d'ailleurs il était plus fin que juste. Il n'avait pas songé que ceux qui s'étaient prononcés contre lui au scrutin public avaient sauté le pas et se sentaient compromis, et que parmi ceux qui lui étaient restés fidèles, plus d'un avait compté sur le succès et n'avait pas envie de rester parmi les vaincus.

La conséquence fut que quand, à la séance du soir, M. Thiers apporta la démission, elle fût immédiatement acceptée, au grand scandale de ses amis, par une majorité, qui ne fut pas cette fois de seize, mais de trente voix. La victoire nous amenait quatorze prisonniers. Ce n'était pas beaucoup. Puis, ce second coup porté, la force de la situation pesant sur tout le monde, il fut décidé à une majorité plus grande encore que le vote pour la nomination du successeur aurait lieu immédiatement. Tout le monde savait son nom que nous avions fait courir immédiatement sur les bancs, et nous n'avions garde de dire que son acceptation fût incertaine. On nous croyait d'accord, et plus sûrs de notre fait que nous n'étions.

Pour la première fois alors, la vérité tout entière apparut aux républicains : un pouvoir et un pouvoir conservateur allait être fait séance tenante, sans qu'on eût le temps de faire le moindre appel aux passions du dehors. « Ils ne nous laisseront même pas le temps d'aller à Paris » : je crois en vérité que ce cri que nous entendîmes portait moins de dépit que d'effroi. Ils nous croyaient capables de les prendre au collet dès que nous serions les maîtres, et d'appuyer la voie de droit de quelque voie de fait. C'était nous faire trop de tort ou trop d'honneur. Nous n'avions ni si peu de scrupule ni tant de courage.

Quoi qu'il en soit, ils firent un effort désespéré pour échapper à l'étau dans lequel ils se sentaient enserrés. M. Buffet, en annonçant que la démission était acceptée, crut devoir l'accompagner de quelques paroles de convenance sur le regret que l'Assemblée éprouvait de la résolution qu'elle avait dû prendre. Ce fut alors un éclat d'indignation hypocrite sur tous les bancs de la gauche, et un tumulte, comme même dans cette Assemblée si bruyante, j'en ai rarement entendu. La gauche

se levait, montrait le poing au Président, et à plusieurs reprises celui-ci commença sa phrase sans pouvoir l'achever. Le but de cette petite émeute faite à la main était évident. Nos gens n'étaient pas si en colère qu'ils voulaient en avoir l'air, mais leur dessein était d'intimider M. Buffet et de le forcer à se couvrir et à lever la séance. Aussitôt le mot lâché, les oiseaux s'envolaient vers Paris, et l'Assemblée n'étant plus en nombre ne pouvait prendre aucune décision.

Avec un moins intrépide que M. Buffet, la manœuvre pouvait réussir. Car par dix fois il fut interrompu par des clameurs croissantes. Lassé enfin, mais sans perdre un instant son sang-froid, il déclara simplement qu'il ferait insérer au *Journal officiel* la phrase qu'on ne lui permettrait pas d'achever, et il passa outre au scrutin pour la nomination du successeur de M. Thiers. Le maréchal de Mac-Mahon fut nommé par 390 votants et un bulletin blanc. Toute la gauche s'abstint.

M. Buffet partit immédiatement, accompagné du bureau de l'Assemblée, pour faire connaître le résultat au maréchal, dans l'hôtel du commandant militaire, rue de Gravelle, où il résidait. Pendant cet intervalle, la séance était levée, et nous nous retirâmes dans un bureau avec quelques amis, le duc Decazes entre autres, pour arrêter la liste ministérielle que présenterait au nouveau Président de la République celui d'entre nous (et il n'était guère douteux que ce fût moi) qui serait appelé par lui. Pendant que nous délibérions et que nous cherchions à grouper les noms de manière à satisfaire les diverses nuances de la majorité qui venait de se constituer, on me dit que quelques députés demandaient à me parler. Je sortis et trouvai des émissaires du petit groupe bonapartiste, qui, dans l'Assemblée, ne s'élevait pas à trente personnes. On savait l'existence de cette fraction, mais on n'en connaissait pas nominativement les membres. La réaction si vive et si bien justifiée qui existait à Bordeaux contre l'Empire les avait décidés à user de prudence et à tenir leurs réunions sous le manteau. Parmi le grand nombre de députés qui avaient servi l'Empire (et comment un gouvernement de dix-huit ans n'aurait-il pas compté beaucoup de serviteurs dans une assemblée de sept cent cinquante membres?), on ne distinguait pas bien ceux que les événements en avaient détachés et ceux qui lui étaient restés fidèles en dépit de ses fautes

et de ses malheurs. Mais le nom de ceux qui me faisaient appeler ne prêtait à aucune incertitude. C'étaient MM. Haentjens, Levert et un troisième dont le nom m'échappe. Ils venaient m'assurer que leurs amis me prêteraient leur concours, mais à une condition. C'est que le duc Pasquier, que son langage agressif contre eux leur avait rendu particulièrement odieux, ne serait pas chargé du portefeuille de l'Intérieur.

Je savais déjà que Pasquier ne voulait sous aucun prétexte faire partie du cabinet, mais je ne jugeai pas à propos de leur faire cette confidence. Je répondis évasivement que je n'avais aucun sujet de supposer que la mission de composer un cabinet me fût confiée par le Président, et qu'il serait ridicule à moi de partager des portefeuilles dont je ne disposais pas, plus encore d'accepter ou de prononcer des exclusions. Ils se retirèrent sans insister. M. Thiers, en terminant son discours le matin, m'avait annoncé que si je cherchais une majorité à droite, je serais le *protégé de l'Empire*, et cette parole, qui fit peu d'effet alors, a été souvent répétée. Voilà toute la protection que je reçus de l'Empire et de ses amis avant d'être ministre. Quant à celle qu'ils m'ont apportée pendant que je gouvernais, elle a consisté à me causer toute sorte d'ennuis, à voter contre la plupart des mesures que j'ai proposées, et finalement à faire partie de la coalition qui, un an après, me renversa.

Après une heure d'attente qui me parut assez longue et me causait à moi-même plus d'inquiétude que je n'en laissais voir, M. Buffet revint ; il apportait à l'Assemblée le consentement du maréchal, et à moi une invitation de me rendre auprès de lui.

La séance fut reprise, et il annonça l'issue de sa mission à l'Assemblée qui l'accueillit avec transport. Mais nous ne sûmes que le lendemain quelle lutte il avait dû soutenir pour vaincre la résistance du nouveau Président. Les prédictions sinistres de M. Thiers avaient fortement agi sur cette âme scrupuleuse et toujours prête à douter d'elle-même. Il avait fallu presque commander au soldat au nom du pouvoir légal. Je frémis encore quand je pense à l'affreuse angoisse où nous nous serions trouvés, sans l'autorité morale de M. Buffet, et en quelque sorte, la forte étreinte de sa volonté, à laquelle je sais par expérience qu'il est si difficile de résister. Ce fut lui en réalité qui sauva l'honneur de la journée.

A peine le vote connu, la gauche avait disparu comme par enchantement. Nous pouvions croire qu'elle allait à Paris soulever les faubourgs et, de fait, Paul de Rémusat, qui pouvait être du secret, annonçait que toute la France serait le lendemain à feu et à sang. En réalité, je crois qu'ils allaient se cacher, et que pendant que nous les soupçonnions, nous, de préparer l'emeute, ils nous soupçonnaient de leur côté de préparer un coup d'État. Le résultat fut qu'en me rendant chez le maréchal à minuit passé, je ne rencontraï absolument personne dans les couloirs, et dans la rue seulement une poignée de gamins, évidemment appelés de Paris, et qui s'en retournaient vers la gare en criant : Vive la République !

Je trouvai le maréchal en tête-à-tête avec M. Buffet qui m'avait précédé et l'un de ses aides de camp. Notre reconnaissance ne fut pas longue, il me donna sur-le-champ à lire une lettre qu'il avait écrite pour informer l'Assemblée de son consentement, et qui était malheureusement arrivée un instant trop tard après la levée de la séance. Cette lettre était ainsi conçue :

« Messieurs les représentants, j'obéis à la volonté de l'Assemblée dépositaire de la souveraineté nationale, en acceptant la charge de président de la République. C'est une lourde responsabilité imposée à mon patriotisme. Mais avec l'aide de Dieu et le dévouement de notre armée qui fut toujours l'armée de la loi, avec l'appui de tous les honnêtes gens, nous continuerons ensemble l'œuvre de la libération de notre territoire et du rétablissement de l'ordre moral dans notre pays, nous maintiendrons la paix intérieure et les principes sur lesquels repose la société. Je vous en donne ma parole d'honnête homme et de soldat. »

C'était un chef-d'œuvre. Je ne sais qui avait tenu la plume, mais c'était le cœur du maréchal qui avait parlé. Je compris à l'instant le parti qu'on pouvait tirer de cette heureuse inspiration. Ce qu'il n'avait pu dire à l'Assemblée, le maréchal devait le dire à la France...

— M. le maréchal, lui dis-je, vous êtes président responsable; vous pouvez parler au pays, vous-même, sans intermédiaire, sans avoir besoin d'un contre-seing ministériel. Que demain cette lettre soit affichée par toute la France sur toutes les murailles, et nous avons vingt-quatre heures pour faire un ministère.

Mon conseil fut suivi : le maréchal fit venir M. Pascal, sous-secrétaire d'État de l'Intérieur, pendant le ministère de M. de Goulard, qui avait quitté M. Thiers avec lui, mais qui, sortant à peine de ce grand centre administratif, en connaissait tous les ressorts.

Il le chargea d'aller trouver M. Casimir Perier qui était encore à son poste, pour lui demander, et, au besoin, lui ordonner de faire en sorte que la lettre fût envoyée par le télégraphe à tous les préfets avec ordre de l'afficher au point du jour. Nous n'y joignons qu'un très court résumé de la séance et du vote de l'Assemblée, plus cette phrase devenue célèbre : « Rien ne sera changé aux institutions existantes. » On s'est efforcé depuis lors de voir dans ces mots une promesse du maréchal s'engageant à ce que, sous son gouvernement, aucune atteinte ne serait portée à la forme républicaine. Cette interprétation ne supporte pas l'examen, et j'affirme que, dans ma pensée (car c'est moi qui l'inventai), elle signifiait simplement que le général appelé à la tête des affaires n'avait pas le dessein de faire un coup d'État. Dans la bouche d'un militaire et avec les souvenirs du 2 décembre 1851, l'assertion n'était pas superflue. Mais promettre le maintien de la République, en face d'une Assemblée constituante, et avant qu'elle se fût prononcée, c'est cela même qui eût été un coup d'État.

M. Pascal revint, au bout de quelques minutes, annonçant que M. Casimir Perier s'était prêté de très bonne grâce à l'envoi de la dépêche (ce dont nous lui avions fait l'honneur de ne pas douter), et nous nous séparâmes, le maréchal et moi, en nous donnant rendez-vous au point du jour.

Je retournai me coucher dans ma pauvre chambre d'auberge sans l'espoir de beaucoup dormir. Les menaces de la gauche me revenaient incessamment à l'esprit, et je me demandais au sein de quel orage se lèverait le soleil qui devait le lendemain éclairer la France. Le lendemain, ce soleil était radieux quand j'arrivai à sept heures à la porte de l'hôtel de la rue de Gravelle. Je trouvai le maréchal qui rentrait avec sa femme de la messe où ma première pensée, je le confesse, n'avait pas été de me rendre. Il me fit entrer dans son cabinet, et me montra les dépêches qu'il avait reçues de tous les préfets. Le calme régnait partout : la France ne s'apercevait même pas qu'elle eût changé de gouvernement. Paris était immobile. C'était un

dimanche de mai, jour de courses au bois de Boulogne. Il n'y eut ni un promeneur ni un carrosse de moins. Le lundi, la hausse des fonds fut considérable.

Le récit que je viens de faire est dans ma pensée une sorte d'examen de conscience; il en résulte pour moi, il en résultera, j'espère, pour ceux (s'il en est d'assez curieux pour cela) qui y jetteront les yeux, qu'avant de nous séparer, mes amis et moi, de l'homme éminent qui avait si longtemps représenté nos opinions, nous avons épuisé tous les moyens de conciliation et poussé même, à plus d'une reprise, jusqu'à la duperie le désir de rester en intelligence avec lui. Conférences amicales, exhortations privées, conventions et transactions parlementaires, nous avons tout mis en œuvre. C'est lui qui a tout refusé et s'est joué de toutes nos offres d'alliance.

Il n'est pas même vrai que la condition que nous mettions à notre appui fût la poursuite d'une restauration qui, à l'épreuve, a été démontrée impossible. Il n'était pas en notre pouvoir de nous convertir d'un jour à l'autre à l'excellence de la forme républicaine; il n'était pas dans notre droit, la croyant mauvaise, d'y condamner à jamais la France. Mais nous consentions à tous les atermoiements, à tous les retards; nous consentions même à donner à une république provisoire toutes les garanties qui lui permettraient, si cette nature d'institution pouvait triompher de ses vices essentiels, de se convertir en état définitif.

La seule, absolument la seule condition dont nous ne nous soyons jamais départis, c'était une rupture franche et irréconciliable avec une secte politique dont M. Thiers condamne comme nous et plus vivement que nous les doctrines économiques et sociales. C'est celle-là qu'il nous a quelquefois promise, et à laquelle, en fait et au moment d'agir, il s'est toujours refusé.

Quels ont été ses motifs pour préférer ainsi à d'honnêtes et loyaux amis, des alliés mal famés, plus que suspects, et qui se raillaient derrière son dos de sa faiblesse? Je laisse à d'autres cette recherche. C'est ma conscience et non celle de M. Thiers que j'examine. Si j'avais un jugement à porter, il serait trop sévère. Je craindrais d'être obligé de reconnaître que l'ambition de rester au premier rang, la crainte puérile de se voir à un moment donné sacrifié par nous à un prince de la maison

d'Orléans, l'ennui de trouver dans nos rangs des hommes considérables, avec qui il aurait fallu compter, furent encore ses motifs les plus avouables. La force du parti démagogique, le danger d'entrer en lutte avec une puissance qui a brisé tant de trônes et fait verser tant de sang, ce fut là, j'en ai peur, ce qui détermina la conduite empreinte de mollesse et de ruse d'un vieillard de soixante-quatorze ans. *Solve senescentem*. La sagesse antique avait raison. Il ne faut pas que les hommes prétendent à gouverner leurs semblables au delà d'un certain âge. L'intelligence et le corps peuvent rester ou paraître intacts. La volonté et le courage fléchissent sous le poids des années. Les natures héroïques résistent seules à ce lent et insensible déchet. M. Thiers n'a jamais passé pour un héros.

Je ne ferai pas entrer dans cet examen la question de savoir si, moi, personnellement, j'ai cédé dans la campagne que j'ai dirigée contre M. Thiers, au dépit d'une ambition trompée parce qu'il ne m'avait pas appelé au ministère. Il l'a beaucoup dit et on se connaît mal soi-même. Je pourrais donc me faire illusion, si je n'avais la certitude que, pour me séparer de lui, j'ai dû au contraire résister à toutes les suggestions de l'ambition personnelle. M. Thiers avait du premier coup, sans le savoir, comblé mes vœux en m'appelant à l'ambassade de Londres, et ce poste suffisait tellement à mes désirs, que j'y suis resté peut-être trop longtemps pour ma dignité, et que rien ne m'a autant coûté que de le quitter. A l'heure qu'il est, par moments, je le regrette encore.

Quant à un ministère, si j'avais laissé à M. Thiers l'espérance qu'il pourrait user de moi comme de M. Casimir Perier, c'est-à-dire si je lui avais offert de mettre à son service le nom de mon père, en trahissant mes opinions héréditaires, je pense qu'il ne se serait pas fait faute de profiter de ma complaisance. On me laissera bien dire d'ailleurs que mon ambition, si j'en avais, était plus haute, et que le rôle de ministre de M. Thiers, c'est-à-dire de premier commis sous un chef impérieux, quinqué, se mêlant de tout, et n'ayant d'égards pour personne, n'avait rien qui me séduisît. Nous n'aurions pas vécu deux jours ensemble. C'est un point sur lequel nous avons toujours été d'accord.

Le reproche d'avoir usé d'ingratitude envers M. Thiers, en lui retirant le pouvoir, soutient encore moins l'examen. Le

pouvoir, dans un pays libre, n'est pas un objet de prix ou de fantaisie dont on puisse disposer par sentiment, par affection ou même par reconnaissance. Il y va du sort d'une nation entière, et on ne peut le confier qu'à ceux qu'on croit en état et en humeur de bien user de cette redoutable confiance. Ce n'est pas le passé, c'est le présent, c'est l'avenir, ce ne sont pas les services rendus, mais les services à rendre qu'il faut prendre en considération dans un tel choix. Les bienfaiteurs d'un pays ont droit à tous les témoignages de gratitude et de respect : les témoignages doivent être matériels et sensibles, si la fortune de ces bons citoyens l'exige, et s'ils en manifestent le moindre désir; purement honorifiques s'ils ont le bon goût et le moyen de se contenter à ce prix. En ces divers genres, nous n'avons rien refusé à M. Thiers. Mais le pouvoir lui-même n'appartient de droit à personne. Nul n'a rendu de plus grands services à son pays que le vainqueur de Waterloo, et nulle nation n'est moins ingrate que la nation britannique. Aussi elle a fait Wellington, duc, maréchal, elle lui a prodigué les honneurs, elle n'a jamais songé à le créer ministre à perpétuité.

Mais le véritable grief que j'ai à discuter, ou plutôt le véritable doute auquel j'ai à répondre, est celui-ci : « A quoi a servi la révolution parlementaire du 24 mai? Vous vouliez faire la monarchie, nous dit-on, l'avez-vous faite? Vous vouliez substituer au système de M. Thiers, appuyé sur les républicains modérés, et complaisant pour les républicains radicaux, le gouvernement des conservateurs : avez-vous pu l'établir? Après quatre ans écoulés, n'est-ce pas aujourd'hui M. Thiers qui gouverne sous le nom de maréchal de Mac-Mahon? Ne sont-ce pas ses idées, et même son ami et son confident, Jules Simon, qui mènent la France? A quoi bon un tel effort, et une forte secousse donnée au pays, pour vous retrouver après quatre ans au point de départ? »

L'assertion, fût-elle aussi vraie que je vais montrer tout à l'heure qu'elle est inexacte, ce ne serait pas encore la condamnation de notre conduite. Les hommes, en ce monde, ne sont point obligés de réussir, pas plus que les généraux ne sont tenus de vaincre. Mais ils sont obligés de tenter tout ce qui est humainement possible pour le triomphe de leurs convictions. L'échec ne trouble pas la conscience de ceux qui n'ont rien négligé pour le prévenir. Ce sont ceux qui se mettent

de complicité avec la fortune, par leur défaut de résolution ou de persévérance, ce sont ceux-là qui doivent craindre la justice de l'histoire.

L'Assemblée était composée en grande majorité de royalistes, c'est-à-dire d'hommes persuadés que la royauté constitutionnelle pouvait seule assurer la grandeur et le repos de leur patrie, et que les institutions républicaines la condamnaient tôt ou tard à une fatale décadence. Ils se devaient à eux-mêmes, ils devaient surtout à la France de ne renoncer à lui rendre un tel bienfait, de ne l'exposer à la chance d'une telle ruine, qu'après avoir tout mis en œuvre pour la soustraire à cette extrémité. Une impossibilité absolue, démontrée, justifiée par une irrésistible évidence pouvait seule les absoudre devant leur conscience et devant l'avenir le jour où, de guerre lasse, ils seraient contraints d'accepter ou de subir l'épreuve nouvelle de la République comme une mystérieuse et sévère volonté de la Providence.

Nous étions en plus grande majorité encore une Assemblée conservatrice, c'est-à-dire convaincue que les principes radicaux sont la perte de toute société civilisée, quelle que soit sa forme politique, et que la complaisance pour ces funestes doctrines conduit une nation à l'abîme. Nous pouvons, aujourd'hui que la fortune a prononcé contre nous, supporter ce déplorable système de ménagements pour le mal et ses sectateurs. Tant qu'il nous restait un moyen d'y échapper, nous eussions été coupables de nous y résigner.

Ceux qui nous reprochent aujourd'hui d'avoir tenté la restauration monarchique ou essayé d'établir un gouvernement conservateur, sont ceux qui espèrent encore que la république gouvernée par les républicains modérés pourra éviter les catastrophes. Mais supposez (et la supposition n'est que trop vraisemblable) que la troisième république ait la fortune de ses devanciers, et que les nouveaux Girondins soient encore une fois victimes des nouveaux Montagnards : que diraient ces mêmes censeurs d'une Assemblée qui, voyant le péril et en possession encore de tous les moyens de résistance, se serait laissée glisser sur cette pente fatale sans essayer même un jour de remonter le courant ? Ce ne serait pas son impuissant effort, ce serait sa lâche connivence qui ne trouverait pas grâce devant le jugement de la postérité.

Ma conviction, au contraire, est que le vote du 24 mai, sans tenir tout ce que nous en attendions, sans réaliser toutes les espérances qu'il a fait concevoir alors aux conservateurs, et que je ne partageais moi-même alors qu'avec réserve, a rendu à la France un service dont les effets durent encore. Si nous ne pouvons nous flatter d'avoir prévenu pour jamais une crise qu'un concours de fautes et de malheurs rend encore aujourd'hui trop à craindre, nous en avons au moins retardé l'échéance : nous avons donné au pays le temps de s'y préparer, nous lui avons réservé des chances de salut, qui lui eussent fait absolument défaut, si nous nous fussions rendus sans combat le 24 mai.

Si M. Thiers eût fait prévaloir tout ensemble et ses vues républicaines, et son système d'alliance avec la gauche (deux choses évidemment inséparables dans sa pensée), le résultat eût été prompt et certain. Une dissolution de l'Assemblée aurait eu lieu aussitôt la constitution faite et nous eût amené deux Chambres également animées de l'esprit révolutionnaire. Il n'y avait pas eu, depuis deux ans, une seule élection qui n'eût eu ce caractère, et comme le Sénat dont M. Thiers voulait nous gratifier émanait du suffrage universel, — tout comme la Chambre des députés, — il n'y a aucune raison de penser qu'on eût trouvé dans cette prétendue Chambre haute un temps d'arrêt ou un tempérament quelconque au mouvement que l'autre Assemblée lui eût imprimé. Nous entrions ainsi en plein radicalisme, deux ans après le désastre de 1870, quand nos plaies étaient à peine fermées, quand les Prussiens étaient encore en armes à nos portes, sinon sur notre sol, quand notre armée était encore dénuée d'éléments de résistance, et nos finances en déficit.

Les conséquences désastreuses d'une pareille catastrophe ne peuvent être justement appréciées. Et quant à l'influence que M. Thiers se flattait d'exercer sur les pouvoirs qui lui auraient dû son existence, nous venions d'en avoir la mesure exacte, dans le traitement que les électeurs de Paris venaient de faire subir à son ministre et à son ami personnel.

Le maréchal de Mac-Mahon a donné à la France trois années de gouvernement régulier et réparateur, pendant lesquelles l'armée a été réorganisée, le trésor remis à flot, la propriété commerciale et industrielle du pays a repris son cours. S'il a

été obligé, par le désaccord des fractions conservatrices et leur défaut d'esprit politique, à accepter une constitution républicaine votée par une majorité dont la gauche faisait le principal élément, au moins cette constitution renferme-t-elle quelques garanties d'ordre très sérieuses. Le Sénat qu'elle a établi échappe aux impulsions les plus violentes du suffrage universel, et jusqu'ici il a été suffisant pour arrêter toutes les mesures révolutionnaires. Le parti radical lui-même, discipliné par trois ans de lutte, a appris sinon à modérer ses prétentions, du moins à en contenir l'expression et à en ajourner l'exécution. Je ne suis pas dupe de cette modération apparente, et je ne vois pas l'avenir avec les yeux d'un optimiste. Mais du temps gagné en ce monde, c'est toujours quelque chose, et même quelquefois tout dans une vie mortelle.

Un homme d'État, très peu républicain et encore moins révolutionnaire, le prince de Metternich, a dit que tout l'art des médecins politiques était de faire durer le malade plus que la maladie. Je ne dis pas que notre remède ait tout cet effet, et la maladie fait, hélas! encore de trop rapides progrès. Au moins le malade dure encore et sa forte constitution permet toujours d'espérer une réaction salutaire.

BROGLIE.

(A suivre.)

LA VOIX DES JEUNES

L'ESPRIT

DE LA

LITTÉRATURE MODERNE

II ⁽¹⁾

**A LA POURSUITE
DE LA RÉALITÉ INTÉRIEURE**

LA TENDANCE PSYCHOLOGIQUE

Dans la production romanesque de ces dernières années, la psychologie a conquis une place de plus en plus considérable. Peut-être est-il assez naturel, au reste, qu'après une période de concentration et de repli intérieur (influence morale de la guerre, restrictions matérielles, carte de pain et de sucre, jour sans viande, etc.), l'homme devienne plus attentif à la vie, comme au sortir d'une convalescence; par là se détermine chez lui une curiosité plus grande pour l'élément le plus vital, le plus libre, le plus jaillissant de la nature; au milieu de la matière qui tend à se conformer toujours à des lois mécaniques, à base du principe d'inertie, il y a un courant d'esprit qui passe. Et c'est en se tournant vers soi-même que l'homme per-

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} août.

çoit pour la première fois la présence de cette force irréductible qui ne se soumet qu'à ses règles propres. Jadis on l'appelait *ψυχή*, d'où nous est venu le mot psychologie.

Aujourd'hui, c'est précisément le genre psychologique qui, en littérature, reste le plus traditionnel et le moins révolté. Il ne peut s'y produire un changement aussi catégorique que dans le domaine du pittoresque ou du fantastique, parce qu'ici tout se tient et qu'il ne s'agit plus seulement d'inspirations détachées; négliger ce qui est acquis devient aussi impossible pour le romancier que pour le savant, toujours contraint à respecter dans une certaine mesure les découvertes antérieures, alors même qu'il prétend les dépasser.

Mais la psychologie est aussi complexe que ses objets : l'esprit et l'âme humaine, dont les éléments sont innombrables et peuvent être considérés sur une infinité de plans. Les méthodes mêmes d'investigation sont variées et variables, parce qu'elles doivent s'adapter à des mouvements extrêmement subtils et fuyants; il n'est pas d'autre science qui soit obligée d'admettre d'une manière aussi courante l'identité des contradictoires : l'amour et la haine peuvent se confondre dans l'indissoluble élan qui nous porte vers tel ou tel personnage, aussi multiple lui-même que nos dispositions à son égard.

La psychologie littéraire est une branche particulière de la psychologie, mais qui se distingue des autres à la fois par ses procédés et par son but. Elle ne doit être ni systématique, ni intéressée (les romans à thèse n'en sont donc qu'une désagréable contrefaçon); elle ne cherche pas à prouver, et c'est cette attitude qui fait toute sa valeur. Presque toujours, elle tend à faire éclater les notions trop simples et les cadres trop étroits de la psychologie des manuels scolaires, tandis qu'elle utilise avec prudence l'apport de la psychologie médicale à intentions curatives et à démonstrations expérimentales. La première s'impose un idéal de mise en ordre que le rôle même de l'observateur écrivain est de dépasser, quitte à obliger le philosophe à recommencer le même effort, mais en élargissant ses classifications et en y comprenant un nombre toujours plus grand de formes diverses.

C'est donc en littérature seulement que l'étude de la vie intérieure parvient à se débarrasser de toutes considérations trop théoriques ou trop pratiques. Aussi le romancier rend-il

largement au médecin psychiatre le service qu'il en reçoit. Le docteur Georges Dumas disait d'ailleurs en propres termes, dans les cours qu'il donnait à Sainte-Anne, que « le vrai maître du psychiatre, c'est le romancier psychologue ». Les matériaux à l'état brut que fournit ce dernier risquent infiniment moins d'être déformés que les observations relevées par le médecin lui-même.

Au milieu de la complexité d'un tel univers, l'on ne saurait prétendre tracer un tableau vraiment complet de la psychologie dans la littérature moderne. Il faut se contenter d'un panorama schématique où l'on tentera de marquer quelques tendances essentielles avec leurs principales ramifications. Notre fil d'Ariane consistera dans un principe : aller toujours du moins organisé au plus organisé, par conséquent de l'analyse la plus complète au plus cohérent des essais de synthèse.

A la première étape, se groupent les écrivains pour lesquels la littérature n'est qu'un moyen d'investigation : ceux par exemple qui utilisent le monologue intérieur ou la poésie surréaliste, ces deux procédés presque cinématographiques auxquels nous devons d'admirables films documentaires. Le monologue intérieur nous présente le cours de la conscience sans chercher à lui donner une autre unité que celle du hasard : parmi les pensées qui s'écoulent, surgissent parfois des sensations et des impressions du dehors, que le flot contourne comme un écueil rocheux. C'est une projection simple et unie sans autre lien que chronologique. L'appareil de prise de vues est placé au niveau de la surface du fleuve, tandis que la poésie surréaliste vise à être le jaillissement spontané d'une réalité plus profonde ; mais il reste presque toujours chez ceux qui l'emploient une curiosité très vive des résultats obtenus ; et le poète ne manque presque jamais de se détacher après coup de sa production pour l'examiner d'un œil de savant. Cela est si vrai que le surréalisme, en dépit d'une apparente contradiction, est fondé sur des théories esthétiques et ne se contente point par conséquent de son œuvre spontanément créatrice.

Voilà deux outils qui nous permettent d'obtenir deux coupes de notre pensée, l'une horizontale et l'autre verticale. Mais, en un sens, ce ne sont que des outils et nous sommes obligés de faire appel à d'autres facteurs pour tenter de réorganiser notre

vie psychique. Il arrive aussi que, dans son œuvre, l'écrivain traduise le chaos parce qu'il le découvre au dedans de l'être qu'il considère : sensations, velléités, inquiétudes, tel est le thème d'un grand nombre de romans modernes qui ressemblent plutôt à des poèmes, puisqu'ils répugnent à l'organisation inhérente à la technique romanesque. Ces personnages nous apparaissent ballottés par des événements auxquels ils ne trouvent pas de signification ; une idée morale autour de laquelle leur personnalité aurait pu se cristalliser, leur fait défaut, et c'est ainsi que nous voyons tel personnage « incertain » (1), « valise vide » (2) ou « corps perdu » (3) s'en aller à la dérive, comme des navires désemparés.

Il est rare dans ces cas-là que la forme du roman soit assez puissante pour s'imposer à la matière informe ; mais il arrive que, dans certains romans très construits, la finesse psychologique de l'auteur se révèle à l'état épars, au moyen de notations très rapides, très aiguës, qui ne cherchent pas à s'agglomérer et viennent simplement de temps à autre nous montrer comme une piqure d'épingle que nous sommes bien dans le réel. MM. Emmanuel Bove, Pierre Bost, et *cæteri*, sont très habiles à ce jeu. Bien souvent même, ces remarques très brèves ont le don de faire naître l'atmosphère du récit : mais l'atmosphère du récit n'est encore qu'un lien en quelque sorte artistique ; et la science psychologique-littéraire (s'il est permis de s'exprimer ainsi) s'organise d'une façon tout à fait différente : car si l'on parle toujours « d'analyses de caractères », il ne faut pas en conclure que le contenu de notre conscience est simplement éparpillé sans ordre dans les romans d'aujourd'hui.

Obligés de nous en tenir à de grandes classifications auxquelles l'expérience, naturellement, ne fera qu'apporter des contradictions et ôter les arêtes un peu vives, nous distinguerons d'abord et surtout, — au-dessus de la production moderne, — les deux grandes tendances, représentées par Marcel Proust et par M. André Gide : la première que j'appellerai *tendance intellectuelle* et la seconde, *tendance affective*, car dans l'un et l'autre cas, nous voyons agir, — comme élé-

(1) *L'Incertain*, par Maurice Betz (Émile-Paul).

(2) *La Valise vide*, par Drieu La Rochelle (N. R. F.).

(3) *Corps perdu*, par Philippe Soupault (Europe).

ments catalyseurs pourrait-on dire, — d'une part l'intelligence, d'autre part la sensibilité.

Par un curieux paradoxe, il se trouve que, dans tous les volumes écrits « à la recherche du temps perdu », c'est, au contraire, la sensibilité qui paraît, à première vue, tenir une place essentielle : c'est elle qui, par son originalité et par son acuité, frappe d'abord notre attention. Et pourtant il faut reconnaître que la primauté reste à l'intelligence : tout ce que l'auteur sent, il cherche à le comprendre. Nous assistons à l'auscultation d'une sensibilité suraiguë par une intelligence merveilleusement perspicace. « Tendance intellectuelle », est-il donc juste de répéter, mais aussi « tendance réaliste », puisqu'elle veut asservir l'art à la réalité. Proust écrit en effet, ainsi qu'une évidence indiscutable : « Comme l'art recompose exactement la vie... », et c'est bien là d'ailleurs le but qu'il s'est assigné lui-même au cours de sa recherche féconde.

La tendance de M. André Gide s'oppose à la précédente en tous points : primauté fondamentale de la sensibilité ; intelligence qui se manifeste au premier plan et d'une éclatante façon. D'autre part, le sens esthétique faisant partie de la sensibilité en général, il y a chez Gide un grand respect de l'art, une attitude assez proche de cet « art pour l'art » dont nous avons plus haut noté le discrédit chez les écrivains d'aujourd'hui. Mais, en approfondissant la pensée gidienne, nous constatons que l'art lui-même y est asservi à quelque chose de supérieur sur le plan vital, c'est-à-dire que le souci de l'*humain* y devient le critérium du chef-d'œuvre. « Un grand artiste, lisons-nous dans le *Journal des faux monnayeurs*, n'a qu'un souci : devenir le plus humain possible, disons mieux : devenir banal. »

Et ce qui donne une fausse apparence d'intellectualisme à l'observation de M. André Gide, c'est que son objet est en effet intellectuel. Le centre de son intérêt affectif, ce sont les idées ; mais il ne les considère qu'en tant qu'elles sont mêlées à la sensibilité d'un homme. Il est donc naturel qu'il fasse à la vie de l'esprit une place bien plus considérable que les romanciers de l'autre tendance. Pour lui les idées sont toujours incarnées en quelque personnage : et les personnages sont mus par leurs idées, alors que, chez Proust ou chez d'autres, les personnages étaient mus surtout par les sensations et les mouvements instinctifs de leur « moi ». Ici les personnages réfléchissent, et

sentent battre leurs idées comme leur cœur : ils peuvent épier leurs propres réflexions, avoir des aperçus théoriques sur eux-mêmes.

Mais M. André Gide ne voit jamais apparaître les idées dans cet ordre que Proust impose à son observation quasi scientifique. Il n'est pas en proie au même souci de toujours expliquer. Seule la tonalité morale lui importe; et voilà où s'affirme cette primauté de la sensibilité que nous avons considérée comme caractéristique. Tourné davantage vers l'activité extérieure, les manifestations de son être intérieur lui apparaissent comme des étrangères, sans suite et pour ainsi dire hachées. Il ne peut pas prétendre comme Proust que « l'art recompose exactement la vie »; il note au contraire : « Le génie du roman fait vivre le possible, non pas le réel ». Nous percevons dans cette phrase la grande différence qui sépare les deux conceptions esthétiques.

Cependant, il faut prendre garde que les deux réalités, poursuivies par Proust et par Gide, ne sont pas les mêmes. Nous l'avons déjà constaté : le premier se tourne vers la vie; le second vers l'humain, c'est-à-dire vers quelque chose que notre sensibilité appréhende à l'intérieur de la conscience, alors que c'est notre intelligence qui seule peut dégager de notre être l'élément « vie ». Il s'ensuit que les mouvements de la pensée de Proust et de Gide vont en sens inverse. Proust se dirige presque toujours du particulier vers le général : de l'élément le plus particulier, — la sensation, — il s'élève chaque fois qu'il le peut à la loi universelle et intellectuelle. Tandis qu'André Gide, partant du général, se dirige vers le particulier, en ce sens que, par un approfondissement de l'humain, — considéré dans son ensemble, — il pénètre jusqu'à l'âme individuelle. Sans doute eût-il mieux valu, pour rendre notre parallélisme plus rigoureux, utiliser le même vocabulaire dans les deux cas : les plans sont trop distincts !

La démarche de l'esprit gidien, ainsi considérée, nous fait comprendre comment l'homme qui écrivait naguère : « Ce qui m'intéresse en toi, c'est ce qu'il y a d'unique, d'irremplaçable », est le même écrivain qui, dans son *Voyage au Congo* et dans ses *Souvenirs de la cour d'assises*, a su le mieux atteindre, sous les apparences physiques ou morales les plus diverses et parfois les plus monstrueuses, le fond commun d'humanité qui persiste en chaque individu.

Proust est un simple observateur, car ses héros cherchent la réalité de la vie en eux-mêmes : les actes qu'ils exécutent sont rares, infimes et surnagent presque par hasard à la surface de leur « moi ». Les personnages de Gide se manifestent au contraire par leurs gestes et la réalité qu'ils poursuivent, ils la voient à l'extérieur et qui sollicite leur activité. L'auteur des *Nourritures terrestres* est toujours celui qui veut donner aux existences leur plus grande plénitude; et c'est toujours à l'aventure de possibilités réalisables qu'il lance ses héros, devenus des expérimentateurs et non plus des observateurs d'eux-mêmes, à la manière des héros proustiens. Il veut donner de la réalité une notion sensible et non plus une notion intellectuelle; il n'a donc pas le droit de négliger les effets de surprise et d'imprévu, qui constituent la trame de notre pensée et qu'un effort de compréhension trop méticuleux risque d'effacer. De ce point de vue, l'on pourrait remarquer que ce sont désormais les écrivains de la tendance affective qui nous rapprochent le plus de la vie : non qu'ils prétendent nous en rapprocher dans le domaine de la connaissance, mais ce sont eux qui parviennent à nous en donner l'image la plus vraie, quant à notre sensibilité. Nous en arrivons à nous contredire, sans être pourtant obligés de renier ni l'un ni l'autre des pôles de notre contradiction : de ce nouveau point de vue, il est permis en effet de considérer que c'est dans la première tendance que l'on découvre le plus d'ordre (donc le plus d'art) dans l'expression du réel.

Au vrai, comment pourrions-nous distinguer d'une façon absolue les écrivains de la lignée Proust et ceux de la lignée Gide? Il est rare que les influences ne se mêlent pas, et il faut compter avec la personnalité de chacun des influencés; mais dans une fresque à grands traits, le lecteur doit accepter une certaine part d'arbitraire, indispensable à la clarté de l'exposé. Le rôle du critique est de réduire cette part au minimum.

Pour les écrivains qui appartiennent à la tendance psychologique, dite intellectuelle, il faut choisir un élément de classement intellectuel, lui aussi : le plus simple est de les ranger selon leurs méthodes. Et ces méthodes, nous pourrions assez aisément les désigner par analogie avec les méthodes scientifiques, dont elles s'inspirent peut-être à leur tour. Ainsi nous distinguerons grossièrement, parmi les romanciers psycholo-

gues, les mathématiciens, les physiciens et les chimistes. Laissons de côté les naturalistes, car la méthode des sciences naturelles correspond plutôt à celle des manuels de psychologie scolaire; mais nous n'en trouvons pas de réplique en littérature.

Proust est bien semblable en effet à ces mathématiciens hardis qui, à la suite d'Einstein, de Langevin et de Louis de Broglie, s'élancent à l'assaut de l'irrationnel et visent à l'appréhender, à l'utiliser, en assouplissant leur intelligence à des conceptions que ne peuvent rendre sensibles aucune image, ni comparaison concrète ou familière. De même Proust ne poursuit pas l'ordre profond du monde, mais la réalité (en admettant que celle-ci puisse ne pas être conforme à cet ordre). Elle lui apparaît encore dans son unité, mais unité pleine de trous et de mystères! Ici se dresse « l'esprit contre la raison (1) », selon l'heureuse expression de M. René Crevel. Et l'intelligence de Proust s'insinue, tente d'embrasser la complexité infinie de la pensée : d'où ces retours, ces parenthèses à l'intérieur d'autres parenthèses, etc...

M. Jacques de Lacretelle au contraire serait le physicien du roman actuel. Précisons : son œuvre évoque la physique traditionnelle et non mathématique. Il croit à la loi de la causalité sans restriction; et c'est à elle qu'il soumet avec vigueur et subtilité tous les objets de ses études. Proust davantage poursuit la loi profonde parce qu'il se fie moins à ce principe causal, direct, bâti sur le modèle de la plupart des lois matérielles : il retrouve plutôt les lois moins mécaniques de l'agglomération des sentiments, non sans avoir au préalable décomposé ceux-ci pour les manier plus aisément. M. de Lacretelle, lui, les fait découler les uns des autres, ou bien de faits qu'il relate à leur place dans le temps; car il se situe dans un temps régulier et classique, bien plutôt que dans notre *durée* moderne. Il représente le maximum de logique et de compréhension rationnelle dans la vie intérieure; il s'applique à tout éclairer, même les détails les plus fugitifs. Dans la *Mort d'Hippolyte*, des impressions morales ont d'imperceptibles causes matérielles que l'œil averti de l'auteur découvre avec une délicatesse précise : « Et quand je prenais congé de Charlotte Vignet, j'avais l'impres-

1) *L'Esprit contre la raison*, par René Crevel (*Cahiers du sud*).

sion, à un léger enrouement de sa voix, qu'un voile avait été jeté furtivement sur tout son être. »

Comme l'historien, ce romancier reconstruit le passé en parlant du présent et laissant peu de place à l'imprévu ; il embrasse son sujet d'un coup d'œil.

Troisième tendance : celle du chimiste, et nous choisirons comme écrivain représentatif de celle-ci M. Louis Martin-Chauffier. Plus que les autres, ce dernier mérite, surtout par ses premiers livres, d'être appelé un analyste. Il décompose les sentiments, les combine, et de ces mélanges en tire de nouveaux. Extrayons quelques lignes de l'un de ses romans :

« Je n'avais pas une mine d'enterrement ; j'étais seulement très préoccupé. Faute de pouvoir composer le sourire de Claire, il me restait la ressource de le faire refluer, de rappeler à la lumière, par subterfuge, la facette de son âme, qui, ayant étincelé un moment devant moi, s'était replongée dans la nuit. Cette idée, remplaçant l'étrangère, la trouble-fête qu'elle m'avait paru d'abord, par une créature mystérieuse, apparemment dépourvue d'intérêt, mais qu'il suffirait d'orienter d'une certaine façon pour lui rendre son éclat et son prix, restitua à Claire une personnalité, à moi la présence d'esprit, et ramena son sourire à n'être plus que la révélation d'un mouvement intérieur mal défini, et non, comme il l'avait été, l'objet propre, isolé, dépouillé de mon souci. »

Ainsi l'individu passe par une série de métamorphoses successives dont la succession apparaît plus importante que son unité. Le volume, le plus typique à cet égard, de M. Martin-Chauffier est *Patrice* où l'on croit voir, dans la forme surtout, l'influence de Proust. Mais, à la différence de Proust, M. Martin-Chauffier est tourné vers l'avenir et par conséquent vers une certaine activité : ce qui dans *Patrice* plonge des racines jusqu'au cœur du personnage principal, l'auteur l'a recherché presque toujours en raison des conséquences extérieures auxquelles il s'intéressait.

Si l'on considère maintenant les écrivains de la seconde lignée, il devient impossible de conserver le classement par méthodes auquel nous nous étions tenu jusqu'alors : en effet, nous quittons le domaine intellectuel ; l'ordre devient par conséquent moins aisé ! Il faut se contenter de rechercher le point central de chaque sensibilité ; chez M. Gide, nous avons vu qu'on

le trouve dans les idées et les principes moraux : quand les êtres que l'auteur a créés agissent, c'est pour se prouver à eux-mêmes, pour sonder les murs dont ils se sentent entourés. L'action est donc chez eux plus intellectuelle que pratique.

Ce qui préoccupe un romancier de l'envergure de M. Roger-Martin du Gard, c'est surtout l'activité de ses personnages. Toute son œuvre est en mouvement; et il en étudie avec sobriété les rouages psychologiques essentiels. Des jeunes écrivains tels que MM. Jean Prévost, Robert Honnert, René Crevel cristallisent leur intérêt autour de certaines tendances physiques et vont à la découverte de leur corps (*Plaisir des Sports, Corps et âme, Mon corps et moi*). D'autres ne prêtent attention qu'à l'atmosphère morale qui imprègne les hommes et les choses : par exemple MM. François Mauriac, Julien Green. Les notations n'ont plus alors aucun but intellectuel; leur rôle est seulement de donner une impression. C'est à nous, lecteurs, d'analyser le trouble que nous subissons, lorsque les personnages révèlent à leur propre insu le fond caché de leur nature.

M. François Mauriac fait parler ses héros et ses héroïnes : on lui a parfois reproché le long monologue de *Thérèse Desqueyroux*; mais chez lui l'on ne connaît des individus que ce qu'ils pourraient dire eux-mêmes à leurs confidents. Ils sentent plus profondément qu'ils ne réfléchissent, et si Thérèse Desqueyroux, par exemple, tente d'empoisonner son mari, elle est la première à ne pas bien comprendre les mobiles qui l'ont poussée. Plus que M. Gide, M. Mauriac s'attache aux côtés affectifs de la réalité; il en respire comme le bouquet, il en ignore les lois, mais en éprouve les émanations douloureuses : douleur, seule réalité sensible! Réalité profonde de l'homme, sensibilité, sensualité, voilà de quoi dessiner son univers. Et n'est-il pas vrai que la musique qui n'est faite aussi que de ces deux éléments est une réalité non moins évidente qu'un objet que l'on peut voir et toucher? Avec une telle notion du monde, il est normal, quoi qu'on en ait dit, que M. Mauriac soit chrétien et catholique. Vouloir opposer son amertume à sa foi, est une absurdité, puisque cette vue sentimentale et qui ne connaît d'autre vérité que sentimentale, le prédispose au contraire à la foi.

M. Julien Green, dans *Mont-Cinère*, *Adrienne Mesurat* et *Léviathan*, peint avec les mêmes couleurs sombres; mais il y a de temps en temps dans ses livres des étincelles de lueur plus

vive, des actes qui, jaillissant du fond du cœur des individus qu'il met en scène, éclairent subitement leur volonté. Mais M. Green est plus extérieur à ses personnages que M. Mauriac : ils l'identifie moins à eux ; il les observe davantage.

Où prétendrons-nous découvrir, en chacun de ces auteurs, le caractère spécifiquement moderne ? Il y a une telle diversité de genres et de talents qu'il n'est guère facile de s'y retrouver à moins que cette diversité même ne nous apparaisse comme spécifiquement moderne. Et c'est assez exact ! Les variétés innombrables de la psychologie littéraire d'aujourd'hui proviennent de cet esprit de recherche et de cette instabilité inquiète qui est un caractère certain de notre âge. De tous les côtés, l'on constate une pareille effervescence. Les valeurs nouvelles ne vivent qu'un jour ; la réalité voit ses limites reculer sous notre effort. Oui, la psychologie d'un Racine ou d'un Molière mérite toute notre admiration ; mais pourquoi s'en tenir là ? Le choix des sujets a toujours été régi par certaines règles. Pourquoi ? La timidité, la pudeur, ou simplement la crainte d'un sujet insuffisamment élevé avaient jusqu'alors restreint la curiosité des écrivains. Les gens qui se scandalisent pourront protester, mais le romancier ira désormais à la découverte sur les terrains les plus dangereux ; l'on n'aura pas peur d'aborder l'exceptionnel, et ce qu'auparavant l'on considérerait comme l'anormal. Le freudisme, le développement des études de psychiatrie ont habitué une partie du public à considérer toutes les anomalies d'un regard froid. Des champs d'investigation plus vastes, plus étendus en tous sens, se sont ouverts. Cette plus grande hardiesse n'a pas amené un retour de l'ancien naturalisme ; au contraire, la littérature contient peut-être moins de pornographie que jamais : curiosité sans réserve, ouï mais intellectuelle et désintéressée : voyez *le Dieu des Corps*, de Jules Romains, malgré toutes ses précisions anatomiques.

Ce n'est pas seulement par l'étude de l'exceptionnel que la psychologie d'aujourd'hui a élargi son horizon. L'on ne se permet pas davantage de négliger les sentiments et les pensées quotidiennes des âmes les plus timides et les plus communes ! Il y a toujours un fond d'humanité ou un élément de vie à découvrir... et on le découvre ! Chez l'être le plus médiocre, il y a l'étoffe d'un drame. Il y a chez tous une

richesse plus grande que l'apparence n'en témoigne; et l'on s'applique à l'atteindre : refoulements, insatisfactions, abîmes insoupçonnés! M. Marcel Arland écrit *les Ames en peine*, et ce sont des âmes de petits boutiquiers de province, de gens sans espoir, sans avenir et sans passé.

Mais tout cela est la suite normale de ce travail d'approfondissement de l'idée de l'homme dont M. René Lalou (1) a su décrire la marche continuelle. On examine l'homme du plus grand nombre de points de vue possible, on l'étudie dans tous ses rapports extérieurs et intérieurs; rapports avec le groupe, rapports des personnages entre eux, et souvent alors l'individu disparaît en quelque sorte pour devenir une sorte de terme abstrait. Rapports aussi des différentes parties de l'être entre elles, une fois l'âme ouverte et décomposée par l'analyse.

L'idéalisme, disent les philosophes, est l'attitude qui consiste à considérer les rapports des choses plutôt que les choses en elles-mêmes; le réalisme est l'attitude inverse. Il est donc juste de dire que nous traversons une période d'idéalisme. Peut-être est-ce là une sorte de corollaire à cette crise de la notion de réalité que déjà nous avons constatée. Et, puisque nous nous trouvons dans le domaine de la psychologie, nous constatons que la conception même de la personnalité paraît s'effriter. De nouveaux problèmes se posent donc, très graves, si nous en croyons M. Ramon Fernandez qui, dans un important article sur *Proust et les intermittences du cœur*, insistait sur ce fait que les notions de personnalité sont indispensables à toute tentative de progrès spirituel et de vie intérieure. Toute la littérature d'aujourd'hui cherche à résoudre ces questions, car l'écrivain, à présent, est avant tout un homme. Sa tâche n'est plus simplement artistique. Il recherche dans l'homme qu'il étudie les règles humaines qui doivent l'aider à vivre.

LE PROBLÈME MODERNE DE LA PERSONNALITÉ

Que la personnalité soit conçue comme *transcendante* à la vie intérieure de l'homme (exemple : le « moi » de Thomas Reid, spectateur immobile devant un fleuve qui s'écoule), ou bien

(1) *Défense de l'homme*, par René Lalou (Kra).

comme *immanente*, c'est-à-dire confondue avec cette *vie intérieure*, il est évident que notre esprit d'analyse actuel tend à en dissocier la notion. Le savant, l'œil au microscope, oublie l'aspect habituel d'une goutte d'eau ou de sang pour ne plus voir qu'un grouillement de globules ou de bactéries. L'analyse, sans s'opposer à une synthèse ultérieure, donne à notre intelligence certaines formes de raisonnement qui peuvent réagir, en dehors même de la logique, sur notre système du monde.

Sans doute cela n'a empêché aucune tentative de synthèses, mais celles-ci ont été le plus souvent « désaxées ». L'auteur prenait pour centre de l'opération, parfois sa propre intelligence, parfois sa propre sensibilité : c'est à peu près comme si le savant dont nous parlions avait essayé de reconstituer l'unité de la goutte de sang, soit par une théorie physique sur le rapport des éléments qui la composent, soit par l'unité de l'impression ressentie en l'examinant au microscope. La synthèse ne se fait pas dans la matière même; nous constatons chez la plupart cette sorte d'impuissance à considérer *l'objet en soi*.

La conception d'une personnalité transcendante est très étrangère à la mentalité moderne qui répugne en effet à l'absolu. « J'appelle absolu, disait Descartes, tout ce qui contient en soi la nature pure et simple que l'on cherche. » Or, que serait d'autre un *moi* indépendant du courant d'impressions qui passent? La tendance actuelle à voir l'univers sous son apparence mouvante s'accorde d'ailleurs assez mal avec l'idée d'un « moi substance », invariable, uni et simple comme une sphère. Quant à ce que nous avons nommé la personnalité immanente, elle trouve en général sa cohérence dans la recherche d'un but défini, quand toutes les forces de l'être tendent vers une perfection. Mais n'avons-nous pas relaté la faillite de l'idéal de perfection? Au cœur même de l'immanent, nous nous heurtons donc à un autre aspect de l'hostilité de la pensée contemporaine à l'égard de tout ce qui présente le caractère du transcendant.

Si nous ne parvenons pas à reconstruire l'unité du moi par rapport à un idéal extérieur, nous sommes obligés de demander cette unité aux principaux sentiments qui régissent notre pensée; mais nous rencontrons alors un nouvel obstacle : le grand discrédit où le sentiment est tenu dans la littérature moderne. Et l'accusation portée par M. Ramon Fernandez contre

Proust (*il manque chez Proust, entre l'impression et l'intelligence, l'intermédiaire synthétique du sentiment*) paraît s'appliquer également à une bonne partie des écrivains de notre époque. Ailleurs M. Ramon Fernández fait allusion à ce « grand travail de recreation de la conscience qui, de Newman à Proust, en passant par les esprits les plus dissemblables, constitue le caractère spécifique de l'âge moderne », et nous sommes amenés à dire qu'aujourd'hui, pour cette tâche capitale, manque presque toujours et presque partout cet indispensable *intermédiaire synthétique du sentiment*.

Dès lors, bien que la personnalité semble à première vue une évidence fondamentale et d'ordre pratique, il se trouve que certains s'aperçoivent ou croient s'apercevoir brusquement que sa notion repose sur une base instable. L'homme aussitôt la met en doute, et devient une proie mûre pour l'angoisse. De jeunes écrivains, tel M. Robert Honnert, poussent un cri d'alarme, alors même qu'ils aboutissent à un acte de foi et d'espérance en leur âme, donc en leur unité. « Qui suis-je? écrit celui-ci. Certes, je me fonde en souvenirs et en aspirations divergentes, mais ce qui me surprend, c'est mon désir de me recomposer d'une façon qui me soit propre, mon besoin d'être un tout. Explorer curieusement mes richesses, comme font mes contemporains, ne me contente pas; il faut que je subordonne et que je classe. Peut-on toutefois, à moins d'adopter la politique de l'autruche, se croire jamais un tout? Ceux qui s'affirment unifiés ne nourrissent-ils pas cette prétention seulement parce qu'ils ferment les yeux sur les phénomènes qui les démentiraient? A force d'avoir aspiré à une certaine unité raisonnable, n'abdiquons-nous pas et ne prenons-nous pas le désir pour la chose? J'ai peur de n'être qu'un émiettement. Et plus je vois à l'évidence que je suis multiple, plus je suis dévoré par une soif inextinguible d'unité. » (1) Tous les héros de la littérature moderne qui nous exposent leurs incertitudes, leur impuissance à décider, à agir, ou du moins à agir avec cohésion, ont ainsi perdu conscience du lien qui constituait leur personnalité.

Le problème a deux faces, — morale et artistique. Du second point de vue, nous pouvons remarquer que notre littérature romanesque présente de plus en plus rarement des types

(1) *Corps et âme*, par R. Honnert (N. R. F.).

vraiment marqués, comme l'on en trouve à chaque page des littératures étrangères, surtout anglaise et russe. Cette création de types n'existe guère en France, qu'au théâtre, à cause des exigences de la scène. Le roman moderne nous offre plutôt des types négatifs : *l'Incertain*, de M. Betz, le *Julien* de M. Philippe Soupault. Il y a quelques forts romanciers, vraiment objectifs comme M. Roger Martin du Gard, mais ils sont rarement de la plus jeune génération. Nous ne prétendons pas que cet état soit définitif, et même chez M. Roger Martin du Gard et dans l'admiration qui lui est vouée, nous croyons voir les indices d'un nouveau changement de point de vue, qui, peut-être, est déjà en train de s'effectuer : une tendance, encore indécise, à créer des individus destinés à vivre indépendants de l'auteur. L'influence des romans étrangers, très accrue dans ces dernières années, commence sans doute à jouer ; la curiosité et la faveur du public se tournent davantage vers les traductions. L'un des plus grands créateurs d'êtres, Dostoïevski, connaît aujourd'hui chez nous une vogue qui n'avait pas eu de précédent. Essayer de créer des types, c'est à quoi s'applique un Jouhandeau dont l'étude très riche et très neuve des milieux provinciaux ne nous dessine encore cependant que des formes assez floues. Il semble que cette tendance soit quelquefois en rapport avec le mouvement mystique et chrétien que l'on a pu remarquer dans la littérature la plus récente. Les livres de M. Bernanos, de M. Green, ont subi l'influence des littératures étrangères, M. de Jouhandeau également est mystique et catholique ; il est naturel que la sensibilité la plus impressionnée par la notion religieuse de l'âme individuelle, réapprenne la première à considérer l'homme dans son unité, dans sa substance. D'ailleurs tout progrès de la mystique chrétienne et de la religion témoigne d'un retour offensif du transcendant contre l'immanent, et par conséquent l'idée de la personnalité reprend en ce cas un peu de son ancienne assurance.

Mais ce n'est là qu'un courant dont il est impossible de prédire l'avenir. Peut-être faut-il encore considérer ici que l'exception confirme la règle. Nous ne pouvons le savoir avant qu'un certain recul nous soit donné. Quoi qu'il en soit, la littérature psychologique française, je dirais presque : en général (et il ne s'agit pas seulement alors de la littérature moderne), a presque toujours laissé une très petite place à l'étude des caractères.

Dans un roman anglais, chaque personnage a un caractère très net, et plusieurs même l'ont assez mauvais. Il est rare, chez le doux Dickens, par exemple, que nous n'assistions pas, au cours de plusieurs chapitres, à des scènes violentes où les mauvaises humeurs s'expriment et les colères éclatent. Un roman de jeune fille, il est vrai extraordinairement rude et puissant, les *Hauts de Hurlevent* par Emily Brönte, nous présente des caractères durs comme le roc. Cette façon extérieure qui appartient à chaque individu de réagir aux événements, au contact d'autrui, cet ensemble de manifestations apparentes et logiques qui dessinent un homme, c'est le côté le plus négligé par les écrivains français, avides au contraire des réactions intérieures, secrètes, contradictoires souvent et aux révélations illimitées. Cela nous mène loin sans doute de ces entités stables qui, justement parce qu'elles s'écartent de la vie, nous en donnent une évocation si puissante. C'est la vie, non telle qu'elle est, mais telle que nos regards la façonnent. Nous nous retrouvons, semble-t-il, en face de l'ancienne opposition de l'art et du réel, opposition qui nous avait servi à marquer les points de vue respectifs de Marcel Proust et de M. André Gide; Proust se refuse toujours à la forme d'art qui déforme la réalité pour être plus fidèle à l'impression provoquée par cette même réalité. Mais de M. Gide lui-même nous ne pouvons dire que son action ait, en général, poussé la littérature à des constructions de caractère logiques : deux tendances opposées comme celles de ces deux écrivains, sous l'égide desquels se développe notre époque, finissent quelquefois par se conjuguer, et c'est ici le cas. Les personnages de Gide ne renoncent à aucune part d'eux-mêmes, ils voudraient se sentir libres, ils commettent des actes gratuits, ils sont multiples, complexes, ils ne détruisent pas leurs caractères et leurs personnalités par la décomposition de ceux-ci ou de celles-ci, mais plutôt parce qu'ils ont plusieurs caractères et plusieurs personnalités. Ils répugnent aux limites : un caractère, par essence, est quelque chose de limité.

Les deux problèmes posés par l'Art et par la Morale finissent donc par se fondre en un seul qui, de ce fait, s'élève d'un échelon dans l'ordre des valeurs humaines. Reste dès ce moment à étudier les tentatives de reconstruction de la personnalité qui n'ont pu manquer de succéder au travail préliminaire de dissociation : un « moi », dépourvu du sentiment de son unité et

de son unité sentimentale, voilà ce que nous avons signalé jusqu'à présent. Mais il n'en subsiste pas moins un fait d'expérience indiscutable : la personnalité a une valeur pratique, et si nous lui refusons une véritable unité dans son essence intime, nous ne pouvons nier cette unité extérieure : et comment s'accommoder de cette contradiction ? L'analyse des éléments de la vie intérieure aurait pu s'effectuer sans aboutir à la dissociation de celle-ci ; et c'est le cas de Meredith, dont M. Ramon Fernandez écrit que « son intelligence s'arrête toujours à un centre de résistance constitué par l'unité du sentiment, de l'acte, de la vie. Son analyse consiste à déterminer à tous les moments l'unité psychique des personnages et à expliquer leurs actes par cette unité, d'où il suit que leurs états d'âme ne sont jamais détachés d'eux pour être étalés sur une planche anatomique. » Mais il n'est pas question, pour nos écrivains, d'organiser sous cette forme la pensée de leurs personnages : il leur faudrait, en effet, un sens de la hiérarchie qui leur est contraire, le plus souvent, et qui, d'ailleurs, est bien plus conforme au caractère anglais qu'au caractère français : l'on pourrait en trouver la marque jusque dans l'organisation politique des deux pays.

Nos personnages modernes pourraient évidemment tirer de la constance de leur volonté l'impression de la simplicité de leur nature. Mais leur volonté, justement, n'est pas constante, parce que leur intelligence, qui répugne à l'arbitraire et au traditionnel, refuse de se fixer un but, et aussi parce qu'ils ne veulent renoncer à aucune sollicitation du dehors. Curiosité, conséquence peut-être de la complexité de plus en plus grande et de l'enrichissement du monde qui nous entoure : notre siècle est un de ceux qui vivent le plus vite et, par suite, un de ceux dont il est le plus difficile de détourner les yeux. Quand on fixe un flot qui s'écoule, ou bien tel écran cinématographique où se déroule le film même le plus insignifiant, quel effort ne faut-il pas faire pour détacher son regard, reconquérir son indépendance ? Les instants s'enfuient, et nous voudrions capter chacun d'eux. Le culte de l'instant est encore l'une des caractéristiques de notre époque, et c'est à l'instant que nous demandons l'impression de l'éternité : car l'instant est un absolu d'une nouvelle sorte, où nous avons la sensation de nous retrouver tout entiers, d'appréhender l'univers global,

de saisir l'âme de la réalité, l'âme qui ne peut pas mourir. Rappelons cette phrase de Proust : « Une minute affranchie de l'ordre du temps a recréé en vous l'homme affranchi de l'ordre du temps. » Mais les instants sont dans le temps comme des points dans l'espace : l'homme qui se jette tout entier à la rencontre de chacun d'eux, comme un amoureux fou qui n'admet le don de soi que total, n'est plus qu'une succession de personnalités instantanées, de même qu'il ne voit dans la réalité environnante qu'une succession de réalités instantanées.

Ce qui importe ici, c'est de constater que notre sensibilité elle-même nous trahit, elle à qui, précisément, il eût été naturel de demander une défense contre l'éparpillement qui nous menace. Sur ce sujet, l'on a déjà cité maintes et maintes fois le texte capital de Proust sur les *intermittences du cœur*, morceau devenu classique, dont M. René Lalou a justement signalé l'importance. « A n'importe quel moment que nous la considérons, notre âme totale n'a qu'une valeur presque fictive, malgré le bilan de ses richesses, écrit Proust, car tantôt les unes, tantôt les autres sont indisponibles, qu'il s'agisse d'ailleurs de richesses effectives aussi bien que de celles de l'imagination... » Et il explique plus loin : « Car aux troubles de la mémoire sont liées les intermittences du cœur. C'est sans doute l'existence de notre corps, semblable pour nous à un vase où notre spiritualité serait enclose, qui nous induit à supposer que tous nos biens intérieurs, nos joies passées, toutes nos douleurs sont perpétuellement en notre possession. Peut-être est-il aussi inexact de croire qu'elles s'échappent ou reviennent. En tout cas, si elles restent en nous, c'est la plupart du temps dans un domaine inconnu où elles ne sont plus de service pour nous, et même les plus usuelles sont refoulées par des souvenirs d'ordre différent et qui excluent toute simultanéité avec elles dans la conscience. »

Notre âme totale n'a qu'une valeur presque fictive, mais passant enfin sur le plan pratique, cela nous amène donc à considérer le corps « comme un vase où notre spiritualité serait enclose ». A force de poursuivre une unité qui échappe toujours de plus en plus à notre analyse, nous finissons par l'acculer contre une barrière qu'elle ne pourrait guère franchir que par un tour de passe-passe qui serait bien difficile, d'ailleurs, à faire admettre. La personnalité peut n'avoir qu'une

valeur fictive vue de l'intérieur, mais elle est enfermée dans un corps qui, lui, est un individu physique, concret, limité, indéniable. Un bateau peut avoir l'équipage le plus disparate et manquer de capitaine, il représente tout de même sur l'océan une unité dont le contour est net : si chaque matelot se dispute la barre, le navire ira de droite et de gauche, il suivra une ligne brisée, absurde, mais sans solution de continuité malgré tout; certes, il paraîtra quelque peu semblable à une embarcation à la dérive, à moins que, mû par des considérations pratiques, l'équipage ne parvienne à s'entendre, puisqu'il faut bien aboutir à un port, éviter la tempête. L'instinct tout matériel de la conservation nous y oblige. Notre corps est-il une explication suffisante à notre apparence de personnalité? C'est évidemment discutable, mais ne peut-on pas du moins prendre appui sur lui pour tenter de rassembler enfin ces éléments trop épars? Oui, sans doute, et c'est à cette théorie que se sont ralliés un certain nombre d'écrivains désireux de sortir de l'incertitude et de se redonner une cohésion intérieure qui leur permet de vivre.

La sensation a désagrégé notre vie psychique, parce que nous n'apprenions à l'examiner qu'à la façon d'un émissaire d'un monde lointain et inconnu. A peine la sensation avait-elle pénétré en lui, que Proust fermait les yeux, s'en étonnait, l'admirait, la questionnait, l'utilisait pour rappeler à lui d'autres sensations inactuelles. C'est qu'il était tourné vers son expérience psychologique interne. Il ne pouvait avoir d'autre attitude que celle du contemplatif, et la personnalité n'était jamais donnée à sa contemplation. De jeunes écrivains ont voulu expliquer cette carence : M. Jean Prévost a publié un virulent essai sur l'introspection. « N'oublions pas, dit-il, en donnant les règles de ce jeu, — l'introspection, — de rappeler que c'est dans l'Univers extérieur qu'il faut contempler l'entendement, et au dedans de nous-mêmes la matière informée. » Avec quelle véhémence il s'insurge contre l'illusion de ceux qui croient « que le *penseur* se cache en eux derrière les yeux fermés ». L'introspection, si elle cherche à pénétrer toujours plus avant à l'intérieur de l'âme pour atteindre le contenu psychologique de notre être, ne trouvera que l'ombre et peut-être le vide : « A mesure que l'introspection se prolonge, le jugement va se dégradant, l'oubli progressif des coutumes de

l'expérience l'achemine vers le rêve. » Et le rêve, c'est la désorganisation, le vague, la matière informe. Que la vie du corps, au contraire, continue, que son activité s'accroisse, que l'introspection soit détournée, non pas vers les sensations que nous distille le monde extérieur au gré des circonstances, mais vers les sensations internes de notre organisme, c'est-à-dire celles qui nous font prendre conscience de nos forces physiques, de notre cohésion corporelle, de l'équilibre merveilleux de muscles, de chairs, d'os et de nerfs dont nous sommes constitués ! Le sport devient plus qu'un exercice banal. C'est lui qui nous révélera à nous-mêmes, c'est lui qui nous redonnera le goût du positif et la sensation de la personnalité. Je dis bien « sensation de la personnalité », et non plus sentiment : c'est toujours la même route que nous suivons.

La position de M. Jean Prévost est particulièrement catégorique. Il ne convient pas cependant de lui donner une portée métaphysique qu'elle ne cherche pas. M. Jean Prévost écrit, d'ailleurs : « Au reste, nous ne prétendons nullement que l'âme spirituelle ou religieuse doive être niée parce que nous n'en éprouvons point d'impression, mais nous ne la connaissons point par une sensation, mais par l'idée de toutes nos sensations. Et la notion d'âme sans doute n'en sera qu'épurée. »

Nous nous plaçons donc sur le terrain exclusivement psychologique. Et une conclusion s'impose, c'est que l'unité psychologique n'est plus du tout conforme à l'unité métaphysique ; elle réside désormais dans la sensation d'un équilibre de forces, d'une harmonie plastique. Si nous ne retrouvons pas hors de M. Jean Prévost les idées qui lui sont chères sous une forme aussi nette, nous découvrons néanmoins d'autres tentatives parallèles de reconstitution de la personnalité. Et nous voyons dans un certain nombre de livres récents cette conception nouvelle de l'unité de notre être, constituée par l'harmonie de notre corps et de ses facultés. De ce point de départ purement physique renaitra une véritable vie spirituelle, et c'est là ce qui apparaît très curieusement, en particulier dans les « dialogues avec le corps endormi » de Jean Schlumberger. Là, le corps et l'esprit sont attachés l'un à l'autre, inséparables, et c'est entre eux que le dialogue va s'ouvrir pour se terminer par de nouveaux vœux de fidélité et par un resserrement de cette union que d'aucuns veulent rompre au profit de l'un ou de l'autre

des conjoints. Mais c'est le corps, avec ses puissances mystérieuses et inconscientes, qui sert de modèle et de réconfort à l'esprit; c'est en lui qu'est la sagesse, c'est lui qui nous enseigne les lois de l'équilibre. Si presque tous rejettent l'idée de perfection transcendante, l'on admet maintenant la perfection dans les rapports, dans l'harmonie, dans l'équilibre. Le concept de l'homme en s'élargissant a paru se détruire, mais, en s'élargissant encore, il s'est emparé de l'homme physique, et, autour de ce nouveau centre, a déjà travaillé à se reformer. Un nouvel humanisme plus large refléurit désormais. M. Jean Schlumberger nous le disait lui-même : ce qui l'intéresse, c'est précisément cet « élargissement de l'humanisme jusqu'aux confins du mysticisme ». Encore des barrières qui tombent ! Ce qui, jusqu'à présent, paraissait vouloir se tourner le dos définitivement, se rejoint par des voies détournées; que l'homme retourne s'abreuver aux « fontaines du désir », comme M. de Montherlant, c'est encore autour de son corps et de ses aspirations qu'il prend conscience de son unité et de sa personnalité.

Nous avons voulu indiquer seulement l'entrée du chemin sans prétendre que ce chemin sera suivi; il nous apparaît en tout cas comme plein de promesses. Il ne faut d'ailleurs pas se tromper sur le sens des mots. Un examen superficiel de la littérature moderne nous la montrerait toujours s'abaissant, allant du spirituel au matériel, du sentiment à la sensation, jusqu'à se vautrer dans le temporel, dans ce qui passe sans espoir. Eh bien ! non. Il se produit au contraire une sorte de rebondissement vers les étoiles. L'on cherche et l'on trouve de nouvelles possibilités de s'élever. C'est un peu ce qui a lieu dans ces rêves où, défonçant le fond d'un puits, l'on tombe subitement en plein ciel par on ne sait quel prodige. De la sensation à l'émotion métaphysique, il existe un sentier que l'écrivain moderne est en train de découvrir.

ANDRÉ BERGE.

(A suivre.)

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

UN EXEMPLE DE RATIONALISATION INDUSTRIELLE ET AGRICOLE : LE LAIT DE BREBIS ET LE FROMAGE DE ROQUEFORT

Au sud du Massif Central, sur plus de 5 000 kilomètres de superficie, s'étendent les hauts plateaux de calcaire qui forment la région des Causses, Causse Méjean, Causse Noir, Causse du Larzac, Causse de Sauveterre et d'autres dont le nom est moins connu. C'est le vaste domaine de prédilection de la brebis. Sur les plateaux presque sans eau et sans arbres, des pâturages, dont l'étendue, pour le seul Larzac, atteint 50 000 hectares, produisent, en certains quartiers, une herbe que le voyageur Arthur Young, au XVIII^e siècle, disait « suave et odoriférante ». Au pied des plateaux, à l'endroit où les vallées commencent de s'ouvrir, et, plus loin, à l'entrée des avenues du Languedoc, se sont établies anciennement l'industrie de la laine et celle des peaux dont vécut et vivent encore les petites villes de bordure, de Millau à Lodève et Mazamet. Presque au centre de ce pays tourmenté, mais un peu à l'ouest, dominant le passage du Larzac entre Sorgues et Tarn, une arête coupée en promontoire, étroite et haute, porte le vieux site de Roquefort : jadis pauvre village, mais « chastel » signalé pour sa valeur militaire, et, depuis le XI^e siècle au moins, en possession d'une réputation fromagère qui, peu à peu, devait faire de Roquefort le moteur économique et social de tout un peuple agricole.

Cet ensemble constitue, aujourd'hui, un des spectacles les plus intéressants de l'évolution nouvelle de nos provinces. Par

la façon dont la richesse y est produite sur un sol en apparence ingrat, par l'articulation qui unit chacun des éléments de cette richesse, par la solidarité des différentes étapes de production, par le rayonnement des résultats déjà obtenus et par les chances à développer, enfin par les problèmes d'organisation qui naissent du progrès même, le bassin laitier de Roquefort mérite l'attention de tout observateur averti des données de l'économie et de la vie sociale modernes.

LE PRIX DU LAIT

Deux lois de base de l'économie moderne peuvent être formulées comme suit, à l'égard de la matière première que transforme une industrie : *l'industrie ne se développe que si elle est assurée d'une fourniture de matière première à peu près stable quant à l'abondance et à la qualité ; en revanche, la production de matière première ne croît en abondance et en qualité que si l'industrie qui la transforme, trouve dans le perfectionnement de ses procédés et l'expansion de ses ventes un revenu suffisant pour garantir au producteur de matière première un prix rémunérant la continuité de son effort.* Toute autre formule aboutit à la pure spéculation, engendre des crises périodiques et tourne fatalement à la ruine de ceux des producteurs qui ont le moins de capitaux pour spéculer ou se défendre. On l'a vu souvent sur les marchés du sucre, des céréales, du bétail et du vin, sans parler des grandes matières industrielles comme le pétrole, le caoutchouc, le coton. C'est ce qui explique la disparition progressive dans le monde des petits producteurs de matières premières et leur remplacement par de grandes sociétés, des trusts ou des firmes à gros capitaux, toutes les fois que le marché subit le double désordre de l'instabilité des prix et de la spéculation. On ne peut associer les petits producteurs de matière première aux bénéfices d'un système industriel que si eux-mêmes, en se disciplinant, évitent la tentation de troubler leur propre marché et d'offrir la partie belle aux spéculateurs.

On conçoit l'importance de cette observation, quand il s'agit d'une matière, comme le lait de brebis, qui est fournie au transformateur par une multitude d'agriculteurs, petits ou moyens, et qui, n'étant guère comestible à l'état brut, n'a pas

d'autre emploi commercial que la fabrication du fromage.

La production laitière qui approvisionne en fromages de brebis les caves de Roquefort, intéresse aujourd'hui une dizaine de départements : d'abord l'Aveyron, le Tarn, la Lozère, la Corse, puis l'Hérault, le Gard, les Basses-Pyrénées, le Lot, et jusqu'aux bords montagneux des départements de la Garonne. 25 000 exploitations agricoles, nourrissant un troupeau global d'environ un million de brebis laitières, en tirent leur revenu essentiel. Le prix d'achat d'une brebis varie entre 250 et 300 francs. La brebis, pendant quatre ans, fournit chaque année un revenu brut qui atteint presque et parfois dépasse son prix d'achat : environ 150 ou 200 francs pour le lait, 60 ou 75 francs pour l'agneau, 10 ou 20 francs pour la laine, plus la viande de boucherie, le petit lait qui sert à engraisser les porcs, et le fumier. En des pays de terre pauvre, où les céréales sont de faible rendement et soumises à d'incessants aléas, où les prairies grasses existent seulement au creux d'étroites vallées et où la vigne n'apparaît que comme un mince expédient, le revenu de la brebis est, pour le propriétaire et le fermier, l'élément décisif du budget agricole. S'il venait à tomber trop bas, ce serait la population rurale contrainte d'émigrer, entraînant dans sa ruine les industries annexes et le commerce des petites villes, et laissant derrière elle la région des Causses et des Cévennes comme un désert. Même dans les pays mixtes, tel le Ségala, l'équilibre serait rompu.

On voit donc ici la liaison profonde, rigoureuse, inexorable entre la cause économique et le résultat social.

Pour l'agriculteur de la région des Causses, le débat sur le prix du lait n'a pas seulement la portée d'un marchandage de bénéfice : il s'agit de la vie ou de la mort de son exploitation. Or le prix du lait ne peut être tenu à un niveau à peu près stable et rémunérateur que si le fromage de Roquefort est vendu en quantité plus large ou, du moins, à un prix tel qu'il couvre les frais croissants de la production. Heureusement, le fromage de Roquefort, produit de marque, est défendu, dans une certaine mesure, contre la concurrence, par sa propre marque. D'autre part, les industriels fromagers de Roquefort s'attachent de plus en plus, comme nous le verrons, à étendre et à perfectionner leur organisation de vente.

Avant la guerre, l'industrie de Roquefort achetait le lait à

prix ferme, par des contrats qui couvraient parfois jusqu'à neuf ou dix années, la durée d'un bail à ferme. Ce système présentait un avantage de stabilité, pourvu que le rapport entre la valeur de la monnaie, l'évolution des prix, les frais de production et les conditions du marché restât également stable. Mais, dès que ce rapport variait, le producteur de lait était fatalement lésé : n'étant pas associé aux bénéfices de l'industrie fromagère, il supportait seul les aléas de sa production, sans pouvoir compenser les mauvaises chances par les bonnes, d'une année à l'autre. En tout cas, ce système eût provoqué la ruine irrémédiable de la production s'il avait été maintenu depuis la guerre, dans le désordre monétaire et l'extrême variation des données économiques.

Un premier effort, sous la poussée des circonstances créées par la guerre, fut fait pour assouplir le système. On décida que le prix du lait serait établi sur le prix de vente du fromage, qu'un règlement provisoire serait effectué chaque année au mois de novembre, pour donner une base aux fermages, et que le prix définitif, sans garantie préalable, serait fixé au mois de mai suivant, une fois la campagne fromagère terminée et les écritures arrêtées. Le producteur de lait recevrait le prix de son produit en plusieurs versements ou avances : au mois de mai pour couvrir ses dépenses de salaires, au mois d'août pour ses frais de moisson, au mois de novembre pour l'échéance de son fermage, et le solde en avril.

Ce nouveau système, qui a été pratiqué depuis dix ans, assouplissait les chances du producteur et lui permettait d'échapper aux conséquences trop brutales des variations monétaires ou du déséquilibre économique. Mais il laissait subsister entièrement le marchandage isolé entre tel producteur et tel acheteur, il favorisait les combinaisons particulières et la spéculation, d'autant plus que les industriels fromagers agissaient en ordre dispersé. Le petit producteur de lait, mal informé des conditions du marché ou pressé par la nécessité, en fut souvent la victime. Ajoutons que ce système ne prévoyait rien pour combattre la fraude sur la qualité du lait, et qu'ainsi le rendement moyen en fromage, conditionnant le prix définitif payé pour le lait, s'établissait au grand dommage du producteur honnête.

Il fallait arriver à une organisation plus rationnelle. Depuis

l'an dernier, les industriels de Roquefort, stimulés par certains agriculteurs prévoyants, l'ont compris. Ils ont compris qu'aujourd'hui, une grande industrie ne peut pas garantir son avenir et assurer son développement en cherchant son bénéfice sur l'incertitude de prix ou de qualité de la matière première, incertitude que l'acheteur ferait jouer tantôt contre son propre concurrent, tantôt contre le producteur lui-même. Ils ont compris que leur effort commun devait s'orienter, d'une part, vers l'amélioration technique du marché du lait et, d'autre part, vers l'organisation d'une vente plus large du fromage. A cette double fin, ils conclurent entre eux une entente, qui fut mise en vigueur le 13 octobre 1928. Aussitôt, cette entente, qui supprimait des frais inutiles et « normalisait » les conditions techniques d'achat de la matière première, exerça une influence salubre sur le marché du lait en reportant au profit de l'ensemble des producteurs le bénéfice de procédés d'achat devenus moins onéreux et mieux contrôlés : on put soutenir et régulariser le prix moyen.

Il restait à introduire le producteur agricole lui-même dans l'entente que les industriels avaient réalisée entre eux, et à l'associer systématiquement aux efforts comme aux bénéfices du progrès commun. Tentative difficile à cause des traditions individualistes, des divisions trop fréquentes et des soupçons, inspirés souvent par la politique locale, qui détournent le paysan de l'action collective. Mais tentative du plus haut intérêt économique et social, si elle réussit, faisant de la production du lait de brebis et de l'industrie du roquefort un « bloc » à peu près invulnérable à la concurrence.

Le projet d'accord entre les producteurs de lait de brebis et les industries de Roquefort, comporte deux chapitres, relatifs, l'un à la répression de la fraude et à l'amélioration de la qualité du produit, l'autre à la fixation du prix du lait. Ce dernier chapitre, inspiré de calculs très ingénieux, assurerait un partage à la fois souple et équitable du produit net de la vente globale des fromages de Roquefort, entre les producteurs de lait et les industriels. De part et d'autre, une rémunération *minima* serait garantie pour couvrir l'exploitant agricole de ses dépenses de base et l'industriel de ses charges d'immobilisation ou de gestion. Le solde serait réparti dans un ordre qui favoriserait d'abord la production et le rendement du lait, puis, à

partir d'un certain chiffre, donnerait une récompense à l'effort de vente de l'industrie. Un tel accord pourrait s'étendre sur une longue période, quitte, pour les intéressés, à en reviser chaque année tel ou tel détail.

LE MÉTIER DE BERGER

Une fois assaini le marché par la régularisation des prix, le producteur de lait abordera avec plus d'aisance la difficulté principale de son exploitation : celle de recruter sa main-d'œuvre.

Un cheptel d'un million de brebis exige, pour les soins ou la garde, environ 10 000 bergers et, pour la traite, 30 000 trayeurs. Bergers et trayeurs deviennent de plus en plus rares et sont payés de plus en plus cher. Le salaire annuel d'un berger varie de 7 à 10 ou 12 000 francs, plus le logement, la nourriture et divers avantages. Malgré ces hauts salaires, qui, compris les profits en nature, surpassent la moyenne de gain des autres professions manuelles, le recrutement des bergers et des trayeurs faiblit d'année en année.

Le métier de berger exige, de celui qui l'accepte, une assiduité sans répit excluant les distractions, les fêtes, le dimanche. Tout au long de l'année, le berger veille sur son troupeau : une absence, un relâchement de la surveillance ou des soins peuvent compromettre, en une nuit, le revenu et le cheptel même. Une telle assiduité comporte le renoncement à toute sorte de plaisirs ou de relations que le campagnard apprécie comme les autres hommes et dont les habitudes nouvelles, nées de la guerre, ont augmenté chez lui le besoin. Comment obtenir, aujourd'hui, d'un homme jeune qu'il consente à ne jamais sortir, se divertir, aller au bourg ou à la ville ? Comment l'obtenir, surtout, quand la tentation de la ville vient à lui et qu'il voit l'ouvrier de l'usine ou du chantier voisin borner son travail à huit heures par jour, bénéficier de la semaine anglaise ? C'est ce qui explique que l'âge moyen des bergers dépasse, aujourd'hui, cinquante ans et que l'on ait beaucoup de peine à former de nouveaux bergers.

Certains pensent que si les jeunes gens s'écartent du métier de berger, on trouvera toujours des vieux, moins assoiffés de distractions, pour le remplir. C'est, à notre avis, une illusion.

Les vieux bergers, qui restent encore fidèles au troupeau, ont été jeunes, sans doute, autrefois : mais leur jeunesse fut formée dans d'autres coutumes et avec d'autres goûts que ceux de la jeunesse d'aujourd'hui. Les vieux peuvent avoir moins de besoins que les jeunes : leurs habitudes, leurs goûts et leurs tendances répondent, cependant, au pli de leur jeunesse.

Il faudra donc, tôt ou tard, si l'on veut sauver le cheptel ovin et la production laitière dont dépend la vie de plusieurs départements, aborder le problème des bergers avec des conceptions plus modernes. A vrai dire, nous nous trouvons devant un métier qui, comme d'autres métiers, tel le métier de mineur, à cause de son double caractère de travail exceptionnellement dur et de travail indispensable, évolue fatalement du type primitif vers le type qualifié ou spécialisé, avec une formation particulière, un statut et des avantages également particuliers. Cette transformation, inévitablement onéreuse, ne pourra être supportée par les producteurs que si la discipline de leur organisation économique leur permet de la prévoir, de la guider et d'en calculer le bénéfice.

Il en va de même, bien qu'à un moindre degré, pour le métier de traieur, qui est un métier très dur.

COMMENT ON LE FABRIQUE

La production du lait de brebis et ses chances économiques, comme la stabilité sociale de toute la zone agricole qui vit de cette production, apparaissent donc liées aux moyens d'action, au rendement et à l'expansion commerciale de l'industrie du fromage de Roquefort.

Vieille et curieuse industrie, bien française par sa marque, par ses hommes et par son esprit à la fois mesuré, précis, clairvoyant et tenace ! Il ne s'agit pas d'une installation apportée du dehors ou fondée sur des capitaux de passage. Hommes, capitaux, calculs et initiatives, tout, à Roquefort, est sorti du pays même et des qualités de la race locale.

La fabrication du fromage comprend deux phases : la première, hors de Roquefort, dans des laiteries dispersées sur tout le territoire de production du lait ; la deuxième à Roquefort, dans les célèbres caves d'affinage. Ces deux opérations, abandonnées jadis au hasard de procédés primitifs, sont effectuées

et contrôlées aujourd'hui suivant une technique rationnelle.

Le lait mesuré et reçu dans les laiteries doit être, aussitôt, transformé en « caillé » : à cette fin, on le fait chauffer en de larges cuves et on y ajoute de la « présure ». Après deux heures environ, le « caillé » est obtenu : on le brise, l'égoutte, le met en moule, puis on l'ensemence avec une poudre de pain préparée spécialement d'où sort le champignon, *penicillium glaucum*, qui donnera au roquefort, après l'affinage, sa marbrure caractéristique, bleu verdâtre.

Cinq jours plus tard, le fromage, bien égoutté, ferme et blanc, peut être expédié de la laiterie aux caves d'affinage. Là des centaines d'ouvrières, les « cabanières », le manipulent jusqu'à ce qu'il ait acquis le fumet et la consistance voulus. Reçu et pesé, le fromage est porté au saloir, salle obscure, creusée dans le roc : on l'y frotte de sel sur toute sa surface ; puis il passe à l'atelier de brossage et de piquage, où il est nettoyé et piqué de manière que l'air des caves puisse pénétrer à l'intérieur de chaque pain et y provoquer une fermentation spéciale. Ainsi préparé pour sa transformation décisive, le fromage est exposé aux courants d'air froid et humide des caves, qui l'imprégneront de germes naturels, issus de la montagne même et que l'on a vainement tenté jusqu'ici de remplacer par une action artificielle. Jusqu'au bout il faut surveiller le fromage, le soigner, le changer de place, le « revirer », le racler... Un esprit de progrès, réglant l'organisation, l'outillage et la méthode technique, depuis la récolte du lait jusqu'aux derniers soins de l'affinage, a fait peu à peu de l'industrie du roquefort une industrie très moderne.

Pour obtenir un fromage sain et de qualité supérieure, il convient, dès le début, de réduire autant que possible le transport du lait. Jadis, le « caillé » ou fromage frais était fabriqué à la ferme même. Mais l'opération s'effectuait ainsi sans surveillance, suivant des procédés anciens et un savoir-faire qui variait d'une exploitation à l'autre, dans des conditions d'hygiène douteuse. Dès 1890, la Société des caves de Roquefort comprit l'importance qu'il y avait à corriger ces inconvénients. Elle créa une laiterie modèle, munie d'un matériel perfectionné, où un personnel spécialisé, sous le contrôle d'inspecteurs, améliora les méthodes de fabrication du fromage frais. Aujourd'hui, toute la production destinée aux caves de Roque-

fort passe par des laiteries industrielles, installées auprès des troupeaux, et dont le nombre, depuis l'Aveyron jusqu'aux Pyrénées et à la Corse, surpasse un millier. Quand le troupeau est assez considérable, la laiterie est construite pour une seule ferme. Mais, en général, chaque laiterie reçoit le lait de plusieurs troupeaux, et même des troupeaux de plusieurs villages là où, la propriété étant morcelée, les troupeaux se réduisent à quelques bêtes par exploitation. Ainsi, la récolte du lait atteint jusqu'aux plus petites quantités, permettant d'étendre aux producteurs les plus pauvres et aux régions les plus déshéritées le bénéfice de l'organisation d'ensemble.

De même le progrès des moyens de transport du fromage, depuis la laiterie, plus ou moins éloignée, jusqu'à Roquefort, a élargi de plus en plus le rayon d'approvisionnement des caves. Autrefois, on transportait le fromage à dos de mulet ou par charrette. Aujourd'hui, le fromage frais arrive à Roquefort par chemin de fer ou par camions automobiles, et, pour la provenance de Corse, en partie par mer. Ainsi la zone de collecte du lait et du fromage de brebis, qui ne couvrait jadis que les causses environnant Roquefort, couvre à présent une dizaine de départements.

Le lait, à vrai dire, en raison des frais de transport, est payé un peu moins cher dans les départements éloignés, ce qui maintient un privilège de fait à la zone initiale, aux abords immédiats des fameuses caves.

N'est-il pas singulier de voir dépendre la richesse de plusieurs provinces des jeux de l'air et de l'humidité à travers les éboulis, formant grottes, d'une simple falaise du Larzac?

LES CAVES ET LEUR HISTOIRE

Les caves de Roquefort! Leur réputation n'est pas d'hier, ni le privilège de leur fromage.

Une donation du ^x^e siècle (1070) au monastère de Conques mentionne, parmi les revenus de cette donation, deux fromages à fournir par chaque cave de Roquefort. Au ^{xiii}^e, au ^{xiv}^e, au ^{xv}^e siècles on trouve des mentions analogues. Dix ans après la mort de Jeanne d'Arc, en 1439, Charles VII consacrait par une charte le droit des habitants de Roquefort de percevoir une redevance sur les fromages qu'on apportait dans leurs caves

« pour les illec mieulx assaisonner ». Une série de lettres patentes, de 1411 à 1619, constitue les titres de noblesse authentiques de cet humble village. Des arrêts du Parlement de Toulouse de 1530, 1666 et 1785 défendent à quiconque de fabriquer du fromage dit de Roquefort hors de la localité de Roquefort. Pendant tout l'ancien régime, le roquefort est un produit non seulement réputé, mais, pour ainsi dire, classé, dont on fait présent aux personnages notables. Diderot et d'Alembert écrivent : « Le fromage de Roquefort est sans contredit le premier fromage d'Europe. » Les gourmets du xix^e siècle, et, d'abord, le plus célèbre, Brillat-Savarin, devaient confirmer ce témoignage... Il n'en a pas moins fallu attendre jusqu'à 1925 pour que la loi républicaine reconnût et délimitât une marque presque millénaire et un privilège plusieurs fois séculaire.

Avant la Révolution, il existait à Roquefort vingt-six grottes propres à l'affinage des fromages de brebis. Depuis lors, le nombre même des caves n'a pas sensiblement augmenté, mais l'utilisation en a été multipliée par la science et l'ingéniosité de techniciens avertis. De vastes façades d'usines cachent les grottes primitives : à l'intérieur, l'électricité actionne des machines frigorifiques, des machines brosseuses et piqueuses.

Un des principaux progrès que permit l'électricité, à la fois dans l'ordre technique et l'ordre commercial, a été l'installation de réfrigérants pour la conservation des fromages. Les livraisons de lait ne durent guère plus de six mois, même compte tenu des différences de climat d'une région d'approvisionnement à l'autre. Or, jadis, le roquefort ne pouvait être conservé longtemps dans les caves sans inconvénient, de sorte qu'en saison de grosse production, on risquait de laisser perdre soit une partie de la matière première, soit une partie du produit transformé, par l'insuffisance ou la surabondance de la fabrication. Ce risque a disparu par le moyen des réfrigérants. Les réfrigérants sont de grandes salles que l'on a revêtues de matière isolante et où l'on fait arriver un courant d'air refroidi à zéro degré centigrade par la détente de l'ammoniaque liquide. A cette température, toute fermentation cesse, et, dès lors, le fromage se conserve presque indéfiniment.

L'installation des réfrigérants devait permettre de livrer du fromage de même qualité en toute saison, de régulariser ainsi la fabrication et, par conséquent, d'accroître très largement, au

bénéfice de l'agriculture, les quantités de lait de brebis utilisées par l'industrie.

De fait, la production des caves d'affinage n'a cessé d'augmenter, sauf pendant la guerre. Elle était, à la fin du *xviii^e* siècle, d'environ 100 000 kilos par an. Sous le second Empire, elle dépassait deux millions de kilos. En 1900, elle atteignait 6 500 000 kilos; en 1914, dix millions de kilos. Aujourd'hui elle atteint douze millions de kilos.

Bien que la production du roquefort ait été plus que centuplée depuis un siècle, le secret de sa fabrication n'a pas changé : aujourd'hui, comme à l'origine, c'est la même vertu des caves naturelles qui lui donne sa saveur. Le site de Roquefort est constitué d'un plateau de roches calcaires reposant sur un sol argileux : à une époque indéterminée, une partie du rocher glissa sur l'argile, provoquant un éboulis de blocs enchevêtrés, séparés par des fissures, des galeries, des cavernes que traversent des courants d'air froids et humides, sous l'influence de la nappe d'eau qui séjourne entre les rochers et l'argile. Les caves sont aménagées dans l'éboulis, en étages superposés dont le nombre varie de quatre à sept. Une usine installée à grands frais, il y a trente ans, sur le territoire même de la commune de Roquefort, mais hors de l'éboulis primitif, pour tenter la fabrication artificielle du fromage de la marque, n'a pas réussi à livrer le produit voulu : cette expérience fut concluante. Même en se servant d'autres caves humides de la région, on a échoué...

L'industrie de Roquefort occupe toute une population aux caves mêmes, aux laiteries, aux transports. Elle assure la vie d'autres industries, dont elle est la cliente, fabriques d'emballages, fonderies d'étain, fabriques de lames de coton pour le tamisage, ou qui utilisent les sous-produits du troupeau, peaux et laines, telle la ganterie de Millau, la mégisserie, la chamoiserie.

CONCENTRATION INDUSTRIELLE

Ce développement et ce progrès continus, dont il existe peu d'exemples dans des domaines qui dépendent au même degré des résistances de l'individualisme rural, n'auraient pas été possibles si les industriels, de leur côté, n'avaient fait un

effort déjà ancien vers la concentration de leurs capitaux et de leurs moyens.

Jadis les caves appartenait à de petits propriétaires particuliers, dont chacun se bornait à tirer quelques bénéfices de procédés empiriques et d'une vente restreinte. Vers 1840, un groupe de spéculateurs de Montpellier fit une première tentative de « rationalisation » : il afferma toutes les caves pour exploiter une sorte de monopole. Le caractère spéculatif de l'opération la fit échouer. Toutefois, elle avait éveillé l'esprit des propriétaires de Roquefort sur les avantages du groupement. Quelques années plus tard, une première société civile en nom collectif était constituée par six propriétaires de caves. Cette société s'élargit peu à peu : dès 1882, sous l'impulsion d'un réalisateur clairvoyant, M. Coupiac, elle arrivait à contrôler la majeure partie de la fabrication. Sans doute, la concurrence ne cessa pas entre les différents groupes, elle fut même très âpre, mais cette concurrence, entraînée par un groupe dominant, muni de capitaux et de moyens d'expansion commerciale plus larges, devait se faire dans le sens du progrès.

Enfin, depuis quelques mois, une entente semble définitivement réalisée entre tous les industriels de Roquefort. Elle mérite attention par son programme comme par ses dispositions contractuelles.

Le programme comporte : en premier lieu, l'amélioration des conditions techniques de la production et, par suite, la diminution des prix de revient du lait; en deuxième lieu, l'organisation commerciale de nouveaux débouchés pour la vente du fromage; en troisième lieu et d'une manière générale, le maintien d'un rapport à peu près stable entre les charges de la production et les prix de vente du fromage, garantissant les intérêts à la fois des agriculteurs, des industriels et des consommateurs.

Ces dispositions contractuelles revêtent la forme, d'une part, de contrats particuliers passés entre la « Société des Caves », groupe de beaucoup le plus important, et les maisons ou sociétés jusqu'à présent dissidentes, et d'autre part, une convention générale.

Les contrats particuliers prévoient l'attribution à chaque maison du tonnage moyen qu'elle avait exploité au cours des campagnes 1927 et 1928, et le maintien de ce tonnage pour

l'avenir, moyennant qu'il ne sera pas diminué volontairement. Ils indiquent comment seront fixés le prix d'achat du lait et le prix minimum au-dessous duquel les contractants s'interdisent de vendre leurs fromages.

La convention générale sauvegarde l'autonomie financière, industrielle et commerciale des différentes maisons, chacune étant laissée, notamment, propriétaire de ses marques et responsable de ses produits. Elle spécifie les règles communes, acceptées par les contractants, pour le bon fonctionnement des achats et des ventes.

Une commission de contrôle, où seront représentées toutes les catégories de maisons de Roquefort, veillera sur l'exécution des clauses de l'entente. Elle assurera le maintien de la proportion de tonnage attribuée à chaque maison, préparera les éléments qui serviront à fixer le prix d'achat du lait et le prix minimum de vente des fromages, vérifiera qu'aucune maison n'achète au-dessus ou ne vend au-dessous des prix convenus, et, enfin, elle effectuera les répartitions utiles. La procédure en cas de contestations et un barème d'amendes pour punir les infractions aux contrats ou règlements sont déterminés d'avance...

Une telle entente, groupant tous les acheteurs de lait de brebis pour la fabrication du Roquefort, devait fatalement éveiller certaines susceptibilités parmi les agriculteurs. La défiance du paysan n'est-elle pas traditionnelle et, pour ainsi dire, naturelle à l'égard du commerce contre lequel il débat le prix de ses produits? On résumait jadis l'état d'esprit des éleveurs de brebis par la formule suivante :

Paix en France et guerre à Roquefort!

C'est, à vrai dire, une grave question, et dont il ne faut pas méconnaître les difficultés, que de savoir si la concentration des industriels qui achètent une matière pour la transformer, nuit ou non aux producteurs dispersés de cette même matière. A première vue, il semble que la suppression ou l'atténuation de la concurrence à l'achat doive priver le producteur de sa meilleure base pour marchander et, par conséquent, se défendre. Mais l'expérience, dans le monde entier et pour toute sorte de matières, révèle le contraire.

En effet, la concentration industrielle n'a d'intérêt réel pour les industriels qui s'y prêtent, que s'ils l'utilisent pour

développer la vente et soutenir le prix du produit qu'ils fabriquent ou qu'ils transforment. A quoi leur servirait de s'être unis pour abolir une concurrence désordonnée à l'achat de la matière, si la concurrence mal réglée et le désordre dans la vente du produit transformé privaient, par ailleurs, ces mêmes industriels de leur principal bénéfice? L'assainissement et la régularisation du marché de la matière première a donc pour résultat d'orienter l'effort commun des industriels vers un accroissement et une meilleure rémunération de leur vente. Par voie de conséquence, au fur et à mesure qu'augmente la vente du produit transformé, le prix de la matière d'origine et sa production augmentent aussi. Il n'est pas d'exemple d'une matière, minerai de fer, pétrole, soie, coton, dont le prix n'ait suivi la courbe ascendante de prospérité et de puissance de l'industrie qui la transforme.

Tout l'effort de « rationalisation » qui s'accomplit, aujourd'hui, dans la production, le commerce et la transformation du lait de brebis, vise donc à accroître la vente du roquefort, et dépend, pour son succès comme pour sa durée, des résultats que l'on obtiendra à cet égard.

LES PROGRÈS DE L'EXPORTATION

La fabrication du roquefort atteint environ 12 millions de kilos par an. Elle représente un chiffre d'affaires de 200 millions de francs, qui monte à 300, si l'on y englobe le chiffre d'affaires des industries annexes.

Fromage de marque, acheté par une clientèle spéciale, le roquefort n'est pas un produit de première nécessité; il est consommé uniquement comme dessert de luxe. Autrefois, on ne l'achetait en quantités appréciables que dans nos provinces méridionales. Aujourd'hui, bien que la vente dans toute la France en soit devenue très active, le marché intérieur n'absorbe guère plus de la moitié de la production. C'est dire que l'exportation soutient, non seulement l'équilibre, mais la vie normale de l'industrie de Roquefort, la rémunération des capitaux qui s'y emploient, et, par conséquent, la prospérité de l'immense région agricole qui en dépend.

Depuis que les perfectionnements techniques, et notamment l'emploi du froid artificiel, permettent de fixer le degré de

maturité du fromage, de le conserver et de le transporter en toute saison, l'exportation, dont les débuts remontent à plus de cinquante ans, n'a cessé de croître.

Avant la guerre, sur les 10 millions de kilos de fromages affinés à Roquefort, on comptait que 4 millions ou 4 millions et demi de kilos devaient être expédiés à l'étranger. Les principaux marchés d'exportation étaient dès lors l'Amérique, l'Angleterre, la Suède et les Empires centraux. Les États-Unis, notamment, constituaient un débouché fructueux, absorbant déjà près d'un million et demi de kilos.

Naturellement, les circonstances de la guerre nuisirent beaucoup à ce commerce. Mais aussitôt après l'arrêt des hostilités, les industriels de Roquefort reprirent leur effort pour la conquête des marchés extérieurs. L'effort devenait plus difficile qu'auparavant, les marchés s'étant habitués à des produits concurrents. Pour regagner les positions perdues, il fallut rénover à grands frais l'organisation de vente à l'étranger. Peu à peu, cependant, les chiffres rejoignirent leur ancien niveau. Pour ne citer que les États-Unis, dès 1923, le tonnage qui y était exporté surpassait le tonnage de 1913; il devait atteindre bientôt 2 millions de kilos. Aujourd'hui, avec la France et les États-Unis, les principaux marchés de vente sont l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne et l'Angleterre en Europe, le Canada et la République Argentine en Amérique, et certains pays de l'Extrême-Orient.

Étant donné la hausse constante des frais de production du lait de brebis qui, ajoutés aux autres frais, grèvent de plus en plus le coût du fromage, la vente du roquefort ne peut augmenter désormais que sous l'aspect d'un produit de qualité supérieure, de marque réputée, réclamé par les gourmets du monde entier et dont le prix ne serait plus discuté. La fortune du système agricole et industriel qui englobe, d'une part, les éleveurs de brebis de dix départements, et, d'autre part, les fabriques de Roquefort, repose donc, en définitive, sur un effort commun à développer dans les trois directions suivantes : amélioration constante de la qualité du produit, protection de la marque, augmentation du rayon de vente par la publicité et par d'autres moyens opposés à la concurrence des produits étrangers.

LUCIEN ROMIER.

POÉSIES

L'ÉTOILE

Je ne sais pas pourquoi je pense à ma jeunesse,
A des printemps déjà lointains.

Dans mes songes, faut-il que cette aube renaisse
Où des fleurs se nouaient à mes jeunes destins ?

Je revois cette école où j'apprenais à lire,
Dans la chaleur de Montauban.

On nous disait Orphée avec sa grande lyre,
Et je m'endormais sur mon banc.

J'en rougis, et qu'Orphée aujourd'hui me pardonne
De l'avoir dédaigné lorsque j'étais enfant.

Aux vacances, j'errais sous les branches d'automne
Et j'espérais toujours de voir un éléphant.

Grands dieux ! Un éléphant aux forêts béarnaises !
Pourquoi pas des mammouths couchés sur le gazon,

Où des alligators endormis sur les fraises,
Où des panthères sous nos chaises

Devant le seuil de la maison ?

Mais l'enfance est pleine de rêves ;
Et derrière le puits, quand j'écoissais des fèves,
J'avais toujours l'espoir de trouver un trésor.

A cet âge, sait-on s'il n'est pas une cosse
Où se cache une fève d'or ?

Ce n'était pourtant pas avarice précoce ;

Mais rien ne m'arrêtait en ces jours d'autrefois;
J'appelais en rêvant toutes les découvertes
Et n'eusse été surpris en d'autres cosses vertes
De trouver une perle au lieu d'un petit pois.

Hélas! en l'âge mûr, avons-nous une autre âme,
Et n'avons-nous gardé tous nos songes d'enfant?
Nous rêvons en un cœur de trouver une flamme
Et qu'au jardin paraisse encore un éléphant,
Un éléphant d'Afrique, un éléphant d'Asie,
 Qui selon notre fantaisie
Broute au clair de la lune un pied de réséda,
 De nos lilas se rassasie
Et s'endorme en ronflant sous notre véranda.

Il n'est pas défendu de parler par images.
Nous espérons toujours d'ineffables ramages
Et des astres nouveaux dans les cieux coutumiers.
Qui saurait apaiser un cœur dont le caprice
 Attend que l'aurore mûrisse
 Des oranges sur les pommiers?

Ainsi rêve la race humaine
A la manière des enfants.
Je ne sais quel diable nous mène.
L'un pense à des trésors et l'autre à sa Clymène,
Et nous soufflons nos vœux en de vains oliphants.

Nous attendons pourtant que l'ombre s'illumine,
Qu'un nocturne soleil fleurisse le décor.
Les trésors sont perdus et Clymène est en Chine;
Charlemagne est trop loin pour entendre le cor.

Que ne demeurons-nous dans la maison tranquille
A goûter les destins qui nous sont accordés?
L'un quitte sa luzerne et se rue à la ville;
L'autre songe à bâtir des palais dans une île;
Nous voulons tous jouer notre bonheur aux dés.

Il n'est pas un mortel qui reste sur sa chaise;
Ils bouclent leur valise et prennent le chemin.
Quelle est cette folie et qu'aucun ne nous plaise
Des fruits que nous cueillons sans élever la main ?

Hélas ! chacun de nous veut quitter son village,
Avec l'espoir d'y retourner
Et qu'on l'y loue en son vieil âge
Des palmes que son art aura su moissonner.

Il est vrai, nous vivons pour quatre ou cinq personnes ;
Pour elles, nous rêvons d'acquérir des couronnes ;
Pour elles : c'est-à-dire afin que dans leurs yeux
Nous puissions voir briller la colère et l'envie,
Ou l'admiration qui berce notre vie
Et nous soutienne encore en nos ans les plus vieux.

Nous luttons ; nous pensons que la prochaine aurore
Voudra nous découvrir le golfe désiré ;
Matelots vainement penchés sur le beaupré,
Au déclin de nos jours nous attendrons encore.

Que la tempête crie et chasse le vaisseau,
Que le vent déchire les voiles,
Notre espoir qui frémit songe à d'autres étoiles
Et rêve d'un miracle à l'heure du tombeau.

Il nous faut conquérir des terres inconnues !...

La ville est douce avec ses calmes avenues ;
Lentement les facteurs traversent les hameaux
Et boivent du vin rouge au seuil des métairies.
La province sommeille à l'ombre des ormeaux,
Jusqu'à l'heure où la lune argente les prairies ;
Les cœurs silencieux sont pleins de rêveries.

Ils voient à l'occident des vergues et des mâts,
Et l'air pousse leur âme aux fabuleux climats
Où mûrissent des fruits qu'ignorent nos rivages.
Ils méprisent l'enclos et la vieille maison ;

La sirène et l'espoir chantent vers l'horizon,
Et les illusions domptent les mers sauvages.

Ainsi la terre tourne et les hommes s'en vont.
L'existence est rapide et le gouffre profond.
Reverront-ils jamais la province natale?
Perdus sur un ilot de l'onde occidentale,
Mourront-ils affamés, les mains pleines de pleurs?
Reviendront-ils sur un vaisseau couvert de fleurs
Avec un astre dans la cale ?

Un astre !... Quand Derème était petit garçon,
On lui chantait une chanson :
La chanson du cueilleur d'étoiles.
Je rêvais d'un navire à voiles
Pour m'emporter à l'horizon.

L'horizon, cette ligne où le ciel touche l'onde...
Ma tante répondait : — Ce n'est pas la saison !
Pour les petits garçons la mer est trop profonde.

— Je veux, disait l'enfant, qu'on m'apprenne à nager.
Je naviguerai sans danger :
Je pourrai me sauver si le vaisseau chavire.
Mais les astres, là-bas, sont au ras de la mer ;
Pour les prendre, il suffit de mettre un doigt en l'air,
Et j'en emplirai le navire.

Ma tante reprenait : — Je n'ai pas de vaisseau !
(Et disait vrai, la sainte femme.)
Attends d'être plus grand pour t'en aller sur l'eau ;
En vains rêves tu perds ton âme.

Les étoiles pourtant luisaient dans le sureau
Où dormaient les deux tourterelles,
Et je les contemplais à travers le carreau
Comme des fleurs surnaturelles.

Mon oncle, un soir, me dit : — Tes vœux sont exaucés.
Le ciel pour ton caprice en a-t-il fait assez ?
Es-tu content de ce prodige ?

Comme une fleur céleste enlevée à sa tige,
Une étoile est dans l'herbe : elle a quitté les cieux.
Mon oncle souriait et j'ouvrais de grands yeux.
Une étoile, en effet, brillait dans l'herbe noire.
— Je la voudrais ! — Prends garde ! Elle va s'envoler !
— Je pourrais l'enfermer dans ma petite armoire...

— Imprudent ! Tu veux tout brûler,
Ton armoire, ta chambre et notre maisonnette !
Songe, songe aux dangers de cet objet nouveau
Dont le destin te fait cadeau.

— Je le mettrai dans la cuvette
En y vidant un verre d'eau.

— Tu veux noyer l'étoile afin qu'elle soit tienne !
Et de toucher un songe il faut qu'on te retienne,
Déjà ! Les temps viendront où tu t'apercevras,
Si l'on n'aspire point à des heures amères,
Qu'on ne doit pas tenter de refermer les bras

Sur les épaules des chimères.

On les peut contempler et les astres aussi,
Mais abandonne le souci
De les loger en une armoire !

Que d'autres, s'il leur plait, pour enchaîner la gloire
S'élancent sur les flots vers des cieux inconnus !

Ils dormiront pourtant tout nus
Dans l'oubli de la fosse noire.

Où seront les trésors qu'ils avaient désirés ?
L'étoile et le bonheur fuient devant le navire ;

Et c'est en vain que l'on soupire
En élevant les mains vers les astres dorés.

Que parfois si l'un d'eux descend sur notre terre,
Ne te hâte point trop d'éclairer ce mystère.
Admire d'un peu loin le sublime présent ;
Entre l'étoile et toi balance un léger voile,
Car si tu t'approchais, tu verrais que l'étoile
N'était qu'un pauvre ver luisant.

TRISTAN DERÈME.

A LA CONFÉRENCE DE LA HAYE

CHOSSES VUES ET ENTENDUES

Lundi, 5 août.

Les Anglais sont arrivés hier, et les Allemands ce matin; les Français arriveront ce soir. En moins de quarante-huit heures, la petite ville paisible et charmante s'est accrue de quinze cents habitants nouveaux, aussi agités, aussi fiévreux que les autres paraissent calmes et reposés. On ne change pas pour si peu les habitudes et l'humeur d'un Hollandais. Les voitures aux fanions multicolores ont beau rouler en procession sur la belle route ombragée qui mène de La Haye à Schéveningue; les amoureux à bicyclette n'en poursuivent pas moins, la main dans la main, leur sentimentale promenade. Seuls, les grands hôtels ont pavoisé et les monuments publics. Quelques gardes à cheval, postés devant la gare ou aux alentours du *Binnenhof*, contiennent aisément une mince haie de curieux.

Imaginez qu'on interdise aux Viennois la traversée de la *Burg*, aux Parisiens le passage par les guichets du Carrousel, cela ferait un beau tapage. Les Haguenois semblent tolérer de bonne grâce qu'au centre même de leur ville, on ferme devant eux, pour quelques semaines, les deux portes du *Binnenhof*, dont l'enceinte pittoresque abritera les travaux de la Conférence internationale.

Quelques jours ont suffi à nos hôtes, si tardivement avisés, pour accommoder ces édifices séculaires à leur éphémère desti-

nation. Les salles magnifiques où siègent les deux Chambres seront affectées, l'une aux séances des délégués, l'autre aux services du Secrétariat général. Dans la salle des Chevaliers, où jadis j'ai vu la reine Wilhelmine ouvrir les États généraux, auront lieu les séances solennelles de la Conférence, s'il y en a... Pour l'instant, cette nef magnifique que surmonte une voûte en carène, retentit des coups de marteau que frappent à l'envi menuisiers, tapissiers et électriciens; car c'est ici que demain soir le gouvernement de la Reine recevra les délégués des nations.

Un escalier en colimaçon, grimpant dans une tour, me mène aux appartements annexes qu'on a réservés aux journalistes. Dans cette salle immense, on a aligné sur deux rangs trente cabines téléphoniques; à côté, s'ouvrent les bureaux du télégraphe. A l'étage supérieur, les salles de travail, où crépissent déjà quelques machines à écrire. Enfin, dans les caves aux belles voûtes gothiques, je découvre un restaurant, un bar, un salon de lecture et un billard. L'austérité des vieilles murailles s'égaie de toiles et de dessins signés des meilleurs noms de la jeune école hollandaise; on pourrait se croire à Montparnasse. Au lieu du *hall* de grand hôtel ou de l'antichambre ministérielle où d'ordinaire on parque les journalistes, La Haye nous offre, dans le château des comtes de Hollande, l'aile la plus secrète et la plus pittoresque : un cadre du XIII^e siècle, que rajeunit l'art du XX^e. Après cela, si la Conférence de La Haye n'a pas une bonne presse!...

Mardi 6.

Dans la salle de la première chambre, les délégués sont venus s'asseoir l'un après l'autre, autour de la table verte. Le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, M. Beelaerts van Blokland, préside cette séance d'ouverture, assis sous le grand portrait du roi Guillaume II. A sa droite, a pris place M. Briand, le visage souriant, les mains tendues vers de nouveaux arrivants. MM. Chéron et Loucheur s'assoient à son côté. Voici la délégation du Reich. Le docteur Stresemann maigri, un peu pâle, en veston noir; les ministres Hilferding, Curtius et Wirth. Deux sièges plus loin, M. Venizelos rajeuni, le buste droit, l'œil brillant; très entouré, il répond en souriant aux félicitations et aux compliments. Les Anglais sont à gauche du président : M. Snowden, tête énorme sur un buste frêle; MM. Hen-

derson et Graham, flegmatiques visages. Parmi tant de crânes plus ou moins dénudés, brillent deux crinières d'argent : MM. Jaspas et Hymans, délégués de la Belgique.

Le président demande à l'Assemblée « une minute d'indulgence et d'attention », pour les photographes. Éclairs de magnésium, déclics d'appareils, brouhaha; le calme est bientôt rétabli. Un coup du marteau d'ivoire sur la table, la séance est ouverte. M. van Blokland souhaite la bienvenue aux délégués et un bon succès à la Conférence. Au nom de ses collègues, M. Briand remercie le représentant du gouvernement de la Reine. On pourrait s'en tenir là. Mais non! M. Stresemann s'est levé à son tour. Il parle des sacrifices de l'Allemagne et de ses déceptions. Déjà! Quel contraste entre la voix pleine et grave, simple pourtant, du ministre français, et le débit sec et saccadé du représentant du Reich. Dans cette séance de pure forme, en présence du ministre hollandais, ce troisième discours, inattendu, dit-on, détonne légèrement.

Nous en aurons un quatrième : le Chancelier de l'Échiquier demande la parole. Dans le grand débat international qui va s'ouvrir, avait marqué M. de Brokland, les Pays-Bas n'auront pas à intervenir. « Heureux Pays-Bas! souligne sarcastiquement M. Snowden. Comme je les félicite! » Vraiment, on n'est pas plus engageant. J'observe l'orateur : un regard dur, presque cruel, la bouche se crispe en parlant. Ma foi! Voilà un homme qui n'est pas au monde pour son plaisir, ni peut-être pour celui des autres. Et tandis que M. Snowden proférait ces paroles amères, un rayon de soleil, perçant enfin les nuages, faisait luire, derrière les hautes verrières, le calme miroir du Vivier.

Mardi soir.

Dès cet après-midi, M. Snowden a tenu parole, en montrant qu'il entendait faire la vie dure aux délégués des nations qui, moins heureuses que les Pays-Bas, prennent part à la Conférence. Dans un long discours, qui renchérit sur celui qu'il avait prononcé naguère aux Communes, le chef de la délégation britannique a développé les raisons pour lesquelles il n'acceptait pas le plan Young. Comme on ne s'est réuni ici que pour en assurer l'application, quelques délégués se demandent si M. Snowden n'aurait pas mieux fait de rester à Londres, où d'ailleurs il prétend déjà rentrer au plus tôt.

— Hum ! fait un vieux journaliste. Dans toutes les conférences, il y a toujours une délégation qui, dès le premier jour, parle très haut de faire ses paquets.

Mercredi 7.

Sans que M. Snowden ait rien abandonné de ses prétentions et de ses réserves, on a tout de même formé deux commissions : l'une s'occupera des problèmes politiques : évacuation de la Rhénanie, commission de constatation et conciliation ; l'autre des problèmes financiers : examen et application du plan Young. Ces deux organismes fusionnent parallèlement, *pari passu*. Pourvu que l'un n'aille pas plus vite que l'autre ! Cette charrette fragile, qu'est la conférence, ne résisterait point à la secousse.

Vers sept heures du soir, M. Briand reçoit les journalistes français : il apparaît calme et souriant : il en a vu bien d'autres !

— Il y aurait bien, nous dit-il, un moyen de tout arranger. M. Snowden pourrait demander, et obtenir du docteur Stresemann que l'Allemagne augmente ses paiements dans une mesure suffisante, pour satisfaire la demande de l'Angleterre. Seulement, je ne me chargerais pas volontiers de la commission.

Vendredi 9.

L'hospitalité hollandaise est à la fois somptueuse et attentive. Le Comité d'organisation, qui siège au *Binnenhof*, et que préside avec une autorité souriante M. Plemp van Duiveland, déploie tant d'activité, montre tant de prévoyance, qu'il ne nous laisse même pas le temps de formuler un désir. Un journaliste arrive : quatre ou cinq charmantes jeunes femmes s'empressent, dans toutes les langues. « Voici votre coupe-file ; voici la carte pour télégraphier au tarif de presse ; celle pour utiliser gratuitement les autobus et les tramways ; voici la carte d'entrée pour les meilleurs *clubs* de la ville. Dans ce livret, vous trouverez les heures du courrier, par chemin de fer et par avion, pour tous les pays du monde. Vous pourrez téléphoner à telle heure, dans la cabine n°... » Et tout cela fut préparé en trois jours.

Ce soir, le Comité recevait la presse étrangère à Witte Brug, un joli coin de Scheveningue. Ce ne sont pas des salons, mais une série de serres merveilleuses. Buissons de glaïeuls,

d'amaryllis et de dahlias géants; sur des tables basses, alternent les gerbes de roses et les bouquets d'orchidées. Un cercle d'amateurs de jardins, le *Gladiolen club*, a planté gracieusement, à notre intention, ce rare et magnifique décor.

Samedi 10.

Fiévreuse attente au *Binnenhof* pour la sortie de la commission financière. Le baron Houtart, président, sort l'un des premiers, le visage grave. Derrière lui, quelques délégués font, aux journalistes qui les interrogent du regard, des signes inquiétants. L'un d'eux murmure entre ses dents, tout près de moi : « Mauvais, mauvais. » Allons ! M. Snowden se sera encore manifesté. Et comment ! Déjà deux mots, deux gros mots circulent dans la foule : « *Grotesque and ridiculous !* » C'est ainsi qu'en pleine séance, le chancelier de l'Échiquier a qualifié l'interprétation donnée de la note Balfour par M. Chéron. L'interprète officiel, par prudence, s'est abstenu de traduire ; mais tout le monde a entendu ; et bientôt le télégraphe et le téléphone auront transmis, dans toutes les langues, aux quatre coins du monde, ces expressions malsonnantes. Que la diplomatie descende dans la rue, c'est peut-être une erreur ; mais qu'elle emprunte à la rue son langage, c'est un scandale.

A l'Hôtel des Indes, où réside notre délégation, le hall s'emplit de journalistes français et étrangers, qui brûlent de connaître les suites de l'incident. Est-ce la rupture ? Assurément, M. Snowden a fait ce qu'il fallait pour la rendre inévitable. Mais la veut-il ? Passent des attachés de cabinet : il paraît qu'on négocie. Le baron Houtart est introduit chez M. Briand ; un quart d'heure après, il sort, plus soucieux qu'il n'est entré. M. Loucheur traverse l'antichambre : « Messieurs, des tractations sont en cours, c'est tout ce que je puis vous dire. » Voici, une serviette sous le bras, sir Maurice Hankey, secrétaire général de la Conférence, qui cherche la bonne porte et ne la trouve point. On le renseigne, il entre. Quel est son message ? Rien de bon, sans doute, puisque le voilà qui repasse, la bouche plissée d'un sourire furieux.

Il est huit heures du soir, l'inquiétude grandit. Combien de temps va durer ce petit jeu ? Enfin, vers huit heures et demie, M. Loucheur paraît, et, rien qu'à le voir, nous comprenons que l'incident est clos. Il lit à haute voix le texte, trois fois

amendé, de la déclaration par laquelle M. Snowden affirme qu'en anglais, les termes dont il s'est servi n'enferment aucun sens désobligeant. Allons, tant mieux !

Dimanche 11.

Jour creux, faisons le point. Sur les six puissances qui avaient envoyé des experts à Paris, cinq, dont l'Allemagne, acceptent, comme un tout indivisible, le plan que ces experts ont élaboré ; la sixième, l'Angleterre, fait sur le plan Young trois réserves si graves, qu'en tenir compte équivaldrait à annuler le travail des experts de Paris, pour construire de toutes pièces un nouveau projet.

Les quatre, comme on dit ici, Belgique, France, Italie, Japon, tout en se déclarant prêts à rechercher les moyens de donner satisfaction à la Grande-Bretagne, tiennent ferme pour l'intégrité du plan. L'Allemagne appuie la même thèse, pour des raisons particulières. Avant de venir à la Haye, les Allemands prévoyaient une première phase de la Conférence, où ils ne seraient point intéressés : celle au cours de laquelle leurs créanciers travailleraient à éliminer les désaccords qui s'étaient révélés entre eux. « Que notre argent aille, en plus ou moins grande quantité, à Pierre, à Paul ou à Jacques, peu nous importe, disaient-ils : nous n'en paierons ni plus, ni moins. »

Or, les Allemands comprennent aujourd'hui qu'ils se sont trompés et ne font même plus mystère de leur inquiétude. Pour chacun des pays créanciers, y compris l'Angleterre, la rupture de la Conférence et l'échec du plan Young auraient des suites fâcheuses ; mais pour l'Allemagne, ce serait un désastre. D'abord, au point de vue financier, pas de plan, pas d'évacuation de la Rhénanie ; les méthodes du docteur Stresemann font faillite ; le cabinet Müller est ébranlé ; crise de gouvernement, peut-être même crise de régime.

Ce désastre, les délégués allemands voudraient le conjurer. Mais on les sent retenus dans leur action, soit par la crainte de choquer leur opinion publique, soit par celle de payer eux-mêmes les frais de la réconciliation qu'ils auraient favorisée. La passivité du rôle auquel ils sont réduits leur pèse ; et pourtant ils hésitent à en sortir.

Et puis, dans quelle voie chercher un compromis ? « Ce qui fait tant de peine à M. Snowden, me dit un expert psycho-

logue, ce n'est point que l'Angleterre ne reçoive pas assez du plan Young, c'est que d'autres puissances en reçoivent trop. Le sentiment qui a dicté ses réserves au Chancelier de l'Échiquier est moins rapacité qu'envie. En un moment où l'économie britannique est en mauvais point, M. Snowden ne peut admettre que les économies déjà florissantes de quelque autre pays tirent encore du plan Young de nouveaux avantages. » Mais comment, et pourquoi ces pays renonceraient-ils à des avantages, dont chacun, au cours des négociations de Paris, fut payé d'un sacrifice?

Lundi 12.

Brillant débat ce matin à la Commission financière. Le docteur Curtius prouve par des chiffres que si l'économie anglaise est malade, l'économie allemande n'est pas beaucoup mieux portante; puis il indique brièvement les concessions possibles et leurs limites. M. Albert Pirelli, délégué de l'Italie, confrontant le problème économique et le problème financier des réparations, montre comment leurs exigences respectives sont contradictoires et ne se pourront jamais accorder que par un compromis imparfait. Le mieux est l'ennemi du bien, vieux proverbe que M. Pirelli rajeunit fort joliment :

— Il y avait, dit-il, une jeune princesse Colonna qui voulait se marier. Elle s'en ouvrit à l'évêque d'Urbino. Celui-ci lui répondit que prendre un bon mari serait bien, mais qu'entrer au couvent serait mieux. « Je ferai donc ce qui est bien; conclut la princesse. » Puisse la Conférence s'inspirer d'un tel exemple : elle aurait grand tort de rentrer au couvent !

Mardi 13.

M. Venizelos me reçoit dans son appartement de l'Hôtel des Deux Villes. Je le trouve plus jeune que jamais et ne me tiens pas de lui en faire mon compliment.

— Oui, m'explique-t-il, je vais très bien. Étant éloigné du pouvoir, j'avais passé par une mauvaise crise. Quand j'y suis revenu, j'ai tout aussitôt retrouvé les forces dont j'avais besoin. La nécessité est un grand médecin.

M. Venizelos représente à la Conférence un de ces États que les autres désignent par l'expression : « États à intérêts limités », mais qui, de ces intérêts limités, prétendent ne point faire le

sacrifice. On cherche ici à leur donner satisfaction sans toucher au plan Young. Le solde provenant de la liquidation des biens cédés, offre, paraît-il, quelques ressources; les réparations bulgares et hongroises pourraient en fournir quelques autres. A vrai dire, M. Venizelos plaide avec tant d'éloquence la cause de son pays, qu'il me semble voir diminuer encore et se perdre dans un lointain brumeux les chances favorables à ce fameux accord général qu'on est venu chercher à La Haye. Alors, les petits sont aussi mécontents que les grands, sinon davantage? La somme à partager n'étant pas extensible, par quelle répartition subtile, ou plutôt miraculeuse, pourra-t-on jamais satisfaire tout le monde? Je ne saisi M. Venizelos, à qui on ne peut rien cacher, devine mon angoisse; mais il ajoute :

— Si mon premier devoir est de défendre les intérêts de la Grèce, je n'oublie pas que je dois aussi travailler, pour ma part, à l'apaisement général et à la pacification de l'Europe.

Mercredi 14.

Les choses vont un peu mieux. Sans renoncer à aucune de ses réserves, M. Snowden a pourtant consenti à la convocation des trois sous-comités, chargés d'élaborer, touchant la *Reichsbank*, les chemins de fer allemands et les revenus gagés, un régime de transition entre le plan Dawes et le plan Young. Logiquement, on pourrait en conclure que les Anglais envisagent désormais comme probable la mise en vigueur du nouveau plan. Mais la logique est une chose, la politique en est une autre.

La Commission financière a entendu ce matin deux nouveaux orateurs, M. Graham, président du *Board of trade*, et M. Loucheur, ministre français des Travaux publics. Deux discours excellents. Mais, à la sortie, tout le monde observe que, dans ce débat, la thèse capitaliste et impérialiste a été défendue par le représentant du *Labour*, tandis que M. Loucheur invitait l'assemblée à tenir un juste compte des intérêts des classes ouvrières.

Jeudi 15.

Tout est cassé. L'instrument de la rupture est une feuille, détachée d'un bloc-notes, sur laquelle hier soir M. Snowden a griffonné quelques lignes à l'adressé de M. Jaspar. Le Chance-

lier de l'Échiquier demande qu'on discute au plus tôt sa motion, tendant à la revision du plan Young. A l'Hôtel des Indes, le défilé recommence : les Belges, les Italiens, voire les Japonais viennent se concerter avec nos délégués sur le choix d'une attitude commune et sur les termes d'une commune réponse. Il y a bien eu, dit-on, quelques tentatives britanniques pour dissocier, par des offres particulières, l'union redoutable des quatre; mais ces tentatives ont échoué. Les Quatre, plus solidaires que jamais, restent sur leur position, — intégrité du plan Young, — et chargent leurs experts financiers de rechercher les moyens par lesquels on pourrait, sans déroger à ce principe essentiel, satisfaire, en quelque mesure, aux exigences de M. Snowden. Nous voilà aussi avancés qu'au premier jour.

Vendredi 16.

La municipalité de Rotterdam, qui ne prévoyait pas cette aventure, a convié pour aujourd'hui les journalistes étrangers à faire la visite de la ville et du port. Un certain nombre s'excusent, craignant de manquer ce qu'on appelle, en style de conférence, « une journée décisive ». J'ai pensé que cette journée ne déciderait rien du tout et je suis allé à Rotterdam, que je n'avais pas revu depuis vingt ans. C'est aujourd'hui une ville de 600 000 habitants, active, riche, mais sans beauté. Ou plutôt, la seule beauté de Rotterdam, c'est son port, vivant tableau, magnifique symbole des efforts par lesquels un petit pays est devenu l'une des premières puissances commerciales, l'un des plus grands empires coloniaux du monde. Sur les façades grises d'énormes magasins, se détachent ces noms lumineux : Java, Sumatra, Borneo, Curaçao. Les grandes lignes de l'Atlantique et du Pacifique partent de ces quais énormes et y aboutissent. Nous avons fait le tour du monde en deux heures.

A bord du *Statendam*, l'un des plus récents paquebots de la *Hollande Amerika Lijn*, un lunch somptueux nous attendait. C'est en excellent français que tour à tour M. le bourgmestre de Rotterdam et le président du cercle des journalistes néerlandais nous ont souhaité la bienvenue. L'honneur de leur répondre et de les remercier, au nom de la presse étrangère, est échu au représentant de la *Revue des Deux Mondes*. Un vol en avion au-dessus de la ville et du port a complété cette visite.

Rentrés à La Haye, nous trouvons la Conférence au point où nous l'avions laissée.

Samedi 17.

Les Quatre ont fait des offres à l'Angleterre. L'Angleterre, sans les refuser, les a déclarées insuffisantes. Les a-t-elle appréciées à leur valeur? c'est la question que se posent nos délégués; et ils chargent les experts financiers de *chiffrer* ces offres avec toute la loyauté et toute la précision possibles. Quand chaque délégation aura procédé, pour son compte, à cette opération, les experts des Quatre rencontreront ceux de l'Angleterre et compareront avec eux les résultats obtenus.

De leur côté, les membres de la Commission politique, assistés d'un comité de juristes, poursuivent l'examen des problèmes relatifs à l'évacuation de la Rhénanie. Mais, comme la solution du problème politique est subordonnée à celle du problème financier, c'est-à-dire à l'adoption et à la mise en vigueur du plan Young, aucune décision n'est encore en vue.

Dimanche 18.

Les jours se suivent, sans se ressembler, mais sans avancer beaucoup nos affaires. Et pourtant le moment approche où la plupart des délégués devront abandonner La Haye pour Genève. Il n'est que temps de consulter les grands oracles. Cet après-midi, au moment où j'entre à l'Hôtel des Indes, M. Pirelli en sort, de son grand pas vif et pressé. Je lui demande quand il me permettra de causer un quart d'heure avec lui.

— Tout de suite, si vous voulez. Je rentre à Scheveningue, montez dans ma voiture, nous causerons en route.

Grand industriel, puissant homme d'affaires, président de la Chambre de commerce internationale, M. Albert Pirelli fut l'un des experts italiens à la conférence de Paris et représente actuellement son pays à celle de La Haye. Il a prononcé ici, tantôt en français, tantôt en anglais, quelques discours très remarqués. Je voudrais savoir comment il s'explique l'attitude prise à La Haye par M. Snowden.

— Pour essayer de comprendre la position adoptée par le chancelier, me répond M. Pirelli, je dois me reporter à l'état d'esprit dans lequel, au début de février dernier, nous avons, avec les experts du plan Young, commencé à travailler. Chacun était tout pénétré de l'importance et de la justice des

revendications élevées par son propre pays; personne n'était vraiment informé des droits et des aspirations d'autrui. Pour devenir proprement des experts, il nous a fallu quatre mois, et le recours quotidien aux documents mis à notre disposition par la Commission des réparations et par les diverses Trésoreries.

« Je suis certain que, si M. Snowden pouvait nous donner quatre mois de son temps, il n'aboutirait pas à des conclusions différentes de celles auxquelles sont arrivés les hommes éminents qui représentaient l'Angleterre dans notre comité.

« On a dit que le plan Young faisait à l'Italie une situation particulièrement favorable; mais on oublie d'ajouter qu'il lui impose des sacrifices importants. Une annuité constante nous eût été plus avantageuse que l'annuité synchronique établie par le nouveau plan. Sur la part conditionnelle, l'Italie reçoit moins que le pourcentage auquel elle aurait droit. Le fait de passer l'éponge sur tous les comptes interalliés (capital) concernant le passé, entraîne pour eux une perte considérable. Enfin la réduction et la limitation des prestations en nature représentent un sacrifice tout à fait spécial consenti par l'Italie en faveur de l'économie britannique.

Quels sont au contraire les avantages que le plan Young assure à l'Angleterre? Outre les réductions des prestations en nature, on peut citer : l'acquisition définitive du surplus qu'elle a touché jusqu'à ce jour et qui aurait dû donner lieu à une répartition interalliée; l'attribution d'une somme supplémentaire sur l'annuité du plan Dawes; le synchronisme établi, année par année, entre réparations et dettes interalliées; enfin et surtout la solidarité créée entre l'Angleterre, les autres débiteurs de l'Amérique et l'Allemagne elle-même, touchant le problème des dettes de guerre contractées aux États-Unis.

« Et puisque je vous parle en ce moment, non plus comme un des experts du plan Young, mais comme l'un des délégués de l'Italie à cette conférence, laissez-moi vous dire que j'ai quelque peine à comprendre comment l'Angleterre peut nous reprocher d'avoir naguère sacrifié ses intérêts et nous demander aujourd'hui de lui faire justice. Malgré une grande amitié pour les Anglais, et un désir très vif de comprendre les points de vue les plus différents du mien, je ne puis me tenir de déclarer que s'il est un pays qui ait le droit d'articuler ici pareil reproche et semblable réclamation, ce pays, c'est l'Italie.

Lundi 19.

Tandis que les experts financiers poursuivent la confrontation de leurs chiffres, je vais frapper à la porte de M. Briand. Elle s'ouvre volontiers. Le président du Conseil, à qui les difficultés et les fatigues de cette laborieuse quinzaine n'ont rien ôté de sa belle humeur, veut bien résumer son impression.

— La Conférence, me dit-il, est complètement désaxée par l'importance excessive qu'y ont prise les débats d'ordre financier et les discussions autour de quelques points subalternes. Ce qui, à mon sentiment, devait dominer la situation, c'était le débat politique ayant pour objet de hâter le rapprochement entre les peuples et de faire disparaître certaines surfaces de friction. Je vois avec quelque étonnement, même avec quelque tristesse, qu'on oublie le principal pour s'attarder à l'accessoire, et qu'on en arrive à reprendre la discussion d'un problème qui, pendant trois mois, a alimenté à Paris les travaux des experts, et qui se prolongerait ici mal à propos si, comme je le crains, on poursuivait à La Haye la destruction du plan Young, avec l'idée de lui substituer un nouveau plan.

« Une telle entreprise nous entrainerait très loin du but que nous nous étions proposé, lorsque nous avons établi entre les six puissances le protocole de Genève. Toutefois, je ne désespère pas qu'après quelques tâtonnements, le sens des responsabilités, allié à la saine raison et au désir de la paix, ne finisse par prévaloir.

Mardi 20.

Léger espoir, mais si léger ! Cet après-midi, M. Briand et M. Snowden se sont rencontrés, à l'heure du thé, chez M. Adatci, chef de la délégation japonaise, et se sont entretenus, nous dit-on, de la façon la plus cordiale.

Par une lettre officielle, adressée à M. Jaspas, président de la Conférence, les Allemands, qui parfois ont le mot pour rire, demandent à être mis au courant du progrès des négociations.

MAURICE PERNOT.

(A suivre.)

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

L'ORLANDO⁽¹⁾

DE M^{ME} VIRGINIA WOOLF

« Oui, se disait-elle en regardant les fiancés, ils en ont maintenant pour toute la vie à dire : *Nous*. « Nous avons fait ceci, nous avons fait cela ». Ainsi elle songeait et un arôme précieux d'olives, d'huile et de jus de viande s'élevait de la grande terrine brune dont Marthe, la femme de chambre, avec un peu de coquetterie, venait d'ôter le couvercle. Ce plat se mijotait à la cuisine depuis trois jours. Attention ! se dit M^{me} Ramsay, il s'agit de choisir quelque chose de tendre pour William Banks. Et elle plongeait le regard dans les vastes flancs de la terrine aux parois luisantes, avec sa gelée opulente de viandes sombres et dorées, de feuilles décolorées qui nageaient dans leur rous. « Voilà un plat de circonstance », se dit-elle, et elle éprouvait à la pensée des amoureux un sentiment complexe, une sympathie espiègle et tendre...

« C'est un triomphe ! » s'écria M. Banks en posant un instant son couteau sur la nappe. Il venait de manger une bouchée avec recueillement. C'était riche, c'était onctueux. C'était parfaitement à point. Comment faisait-elle pour obtenir cela au fin fond de l'Écosse ? lui

(1) Virginia Woolf : *Orlando, a biography*, 1 vol. in-8, The Hogarth Press, 52 Tavistock Square, Londres, 1928. — *Mrs. Dalloway*, 1925, *To the Lighthouse*, 1927. — *Mrs. Dalloway*, Traduct. française de S. David, préface de M. André Maurois, Paris, Stock, 1928.

demanda-t-il. Vous êtes une femme étonnante. Toute son adoration, tout son culte pour elle lui étaient revenus et elle s'en aperçut.

« C'est une recette française que je tiens de ma grand mère », fit-elle avec un vif éclat de plaisir dans la voix...

M^{me} Virginia Woolf est, à cette heure, un des quatre ou cinq écrivains les plus en vue de l'Angleterre : elle y est l'auteur à la mode. Un de ses livres a eu l'honneur d'une traduction française, précédée d'une préface de M. André Maurois. On se fera une idée de la situation littéraire occupée par une si jeune femme, si j'ajoute qu'elle est la petite-fille de Thackeray et la fille du célèbre critique Leslie Stephen. Elle tient à deux maréchaux de la littérature; le bâton est dans sa famille depuis deux générations. Enfin, par son mariage avec un éditeur connu, fondateur de la *Hogarth Press*, la plus en vogue des librairies d'avant-garde, M^{me} Virginia Woolf est une sorte de puissance, le centre d'un foyer très vivant d'activité littéraire, tout particulièrement ouvert aux choses russes. Ces traits, qu'il suffit d'indiquer, font comprendre sa place un peu privilégiée, son rôle d'enfant gâté de l'*intelligentzia* anglaise.

Soit comme public, soit comme écrivains, il y a toujours eu un rôle immense des femmes dans la littérature. On me dispensera de citer toutes celles qui ont été la Sapho de leur siècle : cela commence en Angleterre avec Marie de France, auteur de ces *Lais* délicieux qui enchantaient la vieillesse de Goethe. On a jugé le fait assez diversement. Souvent on se plaint que ces dames soient peu originales. Sans aborder le fond du débat, il me semble qu'on serait plus juste, s'il m'était permis de recourir à une comparaison. On voit dans l'entourage d'un peintre ou dans un atelier célèbre apparaître parfois une figure de femme, qui en est le talent le plus rare et le plus précieux : telle auprès de Manet une Berthe Morizot, une Marie Laurencin aux environs d'un Picasso. Sans elles, l'idée que nous nous faisons de l'impressionnisme ou du cubisme serait incomplète, il y manquerait une grâce. La charmante Berthe égaie, aère, fleurit tout ce qu'elle touche; nulle trace d'effort, de pédantisme. Il est bien entendu que ses œuvres exquises n'eussent jamais existé sans les exemples de Manet; mais sans l'influence de sa belle-sœur, ce grand peintre peut-être ne se fût jamais tout à fait libéré.

Pour en revenir à notre auteur, je ne serais pas éloigné de définir son œuvre comme je viens de faire celle de l'aimable dame d'Auteuil. Il est aisé de voir que les livres de M^{me} Virginia Woolf, *Jacob's Room*, *M^{me} Dalloway*, *le Phare*, portent l'empreinte du génie de M. James Joyce. Quoi qu'on pense d'*Ulysse*, ce livre étrange demeure une date littéraire (1). C'était un événement, une tentative de coup d'État : il s'agissait de substituer aux conventions du roman, à son intérêt de péripéties, à l'analyse des caractères, à toute description de mœurs ou de milieu, un mode de représentation entièrement nouveau. C'était un essai de prise directe, une espèce de film qui devait enregistrer dans sa totalité, pendant le cours d'une journée, la succession de phénomènes qui composent ce qu'on appelle la conscience d'un individu, tout ce que roule pêle-mêle le flot intérieur, embryons d'idées, souvenirs, désirs, projets, images, visions du dehors, la rue, les réverbères, les passants, les étalages, les trompes des taxis et les cornets de trams, et les sensations gastriques, viscérales et toute la boutique, bref, le capharnaüm physiologique, moral, l'égout de détritrus, de velléités, de mémoire, de songes, d'appétits, le chaos fétide et impur dont le lieu est le corps humain et qui forme la vie, *plus* (par la somme des pressions que subit l'organisme), l'atmosphère, l'état du ciel, le paysage, un reflet du cosmos, une image du grand Tout dans le petit univers d'un homme.

Entreprise chimérique, parce qu'il n'existe pas de langage pour traduire ce qui échappe au langage. L'auteur lui-même ne se fait pas faute de s'évader de son programme et de développer, à mesure qu'il avance, d'immenses fugues lyrico-épiques, satiriques, dramatiques, qui n'ont plus rien de commun avec le dessein initial. Le livre, commencé par un réaliste, s'achève en fantasmagorie. A le prendre comme œuvre d'art, ce prodigieux *Ulysse* n'est peut-être qu'un monstre. Je ne parle pas de grossièretés qui n'appartiennent plus à la littérature depuis le temps de Rabelais. On voit qu'il restait fort à faire pour rendre un pareil livre présentable dans le monde et pour en faire

(1) *Ulysse* vient d'être très bien traduit par MM. Auguste Morel, Stuart Gilbert et Valéry-Larbaud (à Paris, chez Félicie Monnier, la Maison des Amis des Livres, 7, rue de l'Odéon). C'est un véritable fac-similé. Je rappelle l'étude excellente sur *Ulysse*, par M. Valéry-Larbaud, qui sert de préface à la traduction de *Gens de Dublin* (Plon, 1926).

quelque chose d'honnête et de décent. C'est pourtant ce qu'a réussi à faire M^{me} Virginia Woolf : elle apprivoise en quelque sorte l'ours de M. Joyce, elle l'a éduqué, nettoyé, peigné, parfumé, bichonné ; bref, elle l'a si bien léché que le formidable animal est sorti de ses mains frisé comme un caniche et doux comme un agneau.

Ah ! cette Virginia Woolf, quelle fée ! Par quelle magie opère-t-elle ? Comment se fait-il que le miroir, sans pitié tout à l'heure pour la nature humaine, devenu soudain optimiste, ne nous présente plus que de gracieuses images ? Ce miroir se promenait tantôt dans une sentine : le voici qui se pose au milieu d'un boudoir. Nous passions vingt-quatre heures avec un quinquagénaire libertin ; nous voici dans la société de femmes distinguées. M^{me} Dalloway donne une soirée, M^{me} Ramsay fait la lecture à son petit garçon. C'est tout, ou presque tout, car dans ces pages tout unies, préparatifs d'une réception, journées d'une bonne ménagère, l'auteur s'arrange pour faire tenir toute une impression de bonheur, une tendre vision du monde, comme toute la nature s'encadre derrière la Joconde. Et je ne sais pas de plus jolis livres, de plus délicats portraits de femmes que ces deux ou trois romans de M^{me} Virginia Woolf : à peine des romans, d'ailleurs, des choses faites de rien, presque sans sujet, impalpables, de légers pastels qu'on craint de dissiper d'un souflet, mais qui n'en donnent pas moins des émotions bien pénétrantes, comme ces paysages du matin baignés dans une vapeur dorée. On ne peut plus oublier cette charmante M^{me} Ramsay « qui vous parlait de pots de beurre et vous faisait songer à une déesse de l'Acropole ». Tout est constamment élégant, suggéré plutôt que décrit, évoqué sans qu'on sache comment dans une atmosphère rêvée, d'une nature musicale : les choses les plus ordinaires se transforment en motifs poétiques. C'est de la vie la plus banale et la moins romanesque, et cela devient quoi ? une écharpe, une brillante soie, une souple et chatoyante iris.

Rien qui diffère davantage des peintures de M. Joyce, nulle chose plus raffinée après une masse plus indigeste : un flacon de parfums à côté d'un tas d'immondices, une fête galante de Watteau auprès d'une kermesse de Brueghel. Et pourtant, il n'est pas douteux que ce soit le même art, presque les mêmes procédés, adroitement transposés, adaptés, nuancés, féminisés.

Jamais M^{me} Virginia Woolf n'aurait écrit ce petit chef-d'œuvre du *Phare* si elle n'avait songé tout le temps à *Ulysse*. Et en voyant ceci sortir de cela, on ne peut s'empêcher d'admirer ce ravissant goût de femme, cet art d'accommoder, de préparer un plat, d'en faire disparaître les incongruités, d'y verser un doigt de madère, d'y semer quelques feuilles de sauge, une touffe de thym... *Ulysse*, c'est le quartier de viande crue, à peine débarrassé de ses poils, dont un délicat cordon-bleu fait une merveille civilisée et une daube exquise.

J'imagine qu'on n'a pas manqué de relever ce trait et d'observer sans charité que le talent de M^{me} Woolf n'est pas absolument indépendant. C'est une très vieille histoire, que cette question de l'inégalité des sexes : peut-être seulement un peu plus vive en Angleterre, à cause des suffragettes. Est-il vrai que les femmes n'ont pas le génie créateur ? Est-ce vraiment une loi de nature ? « Les femmes ne savent pas peindre, elles ne savent pas écrire », déclare (après tant d'autres) un des personnages du *Phare*, et la jeune Lily Briscoe, qui fait de la peinture, se répète avec dépit cet aphorisme décourageant. Mais enfin, est-ce un fait prouvé que les femmes ne sont que le sexe imitateur ? Est-ce à l'autre sexe qu'appartient en tout l'initiative ? Voilà la question qui se pose depuis quelque temps à l'esprit de l'auteur ; je ne suis point juge dans l'affaire, qui a des chances de durer aussi longtemps que le monde. Mais c'est pour sa défense dans cet éternel procès que M^{me} Virginia Woolf a écrit *Orlando*.

Orlando est un conte, une fantaisie d'humoriste, d'intentions assez complexes et dont je ne me charge pas de démêler toutes les allusions. Que pensez-vous d'*Orlando* ? Que veut dire *Orlando* ? Cet exercice, depuis six mois (du moins avant les élections), était devenu à Londres un jeu de société. L'ouvrage est une de ces fables de la famille de *Gulliver* qui, sous forme d'énigme, raillent beaucoup de choses et se moquent peut-être d'elles-mêmes et du lecteur. Le piquant est que l'auteur feint le plus grand sérieux et même le style *high brow*, comme on dit de l'autre côté du détroit ; il cite gravement ses sources, a soin de placer un index à la fin du volume, selon l'usage recommandable des ouvrages d'érudition, affecte enfin le tour élevé, le genre à considérations. C'est Portia affublée de la toge d'avocat. La critique, chemin faisant, n'échappe

pas à un coup de patte et reçoit quelques égratignures. L'oracle Nick Greene est le grotesque de l'ouvrage : toujours mécontent, envieux, rabrouant le présent, n'ayant que les anciens à la bouche, ne cessant de déplorer la décadence de l'art, toujours en retard de trois cents ans, faisant la leçon à Shakspeare et s'écriant plus tard, devant les pygmées modernes que sont Keats et Shelley : « Ah ! si nous avions un Shakspeare ! »

Car il se trouve que le roman dure trois siècles (on verra plus tard d'autres merveilles) et forme une petite histoire d'Angleterre : il commence sous les Tudors et finit, puisqu'il faut finir, exactement de nos jours, sous S. M. George V. Je soupçonne que l'auteur, agacé de s'entendre reprocher ses romans d'une journée, a trouvé cette manière plaisante de nous faire sentir que le temps ne fait rien à l'affaire. Et qu'importe le temps que dure un récit, une heure ou une année, puisque chacun est, à le bien prendre, un abrégé du monde et qu'il ne tient qu'à nous de revivre par la pensée toute l'histoire dont nous sommes issus ? Nous sommes tous, en comptant bien, aussi vieux que César, pour ne pas remonter plus haut. On est bien obligé à l'auteur qui se contente de prendre les choses à la fin du moyen âge.

Orlando a quinze ou seize ans au début du roman, lorsqu'il est présenté à la reine Elisabeth, et il en a une trentaine en 1928, c'est-à-dire que sa biographie couvre un espace de quelque trois cent cinquante ans et que les années comptent pour lui à peu près comme fait un mois pour les gens ordinaires. Sa vie se développe au ralenti, à une cadence dix fois moins rapide que celle qui nous emporte. Elle embrasse des périodes qui pour nous correspondent à des lustres, à des demi-siècles et qui pour lui ne sont que des instants, comme l'aiguille à secondes se hâte de faire un tour complet sur son petit cadran, dans le même intervalle que la grande aiguille se déplace d'un soixantième d'heure. Pourquoi pas ? Rien n'est plus frappant dans l'art contemporain que les ressources qu'il a trouvées dans l'approfondissement de la notion du temps. La vieille catégorie kantienne, qui montait la garde et faisait la police de l'existence avec la régularité d'un gendarme inflexible, comme le halibardier des horloges de fer, distribuant des heures uniformes, cette vieille entité glaciale, imperturbable comme la Parque, tyrannique comme un métronome, a

été détrônée et à sa place se déploie soudain l'élément le plus souple et le plus ondoyant, le domaine du libre, du frais, du fluide, du spontané, l'espace où la pensée moderne a fait le plus de découvertes. C'est une autre aventure que celle de la pendule de Bougival ! Les analyses d'un Bergson, sa mémorable distinction du temps mesurable et de la durée vécue, ont doté la pensée d'une dimension nouvelle. A mesure que le monde matériel se rétracte, que Tombouctou devient une banlieue, qu'on écoute à Londres ou à Paris les concerts de New-York et de Philadelphie, l'esprit se réfugie dans le monde intérieur, dans ce royaume variable, indéfini et merveilleux, qui est la substance même et l'étoffe de la vie.

Tout ce qu'il y a de plus précieux dans la littérature moderne est une méditation sur la nature du temps, sur le mystère de la mémoire et de la personnalité. Toute l'œuvre d'un Proust s'appelle le *Temps perdu* et le *Temps retrouvé*. Ces variations sur la durée prêtent à l'histoire d'*Orlando* un piquant de féerie : comme on voit dans le conte du *Petit Poucet* des géants et des marmots, et comme nous sommes nous-mêmes ces êtres gigantesques par rapport aux moucheron, l'ingénieur écrivain nous fait admettre sans trop de peine, non pas un phénomène extra-humain de longévité, mais une créature pour qui le temps se déroulerait moins vite que pour nous et qui par conséquent pourrait être contemporaine d'une somme d'événements qui ne tiennent pas dans la mesure d'une existence commune. Il s'agit de réaliser la métaphore de Pascal : « Toute l'histoire du monde peut se ramener à celle d'un seul homme. » Et qui ne s' imagine facilement, et non sans vérité, qu'il est cet homme-là ? Il doit être bien aisé pour une petite Anglaise, connaissant un peu son histoire, de se figurer que c'est effectivement la sienne et que les différentes époques correspondent à des chapitres de son passé : bouillonnant de force juvénile, le siècle d'Élisabeth serait pour cet enfant la période d'adolescence ; la Restauration, l'âge trouble de la jeunesse ; ensuite viendraient les crises, les agitations romantiques, les tendresses lakistes, les émotions sentimentales ; enfin l'âge de la raison, le mariage, la maturité, l'âge pratique, rangé, prosaïque et bourgeois de la reine Victoria. Cela se compose à la rigueur comme la biographie d'un seul individu qui aurait joué enfant avec des têtes de Maures et des légendes des croi-

sades, été page d'Élisabeth et vu à la cour les ambassadeurs moscovites de *Peines d'amour perdues*, causé à vingt ans avec Johnson, se serait marié au temps du Prince Consort et des premiers chemins de fer et se trouverait assez leste en 1928 pour saisir le volant et regagner en auto le château de ses pères, où il se rendait jadis cavalièrement en selle, pompeusement en carrosse, impatiemment en poste : et c'est cette histoire à vol d'oiseau que M^{me} Virginia Woolf nous conte dans *Orlando*.

Mais ce n'est pas encore le plus extraordinaire, et il me reste à dire la bizarre aventure qui a été la surprise et le *clou* d'*Orlando*. La voici : Orlando, au début du livre, est un charmant petit garçon, habillé peut-être, selon le goût du jour, de modes un peu efféminées, mais garçon sans nul doute, et tout ce qu'il y a de plus garçon, ne rêvant que plaies et bosses, faisant la cour aux belles, s'amourachant d'une Russe, faisant en un mot toutes les folies que peut faire un jeune gentilhomme ; il a tous les genres de succès, il court les ruelles, il rime, compose des tragédies, fréquente les cabarets, jette sa gourme, fait les cent coups, voyage, se bat en duel, enlève une femme à Stamboul, l'épouse, a des enfants, enfin se conduit comme un jeune mâle lâché en liberté, jouissant de toutes choses, ravageant les cœurs sans scrupule, trouvant peu de cruelles. C'est le type du *gentleman* du temps d'Élisabeth, mondain, aventureux, voluptueux, lettré, à la fois don Juan et Sidney. Cette brillante carrière continue pendant la moitié du volume, quand elle se trouve interrompue ou du moins changée brusquement par l'accident le plus singulier : à la page 126, le héros éprouve une crise étrange, une sorte de catalepsie qui le laisse pour mort au lit pendant huit jours, et au bout de laquelle il se réveille... une héroïne.

Ce coup de théâtre nous jette en pleine allégorie : c'est évidemment le pivot de tout ce badinage, c'est là que l'auteur a caché le sens de son petit conte philosophique, et je ne serais pas surpris que ce sens fût à double ou à triple secret. « Il paraît que je fais des livres où il ne se passe rien. Eh bien ! vous allez voir », s'est dit le romancier ; et je croirais volontiers qu'il a voulu encore, par ce tour inouï depuis le divin Tirésias, se rire du genre moderne et tellement déplaçant, quoiqu'il fasse fureur en Angleterre, qu'on appelle *sex-novel*

ou *sex-literature*. A ce coup, il faut convenir qu'il n'y a plus qu'à tirer l'échelle : plus fort que Freud ! Et qu'avez-vous à dire ? L'auteur use de son droit de fée. Changer un homme en femme, c'est l'affaire d'un coup de baguette, il n'en coûte pas plus que d'une citrouille faire un carrosse et d'une couple de rats un superbe attelage. Et après ? C'est le fin du jeu : Orlando fille reste à peu près Orlando comme devant. Sa métamorphose merveilleuse n'altère pas son identité. C'est toujours la même personne, les liens ne sont pas rompus, la mémoire effacée ; la communication reste intacte, à l'aller comme au retour, entre le présent et le passé : il n'y a de changé que l'enveloppe, l'état civil et les obligations.

C'est là, je le soupçonne, la morale de l'ouvrage. Le sexe, dont les hommes sont si vains et si portés à abuser, ce fameux privilège dont on fait tant d'affaires et tant d'embarras, le sexe n'est pas tout : il n'est même pas chose tellement fixe et tellement certaine qu'il ne soit sujet à toute sorte de degrés, de nuances et d'intermédiaires. La nature dans le monde des plantes nous présente toute espèce d'hybrides. Beaucoup d'hommes retiennent quelque chose de la femme, plus d'une fille en revanche est à demi garçon. C'est là-dessus que les Grecs, observateurs exquis, se fondèrent pour imaginer ces types poétiques qui combinent, dans des proportions variables, les caractères des deux sexes : l'androgyné, l'amazone, et cet être double qu'ils formèrent du mélange d'Hermès et d'Aphrodite.

« La nature, disait Doudan, n'écrit pas le mot femme sur le front d'une jeune fille et pourtant, ajoute-t-il un peu imprudemment, personne ne s'y trompe. » J'en demande pardon à ce philosophe, mais le fait est qu'on s'y trompe fort bien et c'est même un des jeux communs du théâtre classique. Toutes les comédies de Shakspeare, toutes ses forêts d'Ardenne et ses routes d'Italie sont pleines de demoiselles travesties, de faux pages qui courent les chemins à la poursuite d'un infidèle. Julia, Viola, Celia, Rosalinde, Portia, Imogène vont ainsi : pour un oui, pour un non elles laissent là jupe et quenouille et les voilà parties à la chasse du bonheur. Faut-il dire que l'Orlando de M^{me} Virginia Woolf est de la famille et porte un nom de prince de *Comme il vous plaira* ?

J'ai connu des petites filles qui imploraient dans leurs prières la grâce de devenir garçons et qui ont attendu fort

sérieusement ce miracle. L'esprit souffle où il veut. Les besoins héroïques ne font pas attention au corps : on ne compte pas les filles qui ont réussi à se faire soldats dans les armées de la République. Jadis, elles eussent troqué leur habit pour un froc (la légende fourmille de ces histoires) et il ne faudrait pas croire que ce fût nécessairement à cause d'un chagrin d'amour. On connaît peut-être la ballade célèbre de Mickiewicz, *la Mort du colonel*, si drôle dans son comique involontaire de sujet de pendule :

C'est du comte Plater l'enfant la plus chérie,

C'est sa fille Émilie!... (1)

Et les gazettes sont encore pleines de l'incroyable aventure du pseudo-colonel Barker, arrivée à Londres ces temps derniers. La réciproque est moins fréquente, je ne sais pour quelles raisons, mais enfin elle n'est pas inconnue dans la vie : l'abbé de Choisy en est l'exemple et, dans l'art, sans parler de l'historiette d'Achille parmi les filles de Lycomède, c'est une scène bien piquante, dans son libertinage, que celle de Chérubin affublé en soubrette, ou encore le travesti du III, dans le *Cavalier à la Rose* du pauvre Hofmannsthal.

Non, la nature, quoi qu'en pense Doudan, n'a pas tenu à nous éclairer et à tracer si nettement les frontières et les rôles : elle fait volontiers des siennes et s'amuse de nos erreurs. Elle ne se met pas en frais ; elle n'a fabriqué pour nous, tant que nous sommes, qu'un petit choix de masques qu'elle campe indifféremment sur les premières épaules venues. Elle brouille parfois les visages et pose d'une main distraite et négligente sur un torse de jeune fille, une figure de garçon : c'est une loterie, tant pis pour ce qu'il en arrive ! Rien de plus malaisé, dans une galerie de bustes, que de faire le départ des sexes : dans la jeunesse surtout, à l'aurore de la vie, avant l'amour, les formes sont presque insexuées ; pour peu que la coiffure s'y prête, longue perruque ou cheveux courts, le tour est joué, nous voilà attrapés. Je vous mets au défi de faire la différence d'Hébé et de Ganymède : vous ne voyez que le visage universel de l'adolescence.

C'est une rêverie de ce genre qui est sans doute le point de

(1) Traduction par Eug. Gassin, Paris, P. Dupont, édit. 1964. Reproduit dans A. Mickiewicz, *Poésies* Paris, Société polonaise des Amis des Livres, in-8, 1929.

départ du curieux roman de M^{me} Virginia Woolf. Parmi les « documents » dont elle a pris soin d'étayer son ouvrage, selon l'excellente habitude des biographes anglais, elle n'a pas manqué de reproduire des portraits du héros ou de l'héroïne, à votre choix, qui ne sont ici qu'un seul être, et de nous montrer ces images comme des pièces justificatives. Elle étale ses cartes et abat son jeu. Pour continuer la métaphore, l'atout est la photographie d'une admirable personne, que toute l'Angleterre connaît pour une des beautés célèbres de l'aristocratie, l'auteur de ce poème de *la Terre*, qui est un peu les *Géorgiques* anglaises. Ce portrait de Lady Sackville-West est d'une magnifique noblesse ; on y admire une de ces créatures qui semblent impossibles de nos jours, faites pour le génie d'un Titien ou d'un Véronèse et qui, dans les tableaux de ces maîtres, nous font comprendre l'illusion d'où naissent les déesses et admettre la réalité des êtres mythologiques. L'architecture majestueuse de ce parfait visage, la grandeur des plans, le calme des proportions, l'absence des rondeurs, des fossettes, de tout ce qui est fait pour les jeux et les ris, une gravité marmoréenne font penser moins à Vénus qu'à Minerve, à Junon ; c'est l'effet que produit une belle voix de contralto. Une telle figure, où revit sans doute quelque ancêtre paternel, invite au rêve d'une destinée tout autre que celle d'une grande dame et qui, dans un siècle différent, aurait pu être à volonté celle d'un poète, d'un homme d'État ou d'une Sémiramis. C'est la destinée de ce portrait qui est le thème d'*Orlando*.

L'amusant caprice de M^{me} Virginia Woolf signifie sans doute que le sexe n'a pas, dans les choses humaines, l'importance définitive que lui prête le Code, que les éléments dont est faite la nature virile ou féminine ne sont pas des données absolues comme celles dont se forme un composé chimique et que toute créature vivante étant fille de deux parents (et même d'une double série indéfinie d'aïeux), on ne peut pas fixer ce qu'elle tient de chacun d'eux ni déterminer *ne varietur* l'influence dominante : souvent les filles ressemblent davantage à leur père et les fils à la mère. Rien n'est simple, rien n'est évident : « Toute chose est encore autre chose », dit l'auteur dans le *Phare*, que je tiens décidément pour son *Art poétique*. C'est ce que pensait déjà Platon, quand il écrit qu'en tout il se trouve du « même » et de l'« autre ».

C'est aussi le sentiment de Katherine Mansfield, qui écrivait à son mari : « Nous ne sommes ni hommes ni femmes, nous sommes un composé de l'homme et de la femme. L'homme que j'aime est celui qui développe ma nature virile ; tu aimes la femme qu'élit ce que tu as de féminin. Le mariage nous complète. » De sorte que, pour dire vrai (car voici où ce long détour veut en venir), ce n'est pas assez pour un livre de ce jugement sommaire que c'est un livre de femme ; le sexe d'un ouvrage ne dépend pas du fait que l'auteur porte jupe au lieu d'une culotte ; l'esprit et le talent ne sont pas une affaire physique ; telle, dans un corps de femme, montre courage autre que féminin et se trouve par aventure plus homme que le critique qui lui reproche de ne l'être pas...

Ce spirituel plaidoyer vous a-t-il convaincus ? Je conçois que M^{me} Woolf proteste contre une certaine opinion que l'on a dans le public de la littérature féminine, comme d'un art d'agrément, quelquefois agréable, mais rarement profond, peu solide, point construit et qui n'est jamais du « grand art ». Si ces reproches ont été justes, ils ne le sont plus aujourd'hui. Personne ne sait mieux son métier que M^{me} Virginia Woolf et quelques-unes de ses pareilles ; personne n'écrit mieux, ne compose mieux, ne dispose d'un art plus savant et plus réfléchi. Sur tous ces points, je ne lui connais pas beaucoup de rivaux, de l'un ou de l'autre sexe, en France ou en Angleterre. Mais je lui sais gré avant tout de n'avoir pas perdu en échange les qualités du sien : je la louerai, non pas pour des mérites d'homme, mais de savoir demeurer femme, non point de forcer sa nature, mais d'avoir l'esprit de faire ce dont aucun homme ne serait capable. Elle aurait tort de trop insister sur ce que son talent peut avoir de viril : elle risquerait de compromettre le meilleur de son charme.

Entre tant de morceaux d'*Orlando*, qui pourraient donner une idée de sa manière, j'hésite : des fêtes sur la Tamise gelée au temps des Stuarts, des scènes de la rue à Londres au xviii^e siècle, l'épisode de la petite Nell, pauvre fille qui fait le métier de Moll Flanders et résume l'Angleterre de Daniel de Foe et de Fielding. Je feuillette le livre comme on flâne à travers les gravures d'un album.

Que d'images vives, enlevées, quel délicieux recueil de vignettes de *Keepsake* ! Toute l'Angleterre depuis trois siècles

défile dans ce chapelet de tableaux. C'est le plus piquant des musées anecdotiques et historiques, une promenade sous la conduite du plus malin des cicérones, dans un Carnaval anglais, à la ville et aux champs; rien de plus brillant, de plus spirituel (parfois à mon avis, c'est un peu trop spirituel). Le romancier, dans sa préface, a bien raison de citer ses auteurs, la grande famille des humoristes anglais, de Foe, Swift, Sterne, de Quincey : son livre descend d'eux en droite ligne. Pourquoi omettre M. Joyce, le dernier et l'un des plus grands de cette race puissante? Cet oubli est injuste. Si *Ulysse* n'existait pas, M^{me} Virginia Woolf n'aurait pas eu à se justifier de l'avoir imité. Il n'est pas, jusqu'à la métamorphose d'*Orlando* qui ne sorte peut-être d'un épisode d'*Ulysse* : dans un moment de délire, Bloom aussi se croit femme. Peut-être toute la fantaisie d'*Orlando* procède-t-elle, au bout du compte, des divagations du héros de M. Joyce et des visions nocturnes où, dans une demi-ivresse, il prend ses songes pour la vie.

Ainsi M^{me} Virginia Woolf n'a peut-être jamais été plus près de son modèle, que dans ce livre écrit pour se défendre de le suivre. Comme toujours, bien entendu, elle a fait un livre charmant, aussi aimable, aussi gracieux, aussi facile, aussi élégant que celui de M. Joyce est énorme, broussailleux et parfois rebutant. Mais tant de raffinement et tant de politesse peuvent-ils empêcher que le grand livre, le livre passionnant, ce soit ce bouquin massif, indigeste, inclassable, impossible, ce phénomène appelé *Ulysse*? *Orlando* est un ravissant bibelot d'étagère, et jolies choses ou jolies femmes sont à leur place dans un salon. Mais le mammoth baroque, pesant, barbare, hirsute et redoutable, est tout de même le mammoth.

LOUIS GILLET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La Conférence de La Haye a concentré, cette quinzaine, l'attention de tous les gouvernements et de tous les peuples. Les incidents graves qui s'y sont produits, la marche insolite des négociations, apparaîtront peut-être, aux historiens de l'avenir, comme l'origine ou le signe d'une orientation politique nouvelle pour quelques-uns des grands États de l'Europe. Ainsi, des événements qui se préparaient de loin et mûrissaient lentement, éclatent soudain à propos d'un incident qui révèle les profondes transformations internes qui s'opéraient dans l'opinion des peuples ou la politique des États :

Momentumque fuit mutatus Curio rerum.

Les insolences de M. Snowden n'auraient, en elles-mêmes, d'autre importance que de révéler son caractère acariâtre et son éducation incomplète; si elles ne se présentaient comme l'aboutissement d'une évolution dans les idées et les sentiments du peuple britannique. M^{me} Snowden s'étonne que l'Europe « ne connaisse pas les gens du Yorkshire ». Nous en connaissons, en effet, jusqu'ici, surtout les jambons; on doit regretter que les hommes politiques leur soient inférieurs pour la délicatesse et le bon goût. Les vivacités de langage du chancelier de l'Échiquier ne seraient qu'un fait divers sans conséquence si sa politique et l'approbation générale qu'elle a reçue de la presse britannique de tous les partis ne nous mettait brusquement en présence d'une Angleterre nouvelle, de ses passions, de ses souffrances, de ses espoirs, de ses exigences, de ses illusions, de ses erreurs. C'est un lieu commun de dire que les démocraties s'entendraient entre elles plus aisément que les gouvernements d'autorité, et que l'avènement des socialistes au pouvoir marquerait la fin des discordes entre les peuples. La politique de

M. Snowden apporte, pour démontrer le contraire, un puissant argument et un exemple caractérisé. Les gouvernements qui ont précédé celui des travaillistes s'efforçaient de parler « européen », ou du moins d'en avoir l'air; M. Snowden, lui, parle anglais, brutalement et obstinément : et c'est la raison de l'approbation populaire qui ne lui a pas manqué. Voilà ce qui est grave et dont il faut essayer de nous rendre compte.

Si M. Snowden et le cabinet travailliste dont il fait partie étaient résolus à ne pas accepter le plan Young tel qu'il était sorti, non sans efforts et sans concessions réciproques, des travaux des experts réunis à Paris, leur premier devoir de courtoisie internationale et de bon sens politique eût été d'en avertir sans retard, par voie diplomatique, les autres « puissances invitantes » et de ne pas laisser se réunir la Conférence pour lui donner le spectacle d'une durable mésintelligence entre les anciens alliés. Des négociations préalables auraient, ou aplani les difficultés, ou révélé l'impossibilité d'une entente. La fiction des « experts indépendants », accordée à l'insistance malhabile de l'Allemagne, n'empêchait pas que, dans la réalité, les experts n'avaient rien décidé sans s'être assurés de l'approbation de leurs gouvernements respectifs; c'était le cas notamment pour sir Josuah Stamp, qui n'avait cessé de rester en contact étroit avec la Trésorerie. En droit strict, mais non pas en bonne foi ou, comme les Anglais aiment à dire, en *fair play*, le gouvernement travailliste avait la faculté de rejeter le plan Young; il n'en manifesta pas l'intention avant la Conférence et préféra un éclat public, ce qui autorise à croire que c'est l'éclat qu'il cherchait plus que la modification du plan Young.

Lorsque, dans la journée du 8 août, l'opinion unanime des puissances continentales se fut manifestée en faveur d'une prompte acceptation et mise en vigueur du plan des experts, et que M. Snowden se fut dressé à l'encontre, avec la raideur sèche de son caractère, il y eut, parmi les délégués, quelque désarroi, mais on s'efforça de trouver un terrain d'entente avec le ferme espoir d'y réussir; il s'agissait, non pas de remettre en question le plan Young ni de le modifier, mais de découvrir, parmi les « précomptes » ou les reliquats de comptes, de quoi apaiser M. Snowden. Au contraire, tandis que se manifestait la bonne volonté des États continentaux et du Japon, l'opinion anglaise se rangeait, avec une singulière unanimité derrière le chancelier de l'Échiquier. Le *Daily Telegraph*, avec une tranquille audace, disait exactement le contraire de ce

qu'il avait soutenu quinze jours auparavant. Le *Times* avait affirmé qu'il s'agissait de sommes insignifiantes et que la question des pourcentages de Spa ne pouvait entrer en balance avec un règlement international des réparations; et voici que maintenant il tenait pour « irréfutables » les objections de M. Snowden et approuvait que tous les contribuables britanniques se rangeassent derrière l'homme qui entreprenait de défendre leurs droits. Toutefois, il gardait l'espoir que « M. Snowden ne perdrait pas de vue les répercussions plus larges d'une conférence si importante pour l'avenir de la paix européenne ».

Cette concentration presque unanime de l'opinion et de la presse anglaise apparaît comme le trait dominant et caractéristique de cette crise. L'incident violent du 10 août ne provoqua, dans les journaux conservateurs, que de discrètes réserves. M. Chéron exposa, avec sa courtoisie et sa bonne humeur habituelles, que les règlements de Spa, pour les pourcentages de distribution, ont été intégralement respectés et que c'est à l'intérieur des précomptes qu'une répartition nouvelle est intervenue et que furent rendues disponibles les sommes dont les experts recommandèrent l'attribution à l'Italie, à la Belgique et à la France, pour indemniser cette dernière de l'abandon de ses arriérés d'occupation. Notre ministre des Finances termina son discours par un appel chaleureux à son collègue britannique : « Je dirai à M. le chancelier de l'Échiquier, — et ce n'est de ma part qu'un acte de déférence, de confiance et de très sincère amitié pour l'Angleterre, — que ce n'est pas pour une différence de quelques millions de marks ou sur des questions de précomptes, résolues avec l'accord des experts anglais, que la Grande-Bretagne, si attachée à la cause supérieure de la paix, dont le prix est inestimable, fera remettre en question l'œuvre si délicate à laquelle ses propres experts ont ardemment collaboré. » M. Chéron fut mal payé de sa modération et de son aménité, car M. Snowden, sur le ton le plus aigre et le plus tranchant, déclara « qu'il n'acceptait l'exactitude d'aucun de ses chiffres et qu'il ne prendrait pas la peine de réfuter l'argumentation fondée sur eux... L'interprétation qu'a présentée le ministre des Finances français est inadmissible et je suis presque tenté de la considérer comme *grotesque et ridicule* ». Ce fut, parmi les délégués, un beau scandale quand on apprit, malgré les pu- diques réticences du traducteur, de quelles expressions s'était servi M. Snowden. Il fallut tout le tact et la diplomatie du baron Houtart, ministre des Finances de Belgique, qui, ce jour-là, présidait,

et la condescendance peut-être excessive des Français, pour que fût évitée une rupture; M. Snowden dut se résigner à apporter des explications qui étaient des excuses et où il déclarait piteusement que les mots qu'il avait prononcés n'avaient, en langue anglaise, aucun sens désobligeant. De mémoire de diplomate, jamais l'Angleterre n'avait été mise, par un de ses représentants, en si fâcheuse posture. Mais M. Snowden, agissant et tranchant comme s'il était le chef du gouvernement britannique, n'en devint ni plus aimable, ni plus traitable. Campé au centre de ses revendications, comme dans un fort, cet apôtre du pacifisme ne se prêtait ni à une transaction, ni à un arbitrage, et attendait comme un hommage que ses collègues s'évertuassent, sans avoir le droit de les discuter, à satisfaire intégralement ses revendications.

S'agissait-il donc d'un intérêt vital pour l'Angleterre, d'annuités assez considérables pour alléger sensiblement les charges des contribuables? En aucune façon. La somme dont M. Snowden se plaignait qu'on eût frustré son pays se montait à quelque 2 400 000 livres, soit environ 300 millions de francs par an, qui ne représentent pas la huit-centième partie du budget de la Grande-Bretagne et dont, dès l'abord, les experts n'eurent pas de peine à trouver et à offrir la moitié au Moloch de la Trésorerie. Les dernières résistances de M. Snowden se cramponnent à un chiffre voisin de 75 millions de francs par an (600 000 livres). C'est pour cette goutte d'eau que le gouvernement britannique a retardé et compromis ce règlement définitif de la paix que les journaux socialistes et libéraux se montraient si pressés d'obtenir, quand ils étaient dans l'opposition! A ce degré, l'inconséquence et l'aberration deviennent invraisemblables. Il faut chercher d'autres explications.

Nous sommes d'abord en présence d'une suite de l'excitation exceptionnelle soulevée en Angleterre par les dernières élections. Travaillistes et libéraux affirmaient à l'envi que si le contribuable britannique était surchargé, il le devait au gouvernement conservateur et à sa politique extérieure trop docile à suivre les inspirations de la France. L'opinion britannique a été ulcérée que cette Amérique, dont elle recherche avec tant d'ardeur l'amitié, eût accordé, dans le règlement des dettes, des conditions plus favorables à la France, à la Belgique et surtout à l'Italie qu'à la mère-patrie anglaise elle-même. Elle s'en prend à M. Baldwin qui négocia l'accord de Washington, à lord Balfour dont la fameuse note, — si honorable et équitable, — limite la part de l'Angleterre dans les réparations

au remboursement des sommes qu'elle verse elle-même aux États-Unis, — à sir Austen Chamberlain qu'elle accuse de complaisance envers l'Italie fasciste et de faiblesse envers la France. On oublie que la France a dû avancer plus de cent milliards pour la restauration de ses régions dévastées. Certains journaux n'ont pas craint d'imprimer que la dévastation de leurs provinces ne crée pas, pour les pays qui ont souffert, un droit spécial aux réparations et que la France a plus gagné que perdu à la destruction de ses usines puisqu'elle a eu l'occasion de les reconstruire à neuf et de les doter d'un outillage perfectionné. L'Angleterre, avec ses chômeurs, n'est-elle pas plus à plaindre?... On n'ajoute pas que le chômage tient à des causes économiques inéluctables qui ne sont pas le fait de la guerre et que les annuités allemandes ne sont pas destinées à compenser. L'injustice envers les autres, lorsqu'elle atteint ces proportions, ne peut s'expliquer que par d'exceptionnelles souffrances.

En effet, l'Angleterre souffre; mais ce n'est pas la guerre, encore moins la France, qui est la source de ses misères. Elle subit une déchéance économique, dont le chômage n'est que le signe le plus visible, dont les origines sont lointaines, les effets inévitables. Nous sommes en présence d'une génération nouvelle, dont les jeunes électeurs et surtout les électrices ont porté au pouvoir le parti travailliste. L'homme de cette génération, ce n'est plus l'idéaliste et prudent Écossais Ramsay MacDonald, c'est le bilieux Snowden qui, mieux qu'aucun autre, justifie le mot fameux : « Chaque Anglais est une île ». L'Angleterre, quand elle souffre, a, si l'on peut dire, une crise d'insularité; elle se replie sur elle-même, elle renie le continent. Les États-Unis sont riches, prospères; il faut donc les imiter, retirer des affaires d'Europe la mise de la Grande-Bretagne, s'entendre avec l'Amérique, afin de constituer une puissance économique et financière capable d'imposer aux États européens la loi de la paix et du désarmement. Mais, par une singulière ironie, au moment même où M. Snowden déchaîne à La Haye ses fureurs la *Federal-reserve bank* relève d'un point le taux de son escompte et menace la réserve d'or de l'Angleterre et la stabilité de la livre.

L'un des griefs de M. Snowden contre le plan Young, c'est qu'il est l'œuvre de la haute banque et l'expression de ses conceptions politiques. Les travaillistes reprochent aux financiers d'avoir tout sacrifié, notamment l'industrie britannique et le travail des ouvriers, au maintien de la livre sterling à la parité du dollar et de l'or. La haute banque est impopulaire parmi les nouvelles générations et

en torpillant le plan Young qui passe pour être l'œuvre des grands manieurs d'argent, M. Snowden capte les faveurs de l'opinion. Il s'est posé en défenseur du contribuable; il est le champion de la Trésorerie contre le Foreign Office; on le loue d'avoir, en frappant du poing sur la table de la Conférence, rendu à la politique britannique son indépendance et sa fierté. Le socialiste Snowden prend ainsi figure de libérateur national, d'impérialiste à qui suffit le « splendide isolement » des temps heureux de l'ère de Victoria. Il est, pour le moment, jusqu'à ce qu'on s'aperçoive que sa politique n'apporte que déboires et désillusions, l'homme le plus populaire de Grande-Bretagne, le plus populaire peut-être depuis Gladstone.

Tenons compte encore d'un autre facteur. C'est surtout l'Italie qui a bénéficié, — fort légitimement d'ailleurs, — des légères modifications apportées à la répartition des annuités de réparation par le plan Young; or, l'Italie fasciste n'est pas populaire dans l'Angleterre démocratique. Sir Austen Chamberlain, suivant les traditions du Foreign Office inspirées par l'Amirauté, s'efforçait de maintenir la balance égale, dans la Méditerranée, entre la France et l'Italie. L'opinion libérale lui reproche ce qu'elle appelle sa partialité en faveur de M. Mussolini au moment de l'affaire de Corfou et lorsque fut signé ce traité de Tirana qui met, en fait, l'Albanie sous le protectorat de l'Italie. L'homme de la rue anglais serait particulièrement satisfait si cet argent, que M. Snowden prétend lui assurer à lui-même, il l'arrachait au fascisme italien. Ces griefs s'accroissent du traitement de faveur dont l'Italie a bénéficié dans les règlements de compte de M. Volpi à Londres et à Washington; on ne veut pas que M. Pirelli ait la même fortune. *Le Peuple*, de Bruxelles, imprimait récemment : « Comment faire rendre gorge aux Italiens? » La presse anglaise s'en prend à M. Mussolini. « L'Italie, écrit le *Referee* du 24 août, a fait une grave erreur politique en s'imaginant qu'elle pouvait bluffer le chancelier de l'Échiquier et amener sa capitulation. » *L'Observer* indique que « M. Mussolini peut sauver la Conférence en levant le doigt ». Visiblement, l'Angleterre libérale et travailliste veut obtenir un succès sur le Duce. Il s'agit ici non pas d'argent ou de justice fiscale, mais bien de politique. C'est un moyen de rallier l'opinion des partis socialistes déçus par l'offensive de M. Snowden contre le règlement de la paix. Depuis longtemps, l'Angleterre n'avait pas connu pareille crise de nationalisme agressif et de défiance insulaire. Les puissances continentales sont averties : la solidarité s'impose à elles. Pourquoi se lais-

seraient-elles intimider par les exigences de M. Snowden? Bientôt l'Angleterre elle-même apercevra la vanité et les dangers de cette politique de prestige aux dépens de ses plus sûrs amis.

Même si les objections de M. Snowden contre le plan Young étaient irréfutables, elles resteraient insignifiantes. Aussi la presse continentale, avec ses habitudes de logique perspicace, a-t-elle cherché, à une telle politique, d'autres explications. Elle en a trouvé deux, l'une et l'autre vraisemblables. C'est d'abord une combinaison à longue portée. La France s'est engagée, le 16 septembre 1928, à évacuer par anticipation la Rhénanie à deux conditions, dont la première est un « règlement complet et définitif » des réparations. Le plan Young apporte ce règlement. Quand il sera en vigueur et que l'occupation aura pris fin, une entente économique, financière, même politique, entre la France et l'Allemagne, n'est-elle pas dans l'ordre des possibilités, voire des probabilités? Or l'Angleterre a toujours fondé sa politique sur la rivalité, la mésintelligence des puissances continentales. Ne l'a-t-on pas vue, après l'armistice, avec l'ambassade de lord d'Abernon, soutenir, contre ses alliés de la veille, l'Allemagne vaincue? Les divisions du continent font la force de l'Angleterre. Si le plan Young n'entre pas en vigueur, la France n'évacuera pas la rive gauche du Rhin, tandis que l'Angleterre se hâtera, en tout état de cause, d'en retirer ses troupes (M. Henderson vient de l'annoncer par écrit à M. Stresemann), l'opinion allemande, que le gouvernement et la presse n'ont pas cessé de leurrer, sera exaspérée : l'Angleterre restera maîtresse du jeu. Les projets d'organisation européenne, que M. Briand s'est trop hâté de livrer aux discussions de la presse, ne laissent pas que d'inquiéter l'Angleterre, bien qu'elle n'en soit point exclue et qu'ils ne soient dirigés contre aucun État. Telle est l'hypothèse. Peut-être n'est-elle pas sans fondement; elle vaut qu'on y réfléchisse : nous la croyons cependant trop machiavélique et trop subtile pour M. Snowden, trop malhonnête aussi et trop contraire à toutes les déclarations des gouvernements anglais sur l'organisation de la paix.

Reste la question de la banque internationale prévue par le plan Young. La Cité craindrait que le nouvel institut, même si son siège était à Londres, ne créât peu à peu une redoutable concurrence à la haute banque anglaise et n'usurpât sur le rôle international que les financiers britanniques voudraient se réserver, de concert avec les États-Unis, de régulateurs du marché de l'argent

et de banquiers de tous les États du globe. Le plan Young torpillé, la banque internationale aurait vécu ; si le plan surnageait, on pourrait du moins obtenir que le siège de la banque soit fixé à Londres dans des conditions qui en feraient un instrument de domination pour la Cité. Ainsi cette première tentative d'une organisation internationale trouverait dans le nationalisme exaspéré d'un ministère socialiste un obstacle insurmontable : mémorable leçon !

Bien que M. Snowden ait fait une déclaration publique pour se défendre de vouloir naufrager la conférence et faire échouer le plan Young, il faut bien admettre que les hypothèses que nous venons d'indiquer ne sont pas tout à fait dénuées de vérité. Tout se passe, en fait, comme si l'Angleterre ne voulait pas un règlement définitif des difficultés nées de la guerre. C'est là, de beaucoup, l'explication la moins dommageable à la réputation de M. Snowden. S'il n'était déterminé par aucune de ces préoccupations, peu généreuses sans doute mais explicables au point de vue du particularisme britannique, alors le geste olympien par lequel le chancelier de l'Échiquier tend la sébille de l'Angleterre à l'aumône des autres États serait trop dépourvu de noblesse et vraiment trop ridicule : nous employons ce mot au sens britannique qui n'a rien de désobligeant. Les journaux et les politiciens conservateurs ne tarderont pas à regretter les préoccupations de parti qui ont déterminé leur volte-face retentissante ; ce n'est pas à eux qu'elle profitera. Ce n'est pas non plus à l'Angleterre. L'attitude de M. Snowden, seul contre tous, est peut-être éminemment sportive ; mais elle est très nuisible à la Grande-Bretagne, même, et surtout s'il obtenait gain de cause pour tous ses griefs. Personne ne l'a plus fortement montré que M. Layton, le distingué rédacteur en chef de l'*Economist*, dans un article du *Daily News* ; mais c'est une voix isolée.

S'il n'y a, dans les plaintes hargneuses de M. Snowden, autre chose que les rancunes du *Treasury* contre le ministère des Affaires étrangères, que les prétentions de l'homme du Yorkshire à supplanter l'Écossais MacDonald, c'est troubler l'Europe pour un plat de lentilles. S'il y a le désir d'entretenir la division en Europe, c'est un jeu dangereux et une opération manquée. Les Allemands, quoique certains journaux aient donné dans le piège, savent fort bien que le plan Young leur est avantageux ; ils savent aussi que la France n'a qu'une parole et que, dès que les conditions posées le 16 septembre 1928 seront réalisées, l'évacuation pourra commencer ; il ne saurait leur plaire que M. Snowden remette tout en question

et les ramène au plan Dawes. Quelques-uns essayent de rejeter les responsabilités sur la France, mais ils ne trompent ni eux-mêmes, ni les autres. Au fond, comme l'a montré M. Georg Bernhard dans la *Gazette de Voss*, l'intérêt allemand est, en l'occurrence, identique à l'intérêt français. L'Italie, particulièrement visée, a éprouvé tout le prix des solidarités continentales; l'attitude de l'Angleterre a été, pour elle, une désagréable surprise pleine d'enseignements. La Belgique, avec MM. Jaspar, Hymans et le baron Houtart, a joué avec dévouement et succès un rôle de conciliation dont la France lui sait gré. Le Japon, représenté par M. Adatci, s'est donné une tâche analogue. La Roumanie, la Grèce, la Yougoslavie qui, avant la Conférence, avaient formulé quelques réclamations et demandé certaines explications, ont reçu des satisfactions sans qu'il soit porté atteinte à l'économie du plan Young que toutes ont déclaré accepter. La Pologne a fait de même. Bref, la politique française, toute de mesure et de conciliation, a rallié autour d'elle de précieuses approbations et d'efficaces concours.

« L'entente cordiale », avec M. Snowden, n'est plus cordiale et n'est plus une entente. Il faut que la nation britannique sache que l'attitude de ses gouvernants, à La Haye, a profondément ému et froissé le sentiment national français. En se séparant de la France pour annoncer à l'Allemagne qu'il retirerait très prochainement, quoi qu'il advienne, ses troupes de la Rhénanie, le gouvernement travailliste a, le premier, pris l'initiative de dénoncer la solidarité qui, depuis la guerre, liait les deux grandes nations occidentales. Il ne peut même pas se flatter d'avoir gagné l'approbation des Américains qui attachent du prix à la mise en vigueur de ce plan Young auquel ont activement participé leurs experts. M. Snowden ne nous paraît pas avoir trouvé le meilleur chemin pour une entente étroite avec l'Amérique, et il se pourrait qu'il se rendit compte avant longtemps que les solidarités européennes et particulièrement l'amitié de la France ne sont pas si négligeables. Le marché des capitaux et le marché des changes, à Londres, témoignent d'une agitation inquiétante, à laquelle la politique de M. Snowden n'est pas étrangère; le marché anglais est obligé de restreindre ses opérations internationales et l'encaisse métallique or continue de s'évader. La Banque d'Angleterre, comme la Federal-Reserve bank, va élever le taux de son escompte; si la Banque de France est amenée à en faire autant, nos établissements financiers seront conduits à rapatrier leurs devises et on verra s'accroître la faiblesse de la livre. La

Banque d'Angleterre a besoin de la Banque de France qui possédait, à la fin de juillet, une réserve de devises étrangères atteignant presque 26 milliards. L'isolement n'est bon, pour la Grande-Bretagne, ni au point de vue financier, ni au point de vue politique.

A La Haye, M. Stresemann est resté un spectateur très intéressé du différend entre l'Angleterre et ses co-créanciers. Il a saisi avec opportunité l'occasion de montrer que l'Allemagne a besoin de savoir si, à partir du 1^{er} septembre, elle sera sous le régime du plan Young ou sous celui du plan Dawes, et d'affirmer l'impossibilité pour elle de retomber sous le régime du plan Dawes après avoir préparé son budget d'après le plan Young. Son argumentation, sur ce point, est naturellement très forte. Mais le ministre des Affaires étrangères du Reich a été mal, — ou trop bien, — servi par une partie de la presse qui, pour ménager l'Angleterre, a tenté de rejeter sur la France la responsabilité d'un échec du plan Young. M. Stresemann recueille maintenant les fâcheuses conséquences de l'imprudence avec laquelle il a leurré son opinion publique en lui promettant une évacuation très rapide et la solution de la question de la Sarre ; sa témérité compromet par avance les résultats qu'il se flatte d'obtenir par sa politique.

On ne saurait encore prévoir, à l'heure où nous écrivons, comment se terminera la conférence de la Haye dont la fin se traîne en lamentables marchandages. La méthode des négociations directes, dans de pareilles conditions, entre chefs de gouvernement, est, une fois de plus, condamnée par l'expérience. Ou bien la Conférence sera suspendue, ou bien le plan Young sera mis provisoirement en vigueur au 1^{er} septembre. On voudrait qu'avant la séparation, M. Briand, dont on s'accorde à louer l'esprit de conciliation, fit entendre, au nom de la France, une parole plus forte, plus énergique, pour redresser la direction et relever le ton du débat. De toute façon, le plan Young, qui avait provoqué une satisfaction justifiée quand les experts l'eurent élaboré et qui apparaissait comme le portique d'une Europe plus apaisée et libérée, ne verra le jour que parmi les inquiétudes et les déceptions : puissent ses fruits n'en pas devenir plus amers ! Jamais l'Angleterre n'avait porté à l'ordre européen un coup plus sensible.

RENÉ PINON.

.
t
r
.
e
e
n
e
ir
ar
e
ar
le
g.
le
ni
on
il
o-
na
a,
ne
ce
en
a,
ni
er-
De
is-
me
our
en
dre